



BULLETIN

DE LA

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Publication mensuelle

LXVI^e année, n^{os} 7-8
Juillet - Août 1991

SOMMAIRE

Evolution économique et financière récente en Belgique	3
Description du nouveau chapitre XVI « Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles » de la partie « Statistiques » du <i>Bulletin</i>	27
Statistiques.	1
Législation économique	175
Liste des « Cahiers » parus	185
Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique	187

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE RECENTE EN BELGIQUE

1. INTRODUCTION

L'évolution de la situation économique au début de l'année s'est inscrite dans un contexte international de fléchissement conjoncturel accentué par les répercussions de la crise du Golfe, tandis que les évolutions financières ont surtout porté la marque des réformes mises en œuvre en Belgique au cours des deux dernières années.

Dans les pays industrialisés, la phase de ralentissement de la croissance s'est poursuivie sans toutefois s'étendre à tous les pays. Le décalage conjoncturel s'est même creusé entre les grands pays, la sévérité du repli qui a affecté notamment les Etats-Unis, où le taux de variation du PNB a été négatif, contrastant avec une expansion qui demeure soutenue au Japon et en Allemagne. Parmi les économies européennes qui constituent les principaux partenaires commerciaux de la Belgique, ces divergences de profil conjoncturel se retrouvent aussi. En Belgique, l'essoufflement de la croissance a été plus tardif que dans la plupart des pays membres de la CEE, autres que l'Allemagne.

L'appréciation de l'évolution la plus récente est difficile et comporte une grande marge d'incertitude car elle est tributaire des données disponibles, dont les évolutions sont parfois contradictoires. Depuis la cessation des hostilités au Moyen-Orient, un certain nombre d'indicateurs semblent montrer que le profil conjoncturel aurait tendance à se modifier, tout au moins dans le sens d'un arrêt de la détérioration conjoncturelle. Cette éventuelle amorce de retournement, qui n'est pas encore très nette et ne se manifeste pas depuis longtemps, ne s'inscrit que très timidement dans la ligne des prévisions établies par les organismes internationaux pour l'ensemble de 1991 et qui se fondent sur une reprise graduelle de l'activité dans la zone de l'OCDE au cours de la seconde partie de l'année. Dans ce scénario, on aurait en effet pu s'attendre, dès à présent, à une convergence plus grande des indicateurs et à une multiplication de signes clairs de retournement. Or, plus la période d'incertitude s'allonge, plus il est vraisemblable que ces prévisions élaborées pour 1991 ne se réaliseront pas. Il n'en demeure pas moins que plusieurs facteurs devraient normalement contribuer à un raffermissement de la demande, parmi lesquels on peut citer notamment la restauration de la confiance des entreprises et particuliers, dans la mesure où elle avait été ébranlée par le conflit, et l'assouplissement des politiques économiques et notamment monétaires, qui a été mis en œuvre dans les pays les plus touchés par la récession. En revanche, en Allemagne, la croissance serait restée vive au cours des premiers mois de 1991 mais devrait se tasser dans la seconde partie de l'année, conformément aux prévisions.

Si le ralentissement généralisé de l'activité a pesé sur certains segments des marchés financiers internationaux, comme par exemple le marché des actions, les évolutions enregistrées sur les marchés financiers belges ont surtout été influencées par la poursuite de la modernisation de la place financière de Bruxelles et la modification profonde du mode opératoire de la politique monétaire qui avait été annoncée dans le dernier rapport annuel de la Banque et est entrée en application le 29 janvier.

Divers éléments d'évaluation de cette nouvelle politique seront présentés dans les sections suivantes, notamment lors des commentaires de la balance des paiements ainsi que des évolutions monétaires et financières qui clôturent cet article, après les sections consacrées à l'activité économique et aux finances publiques.

2. ACTIVITE ECONOMIQUE

2.1 Evolution récente

Amorcé au début de 1990, le ralentissement de l'activité s'est poursuivi et même amplifié à la fin de l'année et au début de 1991. Les données disponibles, qui ne concernent que les premiers mois de l'année et qui sont donc affectées par la guerre du Golfe, indiquent que la croissance aurait été très faible au premier trimestre. Suivant des données provisoires, la production industrielle se serait même inscrite en recul de 4,6 p.c. au cours des trois premiers mois par rapport à la période correspondante de 1990. Les comparaisons par rapport au premier trimestre de 1990 sont toutefois effectuées par rapport à une période de sommet conjoncturel et accentuent dès lors le repli apparent.

La courbe synthétique de conjoncture, qui couvre une période un peu plus longue, témoigne d'une conjoncture hésitante. Le taux d'utilisation des capacités de production, qui avait diminué tout au long de l'année 1990, s'est par ailleurs stabilisé au cours du premier semestre. Il est ainsi probable que le repli conjoncturel ne s'accroît plus, mais les signes d'une reprise sont encore très récents.

Si le ralentissement conjoncturel a été généralisé, il n'est pas apparu simultanément dans les différentes catégories de dépenses.

Le déphasage conjoncturel de la Belgique par rapport à ses principaux partenaires commerciaux évoqué dans l'introduction se reflète dans le fait que ce sont les *exportations* qui ont amorcé le ralentissement de la croissance économique dès 1989. Par la suite, ce mouvement de repli s'est poursuivi mais a été freiné depuis le milieu de l'année 1990 par les retombées de l'unification allemande. Depuis le quatrième trimestre de 1990, les livraisons à destination de l'Allemagne se situent en valeur à un niveau de quelque 30 p.c. supérieur à celui prévalant antérieurement. Cette progression a résulté du déplacement vers les zones périphériques de la production de certaines industries allemandes dont les capacités sont pleinement utilisées; en Belgique, cette demande accrue en provenance de l'Allemagne s'est, pour l'essentiel, adressée à un nombre limité de branches des industries de biens d'équipement et de biens de consommation, principalement l'automobile.

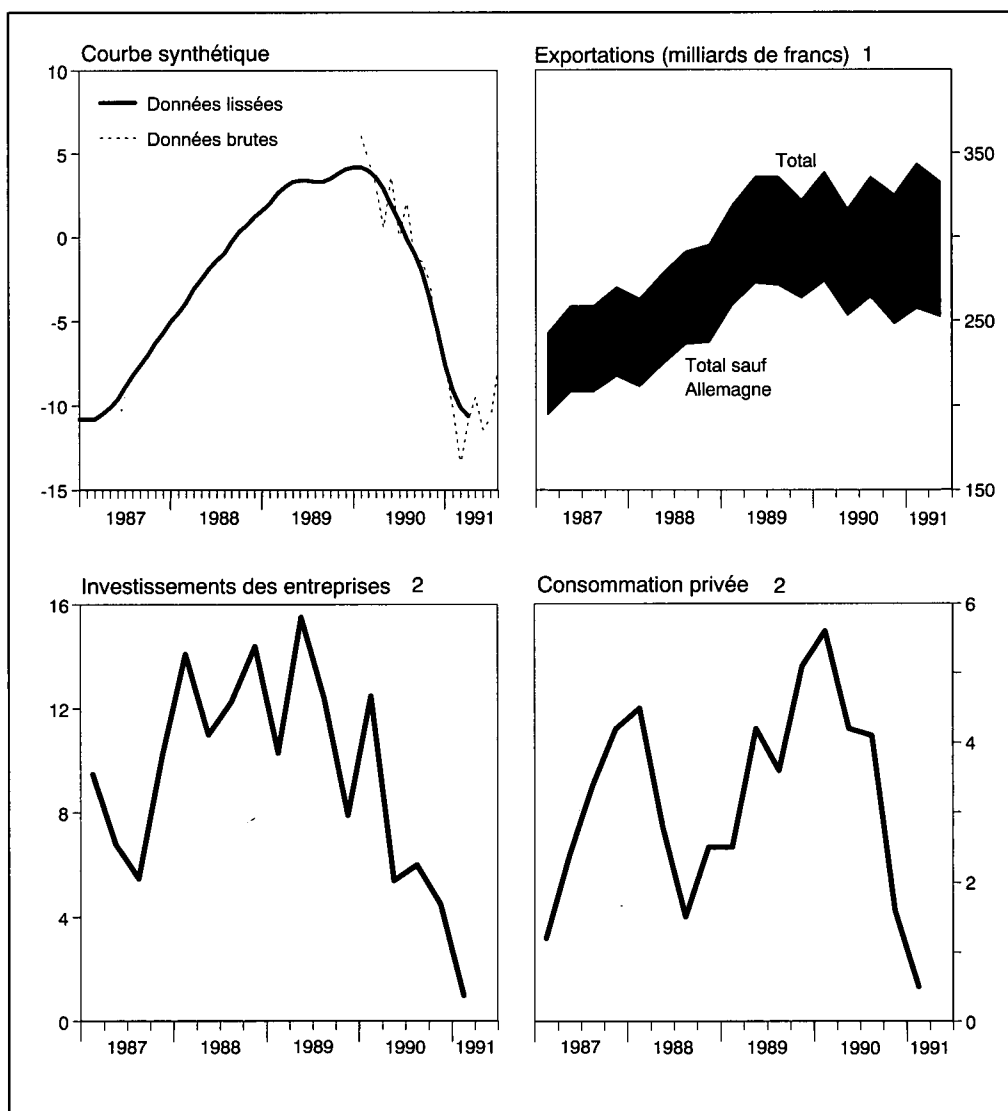
Parmi les dépenses intérieures, une des premières composantes à s'affaiblir a été la *formation brute de capital fixe*. L'accroissement de cette évolution constituera sans doute une des principales origines de l'essoufflement de la croissance en 1991.

En ce qui concerne les investissements des entreprises, le tassement progressif de la demande a entraîné une réduction sensible de leur expansion: suivant les données trimestrielles estimées par la Banque, celle-ci est ainsi progressivement revenue de plus de 10 p.c. en rythme annuel durant la période allant de 1987 au début de 1990 à

moins de 5 p.c. au quatrième trimestre de 1990. Ce fléchissement se serait encore accentué au premier trimestre de 1991, au cours duquel le taux de progression n'aurait atteint que 1 p.c. environ. Cette évolution s'inscrit dans la ligne des résultats de la dernière enquête portant sur les investissements dans l'industrie manufacturière suivant lesquels la formation brute de capital augmenterait de quelque 4 p.c en volume pour l'ensemble de l'année, contre 10 p.c. en 1990. Dans un nombre important de branches, les investissements se situeraient même en deçà de leur niveau de 1990. La principale exception à ce mouvement de recul est constituée par l'industrie de la construction automobile, où des plans d'investissements de grande envergure ont été entamés l'année passée.

La demande de logements, influencée notamment par les relèvements des taux des crédits hypothécaires opérés à la fin de 1989 et au début de 1990, s'est aussi affaiblie

Graphique 1 — INDICATIONS RELATIVES A L'EVOLUTION RECENTE DES PRINCIPALES CATEGORIES DE DEPENSES



Sources : INS, BNB.

¹ Données trimestrielles à prix courants et désaisonnalisées.

² Pourcentages de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente des données trimestrielles en volume estimées par la BNB.

dès le début de 1990. Au cours du premier semestre de l'année en cours, elle se serait encore réduite, si on se réfère à l'évolution de certains indicateurs avancés, en particulier les demandes de crédits hypothécaires, les transactions sur le marché secondaire ou les enquêtes auprès des architectes. Tant le volume des autorisations de bâtir que les indicateurs des enquêtes de conjoncture, qui se situent actuellement encore à un niveau proche de leur maximum des années quatre-vingt, laissent toutefois penser que l'activité demeure malgré tout encore ferme.

La *consommation privée*, qui, par sa vigueur, a encore soutenu la croissance jusqu'au troisième trimestre de 1990 s'est depuis lors montrée nettement moins dynamique. Selon les données trimestrielles de la consommation estimées par la Banque, le rythme de progression annuel serait revenu à moins de 1 p.c. au cours du premier trimestre de 1991, après avoir culminé aux alentours de 4 à 5 p.c. au début de 1990. Cette atonie apparente de la consommation privée est liée en partie à certains facteurs spécifiques. Elle est vraisemblablement d'abord imputable aux modifications de comportement induites par la guerre du Golfe qui ont amené les particuliers, en dehors de quelques achats de panique, à retarder certaines dépenses. Par ailleurs, elle a aussi été influencée par la faiblesse des ventes de voitures, phénomène normal les années où il n'y a pas de salon de l'automobile. Enfin, la consommation n'avait pas encore bénéficié de l'augmentation du revenu disponible résultant des remboursements d'impôts. Au cours du deuxième trimestre, l'incidence de ces facteurs devrait en partie s'être estompée, mais suivant les indicateurs relatifs à cette période, notamment les données fournies par la courbe de conjoncture dans le commerce, la reprise des dépenses de consommation n'aurait pas encore été très nette.

Au total, suivant les données fragmentaires dont on dispose, la croissance économique se serait poursuivie au cours du premier semestre, mais à un rythme très faible.

2.2 Prévisions pour l'ensemble de l'année concernant les principales composantes des dépenses à prix constants

Les évolutions décrites ci-dessus sur la base des statistiques disponibles relatives aux premiers mois de l'année devraient, conformément aux hypothèses retenues pour l'ensemble de l'année, s'infléchir; l'activité au second semestre serait ainsi nettement plus soutenue.

En particulier, les dépenses de *consommation privée* se redresseraient dans la seconde partie de l'année. Cette progression s'appuyerait sur l'augmentation sensible du revenu disponible des ménages (quelque 3 p.c.) qui bénéficie — à concurrence de quelque 1 p.c. — des effets différés de la réforme fiscale de 1988. Tout en étant inférieure à celle du revenu disponible, la croissance de la consommation privée atteindrait encore 1,5 p.c. pour l'ensemble de l'année.

L'activité de la construction résidentielle ne fléchirait guère par rapport au niveau auquel elle avait été ramenée à la fin de 1990, ce qui se traduirait, pour l'ensemble de l'année, par une diminution des dépenses en *logements* de quelque 7 p.c.

La progression des *investissements des entreprises* se situerait aux environs de 3 p.c. En dehors de l'industrie manufacturière, dont les prévisions ont été commentées précédemment, la propension à investir serait encore forte dans la branche des transports et communications, où des projets à long terme sont mis à exécution. En revanche, dans la branche des services aux entreprises, les investissements, particulièrement im-

portants au cours des dernières années, diminueraient sans doute quelque peu, à l'instar de l'évolution observée en 1990.

Quant aux *dépenses publiques*, elles contribueraient davantage qu'en 1990 à la croissance du PNB. D'une part, l'augmentation de la consommation publique s'accéléierait légèrement, du fait notamment d'une programmation sociale un peu plus importante, du versement d'arriérés dans la péréquation des pensions et d'un arrêt de la réduction des achats de biens et de services. D'autre part, après une baisse quasi ininterrompue au cours de la dernière décennie, les investissements publics augmenteraient très légèrement en 1991.

Tableau 1 — PNB ET PRINCIPALES CATEGORIES DE DEPENSES AUX PRIX DE 1985

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	1990 e	1991 e
Consommation privée	3,9	1,5
Dépenses publiques	0,2	2,2
Consommation publique	0,5	2,1
Investissements publics	-2,0	3,3
Logements	7,0	-7,0
Formation brute de capital fixe des entreprises	9,0	3,0
p.m. Formation brute de capitale fixe totale ¹	7,5	0,7
Variations des stocks ²	-0,4	0,0
Total des dépenses intérieures	3,6	1,5
Exportations de biens et services	4,2	3,0
Total des dépenses finales	3,9	2,2
Importations de biens et services	3,8	3,0
PIB	3,9	1,5
Solde des revenus de facteurs ²	-0,4	-0,1
PNB	3,5	1,4

Sources : INS, BNB.

¹ Investissements publics, logements et formation brute de capital fixe des entreprises.

² Contribution à la croissance du PNB.

Au total, la *demande intérieure* se ralentirait et son rythme d'accroissement reviendrait à 1,5 p.c.

En ce qui concerne les *exportations*, la rupture par rapport aux évolutions constatées au cours des premiers mois serait particulièrement nette. La croissance des exportations à destination de l'Allemagne s'affaiblirait, à la fois parce qu'on ne peut pas s'attendre à un nouveau déplacement de la production allemande vers les pays voisins, et que, par ailleurs, on prévoit un essoufflement de l'économie allemande. En revanche, d'après les estimations des organismes internationaux, les autres économies devraient se redresser, ce qui entraînerait une légère reprise des exportations belges au second semestre. Sur l'ensemble de l'année, la progression des exportations atteindrait suivant ce scénario 3 p.c., contre 4,2 p.c. en 1990.

Les importations augmentant à un rythme similaire à celui des exportations, les exportations nettes de biens et services n'influenceraient guère la croissance du PNB qui atteindrait dès lors 1,4 p.c., contre 3,5 p.c. en 1990.

2.3 Marché de l'emploi

Reflétant la détérioration du climat conjoncturel, la situation sur le marché de l'emploi, qui s'était redressée depuis 1985, a été caractérisée au cours des premiers mois de 1991 par la poursuite de l'augmentation du chômage qui avait débuté en septembre 1990.

D'après les données harmonisées de la CEE, le taux de chômage belge est passé de 8 p.c. de la population active en juin 1990 à 8,5 p.c. en juin 1991, ce qui correspond à une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés d'environ 20.000 unités. Des évolutions assez semblables ont été enregistrées dans la plupart des pays de la Communauté européenne.

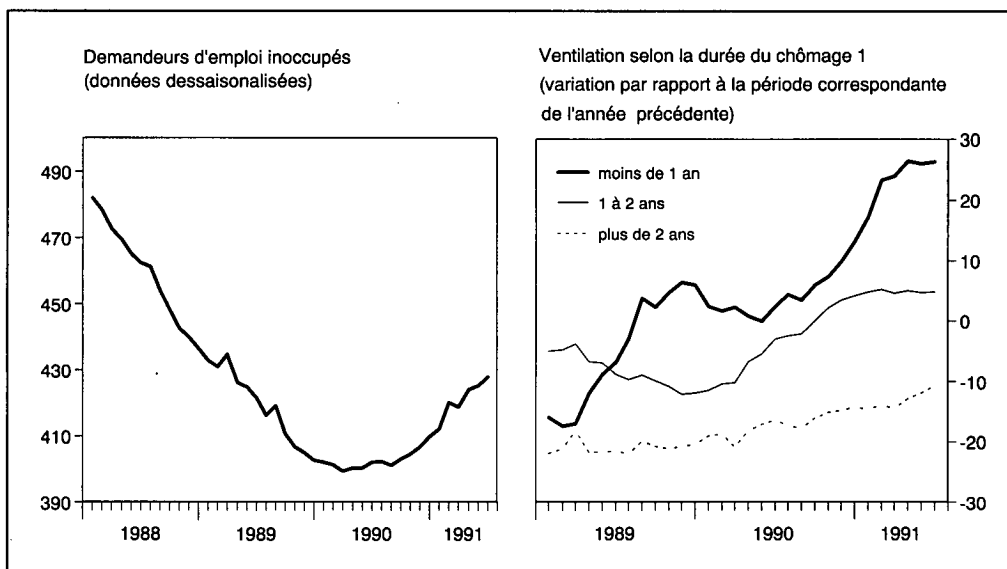
Les données harmonisées de la CEE, élaborées sur la base d'enquêtes annuelles auprès des forces de travail, reflètent sans doute mieux le nombre des véritables demandeurs d'emploi que les données purement administratives établies sur la base des inscriptions auprès des bureaux de chômage, recensées par l'ONEM. Elles ne fournissent toutefois pas de ventilations détaillées par catégories de chômeurs, qui sont donc analysées ci-après sur la base des données de l'ONEM.

Si le nombre total des demandeurs d'emploi a augmenté, le nombre de chômeurs de longue durée a, quant à lui, continué à diminuer. Cette évolution est en grande partie attribuable aux chômeurs, surtout féminins, qui font usage du régime d'interruption temporaire de chômage. Au cours du premier semestre de 1991, l'exclusion de certains chômeurs en raison d'une application plus stricte de la réglementation a contribué à maintenir cette tendance.

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés depuis moins d'un an était, au premier semestre de 1991, supérieur de plus de 15 p.c. à celui du premier semestre de l'année précédente. Cette évolution reflète une augmentation conjoncturelle

Graphique 2 — EVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI INOCCUPES

(milliers d'unités)



Sources : ONEM, BNB.

¹ Concerne uniquement les chômeurs complets indemnisés.

Tableau 2 — MARCHÉ DE L'EMPLOI

(données au 30 juin)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990 e	1991 e
1. Variations en milliers d'unités							
Population active brute	24	31	25	27	41	37	24
Retraits anticipés et temporaires	44	34	19	16	23	20	9
Population active nette	-20	-3	6	12	18	17	15
Emploi	20	25	18	54	58	36	-11
Chômage :							
données administratives ¹	-40	-28	-12	-42	-40	-19	26
données harmonisées de la CEE	-41	11	-16	-55	-70	-11	19
2. Taux de chômage dessaisonné en p.c. de la population active (données harmonisées de la CEE)							
Belgique	11,4	11,7	11,5	10,1	8,3	8,0	8,5
CEE	10,8	10,7	10,3	9,8	9,0	8,4	8,7

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, ONEM, INS, CEE.

¹ A l'exclusion des chômeurs âgés non demandeurs d'emploi.

du chômage que semble aussi confirmer la baisse de plus d'un quart du nombre d'emplois vacants au cours de la même période.

La demande d'emplois (qui correspond à la population active nette) devrait, quant à elle, augmenter un peu plus lentement (+ 15.000 unités) que les deux années précédentes. Cette évolution s'explique uniquement par l'augmentation plus lente qu'auparavant de la population active brute (+ 24.000 unités, contre + 37.000 encore en 1990). En revanche, l'effet des mesures permettant de se retirer temporairement ou définitivement de la vie professionnelle a continué à s'estomper. Le nombre de retraits anticipés a même pour la première fois diminué quelque peu : le nombre de bénéficiaires de prépensions s'est réduit de 4.000 unités, tandis que celui des chômeurs âgés non demandeurs d'emploi n'a que légèrement augmenté. En outre, l'accroissement du nombre de personnes en interruption temporaire de chômage est revenu d'un peu plus de 15.000 unités l'année précédente à 8.000 unités.

De juin 1990 à juin 1991, le nombre d'emplois aurait, pour la première fois depuis 1984, diminué d'environ 10.000 unités, soit 0,2 p.c., contre un accroissement de 36.000 unités au cours des douze mois précédents. Sur la base de données indicatives telles que les enquêtes de conjoncture de la Banque, c'est surtout dans l'industrie que les effectifs s'inscriraient en baisse, après avoir progressé d'un peu plus de 20.000 unités au cours des deux années précédentes. Dans la construction, la création de nouveaux emplois se réduirait de moitié. L'augmentation de la main-d'œuvre dans les services marchands, qui s'était déjà fortement ralentie depuis 1989, serait très modeste, en raison notamment de rationalisations opérées dans certaines branches d'activité, comme par exemple le secteur financier.

2.4 Evolution des prix à la consommation

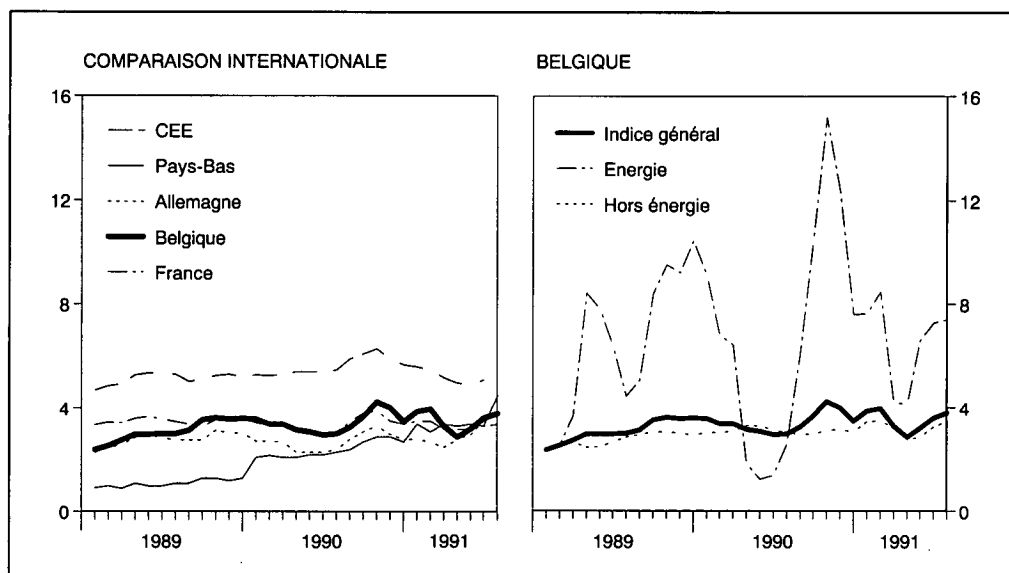
Dans la plupart des pays de la CEE, les prix à la consommation ont suivi un profil d'évolution assez semblable, imprimé par les mouvements sur les marchés pétroliers.

Après avoir atteint un sommet en octobre 1990, les taux d'inflation se sont généralement inscrits à la baisse, du fait de l'atténuation progressive des effets négatifs de la crise du Golfe. En Belgique et dans les trois principaux pays limitrophes, ils avoisinaient 3,5 p.c. à la fin du premier semestre de 1991.

La convergence de ces quatre pays en matière d'inflation s'est quelque peu dégradée en juillet : calculée sur douze mois, la hausse des prix à la consommation a atteint quelque 4,5 p.c. en Allemagne et aux Pays-Bas, à la suite de la majoration des droits d'accises perçus sur les produits pétroliers, alors qu'elle était de 3,8 p.c. en Belgique. Décidés pour des raisons internes, ces relèvements de taxes ne vont pas à l'encontre de l'harmonisation européenne de la fiscalité indirecte, au sujet de laquelle un accord politique a été conclu en juin. En Belgique, c'est en septembre que la hausse de 0,70 franc par litre des droits d'accises sur les carburants provoquera un surcroît d'inflation, mais celui-ci sera limité à quelque 0,1 p.c.

Graphique 3 — PRIX A LA CONSOMMATION

(pourcentages de variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente)



Sources : CEE, MAE.

A partir de 1991, un nouvel indice des prix, qui actualise la composition du panier de consommation, est entré en vigueur en Belgique. Son utilisation a, dans une certaine mesure, contribué aux fluctuations de mois en mois des taux annuels de variation.

Le taux d'inflation s'est ainsi d'abord accéléré au début de l'année, passant de 3,5 p.c. en décembre à 4 p.c. en février. Ensuite, la hausse des prix s'est atténuée puisqu'elle est revenue sous la barre des 3 p.c. en avril, avant de se redresser pour atteindre 3,8 p.c. en juillet.

Bien que la Belgique soit vraisemblablement plus sensible que ses trois partenaires aux variations des prix pétroliers, l'accélération de l'inflation observée en début d'année ne s'explique pas exclusivement par ces dernières. Des facteurs ponctuels, tels que la hausse des tarifs des soins médicaux et des transports publics, des prix des voyages (conséquence différée de la crise du Golfe), des légumes et du pain, et des frais

d'entretien du logement ont accentué la poussée inflationniste. En revanche, la décélération progressive en mars et avril reflète une tendance générale de l'ensemble des grandes catégories de biens et services — à l'exception des loyers — et particulièrement marquée pour les produits énergétiques et alimentaires et les services. Au mois de mai, la recrudescence de l'inflation est quasi exclusivement attribuable à l'évolution des prix des produits énergétiques, et plus particulièrement des produits pétroliers. Les nouvelles accélérations de juin et juillet trouvent essentiellement leur origine dans la hausse des prix des produits alimentaires, les conditions météorologiques défavorables ayant provoqué un renchérissement des fruits et légumes frais.

Comme il est peu probable que les fortes hausses de l'indice observées au cours du second semestre de l'an dernier se reproduisent, l'inflation exprimée en variation annuelle devrait fléchir assez sérieusement dans la seconde partie de l'année, atteignant vraisemblablement un minimum en octobre. Sous l'hypothèse technique d'un maintien des cours de change et des prix du pétrole à leur niveau de la fin de juillet, le taux annuel d'inflation devrait se fixer, en 1991, à un niveau inférieur à celui de l'année précédente — soit 3,5 p.c. —, malgré une légère accélération des prix à l'importation, qui subissent notamment l'effet de l'appréciation du dollar.

3. FINANCES PUBLIQUES

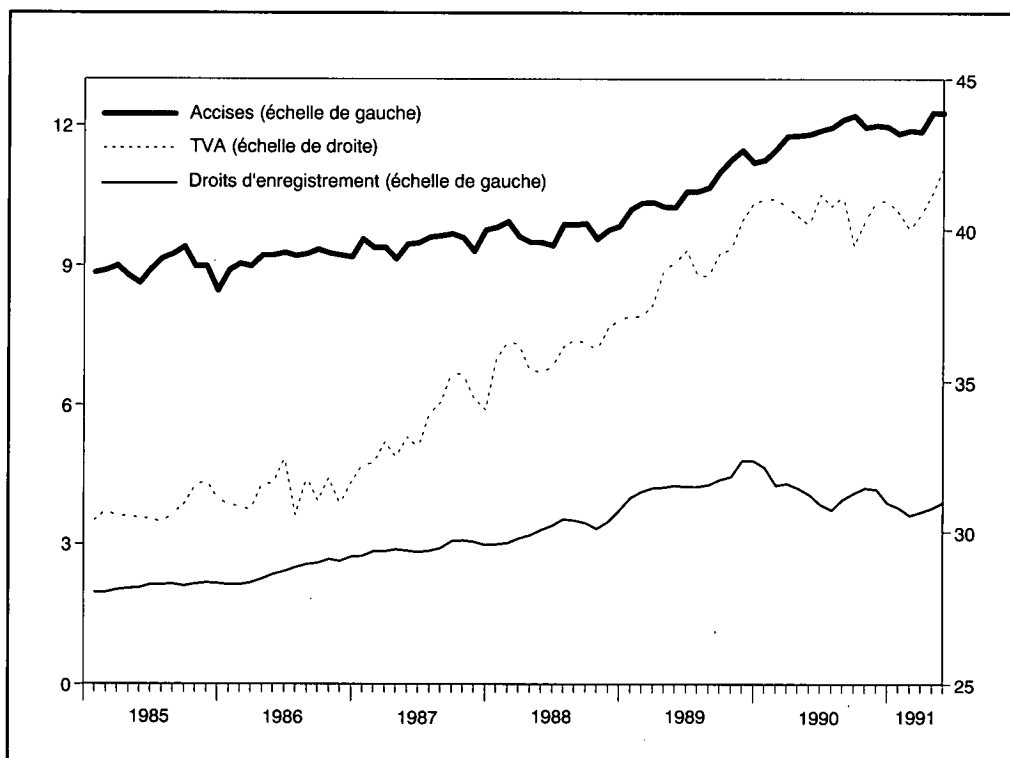
La faiblesse de la croissance économique au cours des premiers mois de l'année a affecté l'évolution des recettes fiscales, qui seront de ce fait moins importantes que prévu initialement. Ainsi la révision à la baisse de l'augmentation du PNB pour 1991, (qui selon les dernières estimations de la Banque serait de quelque 4,8 p.c. en termes nominaux, contre une progression encore estimée à quelque 6,5 p.c. lors du contrôle budgétaire) se traduirait par des moins-values estimées pour l'ensemble de l'année à quelque 30 milliards pour les seules recettes fiscales et à 45 milliards, si l'on tient aussi compte de l'incidence de l'expansion plus faible sur les autres recettes, notamment les cotisations sociales.

Suivant les données disponibles relatives aux sept premiers mois, le ralentissement conjoncturel a en particulier contribué à la forte décélération de la hausse des impôts indirects : 2,6 p.c., contre 8 p.c. au cours de la période correspondante de 1990. Cette évolution est illustrée au graphique 4, d'où il ressort que les recettes de TVA, qui constituent la plus grande part de ces impôts, sont tendanciellement stables depuis le début de 1990. En outre, le rendement des accises stagne depuis l'automne 1990, ce qui contraste avec les hausses enregistrées depuis 1989, dues, il est vrai, en grande partie aux relèvements des droits décidés par le gouvernement au cours de cette période. Enfin, les droits d'enregistrement baissent depuis le début de 1990, reflétant la réduction des transactions sur les biens immobiliers.

L'évolution des impôts directs a quant à elle surtout été influencée par d'autres facteurs liés notamment à des mesures antérieures ; ces recettes ont baissé de 4,3 p.c., alors qu'elles avaient augmenté de 6,9 p.c. au cours de la même période de 1990. L'évolution par catégories d'impôts est difficile à appréhender d'une part, dans la mesure où, à la suite de retards de comptabilisation, une partie des recettes ne peut être ventilée, d'autre part, en raison du changement institutionnel concernant la taxation des associés actifs de sociétés de personnes, qui a consisté à assujettir ceux-ci au régime du pré-compte professionnel plutôt qu'à celui des versements anticipés.

Graphique 4 — RECETTES DE TVA, D'ACCISES ET DE DROITS D'ENREGISTREMENT

(milliards de francs, données mensuelles dessaisonnalisées et lissées)



Sources : Ministère des Finances, BNB.

Les facteurs exceptionnels, liés à la baisse du taux du précompte de 25 à 10 p.c., qui avaient été à l'origine de la hausse importante des recettes de précompte mobilier en 1990¹, ont disparu cette année, ce qui explique la forte diminution de ces recettes au cours des sept premiers mois (- 13,2 p.c.).

Les enrôlements des sociétés et surtout des personnes physiques ont donné lieu à des remboursements en 1990 qui se sont encore amplifiés en 1991. En ce qui concerne les particuliers, cet accroissement s'explique par l'effet différé de la réforme fiscale de 1988, qui impliquait une réduction de la pression fiscale.

Au total, les recettes fiscales ont diminué de 1,3 p.c. au cours des sept premiers mois. Comme la plus grande partie des recettes qui sont transférées au titre des ressources aux autres pouvoirs publics (principalement aux communautés et régions) est, conformément aux dispositions de la loi du 16 janvier 1989, indépendante du rendement des recettes fiscales globales, toute dégradation de la conjoncture se marque davantage encore sur les voies et moyens, ou autrement dit sur les recettes du pouvoir national.

La diminution des voies et moyens, qui a atteint 5,7 p.c., explique ainsi presque entièrement la détérioration du solde net à financer du pouvoir national qui s'est élargi de 43 milliards au cours des sept premiers mois de 1991.

¹ A savoir les remboursements importants de bons de capitalisation qui ont donné lieu à la perception d'un précompte de 25 p.c. sur les intérêts cumulés de plusieurs années et le fait que les détenteurs de bons de caisse, lorsqu'ils avaient le choix entre l'encaissement et la capitalisation du coupon, ont été plus nombreux, en 1990, à opter pour la première possibilité.

Tableau 3 — ENSEMBLE DES RECETTES FISCALES¹

(pourcentages de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

	1988	1989	1990	Sept premiers mois		
				1990	1991	p.m. 1991 Milliards de francs
1. Impôts directs ^{2,3}	2,7	1,3	7,5	6,9	- 4,3	(589,0)
dont :						
Versements anticipés	4,4	7,8	- 5,6	- 6,2	- 2,8	(124,8)
Précompte professionnel	2,7	2,1	9,1	1,9	12,0	(409,2)
Précompte mobilier	2,4	1,9	13,7	14,5	-13,2	(96,9)
Rôles sociétés ³	- 1,6 ⁴	- 9,6 ⁴	- 3,8 ⁴	- 0,7 ⁴	- 3,0 ⁴	(- 18,1)
personnes physiques	- 0,2 ⁴	- 7,3 ⁴	- 0,1 ⁴	- 4,1 ⁴	-22,5 ⁴	(- 29,6)
2. Impôts indirects	6,5	9,4	6,5	8,0	2,6	(444,9)
dont :						
TVA	6,8	7,6	5,8	6,8	2,8	(286,7)
Accises	2,2	9,2	10,9	13,1	5,0	(85,8)
Droits d'enregistrement	12,7	29,3	- 0,9	4,8	-10,5	(27,3)
Droits de douanes	18,0	12,3	6,6	5,4	3,3	(19,9)
3. Droits de succession	6,4	- 0,6	21,7	28,6	9,1	(11,6)
4. Ensemble des recettes fiscales	4,3	4,6	7,2	7,5	- 1,3	(1.045,5)

Source : Ministère des Finances.

¹ A l'exclusion des additionnels au profit des pouvoirs locaux.

² Y compris les recettes perçues mais non encore comptabilisées et qui ne peuvent être ventilées dans les sous-rubriques.

³ Corrigés pour le précompte mobilier fictif, lié à des opérations de liquidation, qui n'a pas été remboursé.

⁴ Variations en milliards de francs.

Depuis que les communautés (à l'exception de la communauté germanophone) et les régions gèrent leurs trésoreries respectives de manière autonome — c'est-à-dire depuis le 1^{er} janvier — le solde net à financer du Trésor se limite au solde national. Son évolution est devenue encore moins représentative de celle de l'ensemble des pouvoirs publics, d'autant plus que des glissements s'opèrent entre les divers sous-secteurs des pouvoirs publics. Comme les données relatives aux opérations de ces communautés et régions ne sont par ailleurs pas disponibles, pas plus que certaines données des autres pouvoirs publics, toute analyse globale de la situation des finances publiques s'avère actuellement difficile.

4. BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Poursuivant une tendance qui s'est manifestée depuis 1985, les transactions courantes de l'UEBL avec l'étranger sur la base de caisse ont de nouveau dégagé un excédent substantiel au cours des six premiers mois de l'année, à peine inférieur à celui enregistré en 1990. Les opérations en capital portent, quant à elles, l'empreinte des réformes mises en œuvre en 1990 et 1991 et dont les objectifs qui étaient de renforcer l'attrait pour les résidents ainsi que pour les non-résidents des placements en francs, tout en réduisant le différentiel de taux d'intérêt, semblent visiblement être en voie de réalisation. Ainsi, malgré que l'écart de taux à court terme vis-à-vis des placements en

mark allemand se soit à nouveau réduit puis ait pratiquement disparu, le franc a fait preuve d'une grande fermeté sur le marché des changes et la balance des règlements officiels de l'UEBL s'est soldée par un léger boni.

4.1 Opérations courantes

La très légère réduction du surplus courant, qui est revenu de 75 à 68 milliards au cours des six premiers mois, s'explique exclusivement par la baisse des recettes nettes au titre des revenus de placements et d'investissements.

Grâce en particulier au soutien qu'a constitué pour les exportateurs la vigueur de la demande en provenance de l'Allemagne, le solde des exportations et importations de marchandises ainsi que celui du travail à façon — soit essentiellement l'assemblage d'automobiles —, ont progressé de quelque 6 milliards.

Mais le maintien de l'excédent des opérations sur marchandises reflète aussi l'évolution relativement satisfaisante au cours des dernières années d'un des éléments importants qui déterminent la compétitivité des entreprises, à savoir le coût salarial. Suivant les estimations les plus récentes de l'OCDE, la hausse du coût salarial par salarié dans le secteur privé est restée depuis 1987 dans la ligne de celle enregistrée par l'ensemble des sept principaux partenaires commerciaux de la Belgique. Dans l'hypothèse technique d'une stabilisation des cours de change de la fin du mois de juillet à la fin de l'année, l'évolution en 1991 ne s'écarterait guère de ce profil : en monnaies nationales, le rythme de croissance des coûts salariaux serait le même en Belgique que chez les sept principaux partenaires commerciaux, tandis qu'en monnaie commune la compétitivité s'améliorerait quelque peu — tout au moins dans les hypothèses retenues — sous l'effet de l'appréciation du dollar et du yen.

Tableau 4 — COUTS SALARIAUX PAR PERSONNE OCCUPEE DANS LE SECTEUR PRIVE : COMPARAISON INTERNATIONALE

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	1988	1989	1990	1991			
	En franc belge			En monnaie nationale	Cours de change ¹	En franc belge ¹	Indices 1987 = 100 (franc belge)
Belgique	2,6	3,8	6,0	5,8	—	5,8	(119,4)
Cinq principaux partenaires commerciaux européens	5,6	4,6	3,6	6,1	-0,4	5,7	(121,1)
Sept principaux partenaires commerciaux	5,8	5,1	1,0	5,8	0,6	6,4	(119,4)
Allemagne	4,0	3,1	3,2	5,8	-0,4	5,4	(116,6)
Pays-Bas	2,8	0,3	3,2	4,9	-0,4	4,4	(111,1)
France	4,1	5,2	4,2	4,8	-1,2	3,5	(118,2)
Royaume-Uni	15,6	6,7	2,2	9,2	1,9	11,3	(140,4)
Italie	5,9	10,9	5,7	8,2	-1,0	7,1	(133,1)
Etats-Unis	3,3	10,1	-12,4	4,2	3,9	8,2	(107,9)
Japon	14,6	3,9	-15,7	4,0	9,8	14,2	(114,5)

Source : OCDE (estimations de juin 1991). Indicateurs calculés conformément aux stipulations de la loi du 6 janvier 1989.

¹ Dans l'hypothèse où les cours de change de la fin du mois de juillet restent inchangés jusqu'à la fin de 1991.

Le surplus des opérations d'arbitrage sur marchandises, qui avait été exceptionnellement élevé en 1990, s'est réduit, demeurant toutefois nettement supérieur à celui enregistré en 1989.

Tableau 5 — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UEBL SUR LA BASE DE CAISSE

(soldes en milliards de francs)

	1989	1990	Six premiers mois	
			1990	1991 p
Opérations courantes				
1. Marchandises	118	130	53	53
Exportations, importations et travail à façon	95	91	29	35
Arbitrage	23	39	24	18
2. Services et transferts	30	19	22	15
3. Total	147	149	75	68
Opérations en capital				
1. Investissements directs et opérations en capital apparentées	43	76	43	26
— Résidents	-259	-225	-95	-103
— Non-résidents	303	301	139	130
2. Valeurs mobilières	-206	61	46	93
Actions	-48	47	25	-15
— Résidents	-78	19	13	-16
— Non-résidents	31	28	13	1
Titres à revenu fixe	-158	13	20	108
— Résidents	-185	-1	12	-6
— Non-résidents	27	14	9	114
3. Opérations en capital principalement à court terme	14	-146	-76	-125
Au comptant	-58	44	-23	0
— Résidents	-115	25	-48	84
— Non-résidents	57	19	25	-84
Couverture par les intermédiaires financiers des positions à terme	72	-190	-53	-126
— Résidents	85	-270	-149	-9
— Non-résidents	-13	80	96	-117
4. Autres opérations en capital (y compris erreurs et omissions)	-53	-100	-53	-56
Balance des règlements officiels	-54	39	36	6
1. Mouvement des réserves de change nettes de la BNB ¹ ...	12	17	32	3
2. Opérations en capital, au comptant, en monnaies étrangères des pouvoirs publics ²	-66	23	4	3

Source : BNB.

¹ Signe - : diminution des réserves.

² Signe - : augmentation de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics.

L'excédent des opérations sur services et des transferts a diminué en raison principalement de la réduction des revenus nets de placements et d'investissements. Ces derniers qui avaient régulièrement haussé, au cours des dernières années, à la faveur des surplus courants engrangés par l'UEBL, ont diminué en 1990 et de nouveau au premier semestre de 1991, malgré la poursuite de la croissance des créances nettes de l'UEBL sur le reste du monde. Cette évolution résulte en partie de l'appréciation moyenne du cours de change du franc vis-à-vis de la plupart des monnaies, en particulier du dollar, au cours du premier semestre par rapport au semestre correspondant de 1990, ainsi que de la baisse des taux d'intérêt. La pratique de la distribution des dividendes des SICAV

et autres fonds communs de placement sur une base annuelle a sans doute aussi contribué à ce fléchissement ; les revenus récemment versés aux actionnaires étrangers reflètent en effet les performances passées de ces organismes et sont relativement plus importants que ceux qu'ils perçoivent de l'étranger sur leurs placements actuels.

4.2 Opérations en capital

La mutation enregistrée dans les mouvements de capitaux en 1990 et qui s'est caractérisée par l'apparition d'un surplus important au titre des opérations en valeurs mobilières s'est poursuivie en 1991. En 1990, cet excédent avait été déterminé par le comportement des résidents ; en 1991, son élargissement découle des transactions des *non-résidents*. Ceux-ci ont en effet procédé à des achats importants de titres à revenu fixe en francs. Ces opérations reflètent l'intérêt accru témoigné par les étrangers pour les placements en effets et fonds publics en franc belge, en conséquence notamment des réformes mises en œuvre pour moderniser la place financière de Bruxelles et, plus spécifiquement, de l'introduction des obligations linéaires et de l'ouverture du marché des certificats de trésorerie. L'ajustement de portefeuille auquel ont conduit ces réformes s'est traduit par l'acquisition par les non-résidents de 114 milliards de titres à revenu fixe au premier semestre, contre 9 milliards l'année précédente.

En revanche, les opérations principalement à court terme au comptant des non-résidents se sont soldées par des sorties nettes alors qu'elles avaient dégagé un surplus au cours des six premiers mois de 1990. Ces sorties sont pour une part directement liées aux achats de valeurs mobilières : en effet, des banques non résidentes ont affecté des ressources en francs provenant de résidents de l'UEBL à des placements en certificats de trésorerie — qui leur sont à présent accessibles — et en obligations linéaires, en utilisant des dépôts qu'elles avaient antérieurement effectués sur le marché interbancaire. Par ailleurs, le rétrécissement du différentiel de taux à court terme vis-à-vis de l'étranger rendu possible par l'évolution favorable des transactions de l'UEBL avec l'étranger a sans doute aussi contribué à rendre relativement moins attrayants les placements à court terme en francs.

Quant aux *résidents*, ils n'ont plus procédé comme en 1990 à la liquidation d'une partie de leur portefeuille d'actions et d'obligations étrangères. D'une part, les organismes de placement collectif de l'UEBL, en particulier, ont augmenté leur portefeuille d'actions étrangères en réduisant leurs placements à court terme en devises. D'autre part, les résidents ont aussi acquis, par solde, des titres étrangers à revenu fixe. Au total, les opérations en valeurs mobilières des résidents ont laissé un déficit de 21 milliards, très modeste si on le compare aux plus de 100 milliards de déficits enregistrés, en moyenne, par semestre, pendant les années 1988 et 1989. La désaffection à l'égard des placements en monnaies étrangères constatée en 1990 semble donc se poursuivre.

Les opérations à court terme au comptant des résidents se sont en revanche soldées par une entrée nette de 84 milliards, au lieu d'une sortie nette de 48 milliards en 1990. Cette évolution résulte en partie de la liquidation d'avoirs nets en dollar que justifie sans doute l'évolution des taux d'intérêt sur cette monnaie.

Enfin, les opérations de couverture par les intermédiaires financiers des positions à terme des résidents et des non-résidents ont donné lieu à un déficit de 126 milliards, contre 53 milliards en 1990. Ainsi notamment, certains investisseurs étrangers, soucieux à la fois de détenir des risques dits « souverains » dans leur portefeuille et d'accroître la rentabilité de leurs avoirs en dollar, ont procédé à des achats de titres de l'Etat

belge qu'ils ont assortis d'une opération de vente à terme de francs belges contre dollars. Ils ont de la sorte bénéficié du taux du marché interbancaire en dollar, supérieur à celui des certificats de trésorerie américains, tout en détenant des créances sur un Etat.

En résumé, l'excédent plus important qu'au premier semestre de 1990 réalisé sur la balance de base entendue comme la somme des transactions courantes et des opérations en capital les moins volatiles — c'est-à-dire les investissements directs et les transactions sur valeurs mobilières — a eu comme contrepartie, non pas un surplus plus large de la balance des règlements officiels, que les autorités ont, au contraire, souhaité maintenir en équilibre, mais un élargissement des sorties nettes de capitaux à court terme, principalement sous la forme de couvertures bancaires de positions à terme. Ces opérations à court terme sont celles sur lesquelles la politique monétaire peut agir le plus rapidement en cas de détérioration des autres éléments de la balance des paiements qui eux évoluent en fonction de données plus fondamentales ou plus institutionnelles de l'économie.

5. EVOLUTIONS MONETAIRES ET FINANCIERES

5.1 Politique monétaire

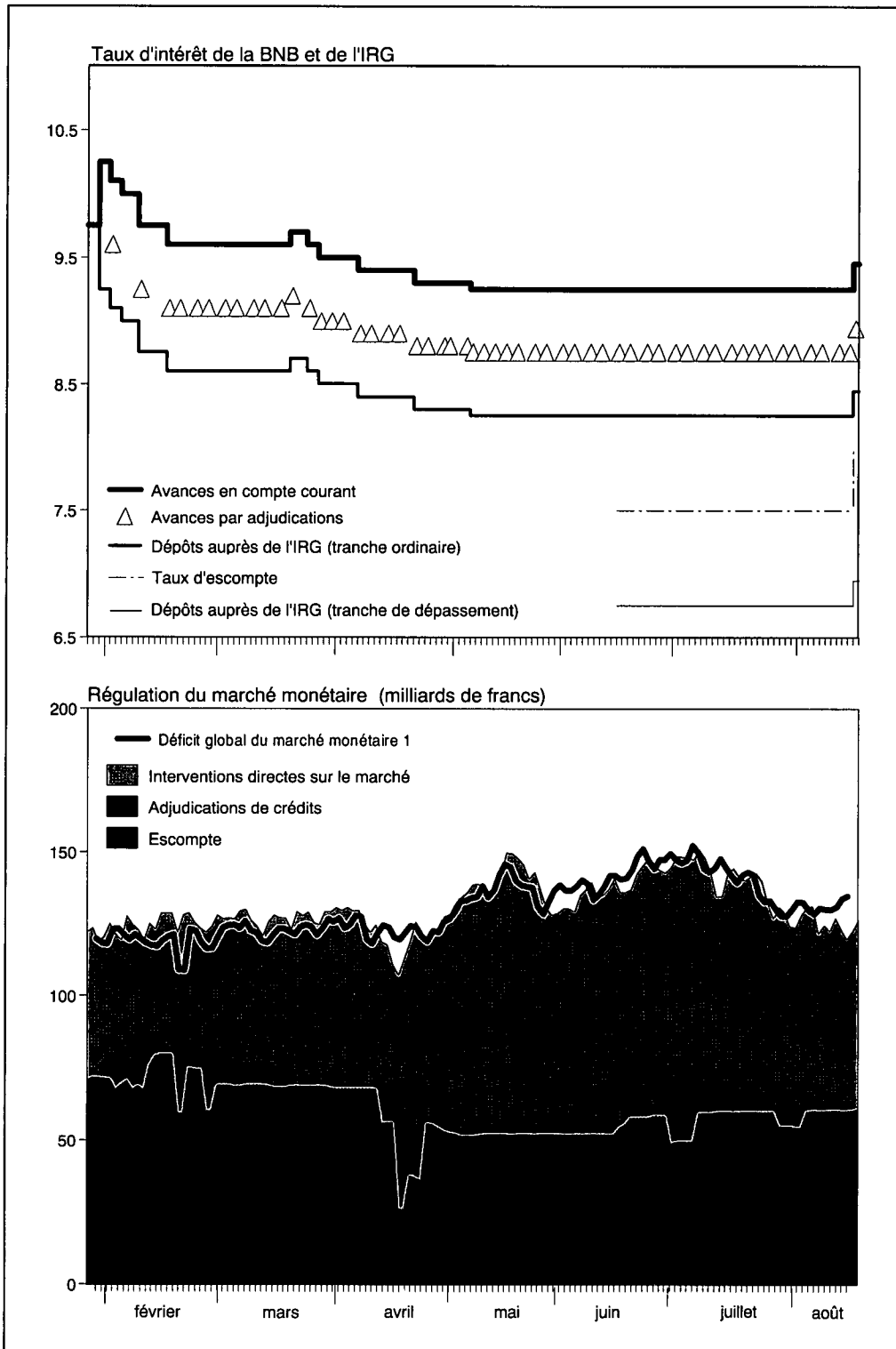
L'importante réforme du mode d'exercice de la politique monétaire, entrée en vigueur le 29 janvier 1991, n'a pas modifié l'objectif assigné à cette politique qui, aux termes de l'engagement souscrit par le Gouvernement en juin 1990, consiste à assurer un lien étroit entre le cours du franc et celui de devises appartenant à des pays considérés comme ancrés de stabilité du SME, en l'occurrence le mark allemand.

Cette liaison au mark allemand est l'aboutissement d'un processus d'amélioration des données fondamentales de l'économie qui a permis d'appliquer une politique de change de plus en plus ambitieuse, passant d'un objectif de stabilité au sein du système monétaire européen à un arrimage aux monnaies fortes de ce système.

Ce renforcement de l'objectif de change a permis de réduire, voire d'annuler le différentiel d'intérêt entre les placements en franc belge et ceux en mark allemand. Sur le marché des fonds à court terme, ce différentiel, qui, pour les placements à 3 mois, était encore de 2 p.c. pendant les premiers mois de 1990, s'est rétréci progressivement par la suite et a pratiquement disparu au cours du deuxième trimestre de 1991. Sur le marché des obligations à long terme, le différentiel, également de 2 p.c. au début de l'année 1990, a pu être réduit de plus de moitié.

Le nouveau mode opératoire de la politique monétaire instauré le 29 janvier 1991 comportait, rappelons-le, l'abandon de la fixation discrétionnaire, par la Banque, du taux des certificats de trésorerie et le recours, pour influencer les taux à court terme, à des techniques s'appuyant sur les mécanismes de marché. A cet effet, la Banque a maintenant recours à une série d'instruments qui s'épaulent et se renforcent mutuellement. Les adjudications périodiques de crédit sont utilisées pour fournir une base de liquidités au marché et appuyer les modifications dans l'orientation générale des taux. Cette orientation est essentiellement fonction des interventions ponctuelles que la Banque effectue chaque jour dans le marché au moyen de repo's ou de reverse repo's,

Graphique 5 — POLITIQUE MONETAIRE



Source : BNB.

¹ La différence, positive ou négative, entre le déficit global du marché monétaire et les financements accordés par la Banque sous la forme d'escompte, d'adjudications de crédits et d'interventions directes sur le marché se traduit par un déficit ou un surplus de fin de journée des participants au marché monétaire. Ces déficits ou surplus donnent lieu à des recours aux avances de la Banque ou à des placements auprès de la Banque par l'intermédiaire de l'IRG.

de swaps en devises ou de prêts et d'emprunts sur le marché interbancaire. Les conditions auxquelles ces opérations ponctuelles s'effectuent en taux et en quantités influencent l'ensemble des taux sur le marché monétaire soit directement, soit via les

fluctuations dans les surplus et déficits individuels de fin de journée, les uns et les autres pouvant être couverts en recourant aux facilités de placements ou de crédits auprès de la Banque.

Cette structure générale des interventions de la Banque permet une conduite très souple et très efficace de la politique monétaire, en particulier lorsqu'il s'agit d'adapter les taux du marché monétaire aux conditions prévalant sur le marché du pays dont la monnaie a été choisie comme point d'ancrage. Ces taux du marché monétaire ne se reflètent pas nécessairement et directement dans les taux que la Banque publie et qui, vu leur caractère officiel, servent essentiellement à marquer ou à consacrer les orientations de politique.

La hiérarchie officielle des taux débiteurs comporte, au bas de l'échelle, le taux d'escompte. Introduit le 17 juin, ce taux préférentiel est celui auquel les intermédiaires financiers peuvent réescompter des effets de commerce auprès de la Banque. Comme il ne s'applique qu'à des quantités limitées — 10,6 milliards au total — et qu'il est le plus faible de tous les taux débiteurs pratiqués par la Banque, les modifications de ce taux ont une valeur plutôt symbolique mais non dénuée d'utilité pour marquer, par exemple, que les autorités monétaires s'associent étroitement à des modifications du même type dans d'autres pays.

Les adjudications périodiques de crédit se font soit à un taux que la Banque fixe au préalable — dans ce cas, les offres des intermédiaires financiers ne mentionnent que le montant souhaité — soit à un ou des taux qui résultent des offres faites. Dans ce dernier cas le taux peut être unique, c'est-à-dire que le taux minimum retenu par la Banque s'applique uniformément à toutes les offres présentées à un taux supérieur ainsi qu'à une partie ou à toutes les offres présentées à ce taux limite ; les adjudications peuvent aussi se faire à taux multiples, la Banque retenant un taux minimum et toutes les offres introduites à des taux supérieurs étant satisfaites intégralement aux taux proposés tandis que les offres présentées à ce taux minimum peuvent être réduites proportionnellement.

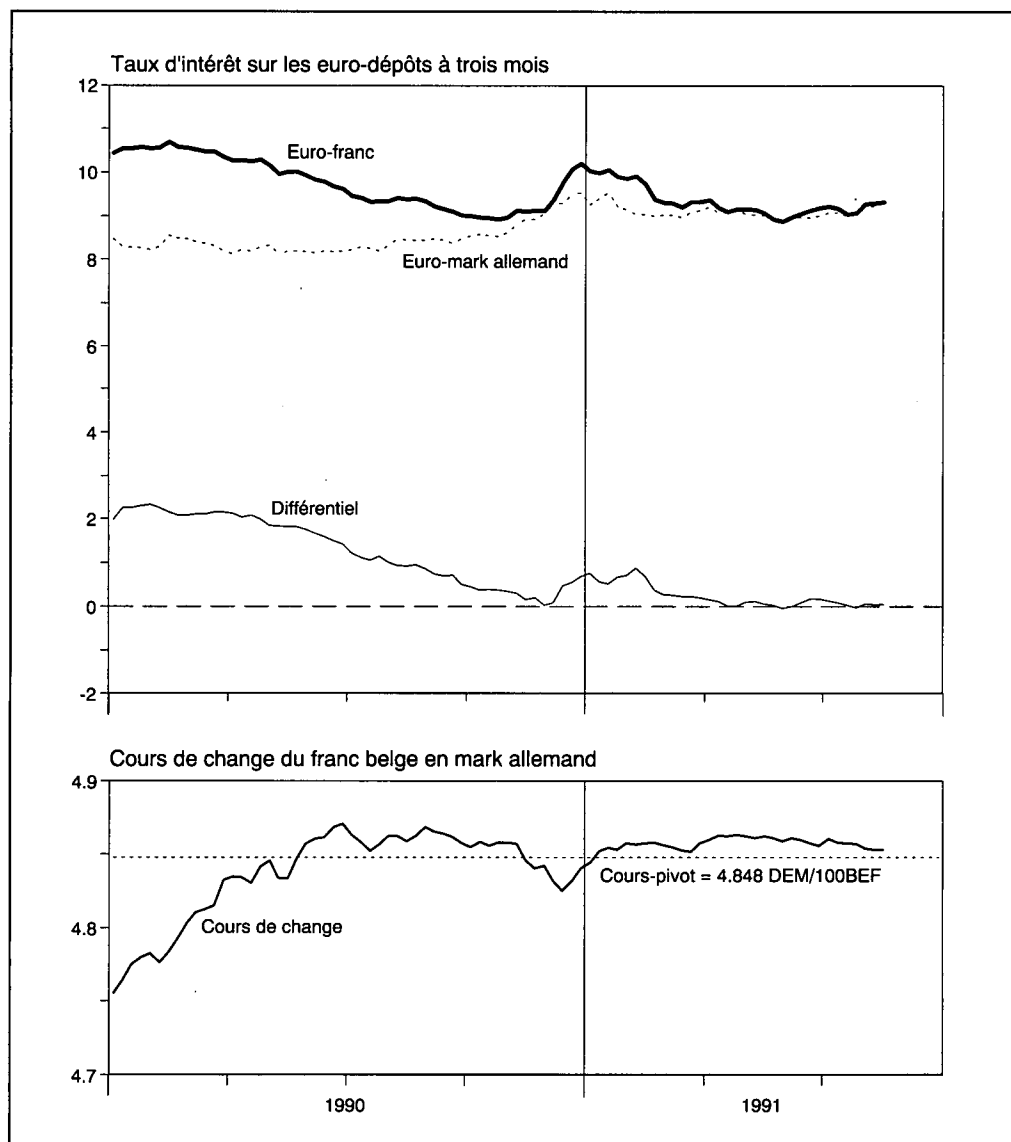
Jusqu'à présent, la Banque a procédé essentiellement à des adjudications en volume, c'est-à-dire à un taux annoncé avant l'adjudication. Ce taux a servi de référence aux conditions appliquées par la Banque aux avances de fin de journée. Les avances ordinaires, c'est-à-dire celles qui s'opèrent à l'intérieur des lignes de crédit accordées à chaque établissement de crédit, l'ont été à ce taux de référence, majoré de 0,50 p.c. Jusqu'à concurrence d'une limite globale de 5 milliards, les primary dealers ont cependant la possibilité de se financer au taux de référence.

La Banque a aussi procédé occasionnellement à des adjudications à taux multiples dans des circonstances où elle souhaitait être pleinement informée sur les attentes du marché ; lors de ces adjudications, le taux de référence a été fixé au niveau, arrondi, du taux inférieur retenu.

Enfin, au sommet de la hiérarchie des taux, la Banque applique aux avances qui seraient accordées au-delà des lignes de crédit un taux fortement majoré qui a été fixé à 11,50 p.c. peu après l'entrée en vigueur de la réforme et n'a pas été modifié par la suite.

Le taux de référence de la Banque tel qu'il est fixé avant les adjudications ou résulte de celles-ci détermine aussi les taux auxquels l'Institut de Réescompte et de Garantie rémunère les surplus de fin de journée des intermédiaires financiers.

Graphique 6 — TAUX D'INTERET EN FRANC ET EN MARK ET COURS DE CHANGE



Source : BNB.

Dès les premières semaines de fonctionnement du nouveau mode opératoire de la politique monétaire, la Banque a activement utilisé ses divers instruments pour opérer, entre les taux à court terme sur le franc belge et sur le mark allemand, un rapprochement que justifiait la fermeté du franc. La baisse des taux a été amorcée par un assouplissement des conditions des adjudications de crédit et appuyé par des interventions quotidiennes dans le marché. Le taux des adjudications est ainsi revenu d'un niveau initial de 9,60 p.c. le 4 février à 9,10 p.c. deux semaines plus tard. Pendant la seconde quinzaine du mois de février et pendant le mois de mars, les taux officiels de la Banque sont restés pratiquement inchangés, mais les taux du marché monétaire ont continué à baisser légèrement en conséquence d'interventions substantielles de la Banque dans le marché : le différentiel entre les taux belge et allemand à trois mois a ainsi pu être ramené à 0,25 p.c. environ.

A partir de la fin du mois de mars, le mark s'est quelque peu affaibli vis-à-vis du franc, ce qui a conduit les autorités monétaires à donner le signal d'une nouvelle baisse

des taux, consacrée par plusieurs réductions du taux des adjudications, revenu à 8,75 p.c. au début du mois de mai, niveau qu'il a conservé jusqu'à la moitié du mois d'août. Depuis la mi-avril, les conditions prévalant sur les marchés monétaires belge et allemand sont devenues très voisines, l'écart de taux entre les placements à court terme sur les deux marchés ayant pratiquement disparu.

En juillet, et pendant la première quinzaine d'août, lorsque les taux se sont inscrits à la hausse sur le marché monétaire allemand, c'est uniquement au travers de ses opérations quotidiennes dans le marché que la Banque a soutenu le mouvement parallèle de hausse des taux en Belgique, le taux des adjudications de crédit restant inchangé.

A la mi-août lorsque la Deutsche Bundesbank a relevé à la fois son taux d'escompte et son taux « Lombard », la Banque a adapté ses propres tarifs officiels. Le taux d'escompte est passé de 7,50 à 8 p.c. Pour les adjudications de crédit effectuées à taux multiples, le taux le plus bas retenu a été de 8 15/16 p.c. : c'est ce taux, arrondi à 8,95 p.c., qui sert de point de référence pour la fixation des taux appliqués à la couverture des déficits et au placement des surplus de fin de journée.

5.2 Marché des certificats de trésorerie

La réforme du mode de fonctionnement du marché primaire des certificats de trésorerie a consisté, d'une part, dans l'ouverture de ce marché aux sociétés non financières et aux non-résidents, d'autre part, dans la substitution de techniques de marché aux techniques discrétionnaires d'émission. C'est ainsi que la fixation des taux par la Banque et les émissions « au robinet » ont été abandonnées au bénéfice des adjudications périodiques. Par ailleurs, les changements survenus dans le marché primaire et des mesures telles que l'établissement d'un système de compensation et de règlement géré par la Banque et la constitution d'un corps de teneurs de marché ont permis l'émergence d'un marché secondaire des certificats de trésorerie.

Depuis le 29 janvier, ce sont surtout les non-résidents qui ont manifesté un attrait important pour les nouvelles possibilités de souscriptions de certificats de trésorerie. Les adjudications ont été effectuées à des taux très proches de ceux du marché interbancaire. Le marché secondaire s'est révélé très actif : les transactions journalières moyennes y ont représenté quelque 35 milliards de francs au cours du premier semestre.

5.3 Marché des capitaux

5.31 Aspects institutionnels

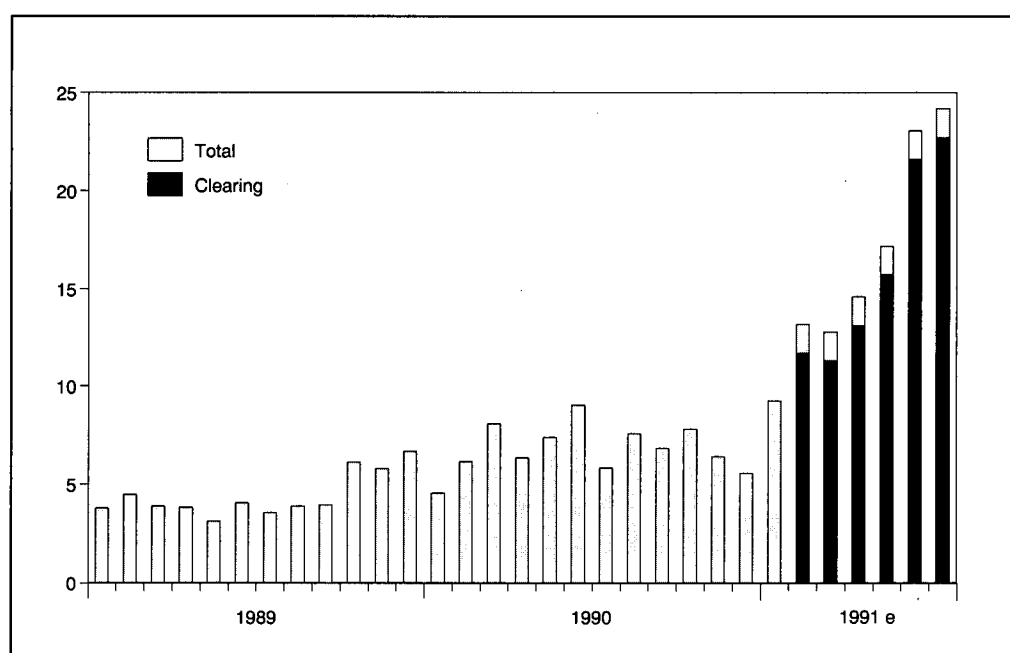
La réforme des marchés boursiers, introduite par la loi du 4 décembre 1990, s'est concrétisée en 1991. Depuis le 1^{er} janvier, les sociétés de bourse, qui se sont substituées aux agents de change, sont seules habilitées à effectuer les transactions sur valeurs mobilières. Les courtages ont été réduits, de même que la taxe sur les opérations de bourse, plafonnée à 10.000 francs, en vue d'accroître la compétitivité de la place financière belge. Par ailleurs, l'arrêté royal du 4 mars 1991 relatif aux organismes de placement collectif a permis l'éclosion des premières SICAV de droit belge, dont le régime fiscal est particulièrement favorable aux placements en actions.

Les mesures prises pour stimuler le développement du marché secondaire des certificats de trésorerie s'appliquant aussi aux obligations linéaires, la liquidité du marché des

fonds publics s'est considérablement accrue. Ainsi, le volume des transactions journalières moyennes sur le marché secondaire a plus que doublé entre 1990 et 1991, atteignant plus de 20 milliards au cours des mois de juin et juillet. En vue de renforcer davantage la liquidité du marché des obligations linéaires, les pouvoirs publics ont mis au point un dispositif de conversion des anciens emprunts classiques en obligations linéaires ayant la même date d'échéance. Les trois premières opérations de conversion de ce type effectuées au cours des mois de mai et juin ont ainsi permis de convertir quelque 115 milliards, tandis que la conversion des bons du Trésor, en janvier, portait sur quelque 108 milliards.

Graphique 7 — TRANSACTIONS SUR LE MARCHE SECONDAIRE DES FONDS PUBLICS

(moyennes par mois des données journalières, milliards de francs)



Sources : Fonds des Rentes, BNB.

5.32 Cours des actions

Si le cadre juridique dans lequel s'opèrent les transactions boursières s'est considérablement modernisé, la période conjoncturelle au cours de laquelle la réforme est entrée en vigueur n'a pas été favorable aux marchés des actions. Les cours des actions ont atteint des planchers au début du mois de janvier, à cause des incertitudes liées à la crise du Golfe. Après le déclenchement des hostilités, les indices boursiers se sont d'abord redressés, en raison de la baisse des prix pétroliers, des anticipations de réduction des taux d'intérêt à long terme et de l'atténuation des incertitudes, puis ont légèrement diminué. A la fin du mois de juillet, l'indice des cours des actions belges se situait encore à plus de 10 p.c. au-dessous de son niveau de juillet 1990.

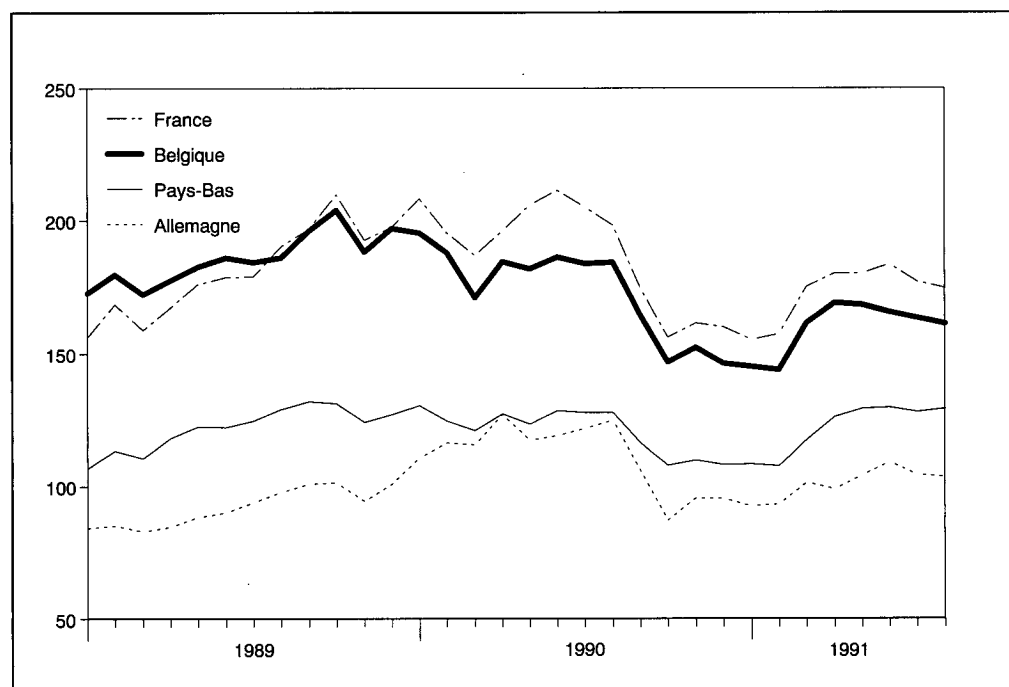
5.33 Taux d'intérêt à long terme

Alors qu'ils avaient clôturé l'année 1990 en légère hausse, les taux d'intérêt à long terme se sont détendus au cours des premiers mois de 1991. Le dénouement du conflit

dans le Golfe et les prévisions de ralentissement de l'activité économique ont réduit les anticipations d'inflation, de telle manière que les taux à long terme ont baissé dans tous les pays européens.

Graphique 8 — COURS DES ACTIONS : COMPARAISON INTERNATIONALE

(indices 1985 = 100)



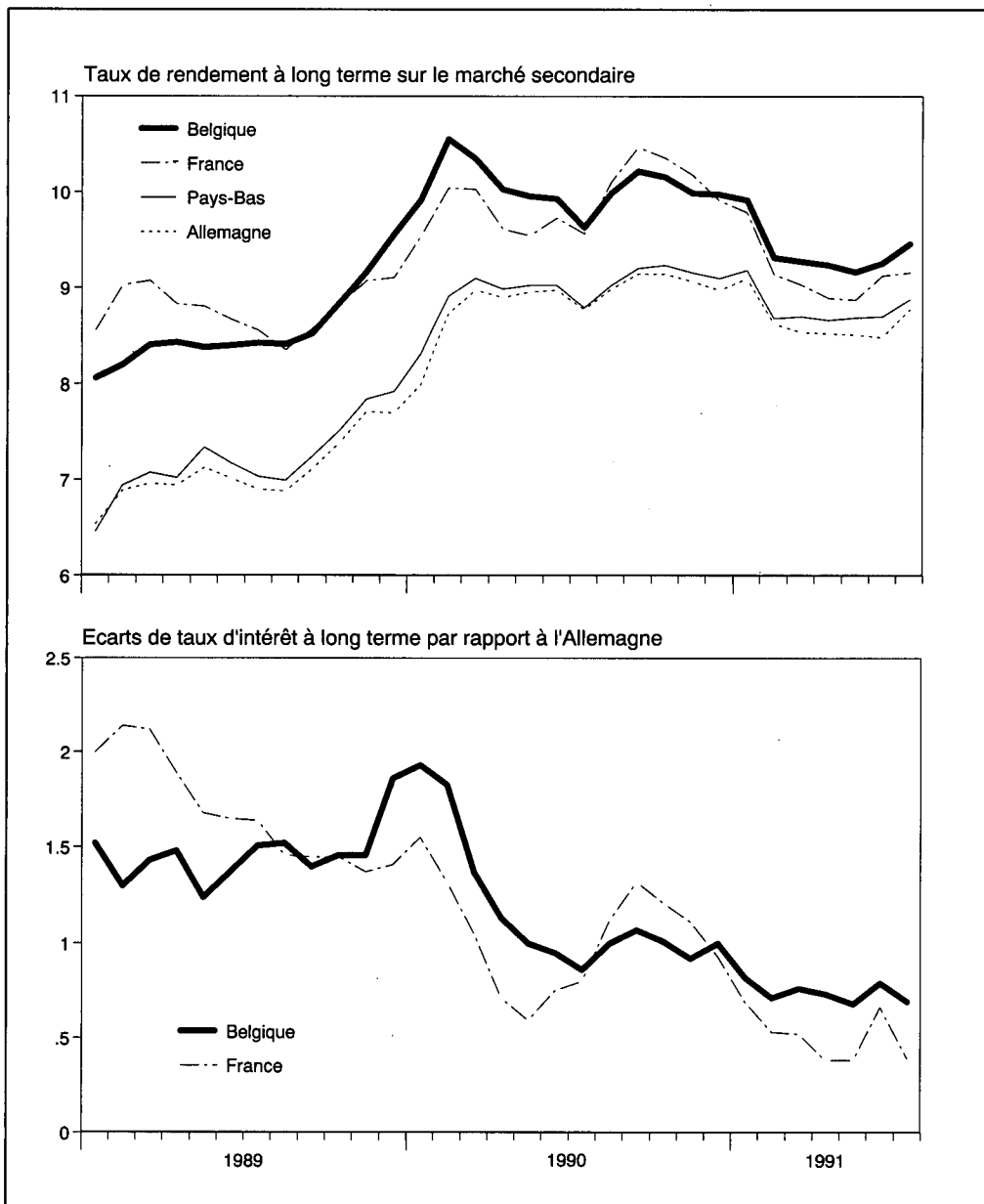
Sources : Compagnie des Agents de Change, Commission de la Bourse, Centraal Bureau voor de Statistiek, Frankfurter Allgemeine Zeitung.

En Belgique, de même qu'en France, la période de détente des taux à long terme s'est accompagnée d'une nouvelle réduction du différentiel d'intérêt vis-à-vis de la monnaie allemande. Ainsi, l'écart entre les taux belge et allemand est revenu de 100 points de base à moins de 70 points de base entre les mois de décembre et de mai. Depuis juin, à l'instar des évolutions enregistrées dans d'autres pays, dont la France, une légère hausse des rendements s'est produite en Belgique. Celle-ci a entraîné un élargissement temporaire de l'écart de taux par rapport à l'Allemagne, où le retournement de tendance est survenu plus tardivement.

Durant la majeure partie du premier semestre, les perspectives de baisse ultérieure des taux ont accentué la préférence pour les actifs à long terme. L'emprunt de l'Etat du mois de mars a pu être placé dans des conditions optimales, permettant au Trésor de récolter 126 milliards, soit près du double du montant recueilli en mars 1990. L'emprunt de juin a rapporté quelque 60 milliards. La plus grande part des capitaux est venue des particuliers, auxquels cet emprunt était spécialement destiné, les conditions d'émission étant peu favorables pour les placeurs institutionnels. De même, sur la base de données encore partielles et provisoires, il apparaît que l'attrait pour les bons de caisse, déjà très important dans le courant de 1990, s'est encore intensifié au cours des premiers mois de l'année sous revue, principalement au cours du premier trimestre. En revanche, le mouvement de désaffection pour les dépôts d'épargne exonérés de précompte mobilier s'est largement poursuivi.

Graphique 9 — TAUX D'INTERET A LONG TERME¹

(moyennes journalières par mois)



Source : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, tableau XIX-8.
¹ Emprunts du secteur public.

5.4 Intermédiaires financiers

En conséquence de la demande accrue de bons de caisse et des retraits nets de fonds constitués sous la forme de dépôts d'épargne, le mouvement de renchérissement des ressources des établissements de crédit s'est poursuivi en 1991, contribuant à peser sur leurs marges d'intérêt.

Au cours du mois de janvier, le Ministre des Affaires économiques a fixé un cadre légal à la tarification des services bancaires, demandée par les établissements de crédit, qui y voyaient un moyen de compenser le recul de leur rentabilité. Ces établissements

ont été autorisés à percevoir de leur clientèle un montant forfaitaire de 150 francs sur les 48 premières opérations de débit et de 5 francs maximum pour toute opération supplémentaire. En outre, ils peuvent désormais légalement réclamer une indemnité de gestion de 200 francs par compte.

Les contraintes dans lesquelles opèrent les institutions financières se sont intensifiées et requièrent de leur part un effort d'adaptation : l'adoption de nouvelles normes relatives aux fonds propres nécessite un accroissement de la solvabilité des établissements ; l'érosion de certaines rentes de situation, consécutive à la modernisation de la gestion de la dette publique et à la réduction du précompte mobilier, pèse sur leur rentabilité. La loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit prévoit une restructuration des établissements de crédit du secteur public, dont les prestations en matière de rentabilité et de solvabilité étaient, pour les moins importants d'entre eux, généralement inférieures à celles de la moyenne de leurs concurrents.

DESCRIPTION DU NOUVEAU CHAPITRE XVI « ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES » DE LA PARTIE « STATISTIQUES » DU BULLETIN

I. INTRODUCTION

Nouvelle étape dans la réforme des statistiques financières publiées dans le *Bulletin*, les statistiques concernant les engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles sont à leur tour révisées. Le nouveau chapitre XVI de la partie « Statistiques » du *Bulletin* est entièrement consacré à ces engagements. Auparavant, des données à ce sujet étaient reprises aux tableaux V-3b, XIII-6 à XIII-9 et XVII-6 à XVII-9.

La composition du nouveau chapitre XVI répond à deux objectifs. Le premier est d'étendre l'information publiée, et ce selon deux axes : d'une part, la statistique ne se limite plus aux engagements contractés auprès des intermédiaires financiers nationaux, d'autre part, l'information est plus détaillée qu'auparavant. Le deuxième est d'assurer la cohérence entre ces statistiques et celles publiées dans les chapitres XI et XV ainsi que dans les rapports annuels de la Banque, notamment en ce qui concerne la classification des secteurs économiques.

II. STRUCTURE GÉNÉRALE DU CHAPITRE XVI

Comme le chapitre XV, le chapitre XVI ne comprend une série complète de tableaux que pour les mouvements, définis comme la somme algébrique des transactions réalisées pendant la période considérée ; pour certains engagements, en effet, on ne dispose que de données relatives aux opérations. Si le matériau statistique le permet, le tableau des mouvements (dont le numéro est alors suivi de la lettre « a ») est suivi d'un tableau des encours, qui est construit selon le même schéma dans la mesure du possible ; ce tableau porte le même numéro que celui des mouvements, suivi de la lettre « b ». Si les mouvements sont mesurés au départ des variations d'encours, on élimine, pour les montants en devises, l'incidence purement comptable des variations de cours de change sur leur contrevalet en franc belge.

L'objectif du chapitre XVI est de présenter une image aussi complète que possible des engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles. Les engagements intra-sectoriels ne sont cependant pas enregistrés, à l'exception des actions émises publiquement et des obligations [colonnes (5), (6) et (7) du tableau XVI-1]. Des données

plus détaillées concernant les valeurs mobilières seront publiées prochainement dans un nouveau chapitre XVII « Marché des capitaux ».

Les ventilations du chapitre XVI sont effectuées selon divers critères. Une première ventilation se fait selon le *secteur des débiteurs* : engagements des sociétés et des entreprises individuelles d'une part, engagements des particuliers d'autre part. Cette ventilation se base dans la plupart des cas sur la nature de l'engagement et est donc approximative. Pour les crédits octroyés par les institutions financières, l'étranger est ajouté en tant que secteur débiteur. Une deuxième ventilation se fait selon le *secteur des créanciers*. Le secteur des intermédiaires financiers, plus particulièrement, est subdivisé en catégories institutionnelles. Une troisième ventilation s'effectue d'après la *nature de l'instrument financier* : on distingue par exemple les obligations et les crédits, à leur tour subdivisés selon la forme du crédit ; on répartit aussi les engagements, dans la mesure du possible, selon la monnaie (franc belge ou devises) dans laquelle ils sont libellés.

Le tableau XVI-1 « Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles » présente une synthèse et constitue le *premier niveau* d'un ensemble cohérent de tableaux.

Le tableau de synthèse est suivi de tableaux relatifs aux engagements à l'égard des intermédiaires financiers nationaux et de l'étranger, qui forment le *deuxième niveau*. Les premiers cités sont repris au tableau XVI-2 « Engagements contractés par les particuliers, les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers nationaux ». On est convenu d'attribuer aux sociétés tous les engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles à l'égard de l'étranger et de les enregistrer au tableau XVI-10 « Engagements des sociétés à l'égard de l'étranger ».

Enfin, un *troisième niveau* découle du tableau XVI-2. Le tableau XVI-3 « Engagements contractés principalement par les particuliers — Ventilation par créancier » et les tableaux XVI-6 à XVI-9 « Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers nationaux » fournissent des détails sur des engagements qui ont été contractés principalement par les particuliers d'une part et les sociétés et entreprises individuelles d'autre part.

En guise de complément, on a repris certaines séries statistiques qui n'entrent pas dans la logique du système décrit plus haut, car elles reposent sur d'autres sources statistiques. Les informations complémentaires du chapitre XVI sont fournies entre autres par l'Institut National de Statistique, le Moniteur belge, les associations professionnelles, la Centrale des Risques et la Centrale des Crédits à la Consommation de la Banque Nationale de Belgique, alors que les données de l'ensemble cohérent de tableaux sont tirées pour l'essentiel des situations comptables des établissements de crédit et de la balance des paiements. Les tableaux XVI-4 et XVI-5 donnent des informations complémentaires sur les engagements des particuliers. Les tableaux XVI-11 présentent un aperçu des crédits ouverts et utilisés : le tableau XVI-11.a donne une ventilation par branche d'activité des crédits d'un million et plus accordés aux résidents par les banques et une partie des institutions publiques de crédit ; le tableau XVI-11.b présente une ventilation géographique des crédits de même nature octroyés par le même groupe d'intermédiaires financiers aux non-résidents.

Les nouveaux tableaux sont établis depuis fin 1979 pour ceux qui ont trait aux encours et depuis 1980 pour ceux qui concernent les variations. Les séries complètes sur base trimestrielle ont été reprises en annexe.

III. DEFINITION DES SECTEURS ECONOMIQUES

III. 1 Adaptation de la définition du secteur de la sécurité sociale

La modification de la définition du secteur de la sécurité sociale, qui a été effectuée pour des raisons de conformité avec la classification en secteurs des comptes nationaux, a déjà été décrite en détail dans l'article consacré aux modifications apportées au chapitre XV « Actifs financiers »¹. Ainsi, les organismes de vacances annuelles, qui étaient jusqu'à présent repris dans le secteur de la sécurité sociale, font dorénavant partie du secteur des particuliers et des sociétés. A l'inverse, les organismes d'assurances contre les accidents de travail ainsi que les fonds de pension (pour ce qui concerne le régime des versements légaux), qui faisaient auparavant partie du secteur des particuliers et des sociétés, appartiennent désormais au secteur de la sécurité sociale.

III. 2 Extension des établissements de crédit déclarants et adaptation de la classification des intermédiaires financiers

Jusqu'à présent, les statistiques concernant les engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles n'incluaient pas les engagements contractés par ceux-ci auprès d'entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964. Ce sera le cas dorénavant, ce qui, toutes autres choses étant égales, aboutit à une augmentation du total des engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles. La faible importance relative des engagements contractés auprès des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964 d'une part, et le fait que ces entreprises tendent à se transformer en banques d'épargne d'autre part, justifient que ces engagements soient classés avec ceux contractés par les particuliers, les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques d'épargne.

En outre, on a supprimé la distinction entre les organismes principalement monétaires et les autres intermédiaires financiers, et les tableaux du chapitre XVI sont présentés en suivant la nouvelle classification des intermédiaires financiers, telle qu'elle est déjà appliquée au chapitre XV.

Comme l'indique l'article consacré aux modifications apportées au chapitre XV, les intermédiaires financiers ont été divisés en quatre grandes catégories.

Au chapitre XVI, les engagements contractés auprès de la catégorie « Etablissements de crédit » (banques, banques d'épargne, établissements de crédit du secteur public² et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964) font l'objet d'une classification plus détaillée, étant entendu que les engagements contractés auprès des banques d'épargne et ceux contractés auprès des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964 ont été regroupés. Si l'engagement prend la forme d'un

¹ « Modifications apportées au chapitre XV « Actifs financiers » de la partie « Statistiques » du Bulletin », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome II, N^{os} 1-2, juillet-août 1988, pp. 3-23.

² A savoir, la caisse d'épargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Institut National de Crédit Agricole, les associations de crédit et les caisses de dépôt et de crédit agréées par ces deux derniers établissements, ainsi que les sociétés publiques de logement et les Fonds du Logement des Familles nombreuses.

crédit, la ventilation par type d'établissements de crédit est basée sur la notion de « crédit octroyé à l'origine » : ainsi, les mobilisations de crédits commerciaux ne sont pas prises en compte pour la localisation des engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles¹.

Les engagements à l'égard de deux autres catégories, « Banque Nationale de Belgique » d'une part et quatre organismes officiels, à savoir le Fonds Monétaire, l'Office des Chèques Postaux, le Fonds des Rentes et l'Institut de Réescompte et de Garantie, d'autre part, ne sont pas mentionnés en détail, étant donné leur part limitée dans les engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles contractés auprès des intermédiaires financiers.

Faute de données statistiques, la catégorie « Autres intermédiaires financiers » (comprenant, entre autres, les sociétés de financement et les sociétés hypothécaires et de capitalisation — à l'exclusion de celles qui sont comprises dans les établissements de crédit — et les compagnies d'assurances — à l'exclusion des organismes de sécurité sociale —) fait partie du secteur des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles.

III. 3 Traitement de la dette débudgétisée et des crédits et participations des pouvoirs publics

A l'occasion de la réforme approfondie des séries statistiques concernant les engagements des particuliers et des sociétés, quelques modifications ont encore été effectuées au sein de ce secteur. Elles concernent principalement les engagements contractés auprès des intermédiaires financiers pour le compte de l'Etat dans le cadre du financement des secteurs nationaux : jusqu'il y a peu, ces engagements étaient encore partiellement inclus dans les engagements contractés par les sociétés, alors qu'ils devraient être considérés comme une dette des pouvoirs publics. Toutefois, ceux-ci peuvent à leur tour avoir une créance sur les sociétés. Les crédits des pouvoirs publics aux sociétés et leurs participations au capital de sociétés sont désormais considérés comme des engagements des sociétés. Ils seront prochainement enregistrés comme actifs financiers des pouvoirs publics au chapitre XI « Finances publiques ».

IV. DESCRIPTION PAR TABLEAU

Comme on l'a dit plus haut, le *tableau XVI-1* constitue le tableau de synthèse des informations statistiques concernant les variations des engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles, divisés en deux sous-secteurs. Les colonnes (1), (2) et (3) correspondent respectivement aux colonnes (4), (9) et (13) du tableau XVI-3a. Les données figurant à la colonne (5) « Actions » concernent les émissions publiques nettes d'actions par les sociétés. Le matériau statistique ne permet pas d'isoler les flux intra-sectoriels (souscriptions nettes d'autres sociétés à des actions et à des obligations).

¹ Cette méthode est conforme aux dispositions du Système européen de Comptes économiques intégrés (SEC). Pour plus d'explications, voir l'article « Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux dans la partie « Statistiques » du Bulletin », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e année, tome II, N^{os} 2-3, août-septembre 1989, pp. 17-20.

Les colonnes (8) et (9) qui forment les « Emprunts contractés auprès des intermédiaires financiers nationaux » sont reprises en détail aux colonnes (3) à (7) du tableau XVI-6a. La colonne (10) « Autres engagements » comprend les nouveaux engagements à l'égard des pouvoirs publics et de l'étranger, à l'exclusion de ceux sous forme d'actions émises publiquement et d'obligations. L'ensemble des nouveaux engagements des sociétés à l'égard de l'étranger — qui comprennent, par convention, les engagements éventuels des particuliers et des entreprises individuelles à l'égard de non-résidents — sont décrits plus en détail au tableau XVI-10.

La variation totale des engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles est, dans la mesure du possible, ventilée entre franc belge et devises. En ce qui concerne les engagements en devises, leur contrevaletur en franc belge est corrigée de l'incidence purement comptable des fluctuations de cours de change. La différence entre la variation totale des engagements et la somme des variations des engagements en franc belge et en devises est égale aux mouvements des engagements à l'égard de l'étranger dont la ventilation entre franc belge et devises est inconnue ou n'a pas de sens (par exemple, l'achat de bâtiments industriels par l'étranger).

Le *tableau XVI-2a* donne un aperçu des variations des engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles à l'égard des intermédiaires financiers nationaux, ventilés selon les catégories définies au point III.2. La colonne (9) correspond à la colonne (4) du tableau XVI-1 dont on a soustrait les variations des emprunts contractés par les particuliers auprès d'autres instances que les intermédiaires financiers nationaux, en l'occurrence la sécurité sociale. La colonne (10) est égale à la somme des colonnes (6) à (9) du tableau XVI-1, corrigée de l'acquisition nette d'obligations de sociétés par des instances autres que les intermédiaires financiers nationaux. Dans l'interprétation des données, il faut tenir compte de ce que la population des banques et des banques d'épargne a varié au fil du temps : ainsi, à la suite de fusions, certaines banques d'épargne ont pris le statut de banques.

Le *tableau XVI-3a* comprend, outre les engagements des particuliers contractés auprès des intermédiaires financiers nationaux, un poste « Emprunts hypothécaires contractés auprès du secteur de la sécurité sociale » [colonne (8)] et un poste pro memoria « Emprunts hypothécaires contractés auprès d'autres intermédiaires financiers ». Au contraire de celles relatives aux engagements contractés auprès des intermédiaires financiers sensu stricto, ces dernières données sont fragmentaires ; elles contiennent entre autres les emprunts hypothécaires contractés auprès des principales compagnies d'assurances, des fonds de pension et des sociétés hypothécaires et de capitalisation, organismes qui ne font pas partie du secteur des intermédiaires financiers au sens strict en raison des lacunes dans l'information statistique les concernant.

Le *tableau XVI-4.1* remplace l'ancien tableau V-3b-1° « Ventes à tempérament — Résultats généraux ». Il comprend en outre des statistiques relatives aux prêts personnels, aux cartes de banque et aux cartes de crédit. Ces données proviennent de l'Institut National de Statistique (INS). Les données du tableau XVI-4.1 ne correspondent pas à celles des tableaux XVI-3a et b, car ces tableaux ne se réfèrent pas au même groupe d'établissements déclarants. Les statistiques de l'INS reprennent les crédits à la consommation octroyés par tous les prêteurs reconnus par le Ministère des Affaires économiques, alors que les données des tableaux XVI-3 ne concernent que les crédits à la consommation contractés auprès des établissements de crédit ou financés par ceux-ci.

Le *tableau XVI-4.2* concerne les arriérés et est établi sur la base des données recueillies par la Centrale des Crédits à la Consommation de la Banque Nationale de Belgique. Cette Centrale enregistre les contrats de financement de la consommation qui présentent

des défauts de paiement de trois termes consécutifs ou qui ont été résiliés¹. Les données de la Centrale des Crédits à la Consommation ne sont pas strictement comparables à celles de l'INS : le champ d'application de la Centrale est limité aux transactions sujettes à la loi du 9 juillet 1957, qui ont trait à un montant à financer de 10.000 à 1.000.000 de francs belges; les chiffres de l'INS comprennent en outre, par exemple, les ventes à tempérament à des fins professionnelles et les contrats dont le montant est inférieur ou supérieur aux seuils réglementaires.

Etant donné que tout établissement désirant octroyer un crédit à la consommation est obligé de consulter préalablement la Centrale des Crédits à la Consommation, le nombre de consultations peut fournir une indication approximative² de l'activité du marché du crédit à la consommation. Cet indicateur a été repris à la colonne (5) du tableau.

Le *tableau XVI-5* regroupe l'ancien *tableau XVII-8* « Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement »³ et l'ancien *tableau XVII-7* « Inscriptions hypothécaires ».

Les *tableaux XVI-6* à *XVI-9* forment un tout. Les données du *tableau XVI-6* sont en principe la somme des données correspondantes dans les trois *tableaux XVI-7* à *XVI-9*. La différence éventuelle correspond aux engagements contractés auprès de la Banque Nationale de Belgique, du Fonds Monétaire, de l'Office des Chèques Postaux, du Fonds des Rentes et de l'Institut de Réescompte et de Garantie. La faible importance de ces engagements justifie l'absence de ventilation dans les *tableaux détaillés complémentaires*. Chaque *tableau* contient un poste pro memoria « Crédits à l'étranger », c'est-à-dire les crédits octroyés par les intermédiaires financiers nationaux aux particuliers, sociétés et entreprises individuelles non résidents. Le « Crédit-bail » [colonne (4)], les « Crédits d'escompte et d'acceptation » [colonne (5)] et les « Crédits à l'exportation » [colonne (6)] sont spécifiés séparément dans la mesure du possible; au *tableau XVI-1* par contre, le premier cité est regroupé avec les « Crédits d'investissement » [colonne (8)] et les deux autres avec les « Autres crédits » [colonne (9)].

Les données sur les engagements à l'égard de l'étranger ne sont disponibles qu'en termes de variations, et non pas en encours. Les données du *tableau XVI-10* proviennent de la balance des paiements de l'UEBL; elles sont corrigées, dans la mesure du possible, afin de ne recenser que les engagements des résidents belges. Font partie des mouvements des engagements extérieurs enregistrés dans ce *tableau*, les acquisitions et cessions par l'étranger, au cours d'une période donnée, de titres émis antérieurement par les sociétés.

L'ancien *tableau XVII-9* « Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la SNCI et la CNCP aux entreprises et particuliers et à l'étranger » devient le *tableau XVI-11*. Ces données sont fournies par la Centrale des Risques de la Banque Nationale de Belgique et ne concernent, par conséquent, que les crédits d'un million de francs ou plus.

¹ Les contrats résiliés sont enregistrés par la Centrale deux ans encore après la résiliation. Les contrats non honorés qui sont apurés par la suite restent encore enregistrés pendant un an. Ces durées de conservation des données peuvent par conséquent donner lieu à une surestimation de la situation réelle à un moment donné.

² Une consultation peut contenir plusieurs demandes si bien que l'activité peut être sous-estimée; une personne peut introduire une demande de crédit simultanément auprès de plusieurs participants à la Centrale des Crédits à la Consommation, si bien que l'activité du marché peut aussi être surestimée.

³ Pour de plus amples informations, voir l'article « Insertion d'un nouveau *tableau XVII-8* « Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome II, N^{os} 1-2, juillet-août 1986, pp. 3-6.

V. SUPPRESSION OU DEPLACEMENT DE TABLEAUX EXISTANTS

L'insertion du nouveau chapitre XVI a entraîné la suppression ou le déplacement de tableaux qui avaient été repris dans la partie « Statistiques » du *Bulletin* jusqu'au numéro précédent.

Ainsi, les tableaux V-3b.2° et 3°, XIII-6 à XIII-9 et XVII-6 ne sont plus publiés. Certaines informations contenues dans ces tableaux, celles des tableaux XIII-6 et XVII-6 notamment, peuvent être consultées dans les nouveaux tableaux du chapitre XVI. Cependant, la majeure partie de ces informations n'est plus présentée sous son ancienne forme en raison des modifications méthodologiques qui ont été apportées aux définitions des secteurs.

Le tableau V-3b.1° et les tableaux XVII-7 et XVII-8 font partie respectivement des nouveaux tableaux XVI-4 et XVI-5. Le tableau XVII-9 devient le tableau XVI-11.

Les tableaux qui appartenaient à l'ancien chapitre XVI feront prochainement partie du nouveau chapitre XVII « Marché des capitaux ».

XVI. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES *

1. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS¹ ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

(variations en milliards de francs)

Période	Engagements contractés principalement par des particuliers ²				Engagements contractés principalement par des sociétés ¹ et entreprises individuelles ²							Total		
	Prêts personnels et à tempérament	Crédits hypothécaires ³	Autres ⁴	Total	Actions	Obligations		Emprunts contractés auprès des intermédiaires financiers belges		Autres engagements ⁵	Total	Total général	dont ⁷	
						Organismes publics d'exploitation ⁶	Sociétés privées	Crédits d'investissement et crédit-bail	Autres crédits				Franc belge	Monnaies étrangères ⁸
1980 1 ^{er} trim.	- 0,5	23,0	0,7	23,1	0,4	3,1	0,3	17,0	- 12,4	13,5	22,0	45,1	31,1	7,2
2 ^e trim.	4,4	26,5	0,5	31,4	0,8	- 1,4	6,3	15,1	24,4	42,3	87,6	119,0	98,1	9,0
3 ^e trim.	- 3,7	18,8	0,1	15,2	0,0	- 2,3	0,8	7,2	- 5,7	22,6	22,6	37,8	12,0	15,6
4 ^e trim.	4,3	11,9	- 0,1	16,1	0,5	2,3	1,9	0,2	36,1	67,0	108,1	124,1	88,5	9,7
1981 1 ^{er} trim.	- 7,3	13,1	0,5	6,2	0,0	3,7	- 0,8	3,6	7,2	26,1	39,8	46,1	13,0	17,4
2 ^e trim.	- 1,6	12,0	- 0,2	10,3	0,2	3,6	- 0,3	4,7	14,0	65,6	87,9	98,2	65,6	6,0
3 ^e trim.	- 4,9	12,3	0,3	7,8	0,1	- 1,5	- 0,2	- 2,7	25,5	31,1	52,4	60,2	38,3	11,7
4 ^e trim.	2,6	3,9	- 0,2	6,4	0,0	18,2	9,5	- 3,5	33,6	70,1	127,8	134,2	100,1	13,6
1982 1 ^{er} trim.	- 3,9	9,1	0,6	5,8	0,0	0,8	0,2	3,9	3,8	20,5	29,2	35,0	14,8	15,0
2 ^e trim.	2,9	9,3	0,1	12,3	9,5	- 5,1	1,7	4,8	2,0	61,2	74,1	86,4	70,6	- 6,2
3 ^e trim.	- 2,3	8,8	0,3	6,7	1,2	- 1,0	1,4	- 1,0	- 38,6	30,4	- 7,7	- 1,0	- 11,2	- 1,8
4 ^e trim.	0,5	- 1,8	0,8	- 0,4	6,6	19,5	4,0	4,5	22,3	77,1	134,0	133,6	154,3	- 2,2
1983 1 ^{er} trim.	- 5,4	8,9	- 2,9	0,6	1,2	- 4,2	11,5	- 3,6	- 2,9	17,2	19,2	19,8	23,8	- 3,5
2 ^e trim.	3,8	- 2,2	3,5	5,1	11,5	1,5	0,6	5,0	- 17,8	46,3	47,1	52,2	36,4	10,6
3 ^e trim.	2,7	2,6	0,6	5,8	3,5	0,6	- 3,4	2,5	15,2	27,5	45,8	51,7	35,0	5,7
4 ^e trim.	5,4	4,0	0,6	10,0	28,3	21,7	0,1	11,0	17,0	77,9	155,9	165,9	149,4	- 8,2
1984 1 ^{er} trim.	0,3	4,7	- 1,5	3,5	2,3	2,5	1,0	15,6	- 30,1	17,2	8,6	12,1	9,3	0,0
2 ^e trim.	7,8	4,6	1,4	13,8	0,3	- 12,6	2,7	18,2	5,0	44,3	57,9	71,7	59,0	11,4
3 ^e trim.	- 1,7	- 1,5	2,4	- 0,7	2,7	3,6	- 0,5	8,7	- 21,4	17,1	10,2	9,4	- 1,2	7,9
4 ^e trim.	7,4	9,4	- 1,1	15,7	11,9	11,0	0,7	2,3	27,1	65,4	118,5	134,2	116,7	9,5
1985 1 ^{er} trim.	1,7	- 0,7	- 0,7	0,2	1,0	- 2,2	0,2	5,4	- 7,6	25,1	21,9	22,1	0,1	10,4
2 ^e trim.	11,3	4,3	0,2	15,8	3,1	- 7,2	3,7	7,1	32,4	62,8	102,0	117,7	97,0	7,2
3 ^e trim.	0,5	2,7	1,2	4,5	0,0	- 4,1	- 1,8	7,8	- 34,9	26,4	- 6,6	- 2,1	2,3	- 14,2
4 ^e trim.	10,8	16,3	2,0	29,2	8,8	- 4,1	- 2,3	25,0	52,9	82,1	162,5	191,7	162,7	12,4
1986 1 ^{er} trim.	- 0,3	5,2	- 1,3	3,7	0,4	- 5,8	- 4,9	7,1	18,2	6,7	21,6	25,3	5,1	12,6
2 ^e trim.	24,1	7,1	0,3	31,6	14,4	8,2	- 3,8	20,8	3,1	37,8	80,5	112,1	100,3	11,6
3 ^e trim.	- 0,4	15,0	0,4	15,0	1,1	- 1,9	- 4,9	18,4	- 40,2	17,2	- 10,3	4,7	6,4	- 8,0
4 ^e trim.	10,0	25,6	1,4	37,0	5,8	- 0,2	1,3	25,4	40,3	67,6	140,1	177,1	168,4	- 1,8
1987 1 ^{er} trim.	- 1,0	16,3	4,9	20,1	1,6	- 7,9	- 7,1	50,8	0,9	9,7	48,1	68,2	36,1	20,9
2 ^e trim.	42,8	23,6	- 3,0	63,4	12,1	- 3,9	- 3,7	26,1	57,3	62,8	150,7	214,1	191,9	5,2
3 ^e trim.	- 3,3	20,0	0,8	17,5	3,8	- 3,8	- 8,0	15,0	- 75,5	15,2	- 53,2	- 35,7	- 29,6	- 10,8
4 ^e trim.	6,1	23,9	0,3	30,3	12,6	- 6,3	2,7	38,0	36,3	92,9	176,1	206,4	184,5	- 6,4
1988 1 ^{er} trim.	1,4	19,3	0,9	21,6	11,2	0,0	5,6	18,2	47,1	- 3,0	79,0	100,6	52,9	38,4
2 ^e trim.	38,9	22,6	- 1,0	60,4	9,9	1,3	11,0	29,9	28,1	63,6	143,6	204,1	185,6	- 15,4
3 ^e trim.	- 7,4	27,8	- 0,5	20,0	11,2	- 1,3	5,6	34,3	49,3	27,7	126,7	146,7	105,5	16,2
4 ^e trim.	2,1	30,2	1,3	33,6	13,5	- 21,4	5,0	62,8	41,0	127,6	228,5	262,1	177,4	17,7
1989 1 ^{er} trim.	- 1,7	24,5	0,2	23,1	29,9	- 4,2	- 1,5	34,9	21,3	34,5	114,9	137,9	59,0	28,5
2 ^e trim.	44,4	37,4	1,8	83,5	34,2	12,2	- 1,2	41,5	119,8	85,7	292,2	375,7	290,3	28,2
3 ^e trim.	- 6,7	29,7	0,9	23,9	11,5	- 5,6	- 1,5	36,4	62,6	68,8	172,2	196,1	109,9	21,5
4 ^e trim.	- 1,4	49,1	5,2	53,0	14,0	- 5,3	- 10,6	41,6	87,7	132,6	259,9	312,9	255,6	- 9,8
1990 1 ^{er} trim.	8,3	29,6	- 0,6	37,3	2,5	3,9	0,0	48,5	- 123,1	42,4	- 25,7	11,6	- 49,9	11,3
2 ^e trim.	40,6	24,0	2,6	67,2	7,6	- 8,4	0,0	46,3	62,6	131,8	239,8	307,1	243,9	- 14,1
3 ^e trim.	- 7,7	13,3	- 0,5	5,1	0,9	- 1,6	0,0	36,6	43,4	44,0	123,3	128,4	77,0	20,1
4 ^e trim.	1,4	26,1	10,1	37,5	5,2	2,0	3,0	47,5	57,6	142,1	257,5	295,0	201,1	- 11,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² La ventilation des engagements entre particuliers et sociétés est basée sur la nature des engagements.

³ A l'exception des emprunts hypothécaires contractés auprès des « Autres intermédiaires financiers » tels que définis à la note⁵ du tableau XVI-3a.

⁴ Il s'agit principalement de crédits à court terme (notamment d'avances sur nantissement).

⁵ Comprend les nouveaux engagements à l'égard des pouvoirs publics et de l'étranger, non compris dans les colonnes (5) à (7).

⁶ Y compris les certificats à 1 an au plus.

⁷ Le solde concerne les engagements à l'égard de l'étranger dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁸ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

* **Référence bibliographique** : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e année, n^o 7-8, juillet-août 1991.

XVI - 2a. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIÉTÉS² ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC		Banques		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers ³	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1980 1 ^{er} trimestre	0,0	0,0	2,2	- 2,5	3,2	1,4	17,3	9,5	22,6	8,3
2 ^e trimestre	0,0	- 0,3	7,0	29,5	3,3	1,6	20,5	5,6	30,9	36,3
3 ^e trimestre	0,0	- 0,2	- 0,7	- 5,2	1,8	1,5	13,6	3,3	14,7	- 0,6
4 ^e trimestre	0,0	- 0,1	5,7	38,1	0,9	1,8	8,9	- 4,4	15,5	35,3
1981 1 ^{er} trimestre	0,0	- 0,1	- 4,0	- 0,3	- 0,6	2,1	10,4	9,4	5,8	11,1
2 ^e trimestre	0,0	0,2	- 1,1	16,2	0,1	2,0	10,9	1,5	9,9	19,9
3 ^e trimestre	0,0	- 0,5	- 2,9	25,0	0,0	1,2	10,3	- 4,5	7,4	21,1
4 ^e trimestre	0,0	0,1	5,3	31,4	- 3,0	7,0	3,7	- 3,2	6,1	35,3
1982 1 ^{er} trimestre	0,0	- 0,1	- 3,8	1,2	- 1,1	- 0,3	10,5	5,0	5,6	5,7
2 ^e trimestre	0,0	- 0,2	2,2	- 1,9	0,4	4,0	9,5	3,6	12,1	5,6
3 ^e trimestre	0,0	0,0	- 0,6	- 37,4	0,7	- 0,4	6,5	- 5,3	6,5	- 43,1
4 ^e trimestre	0,0	- 0,1	4,3	31,7	- 0,7	8,6	- 4,2	- 8,5	- 0,6	31,6
1983 1 ^{er} trimestre	0,0	0,0	- 5,6	- 7,7	- 3,1	2,0	9,2	0,5	0,5	- 5,2
2 ^e trimestre	0,0	- 0,2	1,7	- 11,4	- 0,8	1,9	4,1	- 0,8	5,0	- 10,5
3 ^e trimestre	0,0	0,0	0,3	4,3	- 2,7	0,9	8,1	11,9	5,7	17,1
4 ^e trimestre	0,0	0,8	5,9	38,8	- 1,7	5,8	5,6	- 6,3	9,9	39,2
1984 1 ^{er} trimestre	0,0	0,1	1,1	- 21,4	- 1,0	4,1	3,1	5,3	3,2	- 11,9
2 ^e trimestre	0,0	- 0,4	5,2	18,9	1,0	0,1	7,4	2,1	13,6	20,8
3 ^e trimestre	0,0	- 0,3	- 2,7	- 15,0	- 2,9	2,2	4,6	0,0	- 1,0	- 13,1
4 ^e trimestre	0,0	- 0,1	8,9	30,8	- 1,3	6,2	7,9	- 6,9	15,5	30,0
1985 1 ^{er} trimestre	0,0	0,0	- 0,8	- 0,8	- 0,9	3,7	1,8	- 5,4	0,1	- 2,4
2 ^e trimestre	0,0	- 0,6	7,7	29,3	2,2	3,7	5,8	5,1	15,7	37,4
3 ^e trimestre	0,0	0,2	0,2	- 41,2	- 2,8	1,3	6,9	9,8	4,4	- 29,9
4 ^e trimestre	0,0	- 0,1	13,5	62,0	4,6	- 1,0	11,0	12,4	29,1	73,3
1986 1 ^{er} trimestre	0,0	- 0,4	- 1,5	26,6	2,9	5,1	1,9	- 6,3	3,4	25,1
2 ^e trimestre	0,0	1,4	21,6	9,8	4,4	10,1	5,5	7,6	31,6	28,8
3 ^e trimestre	0,0	0,1	3,0	- 22,9	2,8	4,3	9,3	- 4,7	15,1	- 23,2
4 ^e trimestre	0,0	0,3	8,4	50,9	3,5	6,9	23,8	3,2	35,7	61,3
1987 1 ^{er} trimestre	0,0	- 0,4	4,6	29,7	- 0,6	5,3	16,2	11,2	20,2	45,7
2 ^e trimestre	0,0	- 0,2	33,4	54,1	6,4	17,2	23,7	8,4	63,5	79,6
3 ^e trimestre	0,0	0,0	- 2,5	- 42,0	4,6	- 5,5	15,5	- 14,0	17,6	- 61,5
4 ^e trimestre	0,0	- 0,1	6,4	64,3	5,3	0,7	18,8	8,9	30,5	73,8
1988 1 ^{er} trimestre	0,0	- 0,2	5,6	64,1	5,1	5,5	10,8	- 5,8	21,5	63,6
2 ^e trimestre	0,0	0,1	33,9	35,0	7,3	9,2	19,1	13,1	60,3	57,5
3 ^e trimestre	0,0	0,3	0,3	71,2	4,4	9,2	15,3	2,5	19,9	83,2
4 ^e trimestre	0,0	- 0,5	5,9	57,8	4,1	14,4	24,6	16,3	34,7	88,0
1989 1 ^{er} trimestre	.	0,1	1,8	54,8	6,1	10,7	15,1	- 5,4	23,1	60,2
2 ^e trimestre	.	- 0,2	39,7	132,2	14,8	14,1	29,0	14,5	83,5	160,7
3 ^e trimestre	.	- 0,1	42,3	81,8	- 33,8	7,4	15,4	10,0	23,9	99,1
4 ^e trimestre	.	0,9	9,2	84,1	7,1	14,3	36,7	30,7	53,0	130,0
1990 1 ^{er} trimestre	.	- 0,3	7,9	- 91,7	10,3	21,9	19,0	- 8,5	37,3	- 78,6
2 ^e trimestre	.	0,1	34,7	57,4	13,3	19,7	19,2	30,7	67,2	107,9
3 ^e trimestre	.	- 0,2	- 3,1	63,0	2,5	9,8	5,8	7,1	5,1	79,6
4 ^e trimestre	.	- 1,5	3,9	55,9	8,5	9,0	25,1	39,4	37,5	102,8

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Voir colonne (4) du tableau XVI-1, dont on retranche les montants de la colonne (8) du tableau XVI-3a.

XVI - 2b. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIETES² ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(encours en milliards de francs)

Fin de période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC		Banques		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1)+(3)+(5)+(7)	(10) = (2)+(4)+(6)+(8)
1979 4 ^e trimestre	0,0	3,7	198,4	822,5	205,1	113,0	457,5	431,5	861,0	1.370,6
1980 1 ^{er} trimestre	0,0	3,7	200,6	819,0	208,2	114,4	474,7	440,9	883,6	1.378,0
2 ^e trimestre	0,0	3,4	207,7	847,4	211,6	116,0	495,3	446,5	914,5	1.413,2
3 ^e trimestre	0,0	3,2	206,9	841,1	213,4	117,5	508,8	449,8	929,2	1.411,6
4 ^e trimestre	0,0	3,1	212,7	878,0	214,3	119,3	517,7	445,4	944,7	1.445,8
1981 1 ^{er} trimestre	0,0	3,0	208,7	881,9	213,6	121,3	528,1	454,8	950,5	1.461,0
2 ^e trimestre	0,0	3,1	207,6	907,6	213,8	123,4	539,0	456,3	960,4	1.490,4
3 ^e trimestre	0,0	2,7	204,7	929,7	213,8	124,6	549,3	451,8	967,8	1.508,7
4 ^e trimestre	0,0	2,8	210,1	966,1	210,8	131,5	553,0	448,5	973,9	1.549,0
1982 1 ^{er} trimestre	0,0	2,7	206,2	986,9	209,7	131,2	563,5	453,5	979,5	1.574,3
2 ^e trimestre	0,0	2,5	208,5	986,4	210,1	135,3	573,0	457,1	991,6	1.581,3
3 ^e trimestre	0,0	2,4	207,9	954,7	210,7	134,9	579,5	451,9	998,1	1.543,9
4 ^e trimestre	0,0	2,3	212,1	983,1	253,9	145,7	575,3	443,3	1.041,3	1.574,5
1983 1 ^{er} trimestre	0,0	2,3	206,5	977,7	250,8	147,7	584,5	443,9	1.041,8	1.571,6
2 ^e trimestre	0,0	2,2	208,2	973,6	250,0	149,6	588,6	443,0	1.046,8	1.568,4
3 ^e trimestre	0,0	2,1	208,4	985,4	247,4	150,5	596,7	454,9	1.052,5	1.593,0
4 ^e trimestre	0,0	2,9	214,3	1.030,8	245,6	156,3	602,4	448,7	1.062,4	1.638,7
1984 1 ^{er} trimestre	0,0	3,1	215,5	1.002,5	244,6	160,4	605,4	453,9	1.065,6	1.619,8
2 ^e trimestre	0,0	2,7	220,6	1.034,3	245,7	160,5	612,9	456,1	1.079,2	1.653,6
3 ^e trimestre	0,0	2,4	218,0	1.030,1	242,7	162,7	617,4	456,1	1.078,1	1.651,2
4 ^e trimestre	0,0	2,3	226,9	1.063,4	241,5	168,9	625,3	449,1	1.093,7	1.683,8
1985 1 ^{er} trimestre	0,0	2,3	226,2	1.058,0	240,5	172,6	627,1	443,8	1.093,8	1.676,7
2 ^e trimestre	0,0	1,7	233,8	1.086,8	242,7	176,3	632,9	448,8	1.109,4	1.713,7
3 ^e trimestre	0,0	1,9	234,0	1.042,4	239,9	177,6	639,9	458,7	1.113,8	1.680,6
4 ^e trimestre	0,0	1,8	247,6	1.095,6	244,4	176,6	650,8	471,1	1.142,9	1.745,0
1986 1 ^{er} trimestre	0,0	1,4	246,1	1.118,5	247,3	181,8	652,8	464,8	1.146,2	1.766,4
2 ^e trimestre	0,0	2,8	267,7	1.125,4	251,8	191,8	658,3	472,4	1.177,8	1.792,4
3 ^e trimestre	0,0	2,9	270,7	1.098,4	254,6	196,1	667,6	467,6	1.192,9	1.765,0
4 ^e trimestre	0,0	3,2	279,2	1.143,9	258,0	203,1	691,4	470,8	1.228,7	1.821,0
1987 1 ^{er} trimestre	0,0	2,8	283,8	1.167,4	257,5	208,3	707,6	482,0	1.248,9	1.860,6
2 ^e trimestre	0,0	2,6	317,2	1.230,3	263,8	225,5	731,3	490,5	1.312,4	1.948,9
3 ^e trimestre	0,0	2,7	314,7	1.189,0	268,4	220,0	746,9	476,4	1.330,0	1.888,1
4 ^e trimestre	0,0	2,6	321,1	1.242,3	273,7	220,7	765,7	485,4	1.360,5	1.950,9
1988 1 ^{er} trimestre	0,0	2,3	326,6	1.311,0	278,8	226,2	776,5	479,6	1.381,9	2.019,1
2 ^e trimestre	0,0	2,5	360,5	1.356,6	286,1	235,4	795,6	492,7	1.442,3	2.087,2
3 ^e trimestre	0,0	2,8	360,8	1.431,4	290,5	244,6	810,9	495,3	1.462,1	2.174,0
4 ^e trimestre	0,0	2,3	366,7	1.483,7	294,6	259,0	835,5	511,6	1.496,8	2.256,5
1989 1 ^{er} trimestre	.	2,4	368,5	1.548,9	300,7	269,7	850,6	506,1	1.519,9	2.327,2
2 ^e trimestre	.	2,2	408,3	1.683,7	315,5	283,8	879,6	520,7	1.603,4	2.490,4
3 ^e trimestre	.	2,2	450,6	1.759,9	281,7	291,1	895,1	530,6	1.627,3	2.583,8
4 ^e trimestre	.	3,1	459,8	1.825,7	288,8	305,4	931,7	561,3	1.680,3	2.695,5
1990 1 ^{er} trimestre	.	2,8	467,7	1.728,8	299,1	327,3	950,8	552,8	1.717,6	2.611,8
2 ^e trimestre	.	2,9	502,4	1.783,5	312,4	347,1	970,0	583,5	1.784,8	2.717,0
3 ^e trimestre	.	2,7	499,3	1.840,1	314,9	356,9	975,7	590,6	1.789,9	2.790,2
4 ^e trimestre	.	1,2	503,2	1.885,6	323,4	365,8	1.000,8	630,0	1.827,4	2.882,6

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

XVI - 3a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS —
VENTILATION PAR CREANCIER

(variations en milliards de francs)

Période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ²	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sécurité sociale ³	Total ⁴	p.m. : Autres intermédiaires financiers ⁵	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ⁶	p.m. : Autres intermédiaires financiers ⁵
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)
1980 1 ^{er} trimestre ..	- 2,4	0,9	1,0	- 0,5	4,6	2,2	15,7	0,5	23,0		0,1	0,5	0,7	
2 ^e trimestre ..	2,6	1,1	0,7	4,4	4,4	2,3	19,3	0,5	26,5		0,0	0,5	0,5	
3 ^e trimestre ..	- 3,4	0,1	- 0,5	- 3,7	2,6	1,5	14,2	0,5	18,8		0,2	- 0,1	0,1	
4 ^e trimestre ..	3,9	- 0,1	0,5	4,3	1,8	0,9	8,6	0,6	11,9	12,0	0,1	- 0,2	- 0,1	2,0
1981 1 ^{er} trimestre ..	- 5,7	- 0,1	- 1,6	- 7,3	1,7	- 0,6	11,5	0,4	13,1		0,0	0,5	0,5	
2 ^e trimestre ..	- 2,6	1,2	- 0,2	- 1,6	1,5	- 0,7	10,9	0,4	12,0		- 0,3	0,2	- 0,2	
3 ^e trimestre ..	- 3,8	- 0,6	- 0,4	- 4,9	1,0	0,5	10,5	0,4	12,3		0,1	0,2	0,3	
4 ^e trimestre ..	3,5	- 0,5	- 0,3	2,6	1,8	- 2,4	4,1	0,3	3,9	16,1	- 0,1	- 0,1	- 0,2	2,1
1982 1 ^{er} trimestre ..	- 4,8	0,8	0,1	- 3,9	0,9	- 2,1	10,0	0,2	9,1		0,1	0,5	0,6	
2 ^e trimestre ..	1,2	1,5	0,2	2,9	1,0	- 1,0	9,1	0,2	9,3		- 0,1	0,2	0,1	
3 ^e trimestre ..	- 2,3	- 0,1	0,1	- 2,3	1,7	0,6	6,3	0,2	8,8		0,1	0,1	0,3	
4 ^e trimestre ..	4,0	- 0,2	- 3,3	0,5	0,3	- 1,2	- 1,0	0,2	- 1,8	0,7	0,7	0,1	0,8	1,5
1983 1 ^{er} trimestre ..	- 5,8	0,0	0,5	- 5,4	0,2	- 3,0	11,5	0,1	8,9		- 0,1	- 2,8	- 2,9	
2 ^e trimestre ..	1,9	1,5	0,3	3,8	- 0,3	- 2,3	0,2	0,1	- 2,2		0,0	3,5	3,5	
3 ^e trimestre ..	- 0,1	- 0,3	3,1	2,7	0,4	- 2,5	4,6	0,1	2,6		0,2	0,4	0,6	
4 ^e trimestre ..	4,2	0,9	0,2	5,4	1,7	- 2,9	5,1	0,1	4,0	31,5	0,2	0,3	0,6	3,2
1984 1 ^{er} trimestre ..	- 1,4	0,8	0,9	0,3	2,5	- 1,4	3,2	0,3	4,7		- 0,5	- 1,0	- 1,5	
2 ^e trimestre ..	2,2	4,6	1,1	7,8	2,9	- 3,6	5,0	0,2	4,6		0,0	1,4	1,4	
3 ^e trimestre ..	- 1,9	- 0,6	0,9	- 1,7	- 0,7	- 2,5	1,4	0,3	- 1,5		0,1	2,3	2,4	
4 ^e trimestre ..	7,2	- 0,1	0,3	7,4	1,7	- 1,2	8,7	0,2	9,4	8,9	0,0	- 1,1	- 1,1	0,3
1985 1 ^{er} trimestre ..	0,1	0,8	0,8	1,7	- 0,9	- 1,8	1,8	0,1	- 0,7		0,0	- 0,8	- 0,7	
2 ^e trimestre ..	7,0	2,8	1,6	11,3	0,7	- 0,4	3,9	0,1	4,3		- 0,2	0,4	0,2	
3 ^e trimestre ..	- 0,6	0,1	1,0	0,5	0,8	- 3,1	4,9	0,1	2,7		0,2	1,0	1,2	
4 ^e trimestre ..	10,5	- 0,3	0,7	10,8	3,1	3,9	9,2	0,1	16,3	5,4	0,9	1,1	2,0	0,4
1986 1 ^{er} trimestre ..	- 4,0	2,7	1,0	- 0,3	2,5	0,5	2,0	0,3	5,2		- 0,2	- 1,0	- 1,3	
2 ^e trimestre ..	19,2	3,5	1,4	24,1	2,4	0,9	3,8	0,0	7,1		0,0	0,3	0,3	
3 ^e trimestre ..	- 1,8	0,5	0,9	- 0,4	4,8	2,1	8,1	- 0,1	15,0		0,2	0,2	0,4	
4 ^e trimestre ..	4,9	0,7	4,4	10,0	3,5	2,3	18,5	1,3	25,6	8,9	0,5	1,0	1,4	- 1,9
1987 1 ^{er} trimestre ..	- 5,9	1,4	3,5	- 1,0	10,5	- 2,0	7,9	- 0,1	16,3		0,1	4,8	4,9	
2 ^e trimestre ..	27,8	4,9	10,1	42,8	5,6	1,8	16,3	- 0,1	23,6		- 0,3	- 2,7	- 3,0	
3 ^e trimestre ..	- 7,7	1,3	3,1	- 3,3	5,1	2,3	12,6	- 0,1	20,0		1,0	- 0,2	0,8	
4 ^e trimestre ..	3,4	1,6	1,1	6,1	3,0	3,8	17,4	- 0,2	23,9	5,1	- 0,1	0,4	0,3	4,4
1988 1 ^{er} trimestre ..	- 5,0	3,2	3,2	1,4	10,6	1,2	7,3	0,1	19,3		0,6	0,2	0,9	
2 ^e trimestre ..	28,3	4,6	5,9	38,9	5,6	2,4	14,5	0,1	22,6		0,3	- 1,3	- 1,0	
3 ^e trimestre ..	- 8,2	0,4	0,4	- 7,4	8,5	3,8	15,4	0,1	27,8		0,2	- 0,6	- 0,5	
4 ^e trimestre ..	1,0	0,4	0,7	2,1	5,0	5,8	20,4	- 1,1	30,2	11,0	- 2,1	3,4	1,3	- 1,6
1989 1 ^{er} trimestre ..	- 5,8	1,7	2,5	- 1,7	7,6	4,0	12,9	0,0	24,5		0,4	- 0,2	0,2	
2 ^e trimestre ..	30,8	6,1	7,5	44,4	8,9	9,2	19,2	0,0	37,4		- 0,5	2,3	1,8	
3 ^e trimestre ..	- 1,2	- 7,3	1,8	- 6,7	43,5	- 26,8	12,9	0,0	29,7		0,3	0,7	0,9	
4 ^e trimestre ..	- 1,4	0,6	- 0,5	- 1,4	10,6	5,9	32,5	0,0	49,1	16,9	0,5	4,7	5,2	6,2
1990 1 ^{er} trimestre ..	- 1,1	2,9	6,5	8,3	9,0	7,0	13,5	0,0	29,6		0,4	- 1,0	- 0,6	
2 ^e trimestre ..	26,5	7,0	7,2	40,6	8,2	5,3	10,5	0,0	24,0		1,1	1,5	2,6	
3 ^e trimestre ..	- 8,8	- 0,5	1,6	- 7,7	5,6	4,0	3,7	0,0	13,3		- 1,0	0,5	- 0,5	
4 ^e trimestre ..	- 4,0	0,0	5,3	1,4	7,9	6,5	11,7	0,0	26,1		2,0	8,1	10,1	

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Cf. colonne (1) du tableau XVI-1.

³ Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

⁴ Cf. colonne (2) du tableau XVI-1.

⁵ Variations annuelles des crédits octroyés par les principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), les fonds de pension (autres que légaux) et les sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

⁶ Cf. colonne (3) du tableau XVI-1.

XVI - 3b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS —
VENTILATION PAR CREANCIER

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sécurité sociale ²	Total	p.m. : Autres intermédiaires financiers ³	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total	p.m. : Autres intermédiaires financiers ³
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)
1979 4 ^e trimestre ..	114,9	14,7	13,0	142,5	83,5	189,2	441,9	27,3	741,9	89,9	1,2	2,6	3,8	12,4
1980 1 ^{er} trimestre ..	112,5	15,6	14,0	142,0	88,2	191,4	457,6	27,8	764,9		1,3	3,2	4,5	
2 ^e trimestre ..	115,1	16,6	14,7	146,4	92,6	193,7	476,9	28,3	791,5		1,3	3,7	5,0	
3 ^e trimestre ..	111,7	16,8	14,2	142,6	95,3	195,2	491,1	28,8	810,3		1,5	3,6	5,1	
4 ^e trimestre ..	115,6	16,6	14,7	146,9	97,1	196,0	499,6	29,4	822,2	101,9	1,6	3,4	5,0	14,4
1981 1 ^{er} trimestre ..	109,9	16,6	13,1	139,6	98,8	195,5	511,1	29,8	835,2		1,6	3,9	5,5	
2 ^e trimestre ..	107,3	17,8	12,9	138,0	100,3	194,8	522,1	30,2	847,3		1,3	4,1	5,3	
3 ^e trimestre ..	103,5	17,1	12,5	133,1	101,2	195,3	532,5	30,6	859,6		1,4	4,3	5,7	
4 ^e trimestre ..	107,0	16,6	12,2	135,8	103,1	192,9	536,6	30,9	863,5	118,0	1,3	4,2	5,5	16,5
1982 1 ^{er} trimestre ..	102,2	17,4	12,2	131,9	104,0	190,9	546,6	31,1	872,6		1,4	4,7	6,1	
2 ^e trimestre ..	103,4	18,9	12,4	134,8	105,0	189,8	555,7	31,3	881,9		1,3	4,9	6,2	
3 ^e trimestre ..	101,1	18,9	12,5	132,4	106,8	190,4	562,0	31,5	890,7		1,4	5,0	6,5	
4 ^e trimestre ..	105,1	25,3	9,2	139,6	107,0	226,4	560,9	31,7	926,1	118,7	2,2	5,1	7,3	18,0
1983 1 ^{er} trimestre ..	99,3	25,3	9,7	134,2	107,2	223,5	572,5	31,8	935,0		2,0	2,3	4,4	
2 ^e trimestre ..	101,2	26,8	10,0	138,0	107,0	221,2	572,7	31,9	932,8		2,0	5,9	7,9	
3 ^e trimestre ..	101,1	26,4	13,1	140,7	107,3	218,7	577,3	32,0	935,4		2,2	6,3	8,5	
4 ^e trimestre ..	105,3	27,4	13,4	146,0	109,1	215,8	582,4	32,1	939,4	150,2	2,4	6,6	9,1	21,2
1984 1 ^{er} trimestre ..	103,9	28,2	14,2	146,3	111,6	214,5	585,6	32,4	944,1		2,0	5,6	7,6	
2 ^e trimestre ..	106,1	32,8	15,3	154,2	114,5	210,9	590,6	32,6	948,6		2,0	7,0	9,0	
3 ^e trimestre ..	104,2	32,1	16,2	152,5	113,8	208,4	592,0	32,9	947,2		2,2	9,2	11,4	
4 ^e trimestre ..	111,4	32,1	16,5	159,9	115,5	207,3	600,6	33,1	956,5	159,0	2,1	8,1	10,3	21,6
1985 1 ^{er} trimestre ..	111,5	32,9	17,2	161,6	114,7	205,5	602,5	33,2	955,8		2,2	7,4	9,5	
2 ^e trimestre ..	118,5	35,6	18,8	172,9	115,4	205,1	606,3	33,3	960,1		2,0	7,8	9,7	
3 ^e trimestre ..	117,9	35,7	19,8	173,4	116,1	202,0	611,3	33,4	962,8		2,2	8,8	11,0	
4 ^e trimestre ..	128,3	35,4	20,5	184,3	119,2	205,9	620,5	33,5	979,1	164,4	3,1	9,8	13,0	22,0
1986 1 ^{er} trimestre ..	124,4	38,1	21,5	183,9	121,7	206,3	622,5	33,8	984,4		2,9	8,8	11,7	
2 ^e trimestre ..	143,6	41,6	22,9	208,1	124,2	207,2	626,3	33,8	991,5		2,9	9,1	12,0	
3 ^e trimestre ..	141,8	42,1	23,8	207,7	129,0	209,4	634,4	33,7	1.006,5		3,1	9,3	12,5	
4 ^e trimestre ..	146,6	42,8	28,2	217,7	132,5	211,6	652,9	35,0	1.032,1	173,3	3,6	10,3	13,9	20,1
1987 1 ^{er} trimestre ..	140,7	44,2	31,7	216,7	143,0	209,6	660,8	34,9	1.048,3		3,6	15,1	18,8	
2 ^e trimestre ..	168,5	49,1	41,8	259,5	148,6	211,4	677,1	34,8	1.071,9		3,3	12,4	15,8	
3 ^e trimestre ..	160,9	50,4	44,9	256,2	153,8	213,7	689,7	34,7	1.091,9		4,3	12,3	16,6	
4 ^e trimestre ..	164,3	52,0	46,0	262,3	156,7	217,5	707,1	34,5	1.115,8	178,3	4,2	12,6	16,8	24,5
1988 1 ^{er} trimestre ..	159,3	55,3	49,2	263,7	167,4	218,7	714,4	34,6	1.135,1		4,8	12,9	17,7	
2 ^e trimestre ..	187,6	59,9	55,1	302,6	172,9	221,1	728,9	34,7	1.157,7		5,1	11,6	16,7	
3 ^e trimestre ..	179,4	60,3	55,5	295,3	181,4	224,9	744,4	34,8	1.185,4		5,3	11,0	16,2	
4 ^e trimestre ..	180,4	60,7	56,3	297,4	186,4	230,7	764,8	33,7	1.215,6	189,3	3,1	14,4	17,5	22,9
1989 1 ^{er} trimestre ..	174,5	62,4	58,8	295,7	194,0	234,7	777,7	33,7	1.240,1		3,6	14,2	17,7	
2 ^e trimestre ..	205,3	68,5	66,2	340,1	202,9	243,9	796,9	33,7	1.277,5		3,0	16,5	19,5	
3 ^e trimestre ..	204,1	61,3	68,1	333,4	246,5	217,1	809,9	33,7	1.307,1		3,3	17,2	20,5	
4 ^e trimestre ..	202,7	61,9	67,5	332,1	257,1	223,0	842,4	33,7	1.356,3	206,2	3,8	21,8	25,7	29,1
1990 1 ^{er} trimestre ..	201,5	64,8	74,1	340,4	266,2	230,0	855,9	33,7	1.385,8		4,3	20,8	25,1	
2 ^e trimestre ..	228,0	71,7	81,3	381,0	274,4	235,3	866,4	33,7	1.409,8		5,3	22,3	27,6	
3 ^e trimestre ..	219,2	71,2	82,9	373,3	280,1	239,3	870,1	33,7	1.423,1		4,3	22,8	27,2	
4 ^e trimestre ..	215,2	71,2	88,2	374,7	287,9	245,8	881,7	33,7	1.449,2		6,3	30,9	37,2	

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

³ Principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), fonds de pension (autres que légaux) et sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUES ET CARTES DE CREDIT

1. Résultats généraux

Source : INS, Statistiques du commerce.

Période	Nombre de contrats à la fin du semestre (milliers) ¹				Encours des crédits à la fin du semestre (milliards de francs) ¹				Crédits octroyés durant le semestre (milliards de francs)		
	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total	p.m. : Cartes de banque et cartes de crédit ²	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Cartes de banque et cartes de crédit	Total	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total
	(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (5)+(6)+(7)	(9)	(10)	(11) = (9)+(10)
1980 1 ^{er} semestre	1.522	836	2.358	2.791	77,0	88,5	5,7	171,2	26,7	32,3	59,0
2 ^e semestre	1.491	859	2.350	2.869	74,7	95,5	5,6	175,8	19,4	43,4	62,8
1981 1 ^{er} semestre	1.586	806	2.392	2.848	72,6	86,9	5,3	164,8	20,8	28,8	49,6
2 ^e semestre	1.545	792	2.337	3.084	69,0	93,1	6,0	168,1	17,5	41,6	59,1
1982 1 ^{er} semestre	1.397	731	2.128	3.161	69,3	85,0	6,2	160,5	22,0	28,0	50,0
2 ^e semestre	1.261	752	2.013	3.231	67,6	90,9	7,2	165,7	17,8	40,0	57,8
1983 1 ^{er} semestre	1.366	734	2.100	3.443	73,6	82,9	7,7	165,7	23,4	28,0	51,4
2 ^e semestre	1.398	750	2.148	4.061	72,6	90,6	9,4	172,6	21,2	42,7	63,9
1984 1 ^{er} semestre	1.322	720	2.042	4.157	80,3	86,9	9,5	176,7	27,9	31,5	59,4
2 ^e semestre	1.406	769	2.175	4.264	79,8	94,2	12,3	186,3	22,8	45,6	68,4
1985 1 ^{er} semestre	1.388	748	2.136	4.229	90,0	93,6	10,2	193,8	31,3	36,6	67,9
2 ^e semestre	1.369	800	2.169	4.336	95,3	102,1	14,4	211,8	29,1	48,4	77,5
1986 1 ^{er} semestre	1.468	782	2.250	4.478	108,2	107,2	12,7	228,1	41,1	48,6	89,7
2 ^e semestre	1.576	843	2.419	4.467	111,7	112,5	14,6	238,8	36,2	50,5	86,7
1987 1 ^{er} semestre	1.721	932	2.653	4.560	124,7	134,0	13,1	271,8	45,4	75,5	120,9
2 ^e semestre	1.756	925	2.681	4.699	130,4	129,8	16,4	276,6	40,2	44,5	84,7
1988 1 ^{er} semestre	1.769	996	2.765	4.799	143,8	152,9	16,5	313,2	52,4	82,9	135,3
2 ^e semestre	1.791	988	2.379	4.895	147,5	142,5	19,2	309,2	42,2	46,0	88,2
1989 1 ^{er} semestre	1.819	1.044	2.863	5.215	162,1	170,0	19,3	351,4	56,9	92,5	149,4
2 ^e semestre	1.728	1.022	2.750	5.527	166,2	159,8	22,4	348,4	47,8	47,2	95,0
1990 1 ^{er} semestre	1.789	1.039	2.828	5.727	183,9	185,0	22,1	391,0	63,5	96,4	159,9
2 ^e semestre	1.751	1.042	2.793	6.178	182,3	180,2	27,0	389,5	47,4	56,3	103,6

¹ A l'exclusion des arriérés.

² Nombre de cartes de banque et de cartes de crédit en circulation (y compris celles attribuées à des non-particuliers).

XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS; CARTES DE BANQUE ET CARTES DE CREDIT

2. Contrats non honorés

Source : Centrale des Crédits à la Consommation de la Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Nombre de personnes enregistrées ¹ (milliers)	Nombre de contrats enregistrés (milliers)	Contrats enregistrés et non régularisés (milliers)	Arriéré ou montant exigible ² des contrats visés à la colonne précédente (milliards de francs)	p.m. : Indice du nombre de consultations ³ 1988 = 100
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1988 Janvier	95,2	83,1	61,5	n.d.	110
Février	100,1	88,1	65,2	n.d.	113
Mars	104,0	92,3	68,3	n.d.	120
Avril	108,0	96,8	71,6	n.d.	98
Mai	112,9	101,5	75,1	n.d.	101
Juin	115,9	105,8	77,5	n.d.	99
Juillet	118,5	109,7	77,9	n.d.	86
Août	123,0	114,4	81,2	n.d.	83
Septembre	127,9	120,1	85,3	n.d.	96
Octobre	132,4	124,7	90,8	n.d.	99
Novembre	136,3	130,0	92,3	n.d.	102
Décembre	140,8	135,4	95,8	n.d.	92
1989 Janvier	143,8	139,1	98,8	n.d.	101
Février	146,6	142,9	101,5	n.d.	116
Mars	150,4	147,5	104,7	n.d.	122
Avril	153,9	152,0	107,9	n.d.	109
Mai	157,2	156,4	111,0	n.d.	108
Juin	160,5	160,8	114,2	n.d.	102
Juillet	162,8	164,1	116,5	n.d.	96
Août	165,1	167,2	118,7	n.d.	95
Septembre	168,2	171,5	122,9	10,0	100
Octobre	171,7	176,1	124,0	10,4	105
Novembre	173,7	179,0	125,4	10,4	99
Décembre	176,3	182,6	127,5	10,8	97
1990 Janvier	179,1	187,0	130,2	11,0	117
Février	180,2	191,0	133,2	11,2	122
Mars	183,4	193,7	134,7	11,5	110
Avril	185,9	197,4	137,0	11,7	100
Mai	188,2	200,7	137,1	11,9	122
Juin	190,7	204,1	139,9	12,2	102
Juillet	191,3	205,4	140,8	12,3	90
Août	187,7	208,5	143,6	12,6	86
Septembre	196,4	212,2	146,8	13,0	96
Octobre	198,1	215,5	149,9	13,4	99
Novembre	202,2	221,4	150,1	14,0	95
Décembre	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991 Janvier	207,3	230,0	163,5	14,7	105
Février	209,2	233,0	166,3	15,2	101
Mars	213,4	238,3	171,3	15,7	119

¹ A l'exclusion des garants.

² Pour les contrats non résiliés, il s'agit des arriérés; pour les autres, il s'agit du montant exigible.

³ Moyenne mensuelle du nombre de consultations calculée selon un mois-type de 22 jours ouvrables.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

1. Demandes de crédits hypothécaires pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux^{1*}

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	43,6	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1989	83,3	12,5	14,0	40,2	150,0	175,6	27,5	15,0	105,6	323,7
1990	65,1	9,1	10,2	24,4	108,8	135,7	21,5	11,7	62,3	231,2
1989 1 ^{er} trimestre	25,1	4,0	4,4	13,6	47,1	50,6	8,2	4,5	34,6	97,9
2 ^e trimestre	19,6	3,0	3,5	9,1	35,2	40,2	6,2	3,6	24,3	74,3
3 ^e trimestre	16,4	2,4	2,5	5,6	26,9	34,3	5,4	2,8	14,7	57,2
4 ^e trimestre	22,3	3,2	3,4	11,9	40,8	50,5	7,6	4,1	32,0	94,2
1990 1 ^{er} trimestre	17,9	2,5	2,9	9,3	32,6	38,5	6,1	3,4	24,5	72,5
2 ^e trimestre	14,8	2,1	2,3	3,8	23,0	30,1	4,7	2,4	9,5	46,7
3 ^e trimestre	14,5	2,0	2,2	3,7	22,4	30,0	4,8	2,4	9,5	46,7
4 ^e trimestre	17,9	2,4	2,8	7,5	30,6	37,2	5,7	3,5	18,9	65,3
1991 1 ^{er} trimestre	14,3	2,0	2,8	4,7	23,8	28,6	4,3	3,1	11,0	47,0
1990 Février	5,6	0,8	0,9	2,4	9,7	12,1	1,9	1,0	6,4	21,4
Mars	6,2	0,9	1,0	2,9	11,0	12,9	2,2	1,1	7,3	23,5
Avril	4,4	0,6	0,7	1,3	7,0	9,0	1,4	0,8	3,4	14,6
Mai	5,0	0,8	0,8	1,3	7,9	10,4	1,8	0,8	3,1	16,1
Juin	5,4	0,7	0,8	1,2	8,1	10,7	1,5	0,8	3,0	16,0
Juillet	4,8	0,7	0,7	1,0	7,2	10,0	1,6	0,7	2,7	15,0
Août	4,7	0,6	0,7	1,3	7,3	10,1	1,6	0,9	3,2	15,8
Septembre	5,0	0,7	0,8	1,4	7,9	9,9	1,6	0,8	3,6	15,9
Octobre	8,4	1,1	1,3	4,1	14,9	17,8	2,7	1,7	10,6	32,8
Novembre	5,2	0,7	0,8	2,2	8,9	10,6	1,6	1,0	5,3	18,5
Décembre	4,3	0,6	0,7	1,2	6,8	8,8	1,4	0,8	3,0	14,0
1991 Janvier	5,0	0,7	0,9	1,9	8,5	10,0	1,4	1,0	4,2	16,6
Février	4,4	0,7	0,8	1,5	7,4	8,8	1,3	1,0	3,4	14,5
Mars	4,9	0,7	1,0	1,4	8,0	9,8	1,6	1,0	3,3	15,7

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurances et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours des ces crédits.

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1986.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

2. Inscriptions hypothécaires

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1989	35,4
1990	32,2
1989 1 ^{er} trimestre	29,8
2 ^e trimestre	37,0
3 ^e trimestre	36,2
4 ^e trimestre	38,5
1990 1 ^{er} trimestre	34,1
2 ^e trimestre	34,4
3 ^e trimestre	28,0
4 ^e trimestre	32,1
1991 1 ^{er} trimestre	32,2

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus, y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

XVI - 6a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. : Crédits à l'étranger	
	organismes publics d'exploitation ²	sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total ⁴	dont		
									Monnaies étrangères ⁵	Total	dont	Monnaies étrangères^{5}
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	
1980 1 ^{er} trimestre	3,9	- 0,2	17,3	- 0,3	- 1,1	6,7	- 18,1	4,6	6,8	48,9	39,2
2 ^e trimestre	- 2,2	- 1,0	13,5	1,6	- 2,8	2,4	24,8	39,6	6,8	16,7	17,1
3 ^e trimestre	- 1,9	- 0,2	6,5	0,7	- 16,0	- 7,8	18,1	1,5	15,4	33,4	27,5
4 ^e trimestre	- 1,7	0,7	0,1	0,1	9,6	6,4	20,1	36,3	5,3	39,9	44,3
1981 1 ^{er} trimestre	- 0,3	0,6	3,8	- 0,2	- 3,7	3,7	7,2	10,8	9,5	73,4	72,0
2 ^e trimestre	1,3	- 0,1	3,5	1,3	2,3	7,5	4,2	18,7	- 3,7	70,0	73,6
3 ^e trimestre	- 1,5	- 0,2	- 2,3	0,4	- 0,7	2,4	23,9	22,9	7,8	34,7	33,2
4 ^e trimestre	3,7	1,6	- 3,7	0,1	5,9	1,7	26,0	30,0	2,0	12,3	12,8
1982 1 ^{er} trimestre	- 2,1	0,0	4,0	- 0,1	- 3,5	2,6	4,7	7,8	13,0	171,8	169,1
2 ^e trimestre	- 3,0	1,8	4,3	0,5	0,9	4,3	- 3,2	6,8	- 6,1	- 33,6	- 30,1
3 ^e trimestre	- 2,6	- 0,8	- 2,3	1,2	- 11,2	- 7,9	- 19,6	- 39,7	- 2,2	10,3	16,1
4 ^e trimestre	5,6	- 0,7	4,1	0,4	5,8	8,7	7,7	26,8	- 11,1	- 22,8	- 27,8
1983 1 ^{er} trimestre	- 6,1	7,4	- 3,5	0,0	- 5,0	2,2	- 0,1	- 6,5	- 1,5	30,4	24,5
2 ^e trimestre	1,2	1,1	4,9	0,1	- 1,8	- 0,9	- 15,1	- 12,8	11,4	12,5	13,3
3 ^e trimestre	- 1,7	1,0	2,0	0,5	- 15,6	- 0,1	30,9	17,7	4,4	31,7	28,5
4 ^e trimestre	15,2	- 4,0	9,9	1,1	23,5	3,5	- 10,0	28,0	- 6,2	44,4	34,9
1984 1 ^{er} trimestre	1,3	1,3	14,1	1,5	5,7	2,5	- 38,3	- 14,5	- 4,7	2,3	0,7
2 ^e trimestre	- 1,9	- 0,4	17,3	0,9	- 11,5	- 4,3	20,8	23,2	6,3	25,1	25,5
3 ^e trimestre	- 0,7	0,4	6,6	2,1	- 12,5	- 1,1	- 7,8	- 12,7	0,0	89,5	81,5
4 ^e trimestre	2,7	- 2,1	0,4	1,9	6,2	2,4	18,6	29,4	2,1	33,3	20,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 1,9	1,7	5,8	- 0,4	8,8	1,9	- 18,3	- 2,2	9,4	- 30,4	- 22,3
2 ^e trimestre	- 3,9	1,8	6,5	0,6	2,1	- 5,3	35,6	39,6	9,5	27,2	25,2
3 ^e trimestre	- 1,8	- 1,0	7,3	0,5	- 20,7	- 6,2	- 8,0	- 27,1	- 14,0	- 46,3	- 51,1
4 ^e trimestre	- 1,8	- 2,8	20,6	4,4	9,7	0,0	43,2	77,9	11,6	- 64,1	- 67,0
1986 1 ^{er} trimestre	- 0,4	0,2	3,2	3,9	2,1	- 3,6	19,7	25,2	16,2	- 16,8	- 23,0
2 ^e trimestre	5,4	- 0,4	17,5	3,3	4,9	- 4,0	2,1	23,9	14,6	- 13,9	- 14,2
3 ^e trimestre	- 2,5	1,2	17,6	0,8	- 5,9	- 6,0	- 28,3	- 21,8	- 10,2	- 26,2	- 33,1
4 ^e trimestre	0,1	- 4,5	30,5	- 5,1	15,4	- 2,6	27,5	65,7	2,8	1,0	- 7,3
1987 1 ^{er} trimestre	- 1,0	- 5,0	41,3	9,5	- 50,9	- 6,9	58,7	51,7	20,7	- 16,7	- 0,9
2 ^e trimestre	- 1,4	- 2,4	25,0	1,1	9,6	- 1,8	49,4	83,4	9,3	49,7	52,2
3 ^e trimestre	- 2,0	0,9	14,2	0,8	- 14,1	- 5,6	- 55,8	- 60,4	- 10,3	17,3	8,0
4 ^e trimestre	- 4,4	4,0	35,0	2,9	7,5	1,2	27,6	74,2	- 5,3	- 72,0	- 70,0
1988 1 ^{er} trimestre	- 2,2	0,5	13,5	4,6	- 2,8	1,3	48,6	65,2	42,8	75,1	75,0
2 ^e trimestre	- 2,2	1,8	23,8	6,1	14,7	- 2,7	16,1	57,9	- 15,0	71,2	73,3
3 ^e trimestre	- 1,4	1,1	31,9	2,4	- 11,4	1,4	59,3	83,5	17,3	- 39,0	- 38,7
4 ^e trimestre	- 12,9	- 3,0	54,8	8,0	0,0	- 0,7	41,7	103,8	18,9	- 15,7	- 24,8
1989 1 ^{er} trimestre	- 0,5	4,5	32,4	2,5	- 7,4	0,0	28,7	56,2	31,5	81,3	68,4
2 ^e trimestre	1,3	- 1,9	36,5	5,0	6,5	- 1,5	114,8	161,3	24,0	117,6	115,5
3 ^e trimestre	- 1,7	1,8	37,9	- 1,5	- 2,6	- 2,7	67,9	99,0	18,1	- 39,4	- 63,6
4 ^e trimestre	1,8	- 1,1	43,2	- 1,7	0,9	3,8	83,0	129,2	- 8,1	- 61,1	- 52,5
1990 1 ^{er} trimestre	- 0,8	- 3,2	43,9	4,6	- 30,0	- 3,3	- 89,8	- 74,6	7,9	72,6	72,5
2 ^e trimestre	- 1,0	0,0	37,5	8,8	7,5	- 2,4	57,4	108,9	- 19,3	- 21,0	- 25,4
3 ^e trimestre	0,2	- 0,5	34,4	2,2	- 11,2	- 3,8	58,4	80,0	18,6	5,9	- 14,3
4 ^e trimestre	- 3,2	0,8	51,3	- 3,8	0,2	0,9	56,6	105,2	- 0,6	- 25,5	- 5,8

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Cf. colonnes (8) et (9) du tableau XVI-1.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 6b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. : Crédits à l'étranger	
	orga- nismes publics d'exploit- ation ²	sociétés privées	Crédits d'investis- ement	Crédit- bail	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Crédits à l'expor- tation	Autres crédits ³	Total	dont		
									Monnaies étrangères	Total	dont
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	
1979 4 ^e trimestre	98,9	40,3	504,8	7,6	228,2	113,1	377,7	1.231,5	66,2	293,8	262,8
1980 1 ^{er} trimestre	102,8	40,1	522,1	7,3	227,1	119,8	358,7	1.235,1	71,9	342,7	312,3
2 ^e trimestre	100,6	39,0	535,6	8,9	224,3	122,3	382,4	1.273,6	77,6	359,4	328,2
3 ^e trimestre	98,7	38,9	542,1	9,6	208,4	114,5	399,4	1.274,0	91,8	392,8	359,6
4 ^e trimestre	97,0	39,5	542,2	9,8	218,0	120,9	418,4	1.309,2	96,0	432,7	401,9
1981 1 ^{er} trimestre	96,7	40,1	546,0	9,6	214,3	124,6	429,7	1.324,2	109,6	506,1	474,4
2 ^e trimestre	98,1	40,0	549,5	10,9	216,6	132,1	443,3	1.352,4	115,4	576,1	546,4
3 ^e trimestre	96,5	39,8	547,2	10,5	215,8	134,5	464,4	1.372,4	120,4	610,8	575,1
4 ^e trimestre	100,2	41,3	543,5	10,6	221,8	136,2	495,4	1.407,4	127,4	623,1	587,7
1982 1 ^{er} trimestre	98,1	41,4	547,5	10,6	218,3	138,7	519,7	1.434,8	160,0	794,8	759,1
2 ^e trimestre	95,1	43,1	551,8	11,1	219,2	143,1	517,9	1.443,0	155,3	761,2	725,5
3 ^e trimestre	92,6	42,3	549,5	12,3	208,0	135,2	504,0	1.409,0	158,8	771,5	735,1
4 ^e trimestre	98,1	41,5	553,6	12,7	213,8	143,9	510,7	1.434,8	144,4	748,7	709,6
1983 1 ^{er} trimestre	92,0	48,9	550,1	12,7	208,8	146,1	512,9	1.430,6	145,2	779,1	735,9
2 ^e trimestre	93,2	50,0	555,0	12,8	207,1	145,2	505,1	1.425,2	163,9	791,6	752,9
3 ^e trimestre	91,5	51,1	557,0	13,3	191,4	145,1	543,5	1.450,4	175,8	823,3	783,5
4 ^e trimestre	106,7	47,1	566,9	14,4	214,9	148,6	540,1	1.484,9	176,1	867,7	817,7
1984 1 ^{er} trimestre	108,0	48,3	581,0	16,0	220,6	151,1	494,9	1.463,5	164,6	870,0	817,8
2 ^e trimestre	106,1	47,9	598,3	16,9	209,1	146,8	528,6	1.499,6	183,7	895,0	843,4
3 ^e trimestre	105,3	48,3	604,9	18,9	196,6	145,7	531,5	1.497,6	194,4	984,6	926,9
4 ^e trimestre	108,0	46,2	605,3	20,8	202,8	148,1	552,6	1.529,6	199,1	1.017,9	954,5
1985 1 ^{er} trimestre	106,1	47,9	611,0	20,4	211,6	150,0	529,6	1.522,7	203,8	987,5	926,4
2 ^e trimestre	102,2	49,7	617,6	21,0	213,7	144,7	564,8	1.561,9	212,9	1.014,7	955,2
3 ^e trimestre	100,4	48,7	624,9	21,5	193,0	138,5	553,7	1.531,6	195,6	968,4	899,6
4 ^e trimestre	98,6	45,9	645,5	25,9	202,7	138,5	588,0	1.600,6	198,3	904,4	832,8
1986 1 ^{er} trimestre	98,2	46,1	648,7	29,8	204,8	134,8	604,0	1.622,2	210,8	887,6	810,6
2 ^e trimestre	103,5	45,7	666,3	33,1	209,8	130,9	603,2	1.643,2	222,6	873,7	801,3
3 ^e trimestre	101,0	46,9	683,9	33,8	203,9	124,8	570,8	1.617,2	208,2	847,5	771,6
4 ^e trimestre	101,1	42,4	714,4	28,7	219,3	122,2	593,0	1.677,6	205,7	848,5	769,3
1987 1 ^{er} trimestre	100,1	37,4	755,7	38,2	168,4	115,3	645,5	1.723,1	220,2	831,8	748,9
2 ^e trimestre	98,7	35,0	780,7	39,3	178,0	113,6	703,7	1.815,3	238,4	881,5	799,7
3 ^e trimestre	96,7	35,9	794,9	40,1	163,9	108,0	648,6	1.755,6	228,8	898,9	805,9
4 ^e trimestre	92,3	39,9	830,0	43,1	171,4	109,2	665,2	1.818,8	212,5	826,8	734,8
1988 1 ^{er} trimestre	90,1	40,4	843,5	47,7	168,6	110,5	718,4	1.888,6	259,9	901,9	809,0
2 ^e trimestre	87,8	42,2	867,3	53,7	183,2	107,8	745,0	1.957,2	255,5	973,2	883,7
3 ^e trimestre	86,4	43,3	899,2	56,1	171,8	109,2	807,9	2.044,3	276,4	934,1	846,0
4 ^e trimestre	73,6	40,3	954,0	64,1	171,8	108,6	844,1	2.142,6	289,9	918,5	824,4
1989 1 ^{er} trimestre	73,1	44,8	986,4	66,6	164,4	108,6	883,3	2.209,3	331,8	999,8	898,9
2 ^e trimestre	74,4	42,9	1.022,9	71,6	170,9	107,1	1.000,6	2.373,1	358,4	1.117,4	1.014,9
3 ^e trimestre	72,7	44,7	1.060,7	70,1	168,3	104,4	1.062,9	2.466,4	370,8	1.077,9	948,3
4 ^e trimestre	74,5	43,6	1.104,0	68,5	169,2	108,2	1.127,5	2.577,4	344,4	1.016,9	896,6
1990 1 ^{er} trimestre	73,7	40,4	1.147,9	73,1	139,2	104,9	1.032,6	2.497,7	347,2	1.089,5	973,7
2 ^e trimestre	72,7	40,4	1.185,4	81,8	146,7	102,5	1.087,4	2.603,9	325,3	1.068,5	947,8
3 ^e trimestre	72,9	39,5	1.219,8	84,0	135,5	98,8	1.139,4	2.677,5	337,5	1.074,4	943,4
4 ^e trimestre	69,7	40,6	1.271,2	80,2	135,7	99,6	1.185,5	2.772,3	326,5	1.048,8	930,2

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

XVI - 7a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. : Crédits à l'étranger				
	organismes publics d'exploitation ²	sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont		Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Mon- naies étrangè- res ⁴	Mon- naies étrangè- res ⁴				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)		
1980 1 ^{er} trimestre ...	-0,8	-0,1	9,5	-0,3	- 1,4	6,7	- 16,1	- 1,6	6,8	9,6	39,3	48,9	49,5	
2 ^e trimestre ...	-1,3	-0,1	4,5	1,6	- 1,5	2,4	23,8	30,9	6,8	- 0,9	17,6	16,7	15,9	
3 ^e trimestre ...	-1,1	-0,1	0,8	0,7	-14,4	-7,8	16,7	- 4,0	14,9	5,9	27,5	33,4	31,4	
4 ^e trimestre ...	0,1	0,0	2,8	0,1	9,2	6,4	19,4	37,9	5,3	- 3,9	43,9	39,9	42,3	
1981 1 ^{er} trimestre ...	-0,7	0,2	- 5,0	-0,2	- 3,8	3,7	5,5	0,3	9,5	0,7	72,7	73,4	72,5	
2 ^e trimestre ...	-0,4	-0,1	1,4	1,3	0,7	7,5	5,8	16,7	- 3,7	- 3,7	73,4	69,7	71,6	
3 ^e trimestre ...	-0,7	0,0	3,2	-0,4	0,7	2,4	19,9	25,7	7,8	1,8	32,6	34,4	28,5	
4 ^e trimestre ...	2,2	0,4	3,8	0,1	5,4	1,7	17,9	28,8	1,9	- 2,6	14,7	12,1	12,5	
1982 1 ^{er} trimestre ...	-2,9	-0,2	4,5	-0,1	- 4,4	2,6	1,6	4,3	12,5	2,3	167,8	170,1	169,7	
2 ^e trimestre ...	-4,0	0,2	2,3	0,5	- 0,5	4,3	- 4,7	2,0	- 5,6	- 3,8	- 31,0	- 34,8	- 34,8	
3 ^e trimestre ...	-2,5	-0,3	1,4	0,5	- 8,6	-7,9	- 20,0	- 34,6	- 2,5	- 4,9	14,7	9,9	9,2	
4 ^e trimestre ...	3,6	0,1	5,1	0,4	3,8	8,7	10,0	28,1	-11,0	3,7	- 27,4	- 23,6	- 26,3	
1983 1 ^{er} trimestre ...	-5,8	2,5	0,5	-0,2	- 3,7	2,2	- 3,2	- 4,4	- 1,2	3,5	21,4	24,9	21,3	
2 ^e trimestre ...	1,4	0,9	2,7	0,1	- 0,5	-0,9	- 15,2	- 13,8	11,1	0,6	11,1	11,6	16,2	
3 ^e trimestre ...	-1,0	-0,2	0,6	0,6	-13,6	-0,1	18,0	5,5	4,3	0,6	28,6	29,2	28,9	
4 ^e trimestre ...	8,6	0,8	5,6	1,0	20,1	3,5	- 0,8	29,4	- 6,2	4,5	38,3	42,8	33,4	
1984 1 ^{er} trimestre ...	-0,4	-0,3	4,0	0,4	5,1	2,5	- 32,8	- 20,8	- 4,5	- 0,1	1,4	1,3	0,5	
2 ^e trimestre ...	-1,5	-1,4	17,3	0,7	- 9,6	-4,3	17,6	21,9	5,7	- 0,7	23,5	22,8	23,4	
3 ^e trimestre ...	-0,8	-0,4	5,1	0,4	- 9,9	-1,1	- 8,4	- 13,8	- 0,5	0,9	85,3	86,2	82,8	
4 ^e trimestre ...	3,2	-0,5	3,9	2,0	3,0	2,4	16,8	28,0	2,7	6,5	25,4	31,9	26,5	
1985 1 ^{er} trimestre ...	-1,3	0,3	4,8	-0,2	9,0	1,9	- 15,3	0,2	8,2	- 7,7	- 23,1	- 30,8	- 28,2	
2 ^e trimestre ...	-2,2	-0,4	2,7	0,6	2,4	-5,3	31,5	31,9	8,6	- 1,3	25,6	24,3	28,0	
3 ^e trimestre ...	-2,0	-0,5	3,9	0,3	-20,8	-6,2	- 15,8	- 38,7	-19,3	- 0,3	- 46,5	- 46,8	- 55,4	
4 ^e trimestre ...	-0,7	0,1	6,8	4,0	12,1	0,0	39,6	62,5	9,8	- 1,3	- 64,8	- 66,1	- 66,5	
1986 1 ^{er} trimestre ...	0,2	0,7	3,0	3,5	1,4	-3,6	21,4	25,7	16,3	- 0,1	- 19,2	- 19,4	- 23,1	
2 ^e trimestre ...	-1,6	0,5	8,2	3,1	5,3	-4,0	- 1,8	10,9	14,3	2,6	- 16,4	- 13,8	- 10,4	
3 ^e trimestre ...	-1,4	2,1	13,6	0,5	- 5,8	-6,0	- 25,8	- 23,5	- 9,6	3,3	- 28,7	- 25,4	- 29,0	
4 ^e trimestre ...	-0,2	-2,7	25,6	-5,5	15,0	-2,6	21,3	53,8	7,3	5,3	- 9,3	- 4,0	- 5,8	
1987 1 ^{er} trimestre ...	-0,7	-2,6	25,8	9,5	-50,3	-6,9	55,0	33,0	20,4	-17,7	0,8	- 16,9	- 19,6	
2 ^e trimestre ...	-0,5	-1,0	15,0	1,0	9,4	-1,8	31,9	55,6	8,3	- 2,1	50,1	48,0	47,5	
3 ^e trimestre ...	0,0	0,5	13,1	0,3	-14,2	-5,6	- 36,2	- 42,5	-10,8	2,7	5,5	8,1	1,0	
4 ^e trimestre ...	-0,3	6,3	18,0	2,6	7,6	1,2	28,9	58,2	- 4,9	- 6,9	- 64,5	- 71,4	- 69,9	
1988 1 ^{er} trimestre ...	-0,4	1,2	14,4	4,6	- 3,0	1,3	45,9	63,3	40,4	- 3,3	77,3	74,1	73,9	
2 ^e trimestre ...	0,3	0,0	13,3	5,9	14,8	-2,7	3,4	34,8	-17,0	0,5	67,5	68,0	71,9	
3 ^e trimestre ...	-0,6	1,3	22,7	2,0	-11,8	1,4	56,2	70,5	21,0	- 3,1	- 36,1	- 39,2	- 38,4	
4 ^e trimestre ...	-6,9	-1,1	26,7	7,2	- 0,1	-0,7	32,7	65,9	11,6	4,7	- 15,9	- 11,2	- 18,1	
1989 1 ^{er} trimestre ...	0,3	3,8	18,6	2,3	- 7,0	0,0	36,8	50,7	33,8	3,0	74,4	77,4	70,5	
2 ^e trimestre ...	0,1	-1,6	20,4	4,6	6,1	-1,5	104,1	133,7	23,4	0,3	106,2	106,5	105,5	
3 ^e trimestre ...	2,1	2,2	19,7	-1,5	- 2,5	-2,7	64,5	77,5	12,0	- 5,2	- 35,8	- 41,0	- 65,0	
4 ^e trimestre ...	1,3	-1,5	24,8	-2,4	0,9	3,8	57,1	84,2	-10,6	3,2	- 78,3	- 75,1	- 66,1	
1990 1 ^{er} trimestre ...	-0,6	-1,9	22,0	4,2	-30,2	-3,3	- 81,9	- 89,2	11,1	7,9	56,2	64,1	67,6	
2 ^e trimestre ...	-0,6	0,2	14,4	8,4	7,3	-2,4	30,1	57,8	-16,5	- 0,5	- 31,0	- 31,5	- 33,4	
3 ^e trimestre ...	0,6	-0,2	11,3	1,6	-11,3	-3,8	64,8	62,6	11,1	9,0	- 9,5	- 0,5	- 5,0	
4 ^e trimestre ...	0,0	0,0	20,1	-3,7	0,2	0,9	38,5	55,9	- 2,0	-11,2	- 5,0	- 16,1	- 7,4	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 7b: — ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. : Crédits à l'étranger				
	organismes publics d'exploitation ²	sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont		Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Monnaies étrangères ⁴					Monnaies étrangères ⁴
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)		
1979 4 ^e trimestre ...	43,9	12,6	83,0	7,4	221,9	113,1	340,5	765,9	66,2	41,6	252,1	293,7	262,8	
1980 1 ^{er} trimestre ...	43,1	12,5	92,5	7,1	220,5	119,8	323,4	763,4	71,9	51,2	291,4	342,6	312,3	
2 ^e trimestre ...	41,8	12,3	97,0	8,7	219,1	122,3	346,1	793,2	77,6	50,3	309,0	359,3	328,2	
3 ^e trimestre ...	40,7	12,3	97,9	9,4	204,7	114,5	361,6	788,1	91,4	56,2	336,5	392,7	359,6	
4 ^e trimestre ...	40,8	12,3	100,6	9,5	213,9	120,9	380,0	824,9	95,6	52,2	380,4	432,6	401,9	
1981 1 ^{er} trimestre ...	40,1	12,5	95,7	9,3	210,1	124,6	389,6	829,3	109,2	52,9	453,0	506,0	474,4	
2 ^e trimestre ...	39,7	12,4	97,0	10,6	210,8	132,1	404,9	855,5	114,9	49,2	526,4	575,6	546,1	
3 ^e trimestre ...	39,0	12,4	100,2	10,2	211,5	134,5	421,9	878,4	119,9	51,1	559,0	610,0	574,6	
4 ^e trimestre ...	41,2	12,7	104,0	10,3	216,9	136,2	444,8	912,2	126,8	48,5	573,7	622,2	587,1	
1982 1 ^{er} trimestre ...	38,3	12,5	108,5	10,3	212,5	138,7	466,1	936,1	158,9	50,8	741,4	792,2	756,8	
2 ^e trimestre ...	34,3	12,6	110,9	10,8	212,0	143,1	462,8	939,5	154,7	47,0	710,4	757,4	722,0	
3 ^e trimestre ...	31,8	12,3	112,3	11,2	203,4	135,2	448,5	910,5	157,9	42,1	725,2	767,3	731,2	
4 ^e trimestre ...	35,4	12,4	117,4	11,6	207,2	143,9	455,1	935,3	143,5	45,8	697,8	743,6	704,9	
1983 1 ^{er} trimestre ...	29,6	14,9	118,0	11,4	203,6	146,1	454,3	933,2	144,7	49,3	719,2	768,5	726,2	
2 ^e trimestre ...	31,1	15,8	120,7	11,5	203,1	145,2	446,3	926,8	163,1	49,9	730,3	780,2	742,3	
3 ^e trimestre ...	30,1	15,6	121,3	12,1	189,5	145,1	471,8	939,8	174,9	50,5	758,9	809,4	771,2	
4 ^e trimestre ...	38,7	16,4	126,9	13,1	209,6	148,6	477,5	975,7	175,2	55,0	797,2	852,1	804,6	
1984 1 ^{er} trimestre ...	38,3	16,1	130,9	13,5	214,7	151,1	437,8	948,0	163,9	54,8	798,6	853,5	805,1	
2 ^e trimestre ...	36,8	14,7	148,3	14,2	205,2	146,8	468,3	982,8	182,4	54,1	822,1	876,2	828,5	
3 ^e trimestre ...	36,0	14,4	153,4	14,6	195,3	145,7	470,6	979,7	192,6	55,0	907,4	962,4	911,4	
4 ^e trimestre ...	39,2	13,9	157,3	16,7	198,2	148,1	490,0	1.010,3	197,9	61,6	932,8	994,3	937,9	
1985 1 ^{er} trimestre ...	38,0	14,2	162,1	16,4	207,3	150,0	470,1	1.005,8	201,4	53,9	909,7	963,6	909,7	
2 ^e trimestre ...	35,8	13,8	164,8	17,1	209,6	144,7	501,2	1.037,3	209,6	52,6	935,3	987,9	937,7	
3 ^e trimestre ...	33,7	13,3	168,6	17,4	188,8	138,5	482,1	995,4	187,1	52,3	888,8	941,1	882,3	
4 ^e trimestre ...	33,1	13,4	175,5	21,4	200,9	138,5	512,8	1.049,1	188,0	51,0	824,0	875,0	815,8	
1986 1 ^{er} trimestre ...	33,2	14,1	178,5	24,9	202,3	134,8	530,5	1.071,1	200,6	50,9	804,8	855,7	792,6	
2 ^e trimestre ...	31,6	14,7	186,7	28,0	207,6	130,9	525,9	1.079,2	212,1	53,5	788,4	841,9	782,2	
3 ^e trimestre ...	30,2	16,8	200,3	28,6	201,9	124,8	495,9	1.051,4	198,3	56,8	759,7	816,5	753,2	
4 ^e trimestre ...	30,0	14,0	225,9	23,0	216,9	122,2	511,9	1.099,9	200,4	62,0	750,5	812,5	747,4	
1987 1 ^{er} trimestre ...	29,3	11,4	251,6	32,5	166,6	115,3	560,6	1.126,7	214,5	44,3	751,3	795,6	727,8	
2 ^e trimestre ...	28,8	10,4	266,6	33,5	176,0	113,6	601,4	1.191,1	231,7	42,2	801,4	843,6	775,3	
3 ^e trimestre ...	28,8	10,9	279,8	33,9	161,8	108,0	565,8	1.149,4	221,6	44,8	806,9	851,7	776,4	
4 ^e trimestre ...	28,5	17,2	297,8	36,5	169,4	109,2	583,8	1.196,6	205,6	37,9	742,3	780,3	706,4	
1988 1 ^{er} trimestre ...	28,1	18,5	312,2	41,1	166,4	110,5	634,3	1.264,5	250,6	34,7	819,7	854,3	780,3	
2 ^e trimestre ...	28,4	18,4	325,6	47,0	181,3	107,8	648,2	1.309,9	244,2	35,2	887,2	922,4	852,3	
3 ^e trimestre ...	27,8	19,7	348,3	49,0	169,4	109,2	708,0	1.384,0	268,8	32,1	851,1	883,2	813,9	
4 ^e trimestre ...	20,8	18,5	375,0	56,2	169,3	108,6	735,2	1.444,3	274,8	36,8	835,2	872,0	795,8	
1989 1 ^{er} trimestre ...	21,1	22,3	393,6	58,5	162,4	108,6	782,5	1.505,6	319,2	39,8	909,5	949,3	866,3	
2 ^e trimestre ...	21,2	20,7	414,0	63,1	168,5	107,1	889,0	1.641,8	345,1	40,1	1.015,7	1.055,8	971,8	
3 ^e trimestre ...	23,3	22,9	433,7	61,6	166,0	104,4	948,0	1.713,7	351,4	34,9	979,9	1.014,8	906,8	
4 ^e trimestre ...	24,7	21,4	458,4	59,2	167,0	108,2	986,8	1.779,6	322,5	38,1	901,7	939,7	840,8	
1990 1 ^{er} trimestre ...	24,0	19,5	480,4	63,5	136,7	104,9	899,7	1.685,3	328,5	45,9	957,9	1.003,8	908,4	
2 ^e trimestre ...	23,5	19,7	494,9	71,8	144,0	102,5	927,1	1.740,4	309,3	45,4	926,9	972,3	875,0	
3 ^e trimestre ...	24,0	19,5	506,1	73,4	132,7	98,8	985,5	1.796,5	314,0	54,4	917,4	971,8	870,0	
4 ^e trimestre ...	24,0	19,5	526,2	69,7	132,9	99,6	1.013,6	1.842,1	301,6	43,2	912,4	955,7	862,6	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

XVI - 8a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. : Crédits à l'étranger	
	orga- nismes publics d'exploit- ation ²	sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères ⁵		Monnaies étran- gères ⁵
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1980 1 ^{er} trimestre	- 0,2	0,1	1,9	- 0,6	0,2	1,5	0,0	0,0	0,0
2 ^e trimestre	- 0,2	- 0,6	2,6	- 0,8	0,5	2,3	0,0	0,0	0,0
3 ^e trimestre	- 0,1	0,0	0,9	1,0	- 0,2	1,7	0,0	0,0	0,0
4 ^e trimestre	0,4	0,7	1,3	0,3	- 0,9	0,7	0,0	0,0	0,0
1981 1 ^{er} trimestre	- 0,5	0,5	0,9	0,3	0,9	2,1	0,0	0,0	0,0
2 ^e trimestre	0,1	0,1	1,0	1,5	- 0,6	1,8	0,0	0,3	0,3
3 ^e trimestre	0,1	0,2	0,9	- 0,9	0,8	0,9	0,0	0,3	0,2
4 ^e trimestre	2,6	1,2	0,8	0,9	1,4	3,1	0,0	0,2	0,2
1982 1 ^{er} trimestre	0,3	0,4	- 0,2	- 0,9	0,1	- 1,0	0,0	1,7	1,7
2 ^e trimestre	0,8	0,5	1,6	1,1	0,1	2,8	0,0	1,2	1,2
3 ^e trimestre	0,8	0,1	0,4	- 1,7	0,1	- 1,2	0,0	0,4	0,4
4 ^e trimestre	4,6	0,4	1,1	2,5	0,0	3,6	0,0	0,8	0,8
1983 1 ^{er} trimestre	- 0,2	2,4	1,4	- 0,9	- 0,7	- 0,2	0,0	0,8	0,3
2 ^e trimestre	0,3	- 0,3	2,2	- 1,8	1,4	1,9	0,0	0,9	0,9
3 ^e trimestre	0,1	0,8	0,9	- 1,5	0,6	0,0	0,0	1,5	0,8
4 ^e trimestre	2,7	- 1,4	2,0	3,1	- 0,5	4,5	0,0	1,2	0,3
1984 1 ^{er} trimestre	0,1	1,6	3,1	0,0	- 0,6	2,4	0,0	0,4	0,2
2 ^e trimestre	- 1,5	1,1	0,2	- 1,3	1,6	0,5	0,0	1,7	1,7
3 ^e trimestre	0,7	0,8	3,4	- 2,4	- 0,3	0,6	0,0	2,0	0,5
4 ^e trimestre	1,6	- 1,5	1,9	3,2	1,1	6,1	0,0	1,5	1,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 0,6	1,6	1,3	- 0,2	1,6	2,7	0,7	0,1	0,2
2 ^e trimestre	- 0,3	0,8	3,9	- 0,3	- 0,3	3,2	- 0,1	2,8	1,3
3 ^e trimestre	0,0	- 0,4	1,1	0,0	0,5	1,7	0,0	0,6	0,0
4 ^e trimestre	- 0,7	- 2,5	2,7	- 2,4	1,9	2,2	0,0	1,2	- 0,5
1986 1 ^{er} trimestre	0,5	- 0,3	2,5	0,3	2,1	4,9	0,1	0,6	0,5
2 ^e trimestre	4,4	- 0,7	6,4	- 0,1	0,1	6,4	- 0,2	0,6	0,5
3 ^e trimestre	- 0,2	- 0,8	3,5	0,0	1,8	5,3	0,7	- 0,3	- 0,5
4 ^e trimestre	- 0,4	- 1,0	5,7	0,2	2,4	8,3	- 0,7	2,1	1,5
1987 1 ^{er} trimestre	0,0	- 1,6	4,3	- 0,5	3,1	6,9	1,0	- 2,4	- 2,1
2 ^e trimestre	- 0,8	- 0,6	4,8	0,1	13,6	18,5	- 0,7	3,2	2,3
3 ^e trimestre	0,2	0,3	4,6	0,0	- 10,6	- 6,0	- 0,3	1,6	- 0,8
4 ^e trimestre	- 2,0	- 1,6	7,6	- 0,1	- 3,2	4,3	- 0,1	2,4	1,9
1988 1 ^{er} trimestre	- 0,3	- 0,4	5,1	0,0	1,1	6,1	0,4	0,4	- 0,1
2 ^e trimestre	- 1,2	1,8	7,1	0,0	1,6	8,6	0,2	- 1,3	- 1,1
3 ^e trimestre	- 0,3	- 0,1	6,5	0,2	2,8	9,5	- 0,3	0,4	2,5
4 ^e trimestre	- 2,5	- 1,0	9,9	0,0	7,9	17,8	3,8	0,0	- 0,9
1989 1 ^{er} trimestre	0,2	0,8	8,9	- 0,1	0,9	9,7	- 3,3	1,5	1,6
2 ^e trimestre	- 0,2	- 0,2	6,5	0,4	7,5	14,4	0,8	- 0,3	- 0,3
3 ^e trimestre	- 2,2	- 0,3	12,2	- 0,2	- 2,1	9,9	1,8	3,1	0,9
4 ^e trimestre	0,1	0,3	12,4	- 0,1	1,6	13,9	- 1,2	12,9	13,1
1990 1 ^{er} trimestre	0,6	- 1,1	12,1	0,3	10,1	22,4	1,3	7,6	8,4
2 ^e trimestre	0,5	- 0,1	9,2	0,1	10,1	19,4	- 0,3	7,8	3,5
3 ^e trimestre	- 0,2	- 0,4	7,4	0,1	2,9	10,4	0,6	0,5	- 0,9
4 ^e trimestre	- 1,7	0,8	11,9	0,1	- 2,1	9,9	0,4	- 3,3	- 1,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 8b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. : Crédits à l'étranger	
	orga- nismes publics d'exploit- ation ²	sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères		Monnaies étran- gères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1979 4 ^e trimestre	8,7	16,7	72,2	3,0	12,3	87,5	0,0	0,1	0,0
1980 1 ^{er} trimestre	8,5	16,8	74,1	2,4	12,5	89,0	0,0	0,1	0,0
2 ^e trimestre	8,4	16,3	76,7	1,6	13,0	91,3	0,0	0,1	0,0
3 ^e trimestre	8,3	16,3	77,6	2,6	12,8	93,0	0,0	0,1	0,0
4 ^e trimestre	8,6	17,0	78,9	2,8	11,9	93,7	0,0	0,1	0,0
1981 1 ^{er} trimestre	8,1	17,5	79,9	3,1	12,8	95,8	0,0	0,2	0,0
2 ^e trimestre	8,2	17,6	80,8	4,6	12,1	97,6	0,0	0,5	0,3
3 ^e trimestre	8,3	17,8	81,7	3,7	13,0	98,5	0,0	0,7	0,5
4 ^e trimestre	10,9	19,0	82,6	4,7	14,3	101,6	0,0	0,9	0,6
1982 1 ^{er} trimestre	11,2	19,4	82,4	3,7	14,4	100,6	0,0	2,6	2,3
2 ^e trimestre	12,1	19,9	84,0	4,9	14,5	103,3	0,0	3,8	3,5
3 ^e trimestre	12,8	20,0	84,3	3,2	14,6	102,1	0,0	4,2	3,9
4 ^e trimestre	17,5	20,3	85,5	5,7	16,8	107,9	0,0	5,1	4,8
1983 1 ^{er} trimestre	17,2	22,7	86,8	4,8	16,1	107,7	0,0	5,9	5,1
2 ^e trimestre	17,6	22,4	89,1	3,0	17,5	109,6	0,0	6,8	5,9
3 ^e trimestre	17,6	23,3	90,0	1,5	18,1	109,6	0,0	8,3	6,7
4 ^e trimestre	20,4	21,8	91,9	4,6	17,5	114,1	0,0	9,6	7,0
1984 1 ^{er} trimestre	20,5	23,4	95,1	4,6	16,9	116,5	0,0	10,0	7,2
2 ^e trimestre	19,0	24,5	95,3	3,2	18,5	117,0	0,0	11,6	8,9
3 ^e trimestre	19,7	25,3	98,7	0,8	18,2	117,6	0,0	13,6	9,5
4 ^e trimestre	21,4	23,8	100,5	4,0	19,2	123,7	0,0	15,1	10,6
1985 1 ^{er} trimestre	20,7	25,5	101,9	3,8	20,8	126,5	0,7	15,2	10,8
2 ^e trimestre	20,4	26,2	105,7	3,5	20,5	129,7	0,6	18,0	12,1
3 ^e trimestre	20,4	25,9	106,8	3,5	21,0	131,4	0,6	18,6	12,1
4 ^e trimestre	19,7	23,4	109,5	1,1	23,0	133,5	0,7	19,8	11,5
1986 1 ^{er} trimestre	20,3	23,1	112,0	1,4	25,1	138,4	0,8	20,5	12,0
2 ^e trimestre	24,7	22,3	118,4	1,3	25,2	144,8	0,6	21,1	12,5
3 ^e trimestre	24,5	21,5	121,9	1,2	26,9	150,1	1,3	20,8	12,0
4 ^e trimestre	24,1	20,5	127,7	1,5	29,3	158,5	0,5	22,9	13,6
1987 1 ^{er} trimestre	24,1	18,9	131,9	1,0	32,5	165,4	1,5	20,5	11,5
2 ^e trimestre	23,3	18,3	136,7	1,1	46,1	183,9	0,8	23,7	13,8
3 ^e trimestre	23,5	18,6	141,3	1,1	35,5	177,9	0,6	25,3	13,0
4 ^e trimestre	21,5	17,0	148,8	1,0	32,3	182,2	0,4	27,7	14,9
1988 1 ^{er} trimestre	21,2	16,7	153,9	1,0	33,4	188,3	0,8	28,1	14,8
2 ^e trimestre	20,0	18,4	161,0	1,0	35,0	197,0	1,1	26,8	13,7
3 ^e trimestre	19,7	18,4	167,5	1,2	37,8	206,5	0,8	27,2	16,1
4 ^e trimestre	17,2	17,4	177,4	1,2	45,7	224,3	4,6	27,2	15,3
1989 1 ^{er} trimestre	17,5	18,2	186,3	1,1	46,6	234,0	1,3	28,7	16,8
2 ^e trimestre	17,3	18,0	192,8	1,5	54,2	248,4	2,1	28,4	16,6
3 ^e trimestre	15,1	17,7	204,9	1,3	52,1	258,3	3,8	31,5	17,5
4 ^e trimestre	15,2	18,0	217,3	1,2	53,7	272,2	2,7	44,4	30,6
1990 1 ^{er} trimestre	15,8	16,9	229,3	1,5	63,8	294,6	4,0	52,0	39,0
2 ^e trimestre	16,2	16,8	238,5	1,6	73,9	314,0	3,7	59,8	42,5
3 ^e trimestre	16,1	16,4	245,9	1,7	76,8	324,4	4,3	60,2	41,6
4 ^e trimestre	14,4	17,2	257,8	1,8	74,7	334,3	4,7	56,9	40,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

**XVI - 9a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT DU SECTEUR PUBLIC**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. : Crédits à l'étranger	
	organismes publics d'exploitation ²	sociétés privées	Crédits d'investissement ³	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont Monnaies étrangères ⁵	Total	dont Monnaies étrangères ⁵
1980 1 ^{er} trimestre	5,0	-0,2	6,0	0,9	- 2,2	4,7	0,0	0,0	0,0
2 ^e trimestre	-0,4	-0,3	6,3	-0,5	0,5	6,3	0,0	0,0	0,0
3 ^e trimestre	-0,5	-0,1	4,8	-2,6	1,6	3,9	0,4	0,0	0,0
4 ^e trimestre	-2,1	-0,1	- 4,0	0,1	1,6	- 2,3	0,0	0,0	0,0
1981 1 ^{er} trimestre	1,1	-0,1	7,8	-0,1	0,8	8,5	0,0	0,0	0,0
2 ^e trimestre	1,4	-0,2	1,1	0,0	- 1,0	0,2	0,0	0,0	0,0
3 ^e trimestre	-0,4	-0,4	- 6,3	-0,6	3,2	- 3,7	0,0	0,0	0,0
4 ^e trimestre	-1,3	0,0	- 8,3	-0,4	6,7	- 2,0	0,1	0,0	0,0
1982 1 ^{er} trimestre	0,6	-0,2	- 0,4	1,9	3,0	4,5	0,6	0,0	0,0
2 ^e trimestre	0,4	1,1	0,4	0,2	1,4	2,1	-0,5	0,0	0,0
3 ^e trimestre	-0,8	-0,6	- 3,3	-0,9	0,4	- 3,8	0,4	0,0	0,0
4 ^e trimestre	-2,5	-1,2	- 2,1	-0,5	- 2,2	- 4,8	-0,1	0,0	0,0
1983 1 ^{er} trimestre	-0,1	2,5	- 5,2	-0,4	3,8	- 1,9	-0,3	4,6	4,6
2 ^e trimestre	-0,4	0,5	0,0	0,5	- 1,3	- 0,9	0,3	0,0	0,0
3 ^e trimestre	-0,7	0,4	0,4	-0,5	12,4	12,2	0,1	1,0	1,0
4 ^e trimestre	3,0	-3,3	2,4	0,2	- 8,6	- 6,0	0,0	0,4	0,4
1984 1 ^{er} trimestre	1,4	-0,1	8,1	0,6	- 4,8	3,9	0,2	0,6	- 0,5
2 ^e trimestre	1,4	-0,1	- 0,1	-0,6	1,5	0,8	0,6	0,6	0,4
3 ^e trimestre	-0,4	-0,1	- 0,3	-0,1	0,9	0,5	0,5	1,3	0,1
4 ^e trimestre	-2,1	-0,1	- 5,4	0,0	0,7	- 4,7	-0,6	- 0,1	- 0,1
1985 1 ^{er} trimestre	0,0	-0,3	- 0,5	0,0	- 4,6	- 5,1	0,5	0,2	0,0
2 ^e trimestre	-0,8	1,4	0,0	0,0	4,5	4,5	0,9	0,1	- 0,5
3 ^e trimestre	0,1	-0,1	2,5	0,0	7,3	9,9	5,2	0,0	- 0,1
4 ^e trimestre	-0,3	-0,5	11,5	0,0	1,7	13,2	1,8	0,8	0,2
1986 1 ^{er} trimestre	-0,8	-0,2	- 2,0	0,5	- 3,8	- 5,3	-0,2	1,9	0,4
2 ^e trimestre	1,2	-0,2	3,1	-0,3	3,8	6,6	0,5	- 0,7	0,6
3 ^e trimestre	-1,0	-0,1	0,8	-0,2	- 4,2	- 3,6	-1,3	- 0,5	- 0,2
4 ^e trimestre	0,4	-0,7	- 0,5	0,1	3,8	3,5	-3,7	2,9	2,0
1987 1 ^{er} trimestre	0,2	-0,7	11,3	-0,1	0,6	11,8	-0,7	2,6	1,2
2 ^e trimestre	0,0	-0,8	5,3	0,1	3,8	9,2	1,7	- 1,4	1,1
3 ^e trimestre	-2,2	0,1	- 3,0	0,1	- 9,0	-11,9	0,8	7,6	6,0
4 ^e trimestre	-2,0	-0,8	9,8	0,0	1,9	11,7	-0,2	- 3,0	- 3,1
1988 1 ^{er} trimestre	-1,3	-0,3	- 5,9	0,1	1,6	- 4,2	2,1	0,6	0,4
2 ^e trimestre	-1,4	0,1	3,6	-0,2	11,1	14,5	1,8	4,5	3,9
3 ^e trimestre	-0,8	-0,1	3,0	0,3	0,3	3,5	-3,4	- 0,2	- 1,8
4 ^e trimestre	-3,0	-0,8	18,9	0,1	1,1	20,1	3,6	- 4,5	- 2,6
1989 1 ^{er} trimestre	-1,1	-0,1	5,2	-0,3	- 9,1	- 4,2	0,9	2,4	2,4
2 ^e trimestre	1,5	-0,2	10,0	0,0	3,2	13,2	-0,1	11,5	10,8
3 ^e trimestre	-1,5	-0,1	6,1	0,0	5,5	11,5	4,3	- 1,5	- 2,6
4 ^e trimestre	-0,6	0,2	6,8	0,1	24,2	31,1	3,7	1,1	1,3
1990 1 ^{er} trimestre	-0,5	-0,2	10,2	0,0	-17,9	- 7,8	-4,5	0,8	1,1
2 ^e trimestre	-1,0	-0,1	14,4	0,1	17,3	31,7	-2,4	2,8	4,0
3 ^e trimestre	0,0	0,0	16,3	0,0	- 9,3	7,1	6,9	5,9	1,5
4 ^e trimestre	0,0	0,0	19,3	-0,1	20,2	39,4	0,9	- 6,0	- 4,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 9b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. : Crédits à l'étranger	
	orga- nismes publics d'explo- itation ²	sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation ⁴	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont		
							Monnaies étrangères	Total	dont
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	
1979 4 ^e trimestre	42,5	10,9	349,8	3,3	24,9	378,0	0,0	0,0	0,0
1980 1 ^{er} trimestre	47,5	10,7	355,8	4,2	22,8	382,7	0,0	0,0	0,0
2 ^e trimestre	47,1	10,4	362,1	3,7	23,3	389,0	0,0	0,0	0,0
3 ^e trimestre	46,5	10,4	366,9	1,1	24,9	392,9	0,4	0,0	0,0
4 ^e trimestre	44,5	10,3	362,9	1,2	26,5	390,6	0,4	0,0	0,0
1981 1 ^{er} trimestre	45,6	10,2	370,7	1,1	27,3	399,1	0,5	0,0	0,0
2 ^e trimestre	47,0	10,0	371,9	1,1	26,3	399,3	0,4	0,0	0,0
3 ^e trimestre	46,6	9,6	365,5	0,6	29,5	395,6	0,4	0,0	0,0
4 ^e trimestre	45,3	9,6	357,2	0,2	36,2	393,6	0,5	0,0	0,0
1982 1 ^{er} trimestre	45,9	9,5	356,9	2,1	39,2	398,2	1,1	0,0	0,0
2 ^e trimestre	46,3	10,6	357,3	2,3	40,6	400,2	0,6	0,0	0,0
3 ^e trimestre	45,5	10,0	354,0	1,4	41,0	396,4	0,9	0,0	0,0
4 ^e trimestre	42,9	8,8	351,9	0,9	38,8	391,6	0,9	0,0	0,0
1983 1 ^{er} trimestre	42,8	11,3	346,6	0,5	42,6	389,7	0,6	4,6	4,6
2 ^e trimestre	42,4	11,8	346,6	1,0	41,2	388,8	0,8	4,6	4,6
3 ^e trimestre	41,7	12,2	347,0	0,4	53,6	401,1	0,9	5,6	5,6
4 ^e trimestre	44,7	8,9	349,4	0,7	45,0	395,1	0,9	6,0	6,0
1984 1 ^{er} trimestre	46,1	8,8	357,5	1,2	40,2	399,0	0,7	6,6	5,5
2 ^e trimestre	47,6	8,7	357,4	0,6	41,8	399,8	1,3	7,2	5,9
3 ^e trimestre	47,2	8,6	357,1	0,5	42,7	400,3	1,8	8,6	6,1
4 ^e trimestre	45,1	8,5	351,6	0,5	43,4	395,5	1,2	8,5	6,0
1985 1 ^{er} trimestre	45,1	8,3	351,1	0,6	38,7	390,4	1,7	8,7	5,9
2 ^e trimestre	44,3	9,7	351,1	0,6	43,2	394,9	2,6	8,8	5,4
3 ^e trimestre	44,3	9,6	353,6	0,7	50,5	404,8	7,9	8,7	5,3
4 ^e trimestre	44,0	9,1	365,1	0,7	52,2	418,0	9,7	9,5	5,5
1986 1 ^{er} trimestre	43,2	8,9	363,1	1,1	48,4	412,6	9,4	11,4	5,9
2 ^e trimestre	44,4	8,7	366,2	0,9	52,2	419,2	9,9	10,7	6,5
3 ^e trimestre	43,4	8,6	367,0	0,7	48,0	415,7	8,6	10,2	6,3
4 ^e trimestre	43,8	7,9	366,5	0,9	51,8	419,2	4,9	13,1	8,3
1987 1 ^{er} trimestre	44,0	7,1	377,8	0,8	52,4	431,0	4,2	15,7	9,5
2 ^e trimestre	44,0	6,3	383,1	0,9	56,2	440,2	5,8	14,3	10,6
3 ^e trimestre	41,8	6,4	380,1	1,0	47,2	428,3	6,7	21,9	16,6
4 ^e trimestre	39,7	5,6	389,9	1,0	49,1	440,0	6,4	18,9	13,5
1988 1 ^{er} trimestre	38,5	5,3	384,0	1,1	50,7	435,8	8,5	19,5	13,9
2 ^e trimestre	37,0	5,4	387,5	1,0	61,8	450,3	10,3	24,0	17,8
3 ^e trimestre	36,2	5,2	390,5	1,2	62,1	453,8	6,8	23,7	16,0
4 ^e trimestre	33,2	4,4	409,4	1,3	63,2	473,9	10,4	19,3	13,4
1989 1 ^{er} trimestre	32,1	4,3	414,6	0,9	54,2	469,7	11,4	21,7	15,8
2 ^e trimestre	33,6	4,2	424,6	0,9	57,4	482,9	11,2	33,2	26,5
3 ^e trimestre	32,1	4,1	430,7	0,9	62,8	494,4	15,5	31,7	23,9
4 ^e trimestre	31,5	4,3	437,5	1,0	87,0	525,5	19,2	32,8	25,2
1990 1 ^{er} trimestre	31,1	4,0	447,7	1,0	69,1	517,8	14,7	33,6	26,3
2 ^e trimestre	30,1	4,0	462,0	1,1	86,4	549,5	12,3	36,4	30,3
3 ^e trimestre	30,1	4,0	478,4	1,1	77,0	556,6	19,2	42,3	31,8
4 ^e trimestre	30,1	4,0	497,7	1,0	97,2	595,9	20,1	36,3	27,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

XVI - 10. — ENGAGEMENTS DES SOCIÉTÉS¹ A L'ÉGARD DE L'ÉTRANGER

(variations en milliards de francs)

Période	Investissements directs en Belgique		Autres acquisitions d'actions belges par l'étranger	Acquisitions d'obligations belges par l'étranger		Acquisitions d'immeubles par l'étranger	Autres engagements	Total	dont ² :	
	Création et extension de sociétés, prises de participation	Prêts		Organismes publics d'exploitation ³	Sociétés privées				Franc belge	Monnaies étrangères ⁴
			(1)			(2)	(3)	(4)			(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
1980 1 ^{er} trimestre	1,6	3,4	0,5	0,5	0,0	1,0	0,8	7,8	0,5	0,5
2 ^e trimestre	7,9	1,3	0,1	2,2	0,0	0,6	2,1	14,2	0,1	2,2
3 ^e trimestre	3,9	4,8	- 0,3	0,2	0,0	0,6	0,9	10,1	- 0,3	0,2
4 ^e trimestre	6,6	5,8	- 0,6	4,4	- 0,3	0,7	12,9	29,5	- 0,9	4,4
1981 1 ^{er} trimestre	3,3	2,5	- 0,3	4,9	0,1	0,2	12,6	23,3	- 0,2	7,9
2 ^e trimestre	11,5	8,8	- 0,7	5,4	1,7	0,2	9,1	36,0	- 0,3	9,7
3 ^e trimestre	6,0	- 5,7	- 0,4	0,8	0,5	0,3	12,6	14,1	- 0,1	4,0
4 ^e trimestre	10,6	1,6	0,6	10,1	0,0	0,4	10,9	34,2	2,1	11,6
1982 1 ^{er} trimestre	3,4	- 2,6	1,4	1,7	0,6	1,4	4,4	10,3	2,2	2,0
2 ^e trimestre	11,6	1,8	1,6	0,1	- 1,4	1,6	8,3	23,6	0,9	- 0,1
3 ^e trimestre	6,6	2,5	1,3	0,6	- 0,2	1,2	2,6	14,6	1,8	0,4
4 ^e trimestre	19,2	3,8	1,2	9,5	0,0	1,5	4,1	39,3	2,3	8,9
1983 1 ^{er} trimestre	0,7	- 4,1	1,3	- 0,7	0,4	0,5	0,5	- 1,4	1,1	- 2,0
2 ^e trimestre	6,7	- 4,8	0,3	0,5	0,2	1,4	0,1	4,4	- 0,1	- 0,8
3 ^e trimestre	10,2	0,9	- 0,6	2,6	- 0,3	0,8	- 3,2	10,4	- 1,5	1,3
4 ^e trimestre	33,7	- 4,2	0,4	0,3	- 0,2	0,3	- 1,9	28,4	0,4	- 2,0
1984 1 ^{er} trimestre	4,8	- 5,2	- 1,0	- 0,3	0,1	0,9	6,7	6,0	- 1,4	- 4,7
2 ^e trimestre	2,0	- 6,1	- 2,3	0,1	- 0,1	1,0	9,1	3,7	- 2,9	5,1
3 ^e trimestre	- 6,6	3,8	- 0,7	3,5	0,1	0,3	9,6	10,0	- 0,5	7,9
4 ^e trimestre	10,6	- 1,1	- 0,7	4,0	0,6	0,8	4,1	18,3	0,9	7,4
1985 1 ^{er} trimestre	4,4	4,5	0,2	- 0,2	0,1	0,9	2,9	12,8	0,4	0,7
2 ^e trimestre	8,6	1,6	3,2	- 3,5	1,9	1,0	3,4	16,2	5,2	- 2,6
3 ^e trimestre	3,8	0,1	0,3	- 1,4	0,0	1,6	4,8	9,2	0,4	- 0,5
4 ^e trimestre	11,0	7,6	8,4	- 0,7	0,1	0,4	4,2	31,0	8,3	0,6
1986 1 ^{er} trimestre	- 0,3	- 0,6	8,9	- 2,9	0,1	0,8	8,3	14,3	10,3	- 3,6
2 ^e trimestre	2,4	- 1,8	6,3	- 1,7	0,0	0,4	- 0,2	5,4	8,3	- 3,1
3 ^e trimestre	7,2	- 4,5	5,5	3,1	0,0	0,3	3,9	15,5	7,0	2,2
4 ^e trimestre	14,2	- 3,6	8,1	- 3,4	0,5	1,1	1,9	18,8	10,3	- 4,6
1987 1 ^{er} trimestre	6,6	2,2	6,1	- 3,3	5,1	1,0	8,8	26,5	9,7	0,2
2 ^e trimestre	15,0	8,0	- 1,8	- 3,2	0,0	- 1,1	3,2	20,1	1,2	- 4,2
3 ^e trimestre	18,4	- 5,4	13,9	1,4	0,6	0,4	4,9	34,2	18,5	- 0,6
4 ^e trimestre	17,9	6,5	5,6	- 0,2	- 3,1	- 0,1	4,7	31,3	5,4	- 1,1
1988 1 ^{er} trimestre	77,8	3,1	3,7	- 2,4	- 1,7	0,8	- 1,3	80,0	5,9	- 4,4
2 ^e trimestre	7,3	7,2	5,8	1,3	0,6	0,7	2,2	25,1	9,9	- 0,4
3 ^e trimestre	- 20,1	6,8	8,1	- 0,3	- 0,2	0,4	4,7	- 0,6	10,5	- 1,1
4 ^e trimestre	50,8	23,3	1,1	1,2	0,4	1,0	8,7	86,5	11,2	- 1,2
1989 1 ^{er} trimestre	40,9	4,7	7,9	- 2,0	- 2,7	1,2	9,0	59,0	9,4	- 3,0
2 ^e trimestre	43,8	23,7	2,4	- 0,3	- 1,4	2,7	0,9	71,8	0,6	4,2
3 ^e trimestre	21,3	34,4	16,7	- 3,1	- 0,3	3,8	19,4	92,2	18,2	3,6
4 ^e trimestre	22,8	33,0	3,6	- 4,3	- 0,2	4,2	24,9	84,0	15,3	- 1,6
1990 1 ^{er} trimestre	38,5	12,8	8,1	0,3	0,5	3,0	2,8	66,0	7,3	3,4
2 ^e trimestre	39,1	20,1	4,5	- 3,1	0,6	2,9	42,4	106,5	24,0	5,1
3 ^e trimestre	16,8	14,9	6,4	- 4,4	1,0	4,7	7,6	47,0	16,1	- 0,4
4 ^e trimestre	49,2	52,0	9,0	- 3,5	1,0	4,2	- 23,2	88,7	- 6,0	- 10,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Le solde concerne les engagements envers l'étranger, dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 11. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après la branche d'activité du bénéficiaire

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1987	1988	1989	1990	1987	1988	1989	1990
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	85,8	92,1	103,2	106,0	60,3	62,5	70,0	73,9
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	44,7	48,0	51,7	49,0	14,9	16,9	17,1	13,2
Alimentation, boissons et tabac	217,6	235,3	262,2	276,9	92,3	107,1	129,0	139,1
Textile, habillement et cuir	124,3	135,3	146,5	156,2	61,9	70,1	82,9	89,9
Industrie chimique ⁴	317,1	339,5	374,8	375,8	82,8	105,9	130,7	147,5
Métallurgie de base	135,3	142,3	168,0	172,3	59,1	59,9	70,4	63,9
Fabrications métalliques	458,6	498,3	577,2	537,8	186,8	228,7	261,6	242,2
Produits minéraux non métalliques et bois	122,3	134,2	172,0	177,2	64,4	71,2	101,3	96,9
Papier, carton et imprimerie	77,4	85,2	95,6	104,1	41,0	48,4	55,9	59,5
Pétrole	118,9	136,2	133,1	135,0	20,5	24,1	22,3	30,6
Diamant et orfèvrerie	45,8	54,7	61,5	56,7	26,6	34,8	36,2	38,5
Autres	3,9	3,9	4,7	4,8	2,3	2,0	2,5	3,4
Construction et affaires immobilières de génie civil	137,0	161,7	216,7	273,9	76,3	93,5	137,5	179,1
Production et distribution d'énergie et d'eau ..	158,4	160,9	156,5	137,3	82,9	86,7	91,8	78,3
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	129,8	162,8	183,0	184,5	70,7	84,6	106,3	109,4
Commerce de détail	162,3	194,5	237,8	258,4	113,4	130,6	166,4	176,9
Transports, entrepôts et communications	211,2	242,1	282,5	346,5	132,9	151,0	177,8	235,5
Services financiers ⁵	287,1	415,4	491,9	512,7	134,6	192,4	215,7	204,8
Autres services aux entreprises ⁶	120,8	151,1	206,8	331,2	62,3	79,2	124,8	209,4
Autres services aux particuliers ⁷	177,8	202,1	228,9	305,1	169,6	188,1	231,8	256,9
Total ...	3.160,4	3.622,4	4.205,1	4.501,4	1.555,6	1.837,7	2.232,0	2.448,9

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la CNCP accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris industrie du plastique, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de location-financement, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

XVI - 11. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1987	1988	1989	1990	1987	1988	1989	1990
Communauté Economique Européenne	829,6	1.139,0	1.182,4	1.240,4	293,0	374,2	398,7	460,8
Royaume-Uni	316,3	487,8	548,5	538,9	56,1	85,9	120,7	102,7
Allemagne	103,4	146,1	120,9	152,7	39,9	51,8	46,5	62,8
France	85,3	89,4	79,7	98,4	31,0	32,9	34,8	42,9
Pays-Bas	101,6	121,8	140,7	159,5	45,9	51,8	50,1	72,5
Italie	69,6	74,1	77,0	86,8	28,1	33,4	36,3	50,0
Luxembourg	43,4	64,9	66,4	54,0	11,3	20,0	14,3	15,0
Danemark	12,0	29,0	25,3	27,4	7,3	10,5	8,7	22,0
Irlande	5,3	3,2	3,2	11,5	0,4	0,6	1,1	6,8
Grèce	5,3	5,2	4,2	3,3	4,0	4,0	2,9	2,5
Espagne	62,3	81,7	82,8	78,0	50,1	60,7	63,5	64,9
Portugal	25,1	35,8	33,7	29,9	18,9	22,6	19,8	18,6
Autres pays d'Europe	87,8	106,2	139,3	106,4	32,7	39,3	50,5	47,6
dont : Suisse	46,4	61,1	80,6	58,6	12,2	15,0	21,1	22,4
Norvège	4,7	5,5	5,0	5,2	1,0	1,5	2,2	1,9
Suède	8,3	13,4	17,5	11,5	0,3	3,3	8,4	6,3
Etats-Unis et Canada	323,4	423,4	449,8	397,7	105,0	132,3	118,0	132,0
Pays exportateurs de pétrole	57,9	56,6	61,4	49,1	46,6	42,1	41,7	34,2
Autres pays de l'hémisphère occidental	172,4	151,1	165,2	153,7	90,2	79,8	86,2	74,1
dont : Brésil	51,8	42,7	36,0	23,8	25,4	17,8	14,9	9,2
Mexique	25,9	20,2	25,9	23,1	21,8	17,5	20,9	15,1
Autres pays d'Afrique	41,6	49,0	53,4	48,4	34,7	35,8	36,2	32,3
dont : Afrique du Sud	3,4	4,8	4,0	2,7	2,7	3,4	3,3	1,9
Zaire	15,1	19,1	24,1	26,0	13,2	12,4	14,7	15,0
Australie et Nouvelle-Zélande	123,9	114,5	111,1	65,6	88,0	72,5	72,2	45,7
Autres pays d'Asie	184,3	146,4	162,9	128,0	84,0	82,1	78,5	49,9
dont : Japon	94,4	55,1	47,3	16,7	32,9	34,4	28,3	6,7
Total ...	1.820,9	2.186,2	2.325,5	2.189,3	774,2	858,1	882,0	876,6

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même

envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Estimations à prix courants	I - 3a	IX. — Balance des paiements de l'UEBL.	
b) Estimations aux prix de 1985	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Soldes trimestriels	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 4b.4	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours de change indicatifs :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	a) Pays CEE	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 4c.3	b) Pays autres que la CEE	X - 1b
d) Commerce :		2. Système Monétaire Européen :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 2a
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge	X - 2b
II. — Population, emploi, chômage.			
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	c) Indicateurs de divergence	X - 2c
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	d) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence	X - 2d
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	3. Cours de change effectifs	X - 3
2. Pêche maritime	III - 2	XI. — Finances publiques.	
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	1. Situation officielle de la dette publique	XI - 1
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Détail des recettes du Trésor	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics	XI - 5
6. Production industrielle des pays de la CEE	IV - 6	6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6
V. — Services.			
1. Transports :		7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 7
a) Activités de la SNCB et de la Sabena	V - 1a	8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique	XI - 8
b) Navigation maritime	V - 1b	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
c) Navigation intérieure	V - 1c	1. Encours :	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	a) au 31 décembre 1987	XII - 1a
3. Commerce intérieur :		b) au 31 décembre 1988	XII - 1b
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	2. Mouvements en 1988	XII - 2
4. Chambres de compensation :		3. Encours (taux sectoriels) :	
a) Nombre d'opérations	V - 4a	a) au 31 décembre 1987	XII - 3a
b) Montant des opérations	V - 4b	b) au 31 décembre 1988	XII - 3b
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	4. Mouvements en 1988 (taux sectoriels)	XII - 4
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes	VII - 2a	2. Bilans :	
b) Indice des prix à la production industrielle	VII - 2b	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
3. Prix à la consommation en Belgique :		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
VIII. — Commerce extérieur de l'UEBL.			
1. Tableau général	VIII - 1	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	4. Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) Réserves de change nettes au comptant de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b

10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situations globales des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964 :	
a) Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7a
b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7b
c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7c
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les sociétés et particuliers	XV - 1
2. Stock monétaire	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers	XV - 3
4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 4a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 4b
5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 5
6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 6a
b) Encours	XV - 6b

XVI. — Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles.

1. Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles	XVI - 1
2. Engagements contractés par les particuliers, les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 2a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 2b
3. Engagements contractés principalement par les particuliers — ventilation par créancier :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 3a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 3b
4. Ventes à tempérament, prêts personnels, cartes de banque et cartes de crédit :	
1) Résultats généraux	XVI - 4.1
2) Contrats non honorés	XVI - 4.2
5. Demandes de crédits hypothécaires et inscriptions hypothécaires :	
1) Demandes de crédits hypothécaires, pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux	XVI - 5.1
2) Inscriptions hypothécaires	XVI - 5.2
6. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 6a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 6b
7. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 7a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 7b

8. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la loi du 10 juin 1964 :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 8a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 8b

9. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des établissements de crédit du secteur public :	
a) Variations en milliards de francs	XVI - 9a
b) Encours en milliards de francs	XVI - 9b
10. Engagements des sociétés à l'égard de l'étranger ...	XVI - 10

11. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
1) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge	XVI - 11.1
2) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident	XVI - 11.1

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données INS	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données BNB	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Incidence des opérations de la Banque Nationale de Belgique sur le marché monétaire	XVIII - 1
2. Régulation du marché monétaire par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 2
3. Lignes de crédit individuelles des intermédiaires financiers auprès de la Banque Nationale de Belgique pour couvrir les déficits de fin de journée	XVIII - 3
4. Plafonds de réescompte des établissements de crédit auprès de la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4
5. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 5
6. a) Emission de certificats de trésorerie à trois mois	XVIII - 6a
b) Emission de certificats de trésorerie à un, six et douze mois	XVIII - 6b
7. Transactions sur le marché secondaire des titres dématérialisés enregistrées par le système de clearing de la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 7
8. Localisation des certificats de trésorerie dématérialisés	XVIII - 8

XIX. — Taux d'intérêt.

1. Taux de la Banque Nationale de Belgique et de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 1
2. Taux de référence des certificats de trésorerie sur le marché secondaire	XIX - 2
3. Taux d'intérêt sur le marché interbancaire	XIX - 3
4. Taux d'intérêt débiteurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 4
5. Taux d'intérêt créditeurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 5
6. Taux de rendement à long terme sur le marché secondaire des obligations du secteur public	XIX - 6
7. Taux d'intérêt des dépôts en euro-devises à trois mois	XIX - 7
8. Taux de rendement bruts à long terme sur le marché secondaire : comparaison internationale	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
--------------------------	--------

GRAPHIQUES.

PNB calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Courbes synthétiques de l'industrie de la construction ..	I - 4c.2
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

CEE	BNB	Banque Nationale de Belgique.
	CGER	Communauté Economique Européenne.
FECOM	CNCP	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
		Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
FMI		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
		Fonds Monétaire International.
	INCA	Institut National de Crédit Agricole.
	INS	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	IRG	Institut de Réescompte et de Garantie.
	MAE	Ministère des Affaires Economiques.
	OCCH	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	OCP	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
ONU	ONEM	Office National de l'Emploi.
		Organisation des Nations Unies.
	RTT	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	SNCB	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	SNCI	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	SNL	Société Nationale du Logement.
	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée.
UEBL		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

REMARQUE GENERALE

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, X-1 et 3, XV-1 à 6 et XIX-1, dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « VAP - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de TVA pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.242,1	1.265,4	1.330,1	1.372,9	1.380,8	1.405,1	1.460,3	1.570,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	59,0	61,0	63,2	66,2	68,7	70,1	70,6	71,6
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	293,8	319,3	368,0	422,8	441,9	477,3	495,6	534,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	598,4	611,5	650,3	684,2	741,3	742,2	747,6	780,3
5. Corrections et compléments	103,3	118,6	128,1	137,6	162,3	182,7	201,4	200,5
Ajustement statistique	- 8,7	19,6	2,8	- 11,9	19,0	3,2	19,7	- 4,3
Total ...	2.287,8	2.395,3	2.542,5	2.671,8	2.814,0	2.880,6	2.995,2	3.152,8
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	64,2	73,6	72,5	69,8	68,9	62,0	67,5	84,7
2. Professions libérales ¹	118,4	127,6	138,7	155,6	169,4	186,5	203,2	219,1
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	233,7	236,6	256,6	266,8	284,5	299,2	332,7	358,0
4. Revenu des sociétés de personnes ²	17,3	20,8	25,5	31,8	41,6	46,2	53,1	66,6
Ajustement statistique	- 1,6	3,8	0,5	- 2,3	3,8	0,7	4,3	- 1,0
Total ...	432,0	462,4	493,8	521,7	568,2	594,7	660,8	727,5
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	371,6	403,0	463,4	500,9	517,5	515,8	524,6	553,7
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	109,5	126,5	144,8	159,3	173,8	190,0	203,7	215,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	119,5	133,0	145,2	178,9	189,3	212,5	244,8	326,0
Total ...	600,7	662,4	753,4	839,2	880,6	918,3	973,1	1.095,6
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	34,7	52,4	88,5	139,3	212,9	228,7	264,0	328,1
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	112,9	115,0	132,7	148,4	156,6	164,4	177,7	182,0
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,6
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	11,1	- 13,5	- 4,8	0,2	- 10,4	- 9,0	- 13,5	- 1,1
Total ...	41,4	18,1	28,4	36,2	28,9	34,9	36,1	55,5
G. Intérêts de la dette publique	-362,3	-391,2	-441,6	-510,5	-569,6	-562,4	-572,8	-639,1
Revenu national net au coût des facteurs	3.147,2	3.314,5	3.597,8	3.846,0	4.091,6	4.259,1	4.534,2	4.915,8
H. Amortissements	362,9	398,4	423,4	455,4	471,5	494,2	518,1	553,8
Revenu national brut au coût des facteurs	3.510,1	3.712,9	4.021,2	4.301,4	4.563,1	4.753,3	5.052,3	5.469,7
I. Impôts indirects	478,6	513,1	535,4	560,8	578,1	617,3	658,0	722,6
J. Subventions	- 53,4	- 58,4	- 66,4	- 69,4	- 73,0	- 59,6	- 72,9	- 69,9
Produit national brut aux prix du marché	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

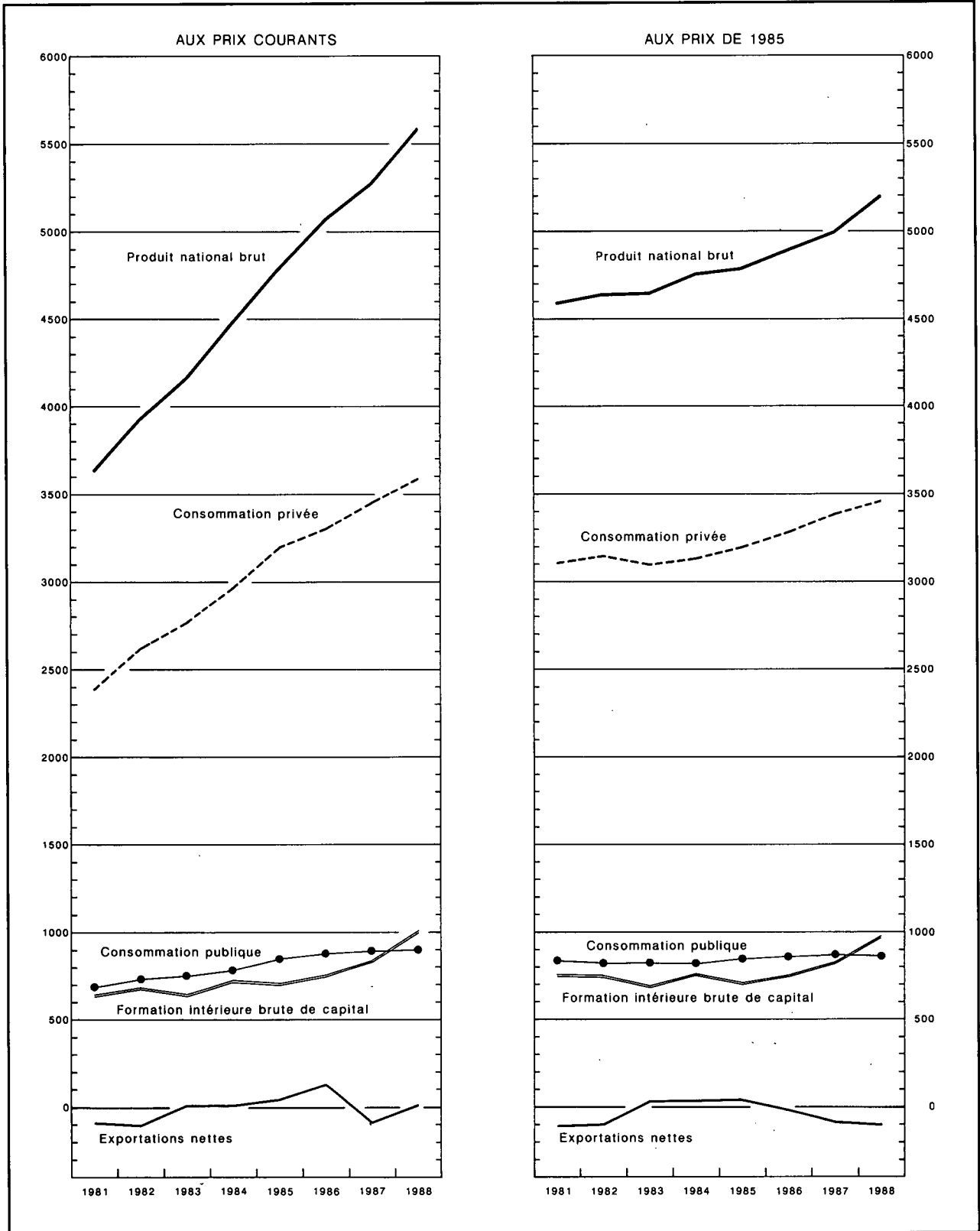
Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
1. Agriculture, sylviculture et pêche	97,8	109,7	112,3	112,2	114,2	108,3	113,8	132,9
2. Industries extractives	25,1	24,8	22,4	22,2	17,4	15,6	17,0	18,6
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	188,2	198,7	208,6	221,3	228,4	230,2	231,6	237,5
b) Textiles	42,0	45,8	47,4	51,2	59,5	59,8	61,5	65,8
c) Vêtements et chaussures	25,7	24,0	24,7	26,2	27,1	27,6	27,0	32,5
d) Bois et meubles	41,2	39,2	41,6	45,0	47,4	49,9	53,0	60,2
e) Papier, impression, édition	50,4	52,2	54,6	59,5	65,1	67,9	75,2	88,1
f) Industrie chimique et activités connexes	112,1	113,0	134,6	143,2	160,7	159,9	170,4	179,9
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,3	37,6	40,8	39,9	44,4	48,0	55,8	62,9
h) Fer, acier et métaux non ferreux	58,5	64,1	68,4	73,4	76,5	71,2	100,4	121,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales	245,8	254,8	252,1	294,7	291,5	301,9	312,1	329,6
j) Industries non dénommées ailleurs	133,2	145,8	158,5	168,3	178,7	187,8	209,2	230,8
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	933,3	975,2	1.031,2	1.122,5	1.179,3	1.204,2	1.296,1	1.408,8
4. Construction	246,1	240,4	241,5	252,3	261,9	273,1	309,2	351,2
5. Electricité, gaz et eau	121,0	143,8	160,9	176,4	167,6	175,7	178,7	192,6
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	763,0	838,8	870,7	955,5	1.049,1	1.126,6	1.182,3	1.272,2
b) Services financiers et assurances	223,9	218,1	256,1	279,6	325,2	356,0	374,1	414,2
c) Immeubles d'habitation	212,5	234,2	257,9	277,8	294,7	314,9	335,6	357,1
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	1.199,4	1.291,1	1.384,7	1.513,0	1.669,0	1.797,5	1.892,0	2.043,5
7. Transports et communications	307,3	321,8	359,4	390,5	383,3	407,8	444,4	454,6
8. Services	1.168,7	1.239,2	1.340,9	1.420,9	1.509,2	1.569,2	1.662,2	1.818,7
9. Correction pour investissements par moyens propres	5,5	5,5	6,1	6,8	7,1	7,6	8,9	10,1
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 61,7	- 63,1	- 72,9	- 79,1	- 92,3	- 93,0	- 88,9	- 94,5
11. TVA déductible sur la formation de capital	- 66,7	- 69,4	- 77,6	- 85,5	- 94,2	- 102,6	- 120,9	- 146,6
Ajustement statistique	7,5	1,6	29,8	3,6	- 5,0	- 12,6	- 27,9	- 9,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	3.983,3	4.220,7	4.538,7	4.855,8	5.117,4	5.350,7	5.684,6	6.180,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	- 48,0	- 53,1	- 48,5	- 63,0	- 49,2	- 39,7	- 47,2	- 57,8
Produit national brut aux prix du marché	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

I - 3. — PNB CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : INS.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	471,4	519,7	560,2	593,3	607,0	614,2	621,3	644,4
2. Boissons	114,0	121,5	123,8	128,6	132,7	138,6	142,0	148,9
3. Tabac	45,1	49,2	53,4	54,4	55,6	54,6	55,7	57,3
4. Vêtements et effets personnels	213,6	216,7	224,2	237,7	250,9	262,0	269,0	293,0
5. Loyers, taxes, eau	285,2	313,4	340,9	364,9	386,5	410,8	434,9	461,8
6. Chauffage et éclairage	179,3	184,6	202,9	228,5	189,1	171,3	157,5	163,6
7. Articles ménagers durables	230,9	233,5	242,8	257,3	292,3	313,2	333,7	370,0
8. Entretien de la maison	106,4	113,2	120,0	125,6	132,4	135,9	137,4	143,7
9. Soins personnels et hygiène	278,4	305,0	324,8	347,2	368,2	387,2	411,1	438,4
10. Transports	302,2	328,4	351,6	372,5	374,6	393,3	420,9	461,4
11. Communications : PTT	21,9	23,9	26,2	28,4	30,3	33,2	35,1	37,0
12. Loisirs	231,8	251,5	272,7	291,3	305,1	324,8	353,3	380,0
13. Enseignement et recherches	5,4	6,0	6,6	7,1	7,5	7,9	8,3	8,7
14. Services financiers	118,3	116,3	137,5	148,8	172,9	191,3	202,4	225,4
15. Services divers	21,3	22,7	26,6	28,0	30,1	34,6	37,0	41,1
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	82,6	88,5	93,3	100,7	107,1	121,0	138,8	137,7
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8	- 124,5	- 137,2	- 152,6	- 149,1
Ajustement statistique	2,3	- 20,2	- 26,6	8,7	- 14,5	7,0	3,0	11,4
Total ...	2.622,6	2.761,5	2.958,7	3.198,3	3.303,1	3.463,9	3.608,8	3.874,7
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	543,6	554,8	582,4	620,0	642,2	641,0	647,6	674,6
2. Achats courants de biens et services ..	143,5	152,9	158,1	172,7	177,7	185,7	178,0	172,1
3. Intérêt imputé des bâtiments administra- tifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,6
4. Loyer payé	5,3	5,5	5,8	6,7	7,3	6,4	7,0	7,1
5. Amortissement des bâtiments adminis- tratifs et des établissements d'enseigne- ment des pouvoirs publics	7,9	8,2	8,6	9,3	10,1	11,3	12,7	14,5
6. Amortissement mobilier et matériel ...	3,7	3,9	4,2	4,4	4,7	5,0	4,9	5,2
Total ...	734,2	756,9	792,4	849,1	881,4	893,2	899,8	930,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	15,3	16,1	17,4	18,0	19,6	21,2	20,3	21,5
2. Industries extractives	3,3	4,7	5,0	4,0	3,6	1,4	3,7	3,9
3. Industries manufacturières	122,4	126,7	140,3	157,5	178,4	191,5	225,4	290,9
4. Construction	11,3	8,8	11,3	12,6	15,1	15,2	22,8	30,1
5. Electricité, gaz et eau	42,3	40,9	45,5	47,8	41,0	37,8	37,3	41,2
6. Commerce, banques, assurances	82,1	89,1	101,7	113,7	129,2	147,2	174,0	195,8
7. Immeubles d'habitation	131,4	132,7	138,3	152,2	163,8	183,6	230,4	289,8
8. Transports et communications	103,4	96,9	102,7	93,0	87,9	89,5	83,2	97,2
9. Pouvoirs publics et enseignement ...	123,6	112,6	103,1	95,9	89,5	86,2	91,4	83,0
10. Autres services	37,3	39,7	43,5	46,3	55,5	62,8	80,5	100,7
11. Variations de stocks	7,5	- 21,1	25,7	- 34,7	- 27,4	12,8	25,6	40,0
Ajustement statistique	0,6	- 4,7	- 6,6	1,9	- 3,3	1,7	0,8	3,5
Total ...	680,4	642,4	728,0	708,3	752,9	850,9	995,5	1.197,7
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	529,8	497,3	596,3	710,7	635,2	612,5	721,0	1.054,1
2. Exportations de biens et services	2.640,0	2.923,6	3.336,6	3.479,1	3.366,9	3.476,7	3.899,9	4.498,0
Exportations totales ...	3.169,8	3.420,9	3.932,9	4.189,8	4.002,1	4.089,2	4.620,9	5.552,1
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	577,8	550,4	644,8	773,7	684,4	652,1	768,2	1.111,9
4. Importations de biens et services	2.693,9	2.863,7	3.276,9	3.379,0	3.186,9	3.334,1	3.719,4	4.320,4
Importations totales ...	3.271,7	3.414,1	3.921,7	4.152,7	3.871,3	3.986,2	4.487,6	5.432,3
Exportations nettes ...	- 101,9	6,8	11,2	37,1	130,8	103,0	133,3	119,8
Produit national brut aux prix du marché ..	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

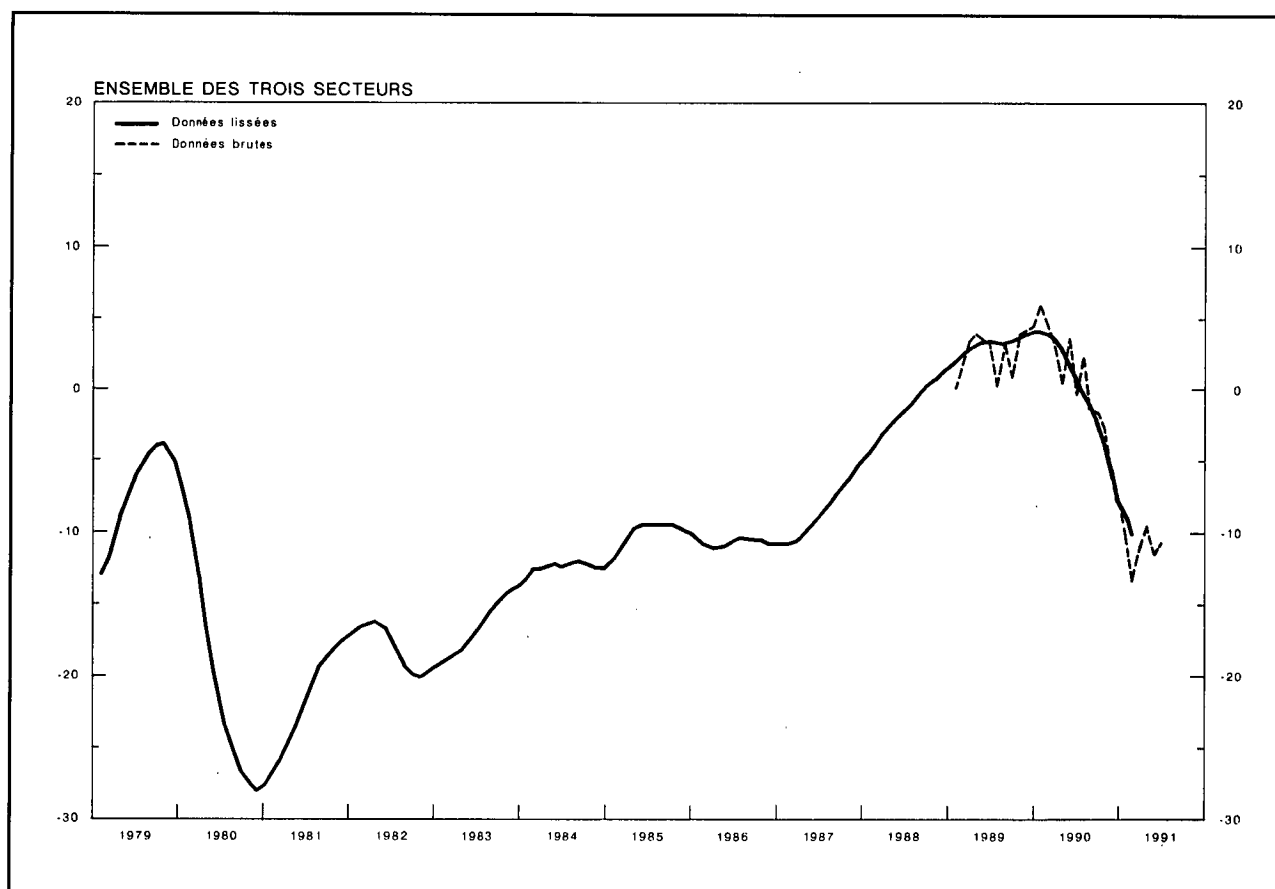
Estimations aux prix de 1985 — Indices 1985 = 100

Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	96	97	97	100	101	103	103	105
2. Boissons	103	101	100	100	100	104	106	107
3. Tabac	109	106	107	100	96	90	91	86
4. Vêtements et effets personnels	109	104	101	100	99	98	97	102
5. Loyers, taxes, eau	94	96	98	100	102	104	107	110
6. Chauffage et éclairage	92	90	92	100	101	101	96	95
7. Articles ménagers durables	105	98	98	100	110	115	121	132
8. Entretien de la maison	103	102	101	100	101	101	102	104
9. Soins personnels et hygiène	97	99	98	100	101	103	108	113
10. Transports	97	97	99	100	104	107	112	116
11. Communications : PTT	94	96	96	100	103	112	119	125
12. Loisirs	99	99	100	100	100	104	111	116
13. Enseignement et recherches	94	96	98	100	102	104	106	108
14. Services financiers	97	92	98	100	112	128	140	153
15. Services divers	90	89	95	100	102	114	119	129
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	99	98	99	100	101	112	125	119
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	85	100	103	100	95	102	111	104
<i>Total ...</i>	99	97	98	100	103	106	109	113
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	97	97	98	100	101	101	101	101
2. Achats courants de biens et services ..	97	98	95	100	103	106	101	94
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	101	98	96	100	105	109	117	127
<i>Total ...</i>	98	98	98	100	102	103	102	101
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	98	97	100	100	107	116	109	111
2. Industries extractives	91	123	127	100	88	35	90	90
3. Industries manufacturières	86	85	91	100	112	120	139	174
4. Construction	102	75	93	100	117	118	174	221
5. Electricité, gaz et eau	100	93	99	100	86	79	77	81
6. Commerce, banques, assurances	83	85	93	100	113	128	149	159
7. Immeubles d'habitation	97	96	96	100	105	113	138	164
8. Transports et communications	124	112	114	100	94	95	87	97
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	156	131	112	100	102	108	123	109
10. Enseignement	128	123	111	100	83	67	55	44
11. Autres services	92	93	98	100	119	135	169	202
<i>Total ...</i>	108	99	108	100	106	118	135	155
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	91	80	89	100	85	78	91	123
2. Exportations de biens et services	90	93	99	100	105	113	123	132
Exportations totales ...	91	91	97	100	102	107	118	131
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	91	82	89	100	84	76	89	119
4. Importations de biens et services	94	93	99	100	107	117	127	138
Importations totales ...	94	91	97	100	103	110	120	135
Produit national brut aux prix du marché ..	97	97	99	100	102	105	109	114

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques



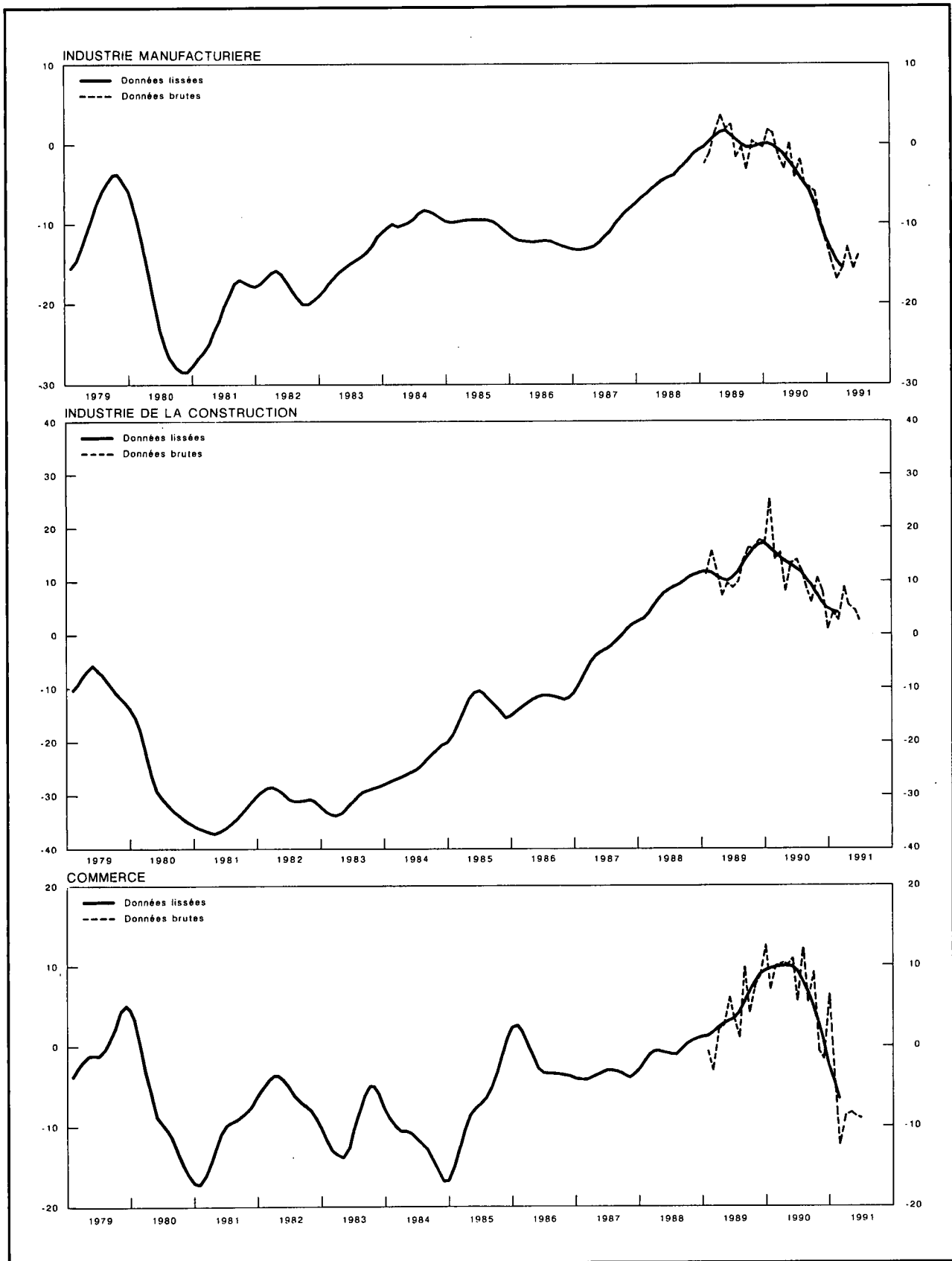
Résultats du mois de juin

L'indicateur synthétique brut de la Banque Nationale de Belgique a enregistré une très légère progression au cours du mois de juin. Celle-ci est le résultat d'évolutions divergentes observées dans les trois branches d'activité couvertes par l'enquête mensuelle de conjoncture : amélioration du climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière, très légère détérioration dans le commerce et détérioration un peu plus marquée dans la construction, peut-être influencée par des conditions climatiques peu favorables.

La quasi-stabilisation de l'indicateur synthétique brut témoigne d'une conjoncture très hésitante. S'il est probable que le repli conjoncturel ne se creusera plus davantage, aucun signe clair d'une reprise prochaine de l'économie belge n'apparaît pour l'instant. L'indicateur synthétique lissé est d'ailleurs toujours orienté à la baisse mais celle-ci se ralentit.

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (suite 1)

Courbes synthétiques



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

	Industrie manufacturière		Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers		Commerce		Courbe globale		Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers ¹	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1988 Juin	- 4,1	- 4,9	+ 8,6	+10,4	- 0,9	+ 6,8	- 1,5	- 0,8	+ 3,4	+ 3,4
Juillet	- 3,7	- 4,0	+ 9,1	+ 1,6	- 0,9	- 0,8	- 1,0	- 2,7	+ 3,4	- 3,3
Août	- 3,0	+ 0,4	+ 9,6	+ 8,4	- 0,5	- 2,8	- 0,3	+ 1,1	+ 3,6	+ 3,2
Septembre	- 2,2	- 2,1	+10,2	+10,3	+ 0,3	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,8	+ 3,8	+ 3,7
Octobre	- 1,6	- 4,0	+10,9	+10,4	+ 0,7	- 0,5	+ 0,7	- 1,3	+ 4,3	+ 4,3
Novembre	- 0,8	+ 1,3	+11,4	+14,0	+ 0,9	+ 5,5	+ 1,2	+ 3,8	+ 5,0	+ 7,9
Décembre	- 0,5	+ 0,4	+11,9	+12,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 1,6	+ 2,4	+ 5,4	+ 6,4
1989 Janvier	- 0,1	- 2,3	+12,1	+11,3	+ 1,3	- 0,7	+ 2,0	0,0	+ 5,4	+ 4,5
Février	+ 0,7	- 0,8	+11,8	+15,9	+ 1,8	- 3,3	+ 2,6	+ 1,3	+ 5,2	+ 6,3
Mars	+ 1,3	+ 1,6	+11,1	+12,0	+ 2,4	+ 2,3	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,8	+ 4,6
Avril	+ 1,6	+ 3,6	+10,5	+ 7,1	+ 2,7	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,0	+ 4,6	+ 0,7
Mai	+ 1,6	+ 1,9	+10,1	+ 9,9	+ 3,2	+ 5,7	+ 3,4	+ 3,7	+ 4,7	+ 5,0
Juin	+ 1,0	+ 2,4	+10,4	+ 9,0	+ 3,6	+ 3,3	+ 3,4	+ 3,5	+ 5,3	+ 3,5
Juillet	+ 0,5	- 1,9	+11,6	+ 9,9	+ 4,4	+ 1,0	+ 3,3	+ 0,3	+ 6,5	+ 4,7
Août	- 0,1	- 0,4	+13,2	+13,6	+ 5,8	+ 9,7	+ 3,3	+ 3,2	+ 8,0	+ 9,0
Septembre	- 0,3	- 3,1	+15,0	+16,6	+ 7,1	+ 4,3	+ 3,5	+ 1,0	+ 9,5	+10,7
Octobre	- 0,1	+ 0,5	+16,4	+16,1	+ 8,3	+ 8,2	+ 3,8	+ 4,0	+10,4	+10,2
Novembre	0,0	+ 0,1	+17,0	+17,6	+ 9,2	+ 9,7	+ 4,1	+ 4,2	+10,8	+11,6
Décembre	+ 0,1	- 0,3	+17,0	+17,3	+ 9,4	+12,7	+ 4,2	+ 4,3	+10,8	+10,9
1990 Janvier	+ 0,1	+ 1,8	+16,4	+25,7	+ 9,7	+ 6,8	+ 4,2	+ 6,1	+10,4	+18,9
Février	- 0,1	+ 1,5	+15,6	+14,0	+10,0	+10,0	+ 4,0	+ 4,7	+ 9,6	+10,0
Mars	- 0,6	- 1,1	+14,7	+15,4	+10,0	+10,2	+ 3,6	+ 3,1	+ 8,8	+ 8,4
Avril	- 1,2	- 3,1	+13,8	+ 7,7	+10,0	+ 9,8	+ 2,9	+ 0,5	+ 7,8	+ 0,9
Mai	- 2,1	+ 0,1	+13,2	+13,6	+ 9,9	+10,7	+ 1,9	+ 3,7	+ 6,9	+ 5,8
Juin	- 3,1	- 4,3	+12,6	+14,1	+ 9,2	+ 5,2	+ 0,9	- 0,1	+ 6,5	+ 7,6
Juillet	- 4,0	- 2,1	+11,6	+12,1	+ 8,0	+12,2	- 0,1	+ 2,2	+ 6,0	+ 7,1
Août	- 4,8	- 4,8	+10,5	+ 8,9	+ 6,8	+ 5,2	- 1,0	- 1,2	+ 5,2	+ 3,7
Septembre	- 5,8	- 5,4	+ 9,2	+ 6,0	+ 5,0	+ 9,2	- 2,1	- 1,5	+ 4,4	+ 1,9
Octobre	- 7,5	- 6,0	+ 7,6	+10,9	+ 2,8	- 0,8	- 3,7	- 2,7	+ 3,0	+ 6,8
Novembre	- 9,6	-10,0	+ 6,1	+ 8,1	+ 0,8	- 1,8	- 5,6	- 6,1	+ 1,5	+ 3,1
Décembre	-11,8	-12,4	+ 5,0	+ 1,0	- 2,1	+ 6,5	- 7,6	- 7,6	+ 0,6	- 3,8
1991 Janvier	-13,5	-14,5	+ 4,3	+ 4,0	- 4,8	- 4,0	- 9,1	-10,2	- 0,2	- 0,5
Février	-14,6	-17,0	+ 4,2	+ 2,3	- 6,6	-12,8	-10,1	-13,5	- 0,4	- 3,8
Mars .....	.	-15,6	.	+ 9,0	.	- 8,7	.	-10,9	.	+ 6,0
Avril .....	.	-12,9	.	+ 5,3	.	- 8,5	.	- 9,5	.	+ 3,9
Mai .....	.	-15,4	.	+ 4,4	.	- 8,7	.	-11,4	.	- 0,2
Juin .....	.	-13,9	.	+ 2,6	.	- 9,2	.	-10,7	.	- 0,2

¹ Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 p.c.) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 p.c.). Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun

de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989 Juin	+ 7,0	+ 9	+ 1,8	+ 3	+ 3,4	+ 6	- 4,1	0	- 8,9	- 8	0,0	0	+ 1,5	+ 2	+ 6,3	+ 7	+ 1,0	+ 2,4	+ 4,4	+ 12	+ 13,9	+ 12
Juillet	+ 6,9	+ 4	+ 1,3	- 6	+ 2,0	+ 1	- 5,0	- 7	- 9,6	- 10	+ 0,3	+ 2	+ 1,0	0	+ 5,8	+ 5	+ 0,5	- 1,9	+ 2,4	+ 2	+ 12,5	+ 9
Août	+ 6,3	+ 12	+ 1,1	+ 1	+ 1,0	0	- 5,9	- 6	- 10,4	- 14	+ 0,8	0	+ 0,6	0	+ 5,9	+ 4	- 0,1	- 0,4	+ 1,3	+ 1	+ 11,6	+ 12
Septembre .	+ 5,9	+ 3	+ 1,4	- 6	+ 0,5	+ 2	- 6,3	- 8	- 10,8	- 13	+ 1,3	+ 6	+ 0,5	+ 1	+ 6,9	+ 2	- 0,3	- 3,1	+ 0,4	+ 1	+ 11,3	+ 13
Octobre ...	+ 5,5	+ 9	+ 1,6	+ 2	+ 0,1	0	- 6,0	- 6	- 10,6	- 11	+ 1,8	0	+ 0,8	0	+ 8,1	+ 10	- 0,1	+ 0,5	- 0,3	- 6	+ 10,8	+ 10
Novembre .	+ 4,9	+ 5	+ 2,0	+ 2	0,0	0	- 5,4	- 7	- 10,3	- 10	+ 2,1	+ 2	+ 1,3	+ 2	+ 9,4	+ 11	0,0	+ 0,1	- 0,4	- 1	+ 10,3	+ 11
Décembre .	+ 4,4	0	+ 2,4	+ 4	- 0,3	- 2	- 4,8	- 4	- 9,8	- 8	+ 2,4	+ 3	+ 1,5	+ 1	+ 9,6	+ 10	+ 0,1	- 0,3	+ 0,1	- 10	+ 9,6	+ 9
1990 Janvier	+ 3,9	+ 12	+ 2,6	+ 3	0,0	+ 5	- 4,3	- 4	- 9,4	- 10	+ 2,8	+ 1	+ 1,4	+ 3	+ 8,8	+ 6	+ 0,1	+ 1,8	+ 0,9	+ 5	+ 8,8	+ 8
Février	+ 3,4	+ 2	+ 2,8	+ 2	+ 0,8	+ 4	- 4,1	- 3	- 9,1	- 2	+ 3,3	+ 4	+ 0,9	+ 3	+ 7,5	+ 10	- 0,1	+ 1,5	+ 1,6	+ 4	+ 7,6	+ 12
Mars	+ 3,0	+ 4	+ 2,6	+ 3	+ 0,6	- 3	- 4,4	- 5	- 9,0	- 9	+ 3,5	+ 3	+ 0,1	- 3	+ 5,9	+ 7	- 0,6	- 1,1	+ 1,9	+ 2	+ 6,5	+ 6
Avril	+ 3,1	+ 2	+ 2,1	+ 2	- 0,4	- 7	- 4,8	- 6	- 9,0	- 11	+ 3,6	+ 4	- 0,5	- 1	+ 4,1	0	- 1,2	- 3,1	+ 1,3	+ 2	+ 5,6	+ 5
Mai	+ 3,1	+ 5	+ 0,9	+ 3	- 2,3	+ 6	- 5,0	- 4	- 9,0	- 9	+ 3,8	+ 4	- 1,0	0	+ 2,4	+ 4	- 2,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 1	+ 5,3	+ 5
Juin	+ 3,0	+ 2	- 0,8	- 13	- 4,5	+ 2	- 5,1	- 7	- 9,0	- 12	+ 3,8	+ 3	- 1,4	- 2	+ 0,3	- 1	- 3,1	- 4,3	- 0,8	- 5	+ 5,6	+ 4
Juillet	+ 2,4	+ 6	- 1,9	0	- 6,0	- 12	- 5,4	- 3	- 9,0	- 8	+ 4,0	+ 3	- 2,3	0	- 2,5	+ 3	- 4,0	- 2,1	- 1,6	- 3	+ 6,4	+ 6
Août	+ 1,3	+ 3	- 2,8	- 4	- 6,5	- 7	- 5,9	- 6	- 10,3	- 9	+ 4,4	+ 4	- 4,0	- 2	- 5,3	- 9	- 4,8	- 4,8	- 2,0	- 2	+ 7,1	+ 8
Septembre .	0,0	- 1	- 3,4	- 5	- 6,9	- 6	- 7,5	- 4	- 13,0	- 6	+ 4,6	+ 6	- 6,3	- 9	- 8,0	- 6	- 5,8	- 5,4	- 2,0	0	+ 7,8	+ 11
Octobre ...	- 1,5	- 1	- 4,1	+ 2	- 7,9	+ 2	- 10,4	- 9	- 16,3	- 19	+ 4,9	+ 6	- 8,8	- 7	- 10,5	- 10	- 7,5	- 6,0	- 2,0	- 2	+ 7,6	+ 8
Novembre .	- 2,9	- 3	- 5,9	- 1	- 9,0	- 11	- 13,9	- 14	- 20,5	- 21	+ 5,0	+ 5	- 10,9	- 12	- 12,1	- 13	- 9,6	- 10,0	- 1,9	- 1	+ 6,8	+ 8
Décembre .	- 4,3	- 7	- 7,8	- 12	- 10,8	- 9	- 17,6	- 19	- 24,3	- 23	+ 5,1	+ 3	- 12,4	- 12	- 13,3	- 14	- 11,8	- 12,4	- 1,8	- 5	+ 5,8	+ 5
1991 Janvier	- 5,4	- 4	- 9,1	- 10	- 13,0	- 11	- 21,0	- 21	- 26,6	- 29	+ 5,4	+ 4	- 13,3	- 17	- 13,6	- 20	- 13,5	- 14,5	- 1,8	- 5	+ 4,5	+ 4
Février	- 6,1	- 10	- 10,1	- 9	- 14,8	- 19	- 23,4	- 28	- 28,6	- 31	+ 5,8	+ 10	- 13,0	- 14	- 13,0	- 15	- 14,6	- 17,0	- 1,8	+ 1	+ 3,1	+ 4
Mars .....	.	- 6	.	- 12	.	- 22	.	- 26	.	- 32	.	+ 7	.	- 14	.	- 6	.	- 15,6	.	0	.	+ 2
Avril .....	.	- 7	.	- 7	.	- 17	.	- 24	.	- 29	.	+ 6	.	- 7	.	- 6	.	- 12,9	.	- 2	.	0
Mai .....	.	- 5	.	- 18	.	- 13	.	- 31	.	- 30	.	+ 6	.	- 8	.	- 12	.	- 15,4	.	- 4	.	- 4
Juin .....	.	- 7	.	- 16	.	- 9	.	- 26	.	- 26	.	+ 10	.	- 7	.	- 10	.	- 13,9	.	- 4	.	- 1

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes à l'exportation ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1990		1991			1990		1991			1990		1991		
	Jun	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Jun	Jun	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Jun	Jun	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Jun
Ensemble des industries	- 5	- 17	- 25	- 27	- 22	- 11	- 22	- 29	- 28	- 23	+ 5	+ 3	+ 8	+ 9	+ 11
I. Biens de consommation	- 1	- 10	- 26	- 21	- 16	- 3	- 10	- 30	- 23	- 12	+ 11	+ 6	+ 10	+ 15	+ 21
II. Biens d'investissement	0	- 10	- 20	- 26	- 20	- 10	- 26	- 31	- 32	- 23	+ 6	+ 8	+ 17	+ 6	+ 3
III. Biens intermédiaires	- 19	- 31	- 31	- 36	- 35	- 24	- 30	- 29	- 32	- 36	+ 6	+ 2	+ 8	+ 11	+ 11
Industrie textile	- 40	- 33	- 29	- 35	- 39	- 48	- 33	- 36	- 46	- 46	+ 23	+ 19	+ 15	+ 26	+ 19
dont : Laine	- 75	- 67	- 54	- 48	- 54	- 79	- 68	- 55	- 60	- 65	+ 2	+ 6	+ 11	+ 18	+ 15
Coton	- 30	- 28	- 10	- 36	- 41	- 29	- 23	- 21	- 53	- 52	+ 27	+ 15	+ 12	+ 27	+ 15
Bonneterie	- 13	- 9	- 20	- 10	- 9	- 49	- 33	- 31	- 27	- 29	+ 13	+ 23	+ 10	+ 11	+ 3
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 13	- 15	- 31	- 23	- 18	0	- 18	- 27	- 32	- 11	+ 2	+ 1	+ 2	+ 14	+ 27
dont : Chaussures	- 46	- 20	- 31	- 29	- 7	- 41	- 81	- 80	- 78	- 77	- 3	- 8	- 23	- 1	+ 35
Habillement	- 6	- 13	- 32	- 22	- 20	+ 4	- 13	- 22	- 27	- 5	+ 3	+ 2	+ 8	+ 17	+ 25
Industrie du bois et du meuble en bois	- 3	- 9	- 20	- 22	- 14	- 20	- 15	- 21	- 24	- 17	+ 10	+ 8	+ 13	+ 23	+ 25
dont : Bois	- 16	- 4	- 11	- 19	- 11	- 34	- 10	+ 1	- 33	- 32	+ 16	+ 4	- 3	+ 19	+ 22
Meubles en bois	+ 7	- 12	- 27	- 24	- 17	- 11	- 18	- 33	- 18	- 9	+ 6	+ 11	+ 25	+ 25	+ 26
Papiers et cartons	+ 2	- 28	- 28	- 36	- 29	- 22	- 26	- 20	- 57	- 59	+ 14	+ 23	+ 13	+ 33	+ 30
dont : Production de papier et carton	+ 18	- 26	- 48	- 56	- 54	- 26	- 26	- 20	- 60	- 68	+ 3	+ 34	+ 30	+ 36	+ 31
Transformation de papier et carton	- 11	- 30	- 12	- 21	- 10	- 10	- 28	- 21	- 49	- 38	+ 23	+ 14	+ 1	+ 30	+ 30
Industrie du cuir	- 14	- 43	- 3	- 45	- 59	- 9	- 43	- 16	- 51	- 65	0	+ 15	+ 32	+ 15	0
Transformation de matières plastiques	- 26	- 4	- 44	+ 13	+ 28	- 74	- 21	- 56	+ 15	+ 31	+ 30	- 1	+ 20	+ 30	+ 47
Raffinage de pétrole	0	- 29	- 13	0	0	0	- 13	0	0	0	- 49	- 42	- 3	0	0
Production et première transformation des métaux	- 24	- 47	- 41	- 53	- 55	- 19	- 41	- 35	- 35	- 44	+ 2	- 2	- 1	+ 1	0
dont : Métaux ferreux	- 36	- 53	- 42	- 47	- 48	- 30	- 46	- 32	- 32	- 34	+ 2	- 4	- 5	- 6	- 2
Métaux non ferreux	+ 18	- 26	- 40	- 74	- 76	+ 18	- 24	- 43	- 45	- 79	+ 4	+ 4	+ 14	+ 27	+ 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 9	+ 2	- 11	- 12	- 9	+ 3	- 13	- 13	- 8	+ 3	+ 9	+ 10	+ 25	0	- 12
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 12	+ 2	- 12	- 18	- 16	+ 1	- 15	- 19	- 25	- 9	+ 13	+ 10	+ 30	+ 2	- 13
Industrie chimique	+ 1	- 7	- 6	- 11	- 8	+ 4	0	0	- 7	- 8	- 5	+ 4	+ 4	- 1	+ 5
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 31	- 33	- 53	-100	-100	- 22	- 31	- 47	- 83	- 92	0	+ 33	+ 91	+ 45	+ 36
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 18	- 15	- 31	- 25	- 23	+ 26	0	- 20	- 23	- 14	- 4	- 8	+ 13	+ 14	+ 20
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 7	- 20	- 30	- 41	- 39	- 9	- 46	- 53	- 53	- 47	+ 3	+ 3	+ 8	+ 9	+ 23
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 49	- 32	- 96	- 94	- 95	+ 52	- 52	- 97	- 95	- 95	- 1	+ 19	+ 49	+ 63	+ 94
Machines-outils	+ 38	- 23	- 22	- 35	- 59	+ 2	- 51	- 63	- 45	- 63	- 71	- 42	- 41	- 45	- 53
Machines textiles	- 19	- 66	- 72	- 78	- 74	- 18	- 72	- 75	- 74	- 74	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 12	+ 4	+ 1	- 12	- 1	- 36	- 35	- 16	- 26	+ 11	+ 20	0	- 12	- 4	+ 15
Construction électrique et électronique	- 6	- 6	- 16	- 28	- 11	- 20	- 4	- 26	- 19	- 15	+ 21	+ 12	+ 11	+ 11	+ 7
dont : Construction électrique d'équipement	- 6	- 21	- 21	- 28	- 15	- 32	- 24	- 30	- 31	- 23	+ 1	+ 12	+ 10	+ 11	+ 6
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 6	+ 30	- 4	- 28	- 3	- 2	+ 31	- 17	+ 3	- 2	+ 50	+ 31	+ 33	+ 30	+ 37
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 20	- 17	- 50	- 32	- 18	+ 20	- 18	- 52	- 41	- 19	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 5	- 8	- 7	- 21	- 28	- 18	- 28	- 31	- 40	- 41	- 39	+ 11	+ 26	+ 75	+100
dont : Construction navale	- 74	- 65	- 60	- 64	- 68	- 94	- 96	- 98	- 96	- 95	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 75	+ 19	+ 1	- 68	-100	+ 98	+ 67	+ 29	-100	-100	- 39	+ 11	+ 28	+ 75	+100

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1990			1991		1990			1991		1990			1991		1990			1991	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Ensemble des industries	32	30	26	18	22	52	54	60	70	63	8	8	8	7	4	5	4	4	3	3
I. Biens de consommation	29	29	27	15	21	56	57	61	74	64	12	11	10	10	10	2	3	3	3	1
II. Biens d'investissement	37	38	30	23	28	41	40	50	59	47	11	11	12	11	5	8	7	6	5	6
III. Biens intermédiaires	39	29	28	21	22	51	56	62	71	71	4	4	4	2	2	3	3	2	1	1
Industrie textile	34	23	22	17	19	59	61	66	68	69	7	9	4	3	6	2	5	4	1	1
dont : Laine	36	20	10	11	21	61	75	86	77	78	8	5	3	1	1	3	5	4	3	1
Coton	46	23	30	16	18	47	53	54	65	70	8	3	5	3	2	1	5	4	0	0
Bonneterie	16	19	21	13	8	72	54	63	71	71	12	21	5	7	24	8	12	6	2	2
Industrie des chaussures et de l'habillement	27	14	22	12	15	46	63	66	75	64	18	21	17	11	16	0	0	0	1	0
dont : Chaussures	62	24	25	31	24	26	58	75	69	76	12	6	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	20	12	22	8	14	50	64	63	76	61	20	24	21	13	20	0	0	0	1	0
Industrie du bois et du meuble en bois	38	25	26	20	25	38	48	48	61	60	21	25	28	16	14	1	5	3	5	1
dont : Bois	37	18	25	23	32	45	60	54	60	56	6	25	19	11	6	3	1	4	3	3
Meubles en bois	37	31	26	19	21	34	39	44	61	63	32	25	35	19	21	0	7	2	6	0
Papiers et cartons	29	14	24	12	29	47	67	59	60	60	16	10	13	4	4	5	2	1	1	2
dont : Production de papier et carton	28	19	40	14	26	52	68	54	64	74	13	13	22	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de papier et carton	31	10	11	11	31	42	67	63	57	49	18	8	5	6	6	9	3	3	2	3
Industrie du cuir	51	1	0	33	25	49	99	93	67	68	0	0	7	0	7	14	22	14	14	14
Transformation de matières plastiques	47	54	46	40	38	39	39	51	57	60	11	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	46	41	36	28	22	45	41	53	67	70	1	1	3	1	3	3	3	0	0	0
dont : Métaux ferreux	54	48	41	31	27	39	35	53	63	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	8	8	13	8	1	73	73	52	89	80	3	3	19	3	19	16	16	0	0	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	50	53	50	28	40	33	32	37	52	29	9	6	3	4	2	10	10	10	5	17
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	55	57	55	30	41	31	29	34	53	29	10	7	3	5	2	7	7	7	1	14
Industrie chimique	0	0	0	0	0	96	95	96	97	98	0	0	0	0	0	3	1	2	0	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	100	100	67	9	36	0	0	33	91	55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	30	27	25	25	31	39	46	52	64	49	16	13	8	18	3	10	8	12	10	5
Construction de machines et de matériel mécanique	35	34	27	28	23	43	47	62	61	63	11	14	8	9	11	4	3	2	7	3
dont : Machines et tracteurs agricoles	2	4	6	3	3	97	94	94	93	96	0	0	0	1	1	1	0	0	1	0
Machines-outils	61	57	45	0	8	22	32	39	90	81	14	11	10	58	8	0	0	0	0	1
Machines textiles	81	73	25	80	24	19	27	75	20	76	0	0	0	1	1	1	0	1	1	1
Moteurs, compresseurs, pompes	12	19	29	16	29	46	37	48	63	52	17	30	13	3	10	3	4	4	21	2
Construction électrique et électronique	24	28	12	10	13	63	61	66	78	55	3	3	19	14	0	13	8	3	0	0
dont : Construction électrique d'équipement	32	35	12	8	15	52	50	56	74	39	4	5	27	20	1	17	11	5	0	0
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	5	5	5	7	94	95	95	95	93	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	69	83	66	33	64	31	17	34	67	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	35	14	20	14	9	42	53	47	51	66	20	12	12	10	2	0	0	0	4	0
dont : Construction navale	0	4	4	10	17	77	73	74	72	80	23	24	22	19	3	0	1	0	0	1
Construction de cycles et motocycles	39	73	100	49	0	0	27	0	31	100	47	0	0	0	0	0	0	0	20	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1990			1991		1990			1991		1990		1991		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin
Ensemble des industries	+ 10	+ 15	+ 21	+ 29	+ 24	81,9 ³	81,6 ³	79,9 ³	79,4 ³	80,1 ³	4,2	3,9	3,7	3,6	3,5
I. Biens de consommation	+ 17	+ 20	+ 25	+ 37	+ 31	82,8	82,4	82,7	80,3	82,8	2,7	2,4	2,0	2,1	2,1
II. Biens d'investissement	+ 7	+ 15	+ 17	+ 21	+ 19	81,0	81,9	80,8	79,0	80,3	6,6	6,4	6,2	6,0	5,9
III. Biens intermédiaires	+ 19	+ 20	+ 30	+ 34	+ 31	80,1	80,3	75,1	78,3	77,1	2,2 ²	2,1 ²	2,0 ²	1,9 ²	1,9 ²
Industrie textile	+ 36	+ 39	+ 32	+ 40	+ 39	74,0	73,5	75,0	75,9	74,5	1,9	2,0	1,9	1,9	1,8
dont : Laine	+ 54	+ 71	+ 45	+ 53	+ 55	66,0	67,0	69,5	67,8	75,4	1,4	1,6	1,5	1,6	1,5
Coton	+ 35	+ 22	+ 19	+ 27	+ 37	76,9	76,9	78,5	78,0	73,6	2,3	2,4	2,3	2,2	2,2
Bonneterie	+ 26	+ 17	+ 20	+ 27	+ 15	75,3	70,7	71,8	77,3	74,5	2,0	2,2	2,2	2,5	2,3
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 41	+ 47	+ 44	+ 50	+ 44	80,2	78,7	77,6	75,5	80,5	2,2	2,2	1,8	2,4	2,4
dont : Chaussures	+ 23	+ 49	+ 67	+ 60	+ 67	84,8	78,9	71,9	68,1	73,0	1,9	1,8	1,2	1,9	1,8
Habillement	+ 44	+ 46	+ 39	+ 48	+ 39	79,1	78,7	78,9	77,1	82,2	2,3	2,2	1,9	2,5	2,5
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 14	+ 23	+ 11	+ 18	+ 15	87,6	86,1	86,4	84,1	85,1	1,9	1,9	1,7	1,7	1,7
dont : Bois	+ 24	+ 38	+ 16	+ 15	0	87,6	83,5	83,9	83,5	84,0	2,0	2,0	1,8	1,8	1,7
Meubles en bois	+ 7	+ 12	+ 8	+ 20	+ 26	87,6	87,9	88,2	84,5	86,0	1,8	1,9	1,6	1,7	1,7
Papiers et cartons	+ 1	+ 21	+ 22	+ 32	+ 28	86,7	84,8	85,1	83,6	83,4	1,3	1,3	1,1	1,1	1,2
dont : Production de papier et carton	- 8	+ 11	+ 4	+ 49	+ 30	91,9	91,4	92,9	89,8	87,9	1,2	1,2	1,0	1,0	1,1
Transformation de papier et carton	+ 8	+ 29	+ 35	+ 21	+ 26	82,8	79,7	79,2	78,9	80,0	1,4	1,3	1,3	1,2	1,3
Industrie du cuir	+ 7	+ 7	+ 70	+ 18	+ 44	84,8	76,1	73,9	70,8	70,0	1,8	1,6	1,8	1,6	1,5
Transformation de matières plastiques	- 31	0	+ 4	+ 5	+ 6	82,3	85,6	85,4	81,7	82,7	4,1	3,8	3,7	3,0	3,0
Production et première transformation des métaux	+ 36	+ 23	+ 51	+ 45	+ 37	77,1	79,6	67,2	77,3	74,8	1,9	1,7	1,7	1,7	1,7
dont : Métaux ferreux	+ 46	+ 26	+ 60	+ 49	+ 37	74,6	77,1	63,3	76,2	72,7	1,7	1,5	1,6	1,6	1,6
Métaux non ferreux	- 16	+ 9	+ 6	+ 24	+ 35	89,6	91,9	86,8	82,9	85,1	3,0	2,5	2,2	2,1	2,1
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 10	+ 10	+ 10	+ 18	+ 5	86,8	86,1	84,9	80,3	86,2	2,1	1,9	2,1	2,2	2,2
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 11	+ 10	+ 11	+ 24	+ 12	86,1	85,7	85,1	79,4	84,8	2,1	1,8	2,0	2,1	2,2
Industrie chimique	+ 6	+ 8	+ 8	+ 28	+ 23	83,0	80,2	81,3	77,5	77,8	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 62	- 28	- 58	0	+ 55	99,2	99,2	95,8	90,7	93,6	2,2	2,2	2,3	2,0	1,9
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 10	+ 4	+ 30	+ 21	+ 29	79,5	81,7	80,1	80,0	79,2	5,1	4,9	4,5	4,6	4,4
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 6	+ 14	+ 27	+ 32	+ 43	84,1	85,1	82,0	76,8	79,5	5,8	4,9	4,6	4,4	4,4
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 47	+ 46	+ 48	+ 47	+ 96	81,7	81,3	67,3	67,2	66,7	7,2	7,1	7,1	6,9	6,5
Machines-outils	- 43	+ 29	+ 19	+ 9	+ 38	89,9	90,4	91,7	87,2	80,6	9,0	7,7	6,9	6,6	6,5
Machines textiles	- 8	+ 25	+ 6	+ 66	+ 73	92,6	88,4	89,6	76,7	82,3	6,3	5,5	4,9	4,6	4,5
Moteurs, compresseurs, pompes	- 8	- 9	+ 15	+ 17	+ 7	84,3	85,1	83,5	77,3	83,4	5,3	4,0	3,6	3,8	4,0
Construction électrique et électronique	+ 8	+ 31	+ 2	+ 17	+ 4	80,4	80,0	78,4	80,9	78,2	7,1	6,0	5,7	5,4	5,2
dont : Construction électrique d'équipement	- 3	+ 27	+ 1	+ 5	- 14	81,4	81,2	79,4	82,6	79,4	6,9	6,3	6,6	6,4	6,2
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 34	+ 42	+ 4	+ 48	+ 48	77,4	76,9	76,3	75,6	75,1	8,1	5,8	3,6	3,1	2,8
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 20	- 21	+ 17	+ 50	+ 18	96,9	96,6	96,5	89,1	97,3	2,7	2,4	2,0	1,9	2,0
Construction d'autre matériel de transport	+ 48	+ 23	+ 27	+ 21	+ 33	59,8	61,1	66,5	68,4	66,4	18,6	20,4	19,8	18,9	18,6
dont : Construction navale	+ 90	+ 88	+ 89	+ 85	+ 78	55,1	55,9	62,6	64,5	63,9	16,5	19,6	18,7	17,4	17,0
Construction de cycles et motocycles	0	- 23	0	- 13	+ 64	94,1	87,4	88,5	86,1	69,8	2,7	2,3	2,1	1,5	1,1

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

³ Série recalculée à partir de 1980. Elle sera publiée dans un des prochains *Bulletins* de la Banque Nationale de Belgique.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1990		1991			1990		1991			1990		1991		
	Jun	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Jun	Jun	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Jun	Jun	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Jun
Ensemble des industries	- 1	- 18	- 15	- 11	- 11	- 1	- 15	- 14	- 6	- 7	+ 3	+ 7	+ 2	- 5	- 6
I. Biens de consommation	+ 4	- 17	- 19	- 5	- 4	+ 7	- 16	- 22	- 2	- 1	+ 15	+ 24	+ 15	+ 8	0
II. Biens d'investissement	0	- 18	- 15	- 11	- 9	- 6	- 15	- 20	- 13	- 15	+ 5	+ 9	+ 7	- 1	- 3
III. Biens intermédiaires	- 8	- 21	- 17	- 19	- 19	- 5	- 14	- 7	- 7	- 6	- 8	- 10	- 10	- 14	- 9
Industrie textile	- 5	- 15	- 17	- 19	- 16	- 14	- 7	- 13	- 5	- 4	+ 3	+ 15	0	+ 9	+ 9
dont : Laine	- 33	- 45	- 49	- 45	- 54	- 44	- 19	- 30	- 1	- 2	- 18	+ 6	- 21	0	+ 11
Coton	- 6	- 14	- 6	- 29	- 32	- 22	- 6	- 5	- 10	- 6	+ 11	- 1	+ 3	+ 11	+ 6
Bonneterie	- 8	- 16	- 4	+ 4	+ 10	0	+ 2	- 4	+ 8	+ 8	+ 15	+ 24	+ 12	+ 12	+ 4
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 2	- 12	- 39	- 25	- 26	- 10	- 10	- 27	- 14	- 14	+ 21	+ 19	+ 13	+ 11	+ 8
dont : Chaussures	+ 36	+ 22	- 32	- 29	- 4	- 16	0	- 39	- 48	- 53	+ 18	+ 25	+ 13	+ 15	+ 11
Habillement	- 5	- 19	- 40	- 25	- 31	- 9	- 11	- 25	- 7	- 4	+ 22	+ 18	+ 13	+ 10	+ 7
Industrie du bois et du meuble en bois	- 7	- 15	- 23	- 21	- 22	- 3	- 5	- 10	- 2	+ 1	- 4	+ 27	+ 20	+ 10	+ 3
dont : Bois	- 9	- 25	- 25	- 23	- 22	- 5	- 10	- 3	- 3	- 2	- 22	+ 9	+ 30	+ 3	- 5
Meubles en bois	- 5	- 9	- 23	- 20	- 23	- 1	- 2	- 16	- 1	+ 3	+ 9	+ 41	+ 13	+ 14	+ 9
Papiers et cartons	- 9	- 10	- 15	- 27	- 26	+ 3	- 6	+ 2	- 9	- 4	- 13	- 18	- 8	- 16	- 24
dont : Production de papier et carton	+ 3	- 2	- 9	- 42	- 44	0	- 1	0	- 5	+ 3	- 42	- 45	- 32	- 47	- 62
Transformation de papier et carton	- 18	- 17	- 18	- 14	- 11	+ 4	- 10	+ 4	- 13	- 8	+ 10	+ 3	+ 9	+ 7	+ 4
Industrie du cuir	0	- 2	+ 2	- 39	- 66	0	- 15	- 18	- 29	- 44	0	- 3	- 5	- 30	- 52
Transformation de matières plastiques	+ 30	- 16	- 9	+ 23	+ 30	+ 31	+ 5	0	- 5	- 3	+ 6	+ 11	- 2	+ 15	+ 26
Raffinage de pétrole	0	+ 16	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 11	- 39	- 28	- 33	- 31	- 9	- 31	- 8	- 10	- 9	- 9	- 44	- 31	- 36	- 24
dont : Métaux ferreux	- 14	- 45	- 29	- 40	- 37	- 10	- 38	- 12	- 10	- 9	- 15	- 50	- 38	- 43	- 35
Métaux non ferreux	+ 2	- 18	- 25	- 8	- 11	0	- 5	+ 4	- 5	- 6	+ 10	- 23	- 7	- 13	+ 15
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 3	- 18	- 3	- 7	- 7	- 3	- 15	- 28	- 13	- 17	+ 1	- 1	+ 18	+ 3	+ 3
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 4	- 19	- 3	- 9	- 8	0	- 13	- 28	- 12	- 16	+ 3	- 2	+ 21	+ 4	+ 8
Industrie chimique	- 9	+ 10	+ 7	+ 4	- 4	0	0	0	0	0	- 11	+ 25	+ 5	- 10	- 4
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 31	- 11	+ 12	- 3	- 28	0	- 11	0	0	0	0	+ 19	+ 12	+ 6	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	0	- 22	- 16	- 5	- 5	+ 12	- 14	- 16	- 8	- 7	+ 21	+ 16	+ 5	- 3	+ 2
Construction de machines et de matériel mécanique	- 5	- 25	- 32	- 30	- 26	- 9	- 27	- 36	- 31	- 30	+ 1	+ 14	+ 2	- 6	- 8
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 44	- 50	- 94	- 93	- 93	- 3	- 48	- 93	- 89	- 89	0	+ 2	0	0	0
Machines-outils	- 22	- 48	- 28	- 17	- 27	+ 3	- 30	- 25	- 35	- 54	+ 14	+ 28	+ 11	- 9	- 53
Machines textiles	- 49	- 53	- 60	- 80	- 72	- 74	- 61	- 57	- 54	- 56	- 48	- 46	- 47	- 47	- 46
Moteurs, compresseurs, pompes	- 5	- 12	- 21	- 13	- 2	- 6	- 5	- 15	+ 3	+ 9	+ 7	+ 43	+ 13	- 2	- 3
Construction électrique et électronique	+ 11	- 35	- 13	+ 5	+ 10	- 23	- 40	- 19	- 9	- 11	+ 9	0	+ 9	- 7	- 22
dont : Construction électrique d'équipement	+ 14	- 14	- 8	+ 7	+ 16	- 20	- 21	- 14	- 16	- 19	+ 16	+ 26	+ 10	+ 5	+ 2
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 7	- 88	- 30	- 3	- 3	- 33	- 97	- 42	+ 3	+ 5	- 5	- 68	+ 2	- 38	- 84
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	- 28	- 29	+ 10	+ 31	+ 36	- 17	- 38	+ 6	+ 18	+ 12	+ 13	+ 14	+ 11	0
Construction d'autre matériel de transport	+ 14	+ 6	- 3	- 10	- 18	+ 26	+ 22	+ 26	+ 36	+ 9	+ 9	+ 30	+ 13	+ 1	- 1
dont : Construction navale	+ 12	- 11	- 3	+ 4	- 2	+ 14	+ 7	+ 1	+ 45	- 1	+ 18	- 2	+ 4	+ 7	+ 1
Construction de cycles et motocycles	+ 39	+ 26	- 5	- 64	- 87	0	- 16	+ 16	- 64	- 87	0	+ 95	+ 23	- 8	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹				
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions		
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	
1989	Jun	+ 8,8	+ 8	+3,4	+10	+ 7,4	+10	+ 6,6	+12	+ 3,9	+ 6	+0,9	+ 1	+ 8,0	+10	+ 7,1	+ 9	+ 5,5	+ 8,0	+ 8,0	+13	+17,6	+18
	Juillet	+ 8,5	+12	+3,3	+ 7	+ 6,5	+ 9	+ 6,4	+ 6	+ 2,9	+ 2	+1,4	+ 2	+ 7,9	+ 7	+ 7,4	+ 2	+ 5,1	+ 5,4	+ 6,5	+ 6	+17,4	+14
	Août	+ 7,9	+10	+3,0	+ 3	+ 5,5	+ 5	+ 6,1	+ 3	+ 1,6	- 5	+2,6	- 2	+ 7,6	+ 8	+ 7,8	+10	+ 4,7	+ 4,5	+ 4,9	+ 8	+17,1	+17
	Septembre	+ 7,4	- 2	+2,3	- 3	+ 5,1	0	+ 6,0	+ 3	+ 1,1	- 6	+4,3	+ 7	+ 7,3	+ 8	+ 8,3	+ 6	+ 4,4	- 0,1	+ 3,3	0	+17,0	+17
	Octobre	+ 7,1	+ 6	+1,5	- 4	+ 5,5	- 6	+ 6,3	+ 6	+ 1,5	+ 4	+5,3	+10	+ 6,8	+ 7	+ 8,6	+ 8	+ 4,3	+ 1,4	+ 2,0	+ 2	+17,0	+18
	Novembre	+ 7,0	+ 7	+1,5	+ 3	+ 6,0	+ 8	+ 6,8	+ 8	+ 2,1	0	+5,5	+ 4	+ 6,3	+ 5	+ 8,9	+ 9	+ 4,3	+ 4,5	+ 1,4	+ 1	+16,9	+17
	Décembre	+ 6,6	+ 7	+1,9	+18	+ 6,4	+ 7	+ 6,9	+16	+ 2,9	+ 9	+5,1	+ 8	+ 5,4	+ 1	+ 9,0	+12	+ 4,1	+ 7,8	+ 1,3	+ 1	+16,4	+18
1990	Janvier	+ 5,4	+12	+2,9	- 9	+ 6,5	+ 6	+ 6,3	+ 5	+ 2,9	+ 3	+4,4	+ 4	+ 4,3	+ 6	+ 8,8	+ 9	+ 3,7	+ 3,5	+ 1,3	+ 6	+15,4	+12
	Février	+ 3,3	+ 4	+3,4	+ 7	+ 5,6	+15	+ 4,6	+ 9	+ 1,6	+ 8	+4,0	+ 3	+ 3,1	+ 7	+ 7,9	+ 9	+ 2,7	+ 7,0	+ 1,1	+ 4	+13,9	+16
	Mars	+ 0,8	-10	+3,1	- 4	+ 3,0	- 7	+ 2,4	+ 2	0,0	0	+4,0	+ 5	+ 2,0	+ 1	+ 6,6	+ 3	+ 1,1	- 2,5	+ 1,0	+ 1	+11,9	+14
	Avril	- 1,0	- 5	+2,5	+ 6	+ 0,3	- 7	+ 0,4	- 1	- 1,6	- 4	+3,9	+ 4	+ 1,3	+ 2	+ 5,4	- 1	- 0,4	- 1,8	+ 1,0	+ 1	+ 9,9	+ 5
	Mai	- 1,5	0	+0,6	+ 2	- 1,8	+13	- 1,1	- 1	- 3,3	- 3	+3,6	+ 6	+ 0,5	- 2	+ 4,4	+ 7	- 1,5	+ 1,3	+ 1,0	+ 1	+ 8,6	+10
	Juin	- 1,1	- 3	-2,1	- 9	- 3,1	0	- 2,3	- 2	- 4,6	- 6	+3,4	+ 3	- 0,9	0	+ 3,0	+ 4	- 2,3	- 2,4	+ 1,0	- 1	+ 8,1	+ 6
	Juillet	- 0,4	0	-4,9	+ 4	- 3,1	- 9	- 3,4	- 3	- 6,1	- 3	+3,8	+ 2	- 2,8	+ 5	+ 0,9	+ 6	- 3,4	- 0,3	+ 1,3	+ 1	+ 8,9	+ 7
	Août	0,0	+ 1	-7,6	- 9	- 3,0	- 2	- 5,6	- 5	- 8,5	- 8	+4,9	+ 3	- 4,8	- 6	- 1,8	- 5	- 4,9	- 4,6	+ 1,8	- 2	+10,6	+ 9
	Septembre	- 0,5	- 4	-8,9	-13	- 3,8	- 4	- 8,9	- 6	-11,5	-10	+6,1	+11	- 6,6	- 7	- 5,0	- 4	- 6,6	- 7,4	+ 2,4	+ 8	+12,1	+16
	Octobre	- 1,8	0	-8,3	-10	- 4,9	- 3	-12,5	-15	-14,4	-19	+7,4	+10	- 8,4	- 9	- 8,1	-10	- 8,3	- 9,5	+ 3,0	+ 3	+13,3	+14
	Novembre	- 3,4	+ 1	-7,0	+ 2	- 6,0	- 8	-16,6	-21	-17,5	-16	+8,0	+ 8	-10,4	- 8	-10,8	- 8	-10,0	- 8,3	+ 3,4	+ 3	+13,3	+15
	Décembre	- 6,0	- 7	-5,8	- 3	- 7,9	- 8	-20,9	-16	-21,4	-18	+8,0	+ 8	-12,5	-13	-12,9	-15	-12,0	-11,0	+ 3,6	+ 8	+11,9	+13
1991	Janvier	- 9,0	- 6	-5,3	- 8	-10,5	- 6	-25,0	-23	-25,4	-24	+8,3	+ 7	-14,4	-18	-14,1	-26	-14,1	-14,8	+ 3,4	+ 4	+10,1	+10
	Février	-11,3	-14	-6,0	- 5	-12,8	-15	-28,4	-37	-29,0	-33	+9,0	+12	-15,3	-18	-13,9	-20	-15,9	-19,3	+ 2,5	+ 1	+ 8,4	+ 7
	Mars	.	-17	.	- 2	.	-20	.	-33	.	-35	.	+ 8	.	-16	.	- 9	.	-17,5	.	+ 4	.	+ 6
	Avril	.	-14	.	-11	.	-16	.	-32	.	-36	.	+10	.	- 6	.	-10	.	-16,9	.	- 1	.	+ 7
	Mai	.	-11	.	-15	.	-17	.	-32	.	-30	.	+12	.	-13	.	-13	.	-17,9	.	- 2	.	+ 5
	Juin	.	- 6	.	-13	.	-11	.	-27	.	-29	.	+22	.	-12	.	- 7	.	-15,9	.	- 3	.	+ 6

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989 Juin	+ 3,1	+ 5	- 1,9	- 2	+ 3,3	+ 1	-20,8	-22	-26,3	-29	+ 2,6	- 3	- 0,5	- 2	+ 5,3	- 2	- 6,0	- 6,0	+ 3,0	+ 5	+14,0	+ 3
Juillet	+ 1,9	- 8	- 2,3	-25	+ 1,0	- 8	-23,1	-31	-26,8	-28	+ 2,1	- 3	- 0,5	0	+ 1,8	+ 6	- 6,7	-11,4	+ 1,3	+ 2	+12,0	+ 8
Août	+ 0,6	+17	- 2,8	- 1	- 1,3	- 7	-24,8	-23	-27,0	-27	+ 1,9	+14	- 0,5	0	- 1,0	- 4	- 7,2	- 7,4	- 0,8	- 8	+11,1	+12
Septembre	+ 0,6	- 5	- 3,3	- 4	- 1,0	+ 9	-25,9	-26	-27,0	-27	+ 1,4	+ 5	- 0,5	- 2	- 2,0	-10	- 7,2	- 8,8	- 2,4	- 1	+11,0	+11
Octobre	+ 0,6	+15	- 3,3	+12	- 0,6	+11	-26,8	-28	-27,0	-27	+ 1,0	+ 1	- 0,3	- 5	- 1,6	- 2	- 6,7	- 3,1	- 2,3	-13	+10,3	+11
Novembre	0,0	0	- 3,1	- 6	- 1,3	- 5	-27,1	-23	-27,1	-16	+ 1,1	- 4	0,0	0	- 0,9	+ 1	- 6,3	- 5,6	- 1,3	+ 3	+ 8,6	+12
Décembre	+ 0,9	-12	- 2,8	-12	- 1,3	-21	-27,4	-29	-27,4	-25	+ 1,6	0	0,0	0	- 0,5	+ 5	- 5,9	-11,8	+ 0,6	-11	+ 6,4	+ 4
1990 Janvier	+ 2,6	+10	- 1,4	0	- 2,9	+37	-27,1	-30	-27,6	-31	+ 2,4	+ 4	- 0,3	0	- 0,5	- 9	- 5,8	- 3,4	+ 2,5	+ 4	+ 3,6	0
Février	+ 4,3	- 4	- 0,1	+ 3	- 4,5	- 4	-26,0	-27	-27,6	-28	+ 3,4	+11	- 0,9	+ 1	- 0,9	+ 7	- 5,9	- 7,9	+ 1,8	+13	+ 1,6	+ 5
Mars	+ 5,8	+30	+ 0,3	- 5	- 4,5	- 7	-23,8	-25	-26,6	-28	+ 4,5	+ 2	- 1,6	- 5	- 1,8	- 2	- 6,1	- 5,5	- 1,3	-11	+ 0,4	- 1
Avril	+ 6,4	+ 7	- 1,1	+ 8	- 4,5	- 5	-20,8	-22	-24,9	-26	+ 5,3	+ 6	- 2,3	- 5	- 2,6	- 3	- 6,4	- 6,5	- 4,3	+ 3	- 0,5	0
Mai	+ 5,6	+ 6	- 4,3	+ 6	- 5,0	+ 4	-18,0	-15	-23,1	-21	+ 5,8	- 2	- 2,5	- 2	- 3,6	- 1	- 6,9	- 2,6	- 7,3	-11	- 1,3	- 4
Juin	+ 4,4	+ 2	- 7,8	-16	- 6,0	+ 1	-16,3	-15	-21,9	-21	+ 6,4	+ 6	- 2,5	- 3	- 5,5	- 5	- 8,2	- 7,9	- 9,0	- 7	- 2,4	0
Juillet	+ 2,6	+ 6	-10,1	-11	- 7,6	- 8	-16,8	-15	-22,5	-21	+ 7,1	+ 9	- 4,4	0	- 9,0	- 7	-10,3	- 8,1	- 9,0	-11	- 3,8	- 2
Août	- 0,5	+ 1	-10,6	-14	-10,4	-18	-19,0	-18	-24,8	-23	+ 8,0	+11	- 8,4	0	-14,0	-30	-12,6	-14,1	-10,3	+ 4	- 5,1	- 7
Septembre	- 4,0	-11	-10,4	- 7	-12,8	-14	-22,1	-23	-27,3	-29	+ 9,0	+ 6	-12,6	-26	-19,3	-12	-14,8	-16,0	-12,3	-25	- 6,1	- 5
Octobre	- 6,6	-10	-10,4	-10	-14,3	- 5	-25,8	-25	-29,8	-31	+ 9,9	+ 9	-16,8	-18	-23,6	-21	-16,4	-16,1	-13,6	- 6	- 6,9	- 7
Novembre	- 7,8	- 3	-12,4	+10	-15,0	-21	-28,6	-30	-31,6	-31	+10,6	+13	-18,9	-24	-26,3	-28	-17,1	-17,5	-14,8	-22	- 7,6	-10
Décembre	- 7,5	-12	-16,1	-25	-14,5	-27	-30,6	-33	-32,6	-36	+11,3	+10	-18,9	-19	-26,8	-27	-17,9	-23,6	-14,6	-17	- 8,5	-22
1991 Janvier	- 5,9	- 8	-19,9	-25	-13,3	- 4	-31,8	-32	-33,4	-36	+11,8	+12	-18,0	-19	-26,3	-27	-18,6	-20,4	-13,3	-12	- 9,5	- 5
Février	- 3,4	+ 1	-22,4	-12	-12,5	-14	-32,4	-35	-33,9	-33	+11,8	+16	-16,4	-11	-25,8	-23	-18,8	-17,9	-12,4	- 9	-11,5	- 8
Mars	.	+ 6	.	-31	.	- 8	.	-31	.	-34	.	+10	.	-12	.	-12	.	-16,5	.	-15	.	-11
Avril	.	-17	.	-17	.	-24	.	-32	.	-34	.	+12	.	-18	.	-25	.	-22,4	.	-11	.	-28
Mai	.	+ 9	.	-28	.	- 7	.	-37	.	-43	.	+ 6	.	-13	.	-26	.	-18,9	.	- 3	.	-27
Juin	.	-16	.	+ 9	.	-15	.	-35	.	-34	.	+10	.	- 9	.	-26	.	-17,0	.	-15	.	-20

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1990		1991			1990		1991		
	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	0	- 19	- 31	- 28	- 22	+ 3	+ 5	+ 11	+ 16	+ 22
I. Biens de consommation	+ 20	- 4	- 35	- 17	- 4	+ 3	+ 3	+ 9	+ 14	+ 21
II. Biens d'investissement	+ 4	- 30	- 39	- 42	- 38	+ 1	+ 14	+ 16	+ 16	+ 22
III. Biens intermédiaires	- 14	- 23	- 24	- 29	- 26	+ 3	0	+ 10	+ 17	+ 24
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 29	- 22	- 26	- 27	- 26	+ 15	+ 12	+ 15	+ 26	+ 24
Industrie de la transformation du bois	+ 2	- 10	- 26	- 24	- 18	+ 8	+ 12	+ 19	+ 26	+ 28
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 14	- 19	- 22	- 23	- 10	+ 13	+ 23	+ 25	+ 43	+ 42
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 6	- 8	- 11	- 11	- 10	- 2	- 13	+ 6	+ 8	+ 24
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 10	- 16	- 23	- 11	- 10	+ 9	+ 8	+ 13	- 2	+ 5
Industrie des fabrications métalliques	+ 22	- 20	- 44	- 37	- 28	- 2	+ 9	+ 11	+ 14	+ 22
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 15	- 29	- 32	- 34	- 32	+ 7	+ 10	+ 13	+ 9	+ 8
I. Biens de consommation	+ 3	- 19	- 20	- 22	- 12	- 10	+ 7	+ 4	+ 6	+ 6
II. Biens d'investissement	0	- 5	- 16	- 19	- 15	+ 14	+ 24	+ 30	+ 14	+ 7
III. Biens intermédiaires	- 26	- 46	- 43	- 45	- 45	0	- 2	+ 4	- 1	- 2
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 34	- 58	- 52	- 47	- 60	+ 31	+ 21	+ 20	+ 26	+ 39
Industrie de la transformation du bois	+ 15	- 22	- 20	- 36	+ 11	- 23	0	- 8	- 17	- 26
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 16	- 18	- 32	- 57	- 65	+ 22	+ 30	+ 22	+ 22	+ 2
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 2	- 29	- 28	- 18	- 16	0	- 3	+ 9	- 6	- 2
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 4	+ 1	- 12	- 12	- 2	- 13	+ 12	+ 29	+ 4	- 9
Industrie des fabrications métalliques	0	- 15	- 23	- 25	- 22	+ 19	+ 23	+ 22	+ 20	+ 19

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1990			1991		1990			1991		1990		1991		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 10	+ 17	+ 22	+ 31	+ 27	84,2	83,5	82,5	80,0	81,6	4,0	3,8	3,6	3,5	3,5
I. Biens de consommation	+ 3	+ 3	+ 15	+ 35	+ 24	87,6	86,5	87,4	82,7	86,5	2,4	2,4	2,1	2,2	2,2
II. Biens d'investissement	+ 23	+ 31	+ 35	+ 37	+ 40	80,0	79,9	76,8	75,1	77,3	7,1	6,6	6,5	6,2	6,2
III. Biens intermédiaires	+ 1	+ 9	+ 8	+ 23	+ 21	84,2	83,3	83,0	81,5	80,6	2,8 ³	2,5	2,3	2,2	2,1 ³
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 33	+ 33	+ 23	+ 32	+ 28	79,5	78,6	79,4	79,6	79,8	2,3	2,4	2,2	2,3	2,2
Industrie de la transformation du bois	+ 11	+ 20	+ 15	+ 19	+ 19	88,6	87,6	87,1	83,9	84,9	2,0	2,0	1,7	1,8	1,9
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 8	+ 9	+ 17	+ 37	+ 27	86,6	85,3	83,6	80,7	82,5	1,6	1,5	1,3	1,3	1,4
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 18	+ 18	+ 27	+ 21	+ 12	88,2	84,7	80,4	73,6	87,4	2,8	2,3	2,6	2,9	3,0
Industrie des fabrications métalliques	+ 6	+ 13	+ 26	+ 40	+ 34	84,3	83,6	82,1	79,6	81,5	5,7	5,3	5,1	4,9	4,8
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 29	+ 27	+ 42	+ 36	+ 39	75,3	77,6	73,0	74,9	76,1	3,3	3,1	3,0	3,1	3,0
I. Biens de consommation	+ 18	+ 24	+ 31	+ 33	+ 32	80,4	79,5	78,1	76,5	76,8	1,4	1,2	1,2	1,8	1,5
II. Biens d'investissement	+ 11	+ 11	+ 24	+ 25	+ 36	79,3	82,3	82,0	77,1	81,3	5,4	5,1	4,9	4,9	4,8
III. Biens intermédiaires	+ 41	+ 36	+ 57	+ 41	+ 39	73,5	74,8	65,9	73,8	72,5	1,6	1,5	1,6	1,6	1,6
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 25	+ 58	+ 36	+ 52	+ 63	63,6	70,3	76,0	74,2	71,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,0
Industrie de la transformation du bois	+ 4	+ 13	- 8	+ 17	+ 20	75,8	68,8	72,1	73,4	73,3	1,7	1,5	1,3	1,4	1,1
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 7	+ 38	+ 17	+ 33	+ 25	78,2	79,7	83,7	85,0	81,5	1,0	1,2	1,6	1,3	1,2
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 5	+ 3	+ 10	+ 16	+ 4	85,9	85,3	84,6	82,6	85,1	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Industrie des fabrications métalliques	+ 11	+ 18	+ 34	+ 28	+ 44	76,7	77,7	77,6	74,6	78,2	5,7	5,3	5,2	5,1	5,0

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					C. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ¹					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1990		1991			1990		1991			1990		1991		
	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin	Juin	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juin
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	+ 4	- 14	- 16	- 7	- 5	+ 1	- 12	- 16	- 8	- 9	+ 4	+ 17	+ 8	+ 3	+ 2
I. Biens de consommation	+ 4	- 13	- 20	- 5	+ 4	+ 14	- 9	- 21	- 1	+ 2	+ 9	+ 26	+ 12	+ 8	+ 3
II. Biens d'investissement	+ 14	- 30	- 22	- 16	- 19	- 9	- 26	- 24	- 19	- 28	+ 14	+ 18	+ 15	+ 3	0
III. Biens intermédiaires	- 1	- 3	- 10	- 4	- 3	- 4	- 8	- 7	- 8	- 6	- 6	+ 9	- 1	- 2	- 1
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 5	- 10	- 16	- 16	- 12	- 9	- 8	- 11	- 7	- 7	+ 11	+ 18	+ 5	+ 10	+ 9
Industrie de la transformation du bois	- 6	- 16	- 26	- 21	- 24	- 3	- 8	- 16	- 5	- 2	+ 4	+ 32	+ 13	+ 11	+ 5
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 8	- 7	- 9	- 11	- 9	+ 3	- 5	+ 3	- 11	- 1	+ 8	+ 2	+ 5	+ 5	- 2
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	0	+ 7	+ 7	+ 8	+ 7	+ 6	+ 1	0	- 1	- 1	- 7	+ 24	+ 6	- 8	- 6
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 6	- 38	- 6	- 10	- 13	+ 5	- 23	- 3	+ 1	- 12	+ 8	+ 4	+ 19	+ 9	+ 6
Industrie des fabrications métalliques	+ 11	- 24	- 25	- 10	- 5	+ 1	- 24	- 31	- 15	- 17	+ 14	+ 18	+ 10	+ 5	0
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 6	- 29	- 20	- 26	- 27	- 5	- 24	- 12	- 12	- 9	- 1	- 15	- 8	- 22	- 18
I. Biens de consommation	+ 28	+ 2	- 7	- 6	- 14	+ 5	- 9	0	0	+ 1	+ 7	+ 31	+ 23	+ 11	+ 11
II. Biens d'investissement	- 2	- 18	- 21	- 14	- 9	- 5	- 21	- 27	- 25	- 20	+ 10	+ 3	+ 3	- 8	- 12
III. Biens intermédiaires	- 13	- 35	- 17	- 36	- 43	- 4	- 25	- 3	- 5	- 5	- 13	- 32	- 23	- 39	- 29
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 4	- 28	- 54	- 32	- 41	- 34	- 15	- 9	+ 1	- 11	- 8	+ 18	+ 2	- 6	0
Industrie de la transformation du bois	+ 18	+ 23	+ 5	- 24	- 15	+ 9	- 4	+ 9	+ 7	+ 1	+ 12	+ 16	+ 54	+ 5	+ 8
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 27	+ 20	+ 17	- 21	- 26	0	- 5	0	+ 6	+ 18	- 32	- 40	- 31	- 34	- 42
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 19	0	- 6	- 5	- 31	0	- 5	- 4	- 5	- 6	- 11	+ 16	- 6	- 13	- 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 8	- 15	- 9	- 10	- 5	- 10	- 16	- 36	- 26	- 27	- 6	+ 7	- 4	- 14	- 12
Industrie des fabrications métalliques	- 1	- 25	- 22	- 16	- 16	0	- 23	- 19	- 19	- 14	+ 12	+ 3	+ 4	- 8	- 11

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

Gros œuvre de bâtiments

	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	rythme d'activité		carnet de commandes		emploi		matériel				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989 Juin	+ 3,8	+ 9	+12,9	+10	+ 3,8	- 2	+18,1	+19	+ 6,5	+ 5	+14,9	+13	+15,4	+ 9	+10,4	+ 9,0	+25,9	+26	+42,6	+43
Juillet	+ 4,4	+ 3	+14,1	+14	+ 7,0	+ 9	+17,8	+17	+ 7,3	- 7	+16,0	+16	+16,1	+17	+11,6	+ 9,9	+24,9	+21	+42,6	+43
Août	+ 5,3	+ 2	+16,9	+12	+10,5	+16	+17,8	+17	+ 9,0	+ 7	+17,1	+20	+16,3	+21	+13,2	+13,6	+23,8	+27	+42,4	+39
Septembre ...	+ 6,6	+ 6	+20,4	+22	+12,9	+16	+18,3	+21	+11,0	+15	+18,1	+21	+15,8	+15	+15,0	+16,6	+22,9	+20	+42,1	+42
Octobre	+ 8,3	+11	+24,0	+25	+13,8	+12	+18,4	+19	+13,8	+12	+18,6	+18	+15,0	+16	+16,4	+16,1	+22,8	+23	+41,9	+41
Novembre ...	+10,1	+12	+26,5	+40	+14,0	+14	+18,4	+17	+16,6	+14	+19,3	+17	+13,6	+ 9	+17,0	+17,6	+23,5	+19	+41,4	+42
Décembre ...	+12,3	+ 7	+25,9	+28	+13,9	+14	+18,4	+19	+18,6	+22	+20,1	+19	+11,8	+12	+17,0	+17,3	+24,3	+25	+40,5	+44
1990 Janvier	+13,8	+31	+22,3	+33	+13,6	+22	+18,1	+18	+19,9	+30	+21,1	+30	+ 9,5	+16	+16,4	+25,7	+24,1	+32	+39,4	+39
Février	+13,5	+15	+17,8	+10	+13,4	+13	+18,4	+12	+19,5	+21	+22,3	+22	+ 7,4	+ 5	+15,6	+14,0	+23,0	+29	+37,4	+38
Mars	+11,6	+15	+13,8	+14	+13,0	+12	+19,1	+21	+17,4	+18	+22,9	+24	+ 5,9	+ 4	+14,7	+15,4	+20,4	+20	+34,3	+37
Avril	+ 9,3	-15	+11,4	+ 3	+12,9	+ 7	+19,5	+18	+14,6	+15	+22,9	+19	+ 4,9	+ 7	+13,8	+ 7,7	+16,6	+19	+30,9	+30
Mai	+ 6,8	+ 6	+10,9	+ 9	+13,1	+16	+19,3	+24	+12,3	+10	+22,4	+27	+ 4,3	+ 3	+13,2	+13,6	+13,5	+10	+27,6	+25
Juin	+ 5,4	+ 5	+11,1	+14	+13,4	+17	+18,4	+23	+10,6	+10	+21,5	+23	+ 3,5	+ 7	+12,6	+14,1	+11,3	+10	+25,1	+22
Juillet	+ 4,3	+ 9	+10,9	+19	+13,5	+ 8	+17,1	+14	+10,0	+10	+19,9	+21	+ 1,8	+ 4	+11,6	+12,1	+10,5	+10	+24,0	+23
Août	+ 2,4	- 2	+10,8	+ 8	+13,3	+14	+16,3	+16	+ 9,6	+ 6	+17,8	+19	- 1,1	+ 1	+10,5	+ 8,9	+11,0	+11	+22,8	+26
Septembre ...	+ 0,6	- 9	+11,0	+11	+12,8	+14	+15,9	+12	+ 9,1	+ 6	+15,3	+14	- 4,3	- 6	+ 9,2	+ 6,0	+11,5	+17	+20,6	+24
Octobre	- 1,1	+15	+10,0	+11	+12,1	+12	+15,6	+18	+ 8,9	+16	+12,5	+13	- 7,0	- 9	+ 7,6	+10,9	+11,6	+18	+18,4	+17
Novembre ...	- 2,0	- 3	+ 7,6	+15	+11,0	+11	+15,4	+20	+ 8,5	+14	+10,6	+ 9	- 8,6	- 9	+ 6,1	+ 8,1	+11,3	+12	+16,1	+15
Décembre ...	- 2,0	+ 1	+ 4,4	- 5	+ 9,1	+ 1	+15,1	+10	+ 8,4	+ 7	+10,0	+ 7	- 7,4	-14	+ 5,0	+ 1,0	+10,8	+10	+14,6	+12
1991 Janvier	- 2,6	- 2	+ 0,8	- 4	+ 6,9	+14	+15,1	+15	+ 8,4	+ 9	+10,5	+ 7	- 3,8	-11	+ 4,3	+ 4,0	+10,4	+ 8	+14,9	+13
Février	- 4,4	-32	- 1,8	+ 3	+ 4,8	+ 3	+15,4	+13	+ 8,1	+ 4	+11,5	+15	+ 0,3	+10	+ 4,2	+ 2,3	+10,4	+ 9	+16,5	+14
Mars .....	.	+11	.	0	.	+ 6	.	+18	.	+ 8	.	+16	.	+ 4	.	+ 9,0	.	+11	.	+20
Avril .....	.	- 7	.	- 4	.	+ 3	.	+16	.	+ 9	.	+13	.	+ 7	.	+ 5,3	.	+19	.	+32
Mai .....	.	-11	.	- 3	.	+ 2	.	+16	.	+ 7	.	+13	.	+ 7	.	+ 4,4	.	+13	.	+26
Juin .....	.	-14	.	- 3	.	+ 2	.	+12	.	+14	.	+ 9	.	- 2	.	+ 2,6	.	+11	.	+22

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes (suite 1)

Travaux de génie civil et travaux routiers

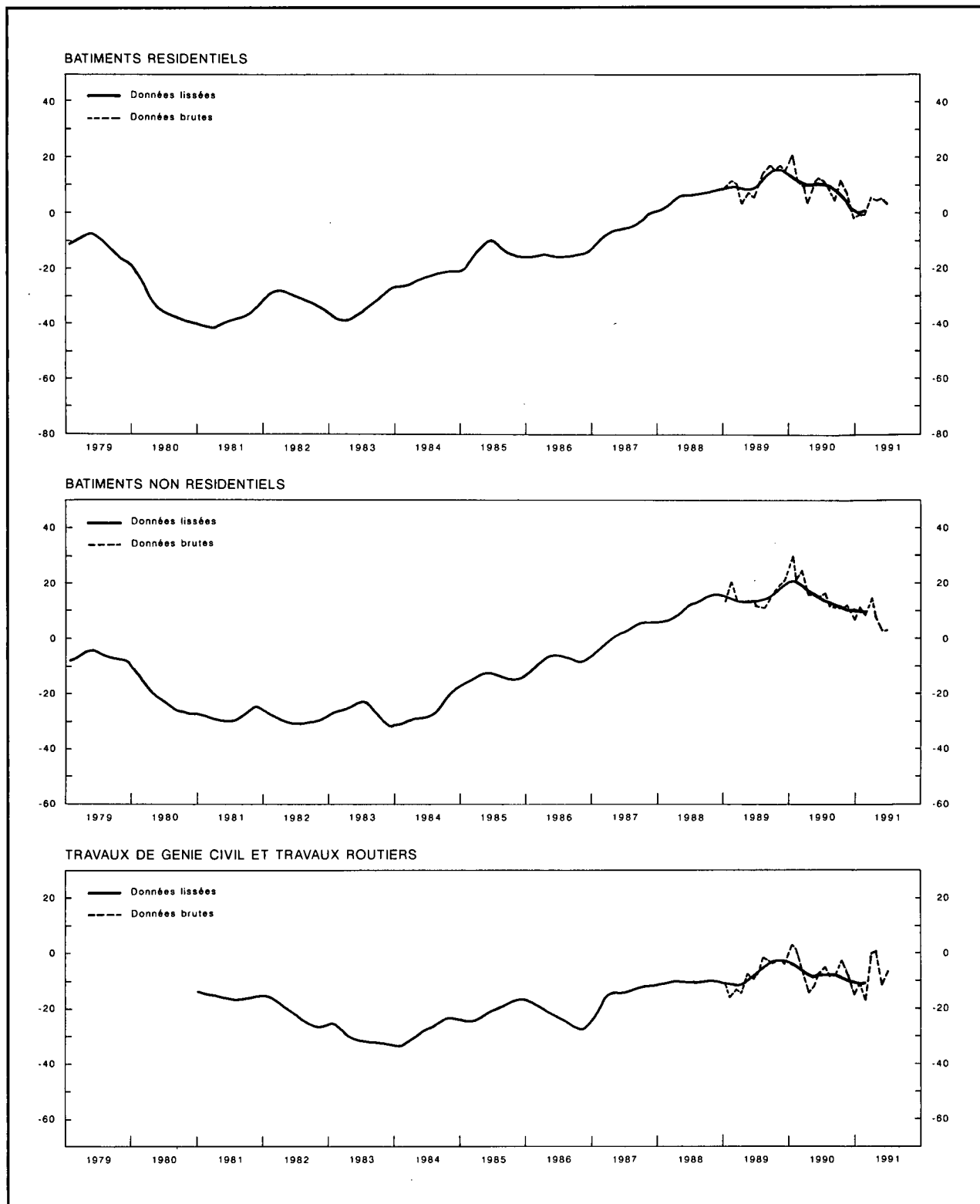
	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée	Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹				
	montant des travaux exécutés		nombre de soumissions et devis		montant des travaux à exécuter		nombre de contrats conclus			emploi		demande				évolution		prévisions		
	Série lissée ²	Série brute-dessaïsonnée	Série lissée ²	Série brute-dessaïsonnée	Série lissée ²	Série brute-dessaïsonnée	Série lissée ²	Série brute-dessaïsonnée		Série lissée ²	Série brute-dessaïsonnée	Série lissée ²	Série brute-dessaïsonnée	Série lissée ²	Série brute-dessaïsonnée	Série lissée ²	Série brute-dessaïsonnée	Série lissée ²	Série brute-dessaïsonnée	Série lissée ²	Série brute-dessaïsonnée
1989	0,0	+11	+ 0,5	- 4	-17,0	-31	+ 1,0	- 2	-44,0	-46	- 0,8	- 1	+ 4,6	+ 8	- 7,8	- 9,3	- 0,5	+ 1	+ 4,8	+ 4
Juillet	+ 2,0	- 8	+ 3,9	- 5	-13,8	-10	+ 2,4	+ 7	-45,1	-48	- 0,1	+ 4	+ 7,0	+ 9	- 5,9	- 7,3	+ 0,5	+ 2	+ 4,8	+ 5
Août	+ 3,0	+ 3	+ 7,6	+37	-11,6	-11	+ 3,3	+ 2	-45,1	-48	+ 0,6	+ 0	+ 8,4	+ 6	- 4,6	- 1,6	+ 1,0	- 1	+ 4,8	+ 5
Septembre	+ 3,4	- 8	+ 9,5	+ 8	-10,9	- 3	+ 4,0	+ 9	-44,4	-43	+ 1,4	+ 7	+ 9,4	+ 9	- 3,6	- 3,0	+ 0,9	+ 2	+ 4,9	+ 1
Octobre	+ 4,1	+12	+ 9,5	+11	-10,6	-15	+ 5,5	- 1	-43,6	-44	+ 2,0	- 1	+10,6	+13	- 3,0	- 3,6	+ 0,5	+ 2	+ 5,4	+ 2
Novembre	+ 4,9	+ 6	+ 8,6	+16	-10,4	-12	+ 6,4	+ 8	-43,1	-43	+ 2,3	+ 2	+11,9	+ 7	- 2,7	- 2,3	- 0,4	- 4	+ 6,4	+ 6
Décembre	+ 4,5	- 5	+ 6,8	+ 8	-10,1	- 8	+ 6,8	- 1	-43,0	-40	+ 2,1	+ 4	+13,1	+14	- 2,8	- 4,0	- 1,0	- 3	+ 7,6	+10
1990	+ 2,6	+38	+ 4,5	+ 3	-10,0	-10	+ 6,5	+10	-43,0	-39	+ 1,0	+ 3	+12,5	+17	- 3,5	+ 3,1	- 1,1	0	+ 8,4	+ 7
Février	- 0,4	+ 6	+ 1,6	+ 4	- 9,5	0	+ 5,5	+15	-43,1	-43	- 0,9	+ 1	+ 9,9	+21	- 4,9	+ 0,6	- 1,6	0	+ 8,4	+12
Mars	- 4,1	- 3	- 1,1	- 2	- 8,9	-10	+ 4,5	+ 4	-43,4	-44	- 2,6	- 5	+ 7,1	+ 3	- 6,4	- 8,1	- 2,0	- 3	+ 7,5	+12
Avril	- 6,8	- 9	- 3,3	- 5	- 8,6	-21	+ 3,9	- 1	-43,5	-43	- 4,4	- 8	+ 4,1	-18	- 7,6	-15,0	- 2,5	- 1	+ 5,9	+ 4
Mai	- 7,9	-15	- 4,6	-12	- 8,4	- 6	+ 3,6	+ 3	-43,6	-48	- 5,4	- 9	+ 3,3	+ 1	- 8,1	-12,3	- 3,6	- 6	+ 4,4	+ 3
Juin	- 7,0	- 9	- 4,0	-12	- 8,6	- 6	+ 4,1	+ 9	-43,8	-45	- 5,6	- 3	+ 4,8	+13	- 8,0	- 7,6	- 5,3	- 5	+ 3,3	+ 6
Juillet	- 4,3	- 6	- 2,0	- 5	- 9,0	- 9	+ 4,8	+ 9	-43,8	-32	- 6,0	+ 2	+ 5,6	+ 9	- 7,9	- 4,6	- 7,3	- 3	+ 2,4	+ 1
Août	- 1,3	+ 3	0,0	+ 3	- 9,5	-18	+ 4,0	- 3	-44,0	-36	- 6,4	- 6	+ 5,5	- 1	- 7,8	- 8,3	- 9,0	-11	+ 1,9	0
Septembre	+ 1,1	+ 1	+ 1,3	+ 6	- 9,6	-17	+ 3,4	- 4	-44,4	-44	- 6,9	- 7	+ 4,3	+11	- 7,9	- 7,7	-10,0	-12	+ 1,8	+ 2
Octobre	+ 1,0	+ 6	0,0	+19	- 8,9	0	+ 2,9	+10	-44,6	-49	- 7,6	- 9	+ 2,3	+ 4	- 8,5	- 2,7	- 9,4	-12	+ 1,6	+ 2
Novembre	- 1,3	+ 5	- 3,0	- 3	- 9,0	- 5	+ 2,3	+ 4	-44,3	-48	- 8,0	- 7	+ 0,9	- 6	- 9,4	- 8,6	- 7,5	- 8	+ 1,5	0
Décembre	- 3,8	- 7	- 6,0	-15	- 9,5	-13	+ 3,1	- 4	-43,1	-45	- 7,3	-11	+ 2,3	-11	-10,1	-15,1	- 5,3	+ 1	+ 1,8	+ 4
1991	- 7,3	-17	- 7,3	- 9	-11,3	- 6	+ 4,3	+ 4	-41,6	-38	- 5,5	-13	+ 5,5	+ 1	-10,8	-11,1	- 3,1	- 4	+ 2,3	- 3
Février	-10,0	-48	- 5,5	-23	-14,8	-27	+ 4,8	-15	-39,9	-38	- 3,5	+ 4	+ 8,5	+22	-10,5	-17,9	- 1,9	- 3	+ 3,1	+ 1
Mars	.	-11	.	+14	.	-22	.	+12	.	-40	.	+ 3	.	+14	.	- 1,1	.	- 1	.	+ 4
Avril	.	0	.	+25	.	- 3	.	+14	.	-44	.	- 1	.	+13	.	+ 0,6	.	+ 2	.	+ 8
Mai	.	-24	.	- 1	.	-20	.	+ 6	.	-36	.	- 4	.	+ 3	.	-10,9	.	+ 1	.	+ 6
Juin	.	-11	.	+ 3	.	-10	.	+ 2	.	-34	.	- 2	.	+ 5	.	- 6,7	.	- 6	.	+11

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Courbes synthétiques



I - 4c.3 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1990		1991		
	Juin	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	Juin
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 22	- 15	+ 2	+ 15	+ 3
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 28	- 17	0	+ 17	0
Bâtiments non-résidentiels	+ 11	- 10	+ 7	+ 12	+ 7
Génie civil et travaux routiers	-	-	-	-	-
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	-	-	-	-	-
dont :					
Bâtiments résidentiels	-	-	-	-	-
Bâtiments non-résidentiels	-	-	-	-	-
Génie civil et travaux routiers	+ 9	- 17	- 40	- 37	+ 7
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	+ 16	+ 6	+ 3	+ 15	+ 19
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 11	+ 8	0	+ 17	+ 19
Bâtiments non-résidentiels	+ 25	+ 1	+ 7	+ 13	+ 19
Génie civil et travaux routiers	- 43	- 46	- 41	- 37	- 34
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	+ 23	+ 2	+ 16	+ 13	+ 8
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 18	+ 2	+ 16	+ 14	+ 9
Bâtiments non-résidentiels	+ 33	+ 3	+ 16	+ 10	+ 7
Génie civil et travaux routiers	0	- 15	+ 3	+ 2	+ 2
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 23	+ 15	+ 19	+ 24	+ 21
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 23	+ 14	+ 22	+ 29	+ 25
Bâtiments non-résidentiels	+ 23	+ 16	+ 15	+ 17	+ 16
Génie civil et travaux routiers	+ 3	+ 3	+ 4	+ 6	+ 9

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution		Appréciation				Prévisions						Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	ventes		ventes		stocks		commandes aux fournisseurs belges		commandes aux fournisseurs étrangers		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989 Juin	+ 9,0	+ 9	- 1,4	- 1	+15,0	+13	+ 5,8	+ 6	+ 8,5	+ 8	+16,3	+11	+ 3,6	+ 3,3	+13,3	+14	+22,5	+23
Juillet	+ 9,8	+ 1	0,0	- 4	+16,0	+17	+ 7,3	+ 8	+ 9,8	+ 3	+15,9	+15	+ 4,4	+ 1,0	+13,9	+12	+22,5	+23
Août	+11,4	+20	+ 2,0	+14	+16,8	+17	+ 8,6	+11	+11,6	+14	+15,9	+16	+ 5,8	+ 9,7	+14,4	+18	+21,6	+25
Septembre	+13,1	+ 7	+ 3,9	+ 0	+17,0	+20	+ 9,5	+10	+13,9	+12	+16,1	+17	+ 7,1	+ 4,3	+14,4	+17	+20,4	+20
Octobre	+15,8	+23	+ 5,8	+ 5	+16,8	+18	+ 9,8	+ 8	+15,6	+17	+16,1	+14	+ 8,3	+ 8,2	+14,0	+13	+18,8	+18
Novembre	+18,0	+15	+ 7,4	+ 7	+15,9	+17	+10,1	+13	+15,6	+18	+15,5	+22	+ 9,2	+ 9,7	+13,4	+15	+17,1	+18
Décembre	+19,5	+16	+ 8,9	+ 8	+14,6	+15	+ 9,9	+20	+14,0	+18	+14,4	+29	+ 9,4	+12,7	+12,6	+ 8	+16,1	+14
1990 Janvier	+21,5	+24	+11,1	+10	+13,4	+12	+ 8,8	+ 4	+12,0	+ 9	+13,1	+ 6	+ 9,7	+ 6,8	+12,3	+ 8	+15,4	+12
Février	+22,6	+27	+13,8	+18	+12,4	+11	+ 8,0	+ 6	+10,0	+ 9	+12,4	+11	+10,0	+10,0	+12,4	+12	+15,0	+15
Mars	+23,4	+19	+15,6	+14	+12,0	+12	+ 7,0	+19	+ 9,0	+ 9	+12,6	+12	+10,0	+10,2	+12,9	+16	+15,0	+16
Avril	+24,0	+26	+16,4	+20	+12,3	+12	+ 6,4	+ 1	+ 9,4	+ 8	+13,4	+16	+10,0	+ 9,8	+13,4	+15	+15,0	+15
Mai	+23,6	+24	+15,9	+19	+12,8	+11	+ 6,6	+ 7	+10,1	+12	+14,0	+13	+ 9,9	+10,7	+13,5	+13	+15,3	+13
Juin	+22,0	+14	+14,4	+ 9	+13,3	+17	+ 6,9	+ 3	+10,4	+ 7	+14,4	+15	+ 9,2	+ 5,2	+13,1	+ 7	+15,8	+17
Juillet	+19,0	+35	+13,0	+15	+13,8	+14	+ 7,0	+ 7	+10,1	+13	+13,8	+17	+ 8,0	+12,2	+12,1	+15	+16,1	+14
Août	+15,5	+ 4	+10,8	+11	+13,9	+20	+ 7,3	+ 9	+ 9,5	+13	+12,3	+14	+ 6,8	+ 5,2	+11,1	+13	+16,4	+20
Septembre	+12,5	+21	+ 7,5	+13	+13,1	+ 5	+ 6,1	+ 9	+ 8,3	+ 8	+10,0	+ 9	+ 5,0	+ 9,2	+10,3	+10	+16,1	+20
Octobre	+10,8	+10	+ 4,8	+ 1	+12,4	+13	+ 3,0	- 7	+ 6,8	+ 2	+ 7,0	+ 2	+ 2,8	- 0,8	+ 9,6	+ 9	+15,4	+16
Novembre	+ 9,9	+ 7	+ 1,8	- 3	+12,6	+17	- 0,6	- 4	+ 4,5	+ 6	+ 4,4	0	+ 0,8	- 1,8	+ 9,4	+ 9	+14,6	+11
Décembre	+ 8,4	+15	- 1,3	+ 1	+13,5	+ 9	- 4,6	+14	+ 0,6	+ 9	+ 2,5	+ 9	- 2,1	+ 6,5	+ 9,1	+15	+14,0	+12
1991 Janvier	+ 5,5	+11	- 4,4	+ 1	+15,4	+ 9	- 7,4	- 9	- 3,9	- 4	+ 1,9	-14	- 4,8	- 4,0	+ 8,8	0	+13,8	+14
Février	+ 2,1	-27	- 8,3	-19	+18,1	+17	- 8,1	- 9	- 7,6	-12	+ 2,1	+ 7	- 6,6	-12,8	+ 8,5	+ 4	+13,8	+24
Mars .....	.	+ 1	.	- 9	.	+25	.	- 8	.	-11	.	0	.	- 8,7	.	+15	.	+13
Avril .....	.	- 3	.	-14	.	+20	.	- 5	.	-12	.	+ 3	.	- 8,5	.	+ 9	.	+16
Mai .....	.	- 4	.	-18	.	+24	.	-11	.	+ 2	.	+ 3	.	- 8,7	.	+ 7	.	+14
Juin .....	.	- 2	.	-15	.	+27	.	- 5	.	-10	.	+ 4	.	- 9,2	.	+12	.	+ 9

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363 ; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1990, p. 53-64.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la BNB			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la BNB ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	+ 6,4
1988	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8	+ 19,8	+ 24,6	+ 28,3
1989	+ 19,9	+ 22,3	+ 13,6	+ 13,0	+ 15,4	
1990	+ 17,9	+ 23,0	+ 12,8	+ 14,5		
1991	+ 4,1	+ 6,0				

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : INS.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n^o 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, INS, ONSS, ONEM.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876	9.890
population active ²	4.094	4.120	4.138	4.132	4.112	4.108	4.115	4.126
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)³ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 24	+ 26	+ 18	- 6	+ 20	- 3	+ 6	+ 12
Hommes	- 6	- 4	- 9	- 22	- 34	- 24	- 18	- 13
Femmes	+ 30	+ 30	+ 27	+ 17	+ 15	+ 20	+ 25	+ 25
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁴ :								
Total	+ 14	+ 30	+ 24	+ 16	+ 14	+ 10	+ 6	+ 2
Hommes	+ 17	+ 28	+ 25	+ 17	+ 12	+ 6	+ 3	+ 1
Femmes	- 3	+ 2	0	- 1	+ 3	+ 4	+ 2	+ 1
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 10	- 4	- 6	- 22	- 34	- 13	0	+ 10
Hommes	- 23	- 32	- 34	- 39	- 46	- 30	- 21	- 14
Femmes	+ 33	+ 28	+ 27	+ 18	+ 12	+ 16	+ 22	+ 24
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :								
2.1 les entreprises	- 72	- 50	- 31	- 13	+ 13	+ 5	+ 31	+ 51
— agriculture, sylviculture et pêche ...	- 3	- 2	0	- 1	- 1	- 2	- 3	- 2
— industrie ⁵	- 48	- 32	- 20	- 10	- 15	- 15	- 21	- 13
— construction	- 29	- 22	- 19	- 14	- 1	+ 1	0	+ 8
— services	+ 8	+ 5	+ 8	+ 11	+ 29	+ 20	+ 53	+ 58
2.2 les services non-marchands ⁶	+ 3	+ 2	- 6	+ 7	+ 8	+ 18	- 14	+ 3
2.3 l'étranger ⁷	0	0	0	- 1	0	+ 2	+ 2	0
3. Chômage (1 - 2) ⁸ :								
Total	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12	- 42
Hommes	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7	- 21
Femmes	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5	- 21

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁴ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁵ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁶ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁷ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁸ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³			
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total			(f) = (a) à (e)	(h)	(i)	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus										
	milliers d'unités								milliers d'unités			
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)			
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,2	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,4	—	10,8	8,0		
1985 Janvier-Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,6	—	13,0	18,4		
Avril-Décembre		292,0	36,5			544,8	13,2				42,1	
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,6	58,6	13,8	17,7		
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	12,2	66,0	14,8	14,7		
1988	93,5	272,8	31,6	50,9	10,6	459,4	11,1	70,9	16,0	21,6		
1989	78,1	254,2	31,6	45,9	9,5	419,3	10,2	72,9	15,6	23,4		
1990	70,4	246,2	31,1	45,5	9,3	402,5	9,8	72,4	13,4	18,7		
1989 2 ^e trimestre	76,3	249,9	31,5	24,4	8,9	391,0	10,3	72,7	18,3	25,0		
3 ^e trimestre	75,9	255,7	32,0	63,3	9,5	436,4	10,0	72,9	13,2	24,6		
4 ^e trimestre	69,7	249,0	31,2	59,1	9,5	418,5	9,8	73,5	13,5	19,5		
1990 1 ^{er} trimestre	76,5	249,0	31,3	33,8	8,9	399,5	9,8	73,9	16,1	19,1		
2 ^e trimestre	67,0	238,7	30,8	22,8	8,4	367,7	9,7	71,1	14,9	20,4		
3 ^e trimestre	69,9	248,6	31,2	64,1	9,6	423,4	9,7	72,1	11,6	19,4		
4 ^e trimestre	68,3	248,4	30,9	61,3	10,4	419,3	9,8	72,6	10,8	16,0		
1991 1 ^{er} trimestre	81,9	255,7	31,4	36,2	10,7	415,9	10,0	73,4	13,1	15,0		
2 ^e trimestre	75,6	249,1	31,3	26,0	10,9	392,9	10,2	73,8	12,6	16,2		
1990 Juillet	71,4	249,6	31,3	55,7	10,4	418,4	9,7	72,1	9,2	19,2		
Août	70,8	251,1	31,4	66,2	8,7	428,2	9,7	72,1	12,1	19,8		
Septembre	67,6	245,0	30,8	70,6	9,7	423,7	9,7	72,1	13,6	19,1		
Octobre	67,6	246,0	30,9	65,9	10,3	420,7	9,8	72,4	14,7	17,5		
Novembre	67,1	247,8	30,9	61,0	10,6	417,4	9,8	72,6	9,8	16,1		
Décembre	70,2	254,6	31,0	57,1	10,3	423,2	9,8	72,9	7,8	14,4		
1991 Janvier	80,5	257,4	31,3	43,5	10,4	423,1	9,9	73,5	13,7	14,7		
Février	82,8	257,6	31,5	36,4	10,6	418,9	10,1	72,9	11,3	14,6		
Mars	82,4	252,1	31,3	28,8	11,1	405,7	10,0	73,8	14,4	15,7		
Avril	79,4	250,3	31,6	25,5	11,0	397,8	10,2	73,4	13,3	16,0		
Mai	75,0	248,2	31,2	24,6	10,9	389,9	10,2	73,7	12,1	16,1		
Juin	72,3	248,8	31,2	28,0	10,8	391,1	10,3	74,2	12,3	16,4		
Juillet	79,5	261,5	31,8	59,0	12,0	443,8	10,2	74,2	8,5	16,3		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{[\text{colonne (f) + colonne (h)}] \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : INS : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	170	187	177	180	181	185	186	203
Autres céréales panifiables	14	16	16	16	17	20	18	18
Céréales non panifiables	177	170	168	149	152	146	145	129
Betteraves sucrières	124	109	117	118	113	106	109	106
Autres plantes industrielles	12	14	17	16	13	16	16	17
Pommes de terre	37	34	36	41	40	45	41	42
Autres plantes et racines tuberculifères	17	15	15	15	14	14	12	12
Prés et prairies	691	686	678	669	661	652	647	638
Cultures maraîchères	28	25	25	27	23	27	29	29
Cultures fruitières	11	11	11	11	11	11	12	12
Divers	123	133	136	148	158	155	154	156
Total ...	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383	1.377	1.369	1.362
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257	1.047	1.252	1.402
Avoine	153	80	92	94	59	60	70	45
Orge	745	670	873	685	793	678	738	647
Autres céréales	138	123	155	137	148	136	148	148
Betteraves sucrières	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886	5.425	6.109	6.061
Pommes de terre	1.582	978	1.332	1.522	1.401	1.620	1.614	1.443
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	968	984	994	973	947	922	892	872
Autres bovidés	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113	2.157	2.179	2.255
Porcs	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585	5.861	6.278	6.474
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197	3.043	2.960	3.033
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	941	979	1.036	1.033	1.053	1.094	1.111	1.116

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

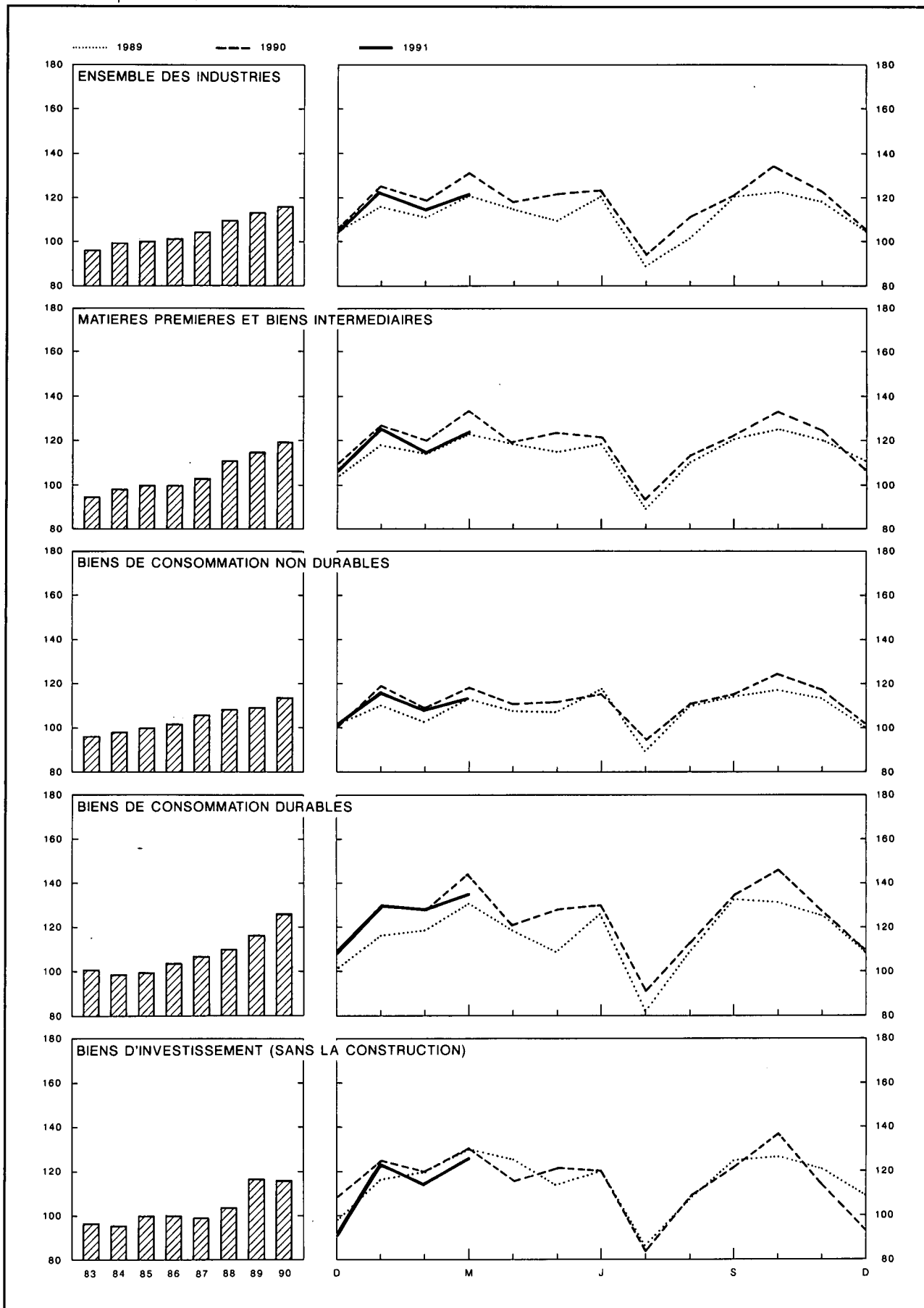
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Poissons de fond	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7	29,1
Poissons pélagiques	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5	0,1
Crustacés et mollusques	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3	2,2
Total ...	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5	31,4

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1980 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général non compris la construction	Dont :		Dont :				Indice général y compris la construction	Construction
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1988 et 1989	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1983	96	96	106	95	96	101	97	101	120
1984	99	98	107	99	98	99	96	100	107
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	101	101	89	100	102	104	100	101	101
1987	104	104	77	103	106	107	99	103	100
1988	110	111	67	111	108	110	104	110	111
1989	113	115	54	115	109	117	117	114	118
1990	119	121	38	119	113	126	116	123	144
1989 1 ^{er} trimestre	116	118	56	118	110	122	122	115	109
2 ^e trimestre	116	117	59	117	112	118	119	119	131
3 ^e trimestre	106	108	48	107	105	107	106	107	111
4 ^e trimestre	116	118	52	119	111	122	119	116	119
1990 1 ^{er} trimestre	125	127	45	125	115	134	125	127	139
2 ^e trimestre	120	123	41	121	113	127	119	128	160
3 ^e trimestre	109	111	32	109	109	113	104	113	130
4 ^e trimestre	120	123	33	121	115	127	114	125	148
1991 1 ^{er} trimestre	119	123	21	119	113	131	122	118	111
1990 Février	119	121	42	119	109	128	120	121	133
Mars	131	134	49	131	119	144	131	137	163
Avril	118	120	42	119	112	122	115	124	150
Mai	122	124	41	123	113	129	122	130	164
Juin	122	124	40	122	115	131	120	130	164
Juillet	93	95	21	94	97	91	83	88	65
Août	112	114	39	112	112	114	107	121	162
Septembre	122	124	38	120	116	135	122	129	163
Octobre	133	136	41	131	126	145	136	142	180
Novembre	123	126	36	125	118	128	114	131	164
Décembre	105	108	23	108	100	109	93	104	100
1991 Janvier	121	125	21	122	117	131	124	120	113
Février	114	118	15	114	109	128	116	108	80
Mars	122	126	26	123	113	135	126	126	141

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1988 et 1989 ¹	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1983	96	92	93	97	93	95	92	105	100	101	107	93	94	122
1984	96	97	104	100	96	98	96	110	100	99	102	99	95	115
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	101	103	92	94	98	102	102	102	101	104	105	102	98	143
1987	100	111	93	89	101	105	111	107	101	115	98	112	100	146
1988	108	120	106	95	111	108	114	120	102	120	94	123	100	156
1989	114	125	103	94	118	113	118	130	106	135	111	124	104	167
1990	119	131	108	105	121	120	124	130	110	138	118	130	100	156
1989 1 ^{er} trimestre	119	131	102	104	124	109	122	128	113	137	120	126	101	163
2 ^e trimestre	115	127	101	97	115	116	112	136	113	145	101	130	107	162
3 ^e trimestre	104	116	104	82	111	112	107	121	88	115	108	118	107	175
4 ^e trimestre	119	125	104	93	121	115	131	134	111	145	113	123	102	166
1990 1 ^{er} trimestre	126	137	116	110	128	116	133	134	123	142	131	134	97	148
2 ^e trimestre	123	134	109	122	127	119	114	135	114	146	110	135	103	184
3 ^e trimestre	107	121	103	85	110	118	114	117	91	118	116	122	104	162
4 ^e trimestre	119	132	105	95	121	129	135	132	112	147	114	130	96	132
1991 1 ^{er} trimestre	121	136	111	.	123	117	138	122	108	140	141	132	102	180
1990 Février	121	132	108	101	117	109	123	123	117	134	127	130	92	157
Mars	133	143	121	125	137	120	134	143	127	161	145	142	102	186
Avril	118	135	107	124	126	114	122	133	109	133	110	127	98	185
Mai	125	135	117	126	127	119	109	135	117	154	103	137	105	188
Juin	125	133	104	117	127	124	112	137	115	151	118	141	106	179
Juillet	85	115	95	83	89	103	106	94	68	93	88	104	102	191
Août	111	120	109	97	114	123	116	124	89	118	118	125	106	173
Septembre	124	128	106	99	126	128	119	133	115	143	141	138	105	122
Octobre	138	143	110	109	139	137	131	147	129	165	132	148	99	79
Novembre	121	134	114	101	123	137	135	134	118	147	109	135	88	137
Décembre	98	118	90	74	102	111	139	115	90	127	101	108	101	180
1991 Janvier	123	137	112	105	129	118	143	126	107	137	139	134	106	187
Février	115	133	106	.	120	108	137	102	106	131	142	129	98	177
Mars	124	136	115	.	119	125	133	138	110	152	142	134	103	178

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8%, 0,2% et 0,1% dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : MAE, Administration des Mines ; autres données : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en UE BL	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626		
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000		
1988	1.974	1.307	245	701	195	.	462	455	207	1.142	5.159		
1989	2.048	1.274	240	695	172	.	455	436	158	1.150	5.326		
1990	2.103	1.252	227	700	146	.	*452	*440	* 87	*1.249	5.572		
1988 4 ^e trimestre	2.130	1.486	238	847	235	.	460	457	186	1.017	5.627		
1989 1 ^{er} trimestre	1.966	1.357	233	796	225	.	457	453	208	1.199	5.494		
2 ^e trimestre	2.087	1.116	258	553	125	.	449	425	174	1.166	5.069		
3 ^e trimestre	2.068	1.146	248	579	153	.	453	434	116	980	4.835		
4 ^e trimestre	2.072	1.429	221	852	186	.	461	433	134	1.253	5.905		
1990 1 ^{er} trimestre	2.199	1.351	222	791	180	.	*455	*459	*136	*1.224	6.005		
2 ^e trimestre	2.464	1.286	239	674	178	.	*461	*457	* 90	*1.330	5.049		
3 ^e trimestre	2.103	1.311	222	768	139	.	*451	*415	* 59	*1.059	5.134		
4 ^e trimestre	1.647	1.061	226	567	89	.	*439	*427	* 61	*1.384	6.099		
1989 Décembre	2.434	1.513	155	1.041	135	.	466	442	101	1.618	6.286		
1990 Janvier	2.126	1.425	211	847	223	.	*468	*426	*148	* 703	6.410		
Février	2.049	1.334	216	785	187	.	*425	*461	*127	*1.208	5.557		
Mars	2.423	1.295	238	742	131	.	*473	*489	*132	*1.761	6.048		
Avril	2.517	1.324	235	722	172	.	*460	*475	*101	*1.295	5.212		
Mai	2.506	1.213	242	582	183	.	*472	*447	* 92	*1.511	4.902		
Juin	2.368	1.323	240	719	179	.	*452	*450	* 77	*1.185	5.035		
Juillet	2.492	1.305	221	733	186	.	*464	*398	* 40	*1.154	4.779		
Août	2.179	1.642	250	996	215	.	*453	*429	* 71	* 905	5.251		
Septembre	1.639	985	195	576	15	.	*436	*419	* 67	*1.119	5.371		
Octobre	963	909	219	475	42	.	*445	*464	* 75	*1.137	5.916		
Novembre	1.655	1.008	207	559	78	.	*427	*438	* 68	*1.773	6.098		
Décembre	2.323	1.266	251	666	146	.	*446	*380	* 39	*1.242	6.283		

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	21,7	64,8	86,5	86,8
1988	935	731	24,5	71,1	95,5	94,4
1989	914	718	29,8	79,2	109,0	105,4
1988 3 ^e trimestre	880	688	21,4	59,0	80,4	79,8
4 ^e trimestre	978	764	26,9	77,5	104,4	103,5
1989 1 ^{er} trimestre	915	734	27,8	82,2	109,9	105,4
2 ^e trimestre	914	775	29,2	82,6	111,8	111,5
3 ^e trimestre	909	644	27,4	68,2	95,7	89,2
4 ^e trimestre	918	720	34,6	84,0	118,6	115,4
1990 1 ^{er} trimestre	* 1.022	* 822	* 34,1	* 88,2	* 122,3	* 114,5
2 ^e trimestre	* 966	* 799	* 33,1	* 82,4	* 115,5	* 115,1
3 ^e trimestre	* 901	* 664	* 28,4	* 71,1	* 99,6	* 98,3
1989 Novembre	922	746	32,0	86,4	118,4	118,7
Décembre	901	626	40,0	78,7	118,6	108,3
1990 Janvier	* 1.035	* 833	* 35,7	* 86,7	* 122,4	* 108,2
Février	* 966	* 798	* 33,3	* 84,5	* 117,8	* 109,0
Mars	* 1.065	* 836	* 33,3	* 93,4	* 126,7	* 126,2
Avril	* 943	* 837	* 31,2	* 75,9	* 107,1	* 105,7
Mai	* 1.034	* 807	* 34,0	* 82,9	* 116,9	* 116,2
Juin	* 920	* 754	* 34,1	* 88,5	* 122,6	* 123,3
Juillet	* 817	* 542	* 21,2	* 55,0	* 76,2	* 76,0
Août	* 959	* 688	* 34,2	* 70,9	* 105,2	* 98,1
Septembre	* 926	* 761	* 29,9	* 87,5	* 117,4	* 120,7
Octobre	* 979	* 830	* 33,5	* 98,6	* 132,0	* 134,4
Novembre	* 1.013	* 839	* 29,2	* 85,4	* 114,7	* 122,2

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région) ; autres données : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1985 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	120
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	107
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	101
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	102
1987	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	100
1988	3,8	2.292	3,0	1.817	.	0,7	3.383	0,6	2.818	111
1989	4,2	2.568	3,6	2.233	.	0,8	3.958	0,7	3.126	117
1990	4,3	2.646	3,4	2.154	.	0,8	4.338	0,7	3.058	144
1989 1 ^{er} trimestre	3,8	2.376	3,4	2.156	.	0,6	3.350	0,8	3.400	—
2 ^e trimestre	4,6	2.846	3,7	2.329	.	0,9	3.937	0,6	2.662	—
3 ^e trimestre	4,1	2.554	2,9	1.844	.	0,8	4.608	0,6	2.267	—
4 ^e trimestre	4,1	2.497	4,2	2.601	.	0,7	3.936	0,6	4.175	—
1990 1 ^{er} trimestre	4,7	2.961	3,3	2.115	.	0,8	4.425	0,6	3.208	—
2 ^e trimestre	4,1	2.573	4,0	2.557	.	0,8	4.709	0,7	3.559	—
3 ^e trimestre	4,2	2.581	3,0	1.891	.	0,8	4.386	0,6	2.238	—
4 ^e trimestre	4,0	2.469	3,3	2.051	.	0,7	3.833	0,7	3.227	—
1991 1 ^{er} trimestre	3,7	2.343	3,3	1.957	.	.	4.517	0,6	3.410	—
1990 Mars	4,7	2.934	3,5	2.336	.	0,9	4.629	0,5	3.110	* 125
Avril	4,3	2.645	3,9	2.447	.	0,8	5.899	0,5	3.144	* 127
Mai	3,9	2.474	4,0	2.563	.	0,7	3.751	0,8	4.337	* 130
Juin	4,1	2.600	4,2	2.661	.	1,0	4.478	0,7	3.196	* 133
Juillet	4,6	2.808	3,4	2.068	.	0,9	4.586	0,6	2.667	* 133
Août	4,1	2.484	3,0	1.897	.	0,8	4.079	0,6	2.093	* 136
Septembre	4,0	2.450	2,7	1.708	.	0,8	4.492	0,5	1.955	* 138
Octobre	4,0	2.464	3,0	2.020	.	0,8	4.385	0,7	3.709	* 140
Novembre	4,2	2.485	3,3	1.958	.	0,7	3.745	0,6	2.433	* 143
Décembre	3,7	2.458	3,5	2.176	.	0,7	3.368	0,8	3.539	* 144
1991 Janvier	3,7	2.301	3,7	2.133	.	0,7	5.308	0,9	4.054	* 144
Février	3,4	2.132	2,3	1.436	.	0,6	3.106	0,4	1.971	* 139
Mars	3,9	2.595	3,8	2.303	.	0,7	5.138	0,6	4.204	* 137

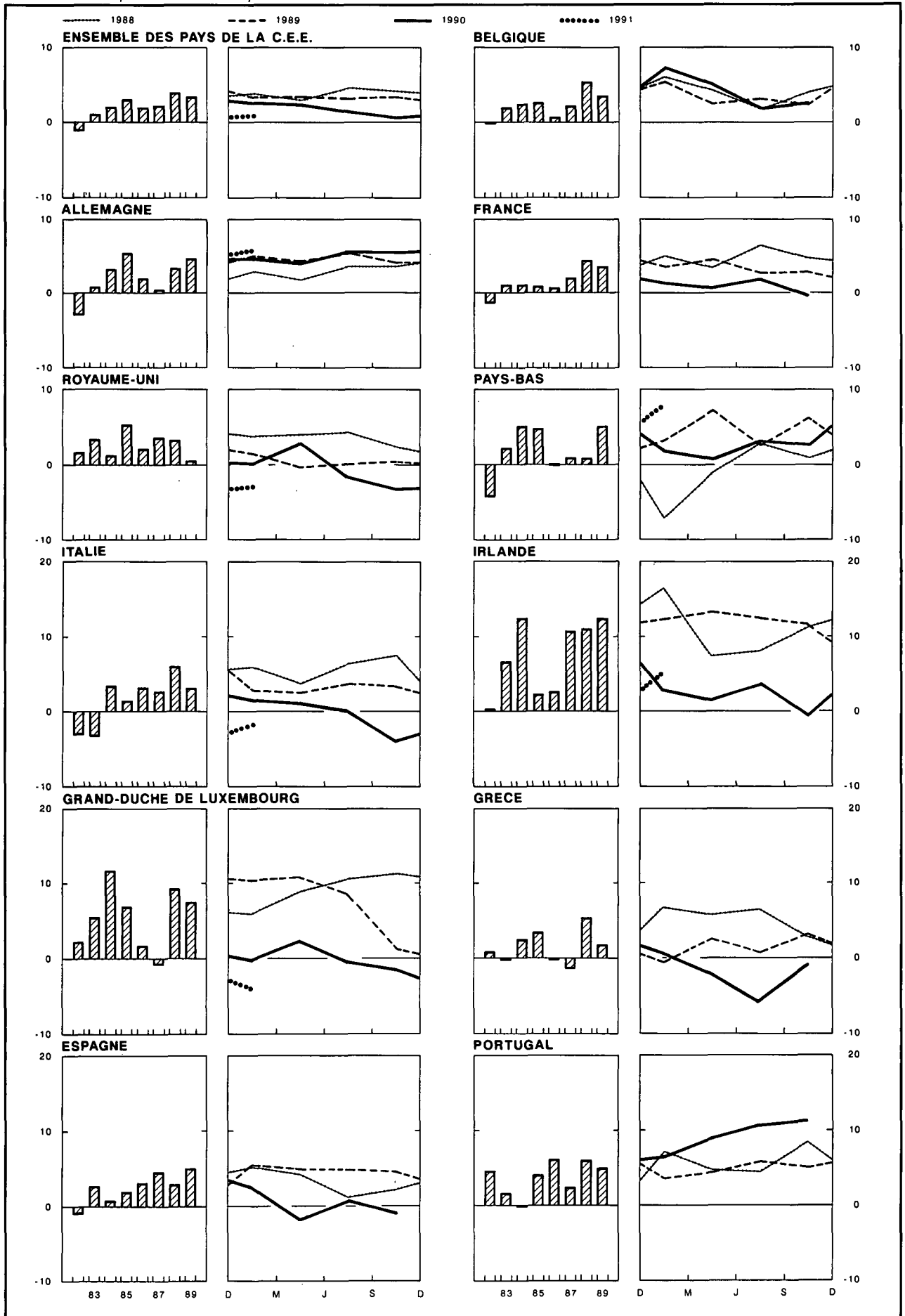
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non dés-

saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

(indices 1985 = 100)

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays CEE (11 pays ¹)	Belgique	Alle- magne	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1983	95	95	93	98	100	91	95	86	84	94	98	96
1984	97	98	96	99	102	95	99	98	94	97	98	96
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	102	101	102	101	102	100	104	103	102	100	103	106
1987	104	103	102	103	106	101	107	111	101	98	108	112
1988	109	110	106	108	110	101	114	123	110	103	111	116
1989	113	113	111	112	110	107	119	138	119	104	116	124
1990	115	119	117	113	109	109	.	144	118	102	116	135
1989 1 ^{er} trimestre	111	113	109	110	110	102	116	133	118	104	114	121
2 ^e trimestre	112	112	110	112	109	107	115	135	120	105	118	123
3 ^e trimestre	114	115	113	113	111	107	118	140	121	104	117	124
4 ^e trimestre	114	115	113	113	110	110	121	142	116	105	116	128
1990 1 ^{er} trimestre	114	121	115	112	110	104	119	142	116	104	118	131
2 ^e trimestre	115	118	115	113	112	107	117	141	120	104	116	134
3 ^e trimestre	116	117	119	115	108	112	119	148	122	97	116	138
4 ^e trimestre	115	118	119	113	107	113	116	146	114	104	115	139
1991 1 ^{er} trimestre	115	.	121	.	106	113	117	148	.	.	113	.
1990 Avril	114	115	113	113	112	107	119	139	117	102	112	134
Mai	114	117	116	113	111	107	116	140	117	105	118	133
Juin	116	122	117	113	113	109	116	143	127	104	117	135
Juillet	116	118	118	115	109	110	118	145	121	107	117	139
Août	116	113	119	115	108	111	118	148	121	100	118	138
Septembre	116	120	120	113	108	115	119	150	124	85	115	136
Octobre	115	117	120	114	108	111	116	144	110	105	115	139
Novembre	115	119	119	112	106	112	115	145	116	102	117	140
Décembre	114	117	119	109	106	116	118	149	117	104	114	138
1991 Janvier	116	115	122	113	105	114	117	149	113	100	117	.
Février	116	116	121	113	107	119	117	151	119	102	116	.
Mars	114	.	121	109	107	105	117	145	.	.	108	.
Avril	112	.	121	113	104	108	111	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la SNCB et de la SABENA

Sources : SNCB et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	SNCB					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)		
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988	529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1989	533	671	5.490	1.185	1.158	564	108
1990	545	696	5.594	1.254	1.075		
1989 1 ^{er} trimestre	515	654	5.498	1.147	1.110	489	101
2 ^e trimestre	549	683	5.649	1.162	1.216	565	109
3 ^e trimestre	519	626	5.068	1.128	1.157	672	113
4 ^e trimestre	551	719	5.745	1.301	1.147	528	109
1990 1 ^{er} trimestre	540	706	5.729	1.346	1.108	500	102
2 ^e trimestre	537	690	5.619	1.221	1.112	658	119
3 ^e trimestre	537	650	5.128	1.164	1.036	788	128
4 ^e trimestre	566	739	5.898	1.287	1.044		
1991 1 ^{er} trimestre	* 545	633	5.076	1.093	1.011		
1990 Mars	566	776	6.171	1.484	1.113	536	114
Avril	522	641	4.809	1.246	775	622	117
Mai	547	728	6.281	1.269	1.479	638	118
Juin	542	701	5.768	1.148	1.083	715	121
Juillet	568	581	4.420	1.059	809	828	130
Août	528	700	5.660	1.193	1.276	803	127
Septembre	516	669	5.305	1.240	1.022	734	127
Octobre	604	833	6.570	1.432	1.239		
Novembre	541	746	6.155	1.308	1.117		
Décembre	552	637	4.969	1.120	777		
1991 Janvier	541	608	4.937	1.081	1.062		
Février	539	558	4.633	926	896		
Mars	* 555	733	5.657	1.272	1.073		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], INS (autres colonnes).

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.315	3.051	1.728	1.523	414	3.478	418	272	7.943	434
1987	10.849	4.465	2.962	1.697	1.609	417	3.866	604	322	7.865	427
1988	11.278	4.792	3.231	1.789	1.406	365	4.128	617	349	8.263	453
1989		4.077	3.136	1.803	1.262	397	5.031	906	421	8.105	444
1990				1.983			5.590				
1989 1 ^{er} trimestre	10.550	3.421	3.188	1.686	1.136	443	5.060	731	427	7.945	432
2 ^e trimestre		4.711	3.394	1.764	1.260	410	5.142	991	418	8.859	464
3 ^e trimestre		3.754	2.809	1.788	1.218	290	4.795	805	385	7.904	424
4 ^e trimestre		4.421	3.151	1.973	1.436	445	5.126	1.097	455	8.047	454
1990 1 ^{er} trimestre		3.456	2.756	1.996	1.293	417	5.126	1.120	522	8.323	463
2 ^e trimestre		4.781	3.614	1.870	1.280	269	5.777	1.134	405	9.071	481
3 ^e trimestre		5.518	3.594	2.032	1.261	276	5.728	1.026	431	7.960	425
4 ^e trimestre				2.033			5.728				
1989 Décembre		3.158	2.468	1.813	1.640	461	4.698	1.025	463	7.483	428
1990 Janvier		3.147	2.730	1.645	1.289	385	4.887	1.086	629	7.790	448
Février		3.672	2.400	1.946	1.233	406	4.686	1.000	571	7.326	414
Mars		3.550	3.138	2.396	1.357	461	5.805	1.274	365	9.852	528
Avril		2.737	2.605	2.068	1.129	241	5.620	739	389	8.777	467
Mai		5.107	4.660	1.946	1.142	304	5.574	1.567	393	9.299	483
Juin		6.499	3.578	1.595	1.570	263	6.136	1.096	432	9.137	494
Juillet		7.012	4.531	2.001	1.309	335	5.841	1.308	433	7.631	397
Août		6.552	4.022	2.073	1.434	303	5.422	829	522	8.224	429
Septembre		2.990	2.230	2.023	1.041	191	5.921	940	338	8.024	448
Octobre		4.853	3.441	1.895	1.058	426	6.629	918	300	8.557	492
Novembre				2.006			5.459			8.363	459
Décembre				2.199			5.097				

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1988	2.706	1.825	84	339	81	141	48
1989	2.997	1.983	101	374	99	164	49
1990 *	2.641	1.656	86	376	106	140	51
1988 4 ^e trimestre	1.161	563	55	204	65	82	41
1989 1 ^{er} trimestre	1.047	495	52	184	55	89	32
2 ^e trimestre	2.407	1.483	93	300	103	162	54
3 ^e trimestre	5.314	3.871	106	694	120	197	55
4 ^e trimestre	1.272	591	62	223	78	98	42
1990 1 ^{er} trimestre	983	428	54	177	58	77	36
2 ^e trimestre	2.736	1.683	104	345	133	180	57
3 ^e trimestre	5.459	3.864	117	737	148	201	68
4 ^e trimestre	1.386	650	68	246	85	103	42
1990 Janvier	810	304	48	158	45	65	42
Février	892	371	53	180	54	66	28
Mars	1.246	608	61	193	74	99	37
Avril	2.582	1.689	104	254	113	166	42
Mai	2.658	1.561	113	373	159	151	63
Juin	2.968	1.799	96	406	128	225	65
Juillet	7.396	5.390	127	1.012	143	264	75
Août	6.682	4.935	143	870	155	184	64
Septembre	2.298	1.267	83	331	148	155	66
Octobre	1.673	762	74	313	118	149	54
Novembre	1.303	596	75	221	79	90	38
Décembre	1.182	592	56	205	58	71	33
1991 Janvier *	727	309	43	126	37	59	25

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

(indices 1980 = 100)

Source : INS : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Super-marchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	145	145	123	22	146	162	163	128	146	102
1988	146	150	122	23	147	161	170	138	150	105
1989	159	159	127	24	155	180	190	148	162	110
1990	* 163	169	131	22	* 163	* 187	* 195	* 150	* 168	* 109
1988 4 ^e trimestre	159	165	127	26	158	181	196	143	164	113
1989 1 ^{er} trimestre	148	149	119	24	145	170	165	142	152	104
2 ^e trimestre	162	161	128	24	157	182	182	157	165	112
3 ^e trimestre	150	152	129	26	152	168	180	136	154	104
4 ^e trimestre	176	175	133	22	166	201	232	158	180	120
1990 1 ^{er} trimestre	* 157	161	124	20	* 155	* 174	* 179	* 154	* 161	* 106
2 ^e trimestre	* 167	171	130	23	* 165	* 183	* 201	* 158	* 171	* 113
3 ^e trimestre	* 154	159	132	24	* 160	* 176	* 182	* 136	* 159	* 103
4 ^e trimestre	* 175	184	136	22	* 173	* 213	* 219	* 153	* 180	* 115
1989 Décembre	204	203	152	24	191	223	295	175	208	138
1990 Janvier	* 154	159	123	20	* 152	* 187	* 171	* 145	* 158	* 104
Février	* 145	149	116	19	* 145	* 141	* 174	* 144	* 149	* 98
Mars	* 173	176	134	21	* 167	* 195	* 192	* 174	* 177	* 117
Avril	* 163	170	126	22	* 158	* 197	* 191	* 153	* 168	* 110
Mai	* 169	172	130	23	* 166	* 187	* 203	* 158	* 173	* 114
Juin	* 169	172	133	23	* 171	* 165	* 208	* 162	* 173	* 114
Juillet	* 148	162	131	25	* 153	* 179	* 183	* 130	* 155	* 102
Août	* 148	155	136	25	* 164	* 141	* 173	* 134	* 153	* 100
Septembre	* 166	161	130	21	* 163	* 207	* 191	* 144	* 168	* 108
Octobre	* 168	172	130	22	* 164	* 212	* 200	* 149	* 172	* 110
Novembre	* 156	172	126	21	* 160	* 186	* 187	* 142	* 163	* 104
Décembre	* 200	209	151	23	* 195	* 242	* 270	* 167	* 206	* 132

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 4. — CHAMBRE DE COMPENSATION

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province Toutes opérations	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domiciliations impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total		
1987	2	303	7	19.125			20.861	3	40.301	885	41.186
1988	2	272	8	21.227			22.107	2	43.618	833	44.451
1989	2	265	7	23.494			24.051	3	47.822	786	48.608
1990	1	242	6	25.993			25.897	2	52.141	709	52.850
1988 4 ^e trimestre	2	247	7	22.154			23.677	3	46.090	803	46.893
1989 1 ^{er} trimestre	2	267	7	22.219			23.885	2	46.382	796	47.178
2 ^e trimestre	1	283	7	23.663			24.623	2	48.579	826	49.405
3 ^e trimestre	2	265	7	23.434			22.051	4	45.763	758	46.521
4 ^e trimestre	2	248	7	24.661			25.645	3	50.566	762	51.328
1990 1 ^{er} trimestre	2	257	6	24.349			25.784	3	50.401	745	51.146
2 ^e trimestre	1	259	6	43	21	26.264	26.527	1	53.122	757	53.879
3 ^e trimestre	2	246	6	43	20	25.534	23.991	1	49.843	688	50.531
4 ^e trimestre	2	205	6	45	23	27.630	27.288	0	55.199	646	55.845
1990 Février	2	233	6	22.363			24.042	5	46.651	673	47.324
Mars	2	263	6	24.555			26.454	2	51.282	759	52.041
Avril	2	258	6	40	20	26.745	25.497	1	52.569	770	53.339
Mai	1	225	6	45	20	27.336	27.683	1	55.317	705	56.022
Juin	1	293	6	44	24	24.711	26.400	2	51.481	795	52.276
Juillet	2	307	6	42	18	27.487	25.543	1	53.406	776	54.182
Août	2	225	6	45	22	25.325	23.173	1	48.799	702	49.501
Septembre	2	205	6	43	20	23.789	23.256	2	47.323	586	47.909
Octobre	2	235	6	50	22	29.019	27.875	1	57.210	706	57.916
Novembre	2	181	6	45	22	25.808	26.336	0	52.400	600	53.000
Décembre	1	198	5	41	25	28.064	27.652	0	55.986	632	56.618
1991 Janvier	1	245	4	51	32	26.748	27.935	1	55.017	665	55.682
Février	1	210	3	39	22	23.745	25.688	0	49.708	565	50.273

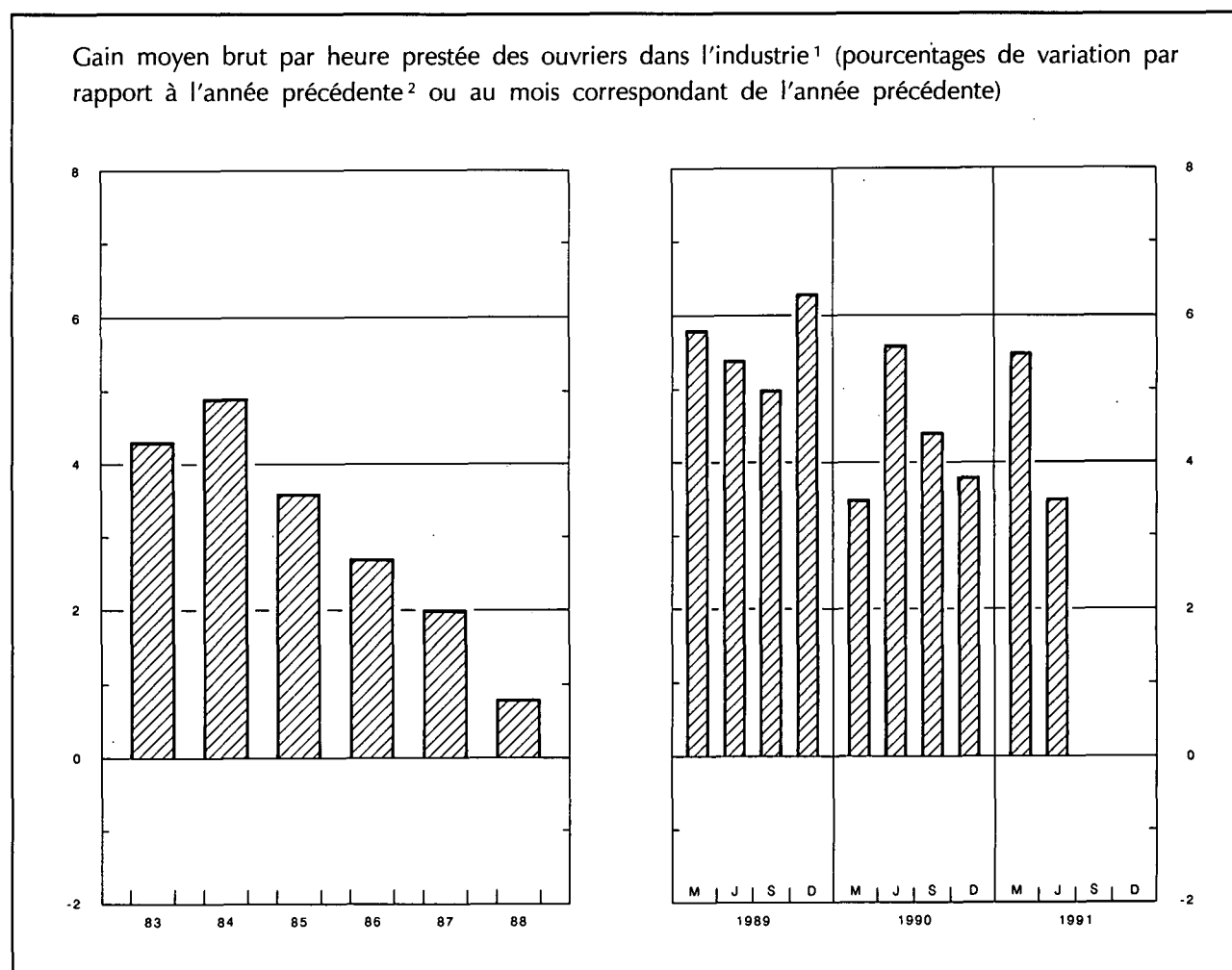
b) Montant des opérations

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province Toutes opérations	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domiciliations impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total		
1987	288	5	1.216	837			7.191	1.035	10.572	672	11.244
1988	238	5	1.272	965			7.575	1.082	1.137	744	11.881
1989	256	5	1.352	1.125			9.080	1.820	3.638	773	14.411
1990	221	3	1.170	1.886			10.310	1.517	15.107	795	15.902
1988 4 ^e trimestre	212	4	1.266	984			7.594	1.045	11.105	737	11.842
1989 1 ^{er} trimestre	272	4	1.355	1.135			8.603	1.186	12.555	829	13.384
2 ^e trimestre	271	7	1.516	1.162			9.005	1.935	13.896	752	14.648
3 ^e trimestre	237	5	1.280	1.101			8.813	2.007	13.443	706	14.149
4 ^e trimestre	245	4	1.258	1.102			9.896	2.151	14.656	805	15.461
1990 1 ^{er} trimestre	221	4	1.199	1.363			10.772	2.365	15.924	826	16.750
2 ^e trimestre	212	3	1.285	9	3	1.955	10.019	1.437	14.923	789	15.712
3 ^e trimestre	212	3	1.124	8	4	2.091	10.057	1.196	14.695	771	15.466
4 ^e trimestre	239	2	1.071	11	3	2.099	10.391	1.071	14.887	794	15.681
1990 Février	225	3	1.177	1.171			10.171	2.265	15.012	752	15.764
Mars	225	4	1.123	1.676			10.971	2.405	16.404	843	17.247
Avril	184	3	1.257	11	3	1.826	9.240	1.689	14.213	758	14.971
Mai	196	2	1.300	6	6	1.903	9.966	1.388	14.767	757	15.524
Juin	256	5	1.298	10	1	2.136	10.850	1.234	15.790	853	16.643
Juillet	215	4	1.064	8	3	2.254	10.661	1.440	15.649	776	16.425
Août	232	3	1.263	9	7	2.018	10.421	1.078	15.031	818	15.849
Septembre	189	3	1.044	7	1	2.001	9.090	1.070	13.405	720	14.125
Octobre	233	3	1.127	9	4	2.227	10.770	1.205	15.578	819	16.397
Novembre	248	2	1.047	13	1	1.806	9.548	929	13.594	745	14.339
Décembre	235	2	1.037	12	5	2.264	10.856	1.078	15.489	818	16.307
1991 Janvier	328	4	1.216	12	1	1.985	12.047	1.046	16.639	850	17.489
Février	737	3	1.088	16	2	2.011	12.091	821	16.769	741	17.510

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaires horaires type ³		Salaires-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	BNB		IRES		Ministère de l'Emploi et du Travail			
Indices 1975 = 100								
1983	186,0	183,0	189,0	186,0	190,1	186,6	178,2	- 174,0
1984	195,0	191,0	198,0	200,0	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203,0	197,0	202,0	213,0	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
Indices 1987 = 100								
1988	100,8	101,8	102,3	100,2	102,5	103,1	102,0	103,6
1989	106,5	105,5	106,6	106,0	106,7	107,4	106,9	107,5
1990	111,1	110,3	111,8	110,6	112,1	112,8	112,0	111,9
1989 Décembre	110,6	107,2	108,0	110,2	108,8	109,4	109,6	109,9
1990 Mars	108,1	108,9	110,4	107,5	110,6	111,1	110,4	110,4
Juin	111,0	109,5	111,0	110,5	111,3	111,8	110,8	110,9
Septembre	110,5	110,9	112,4	109,9	112,8	113,6	112,5	112,5
Décembre	114,8	111,8	113,4	114,3	113,7	114,5	114,3	113,7
1991 Mars	* 114,0	* 114,5	* 116,3	* 113,3	! 116,2	! 117,5	115,9	! 115,3
Juin	* 114,9	* 115,2	* 116,8		117,5	118,1	116,3	116,1

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : INS.

Groupes et branches d'industrie	1988	1988	1989	1989	1990	1988	1988	1989	1989	1990
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	307	310	318	328	337	75,4	76,6	78,4	80,8	84,0
<i>Industrie extractive</i>	341	346	351	357	368	67,4	69,2	65,0	73,6	81,9
<i>Bâtiment et génie civil</i>	301	299	310	319	326	70,0	71,0	73,0	74,6	78,3
<i>Industrie manufacturière</i>	306	310	318	327	337	76,3	77,5	79,6	81,8	84,6
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport) ..	305	308	314	322	330	72,3	73,5	76,2	79,6	80,5
Construction de machines et de matériel mécanique	321	326	331	337	350	78,3	80,5	82,2	83,0	86,3
Construction électrique et électronique	307	309	316	323	336	79,0	81,3	82,5	85,0	87,9
Construction d'automobiles et pièces détachées	326	327	331	339	346	77,9	79,6	82,0	82,8	86,9
Construction d'autre matériel de transport	315	322	329	334	348	79,6	76,7	79,4	81,4	85,8
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	289	300	313	313	330	71,7	74,6	76,1	77,8	81,3
Métallurgie de base	376	385	391	402	422	89,4	91,1	94,0	96,2	100,7
Industrie chimique	370	377	391	398	412	88,2	89,2	93,3	95,7	98,2
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	291	297	303	311	319	71,2	73,2	74,1	76,4	78,8
Industrie textile	261	264	272	277	287	68,7	70,8	71,8	72,8	75,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	320	324	332	340	351	77,3	78,7	80,7	83,2	85,2
Industrie du bois	273	275	281	286	299	60,4	61,8	63,9	65,5	66,7
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	232	231	235	244	248	53,8	55,9	56,9	60,1	61,2
Industrie du papier, imprimerie et édition	338	343	354	355	370	73,6	74,8	77,0	78,9	81,8
Raffineries de pétrole	486	486	504	525	553	114,8	113,7	117,5	115,6	124,2
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	91,4	91,6	94,9	96,9	100,7

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

(indices 1975 = 100)

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minéral de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	159,1	136,1	161,3
1987	149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	164,0	152,8	165,1
1988	143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	139,5	162,1	137,3
1989	158,0	150,7	104,3	98,2	110,6	105,5	186,0	191,3	223,5	125,5	162,3	158,2	162,7
1990	185,7	150,8	94,7	88,1	97,2	97,4	193,6	210,8	201,9	145,8	206,0	176,9	208,8
1989 2 ^e trimestre	160,7	153,1	110,2	100,0	119,6	112,6	185,8	188,5	225,0	128,7	165,2	155,0	166,1
3 ^e trimestre	154,6	146,3	98,6	93,6	104,1	99,3	182,7	190,5	214,8	124,0	159,5	155,1	159,9
4 ^e trimestre	160,6	144,2	95,2	95,4	95,7	95,0	181,5	195,0	202,6	125,1	170,1	164,4	170,7
1990 1 ^{er} trimestre	165,3	146,4	96,8	93,7	94,3	99,4	184,1	205,3	189,7	131,3	176,2	173,0	176,6
2 ^e trimestre	152,8	151,5	99,2	96,6	97,6	101,3	191,4	209,1	203,4	137,9	153,5	173,4	151,6
3 ^e trimestre	199,5	154,9	92,7	84,8	98,1	95,2	202,2	213,6	217,7	157,2	225,6	176,6	230,3
4 ^e trimestre	225,1	150,5	89,9	77,4	99,0	93,7	196,7	215,2	196,5	156,9	268,6	184,6	276,6
1991 1 ^{er} trimestre	165,3	145,1	89,1	80,9	97,4	90,7	187,7	207,1	183,7	151,0	177,1	182,2	176,6
2 ^e trimestre	156,8	135,7	87,6	82,7	97,3	87,0	172,4	184,7	175,6	141,7	169,1	166,0	169,4
1990 Juillet	157,2	151,9	93,9	90,8	96,9	94,5	196,0	208,0	207,2	155,8	160,3	172,9	159,2
Août	204,5	156,1	92,4	84,3	98,4	94,8	204,7	216,7	219,6	159,1	232,7	178,5	237,9
Septembre	236,8	156,6	91,9	79,4	99,0	96,4	205,8	216,1	226,4	156,6	283,7	178,5	293,7
Octobre	245,6	152,6	90,5	78,2	100,8	93,8	200,0	214,5	208,6	157,4	299,8	182,5	311,0
Novembre	228,4	150,2	89,2	76,7	97,6	93,1	196,8	216,8	193,8	157,5	274,0	185,9	282,3
Décembre	201,2	148,6	90,1	77,4	98,6	94,1	193,2	214,2	187,2	155,7	232,0	185,3	236,4
1991 Janvier	182,3	146,7	89,0	79,4	96,7	91,7	190,7	212,6	183,8	152,6	203,1	183,8	205,0
Février	157,7	146,1	88,5	80,1	97,0	90,2	189,9	209,8	184,1	154,6	164,5	186,6	162,4
Mars	155,8	142,4	89,8	83,3	98,6	90,3	182,4	198,9	183,2	145,9	163,6	176,1	162,4
Avril	157,9	138,8	89,1	83,3	98,4	89,0	176,6	187,7	184,2	143,0	169,1	168,2	169,2
Mai	159,2	135,4	86,6	83,1	96,9	85,0	172,6	186,2	173,5	142,3	173,1	167,3	173,6
Juin	153,4	133,0	87,2	81,8	96,6	86,9	167,9	180,2	169,0	139,8	165,2	162,5	165,5
Juillet	158,1	131,5	86,3	80,1	95,5	86,4	165,9	174,8	169,8	141,6	173,6	162,3	174,7

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2a. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION ET SES COMPOSANTES

(indices 1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1983	130,5	132,7	142,8	138,2
1984	137,1	140,8	155,3	148,6
1985	135,2	144,8	159,7	152,5
1986	125,1	131,6	138,3	135,0
1987	122,0	125,8	130,6	128,3
1988	121,3	127,4	133,4	130,4
1989	133,8	134,7	142,5	138,9
1990	127,6	135,5	140,0	137,6
1989 1 ^{er} trimestre	130,6	132,6	141,7	137,5
2 ^e trimestre	133,3	134,4	144,4	139,8
3 ^e trimestre	134,0	135,5	142,8	139,5
4 ^e trimestre	137,2	136,1	141,0	139,0
1990 1 ^{er} trimestre	130,1	134,9	140,6	137,8
2 ^e trimestre	131,3	134,4	137,4	135,9
3 ^e trimestre	124,8	136,2	139,0	137,1
4 ^e trimestre	124,2	136,5	142,9	139,4
1991 1 ^{er} trimestre	127,8	133,3	139,6	136,5
1990 Avril	140,2	134,9	138,5	137,1
Mai	128,7	134,4	136,7	135,4
Juin	124,8	133,8	137,1	135,2
Juillet	125,1	133,7	137,0	135,1
Août	121,8	136,6	138,5	136,9
Septembre	127,4	138,2	141,4	139,4
Octobre	122,7	137,9	142,6	139,7
Novembre	124,3	136,4	143,5	139,7
Décembre	125,6	135,2	142,6	138,8
1991 Janvier	124,6	134,5	141,7	137,9
Février	133,6	133,0	138,5	136,0
Mars	125,1	132,3	138,6	135,4
Avril	120,2	133,4	137,5	135,0

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989.

VII - 2b. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1980 = 100)

Source : MAE.

	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits intermédiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1983	132,7	148,9	136,6	126,1	122,4	138,6	123,9	126,4
1984	140,8	158,6	146,8	130,6	129,6	147,6	131,4	130,6
1985	144,8	159,6	149,6	135,7	135,7	150,3	137,6	135,2
1986	131,6	115,1	141,7	138,5	136,0	126,7	138,2	138,4
1987	125,8	103,4	134,5	138,4	132,9	118,6	135,1	138,9
1988	127,4	99,3	142,9	140,1	135,2	119,7	137,0	140,9
1989	134,7	106,0	157,1	145,5	140,6	128,2	142,9	146,2
1990	135,5	110,6	152,8	149,2	140,0	128,9	142,7	150,2
1989 2 ^e trimestre	134,4	106,7	157,1	144,8	139,6	128,6	141,4	145,3
3 ^e trimestre	135,5	105,7	158,7	146,2	141,9	128,9	144,2	146,8
4 ^e trimestre	136,1	108,8	156,2	147,7	142,0	129,3	144,9	148,3
1990 1 ^{er} trimestre	134,9	107,4	154,9	148,5	140,1	128,5	141,9	149,0
2 ^e trimestre	134,4	104,1	154,8	148,9	140,9	126,6	143,6	149,7
3 ^e trimestre	136,2	113,6	152,6	149,3	139,8	130,0	142,9	150,3
4 ^e trimestre	136,5	117,3	149,0	150,3	139,2	130,5	142,3	151,6
1991 1 ^{er} trimestre	133,3	105,7	145,5	151,3	140,4	124,3	143,5	152,8
2 ^e trimestre	133,7	104,8	144,8	152,8	141,9	124,4	143,9	154,4
1990 Juin	133,8	101,9	154,8	149,1	141,0	125,5	143,9	150,1
Juillet	133,7	104,0	152,6	149,1	140,4	125,5	143,8	150,1
Août	136,6	114,4	154,3	149,3	139,6	130,9	142,6	150,4
Septembre	138,2	122,5	150,9	149,3	139,4	133,6	142,4	150,4
Octobre	137,9	122,0	150,3	149,4	139,3	133,1	142,5	150,4
Novembre	136,4	116,7	148,9	150,8	139,2	130,2	142,4	152,3
Décembre	135,2	113,1	147,8	150,8	139,2	128,3	142,1	152,3
1991 Janvier	134,5	110,6	146,0	150,8	140,1	126,7	143,0	152,3
Février	133,0	104,4	145,1	151,6	140,6	123,5	143,7	153,1
Mars	132,3	102,1	145,4	151,6	140,5	122,5	143,6	153,1
Avril	133,3	104,1	145,3	151,6	141,7	124,2	143,7	153,1
Mai	133,6	104,7	144,3	153,4	141,8	124,3	143,8	155,1
Juin	134,1	105,5	144,9	153,4	142,2	124,9	144,2	155,1

Référence bibliographique : voir tableau VII-2a.

VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 1981 = 100					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72
1988	135,15	133,88	131,91	138,59	145,85
1989	139,35	138,07	136,37	142,14	151,24
1990	144,16	143,18	141,17	146,69	156,08
1990 1 ^{er} trimestre	142,14	141,89	139,16	143,97	154,84
2 ^e trimestre	143,20	142,69	139,57	146,15	155,89
3 ^e trimestre	144,77	143,11	141,40	148,50	156,36
4 ^e trimestre	146,51	145,02	144,57	148,16	157,24
1990 Juillet	143,78	142,31	139,52	148,49	156,19
Août	144,61	142,99	141,03	148,57	156,37
Septembre	145,93	144,04	143,64	148,43	156,52
Octobre	146,92	145,41	145,51	148,02	156,70
Novembre	146,39	145,01	144,52	147,73	157,62
Décembre	146,21	144,63	143,67	148,72	157,41
Indices 1988 = 100¹					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	18,985	39,675	34,165	7,175
1991 1 ^{er} trimestre	108,98	108,35	109,54	108,92	107,78
2 ^e trimestre	109,28	107,93	109,56	109,74	109,21
1991 Janvier	108,89	108,30	109,81	108,53	107,03
Février	109,25	108,87	109,87	109,03	107,84
Mars	108,80	107,87	108,95	109,20	108,47
Avril	108,86	107,48	109,10	109,35	108,89
Mai	109,25	107,57	109,71	109,67	109,20
Juin	109,74	108,75	109,86	110,19	109,54
Juillet	110,34	109,70	109,94	111,29	109,74

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires à 1,3410 ; produits non alimentaires à 1,3180 ; services à 1,3866 ; loyers à 1,4684.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Logement, chauffage et éclairage	Meubles, appareils, entretien	Dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 1981 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1988	135,15	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11
1989	139,35	139,91	153,39	126,92	140,09	143,13	134,17	144,80	150,20
1990	144,16	145,47	157,96	131,79	142,79	148,57	139,88	148,10	154,88
1989 2 ^e trimestre	138,91	138,81	152,90	126,27	139,82	142,41	134,95	144,02	150,07
3 ^e trimestre	140,12	140,42	153,71	127,19	140,47	143,79	134,72	145,33	153,47
4 ^e trimestre	140,97	142,79	154,98	129,01	140,94	144,61	135,33	145,85	150,26
1990 1 ^{er} trimestre	142,14	144,22	156,07	129,86	141,66	147,61	137,37	146,28	150,63
2 ^e trimestre	143,20	145,00	157,45	129,88	142,53	147,85	137,81	147,61	154,69
3 ^e trimestre	144,77	145,40	158,17	131,60	143,12	148,84	140,86	149,06	158,09
4 ^e trimestre	146,51	147,25	160,14	135,81	143,85	149,98	143,48	149,46	156,12
1990 Juillet	143,78	144,63	157,74	129,85	142,94	148,63	138,23	148,58	158,37
Août	144,61	145,28	158,03	131,51	143,10	148,82	140,05	148,76	158,49
Septembre	145,93	146,28	158,73	133,44	143,34	149,06	144,30	149,84	157,42
Octobre	146,92	147,58	159,58	136,46	143,56	149,30	145,29	149,83	156,13
Novembre	146,39	147,25	160,21	135,80	143,88	150,06	143,41	149,51	155,09
Décembre	146,21	146,92	160,63	135,16	144,11	150,59	141,73	149,04	157,13
Indices 1988 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	100,000	20,115	8,580	19,400	7,850	4,900	16,495	8,355	14,305
1991 1 ^{er} trimestre	108,98	108,82	109,06	110,31	105,37	111,30	109,60	105,87	109,63
1991 2 ^e trimestre	109,28	108,45	110,14	109,72	106,27	111,94	110,22	106,19	110,84
1991 Janvier	108,89	108,74	108,65	110,68	105,02	110,89	109,91	105,53	109,02
Février	109,25	109,32	108,94	111,15	105,39	111,43	109,38	106,13	109,79
Mars	108,80	108,39	109,58	109,09	105,71	111,57	109,51	105,95	110,08
Avril	108,86	108,02	109,94	109,31	105,99	111,77	109,63	106,04	110,15
Mai	109,25	108,11	110,16	109,81	106,20	111,85	110,38	106,26	110,79
Juin	109,74	109,23	110,33	110,03	106,61	112,19	110,65	106,26	111,57
Juillet	110,34	110,13	110,40	110,75	106,81	112,49	110,90	106,18	113,05

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,3565 ; habillement et chaussures à 1,4850 ; logement, chauffage

et éclairage à 1,2274 ; meubles, appareils, entretien à 1,3751 ; dépenses de santé à 1,3963 ; transports et communications à 1,2937 ; culture et loisirs à 1,4261 ; autres biens et services à 1,4579.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

1. — TABLEAU GENERAL

Source : INS ; Calculs : BNB.

	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1985 = 100 ¹				Termes de l'échange ²
	Importations	Exportations	Balance commerciale		Volume		Valeurs unitaires		
					importations	exportations	à l'importation	à l'exportation	
1983	2.820,9	2.651,3	- 169,6	94	93,5	92,8	91,0	90,3	99,2
1984	3.195,8	2.992,1	- 203,7	94	97,9	97,0	98,5	97,4	98,9
1985	3.317,8	3.167,7	- 150,1	95	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	3.065,2	3.070,3	+ 5,1	100	107,6	104,9	85,9	92,4	107,6
1987	3.110,1	3.100,1	- 10,0	100	115,7	111,6	81,1	87,6	108,0
1988	3.393,6	3.382,3	- 11,3	100	122,5	118,7	83,5	90,0	107,8
1989	3.883,9	3.943,1	+ 59,2	102	130,8	128,2	89,5	97,1	108,5
1990	4.002,0	3.942,9	- 59,1	99	137,4	132,2	87,8	94,2	107,3
1988 4 ^e trimestre	890,9	924,0	+ 33,1	104	125,5	125,2	85,6	93,3	109,0
1989 1 ^{er} trimestre	953,6	974,8	+ 21,2	102	129,5	127,9	88,8	96,2	108,3
2 ^e trimestre	1.018,1	1.037,2	+ 19,1	102	134,7	133,5	91,1	98,1	107,7
3 ^e trimestre	925,8	918,2	- 7,6	99	123,6	118,3	90,2	97,8	108,4
4 ^e trimestre	986,5	1.013,0	+ 26,5	103	133,7	130,4	88,9	98,0	110,2
1990 1 ^{er} trimestre	1.044,1	1.031,4	- 12,7	99	141,5	134,3	89,0	96,9	108,9
2 ^e trimestre	991,8	972,3	- 19,5	98	136,5	128,6	87,6	95,5	109,0
3 ^e trimestre	924,6	904,4	- 20,2	98	126,6	121,7	88,0	93,7	106,5
4 ^e trimestre	1.024,0	1.014,7	- 9,3	99	136,6	137,5	90,3	93,1	103,1
1990 Avril	328,6	301,2	- 27,4	92	135,4	118,7	87,8	96,1	109,5
Mai	335,1	336,0	+ 0,9	100	138,1	133,0	87,8	95,7	109,0
Juin	334,1	337,6	+ 3,5	101	138,4	135,0	87,3	94,7	108,5
Juillet	294,7	309,0	+ 14,3	105	123,2	125,5	86,5	93,2	107,7
Août	304,7	259,7	- 45,0	85	125,5	106,8	87,8	92,1	104,9
Septembre	325,2	335,7	+ 10,5	103	131,2	132,7	89,6	95,8	106,9
Octobre	379,8	383,6	+ 3,8	101	151,9	156,6	90,4	92,8	102,6
Novembre	341,7	343,1	+ 1,4	100	136,3	137,2	90,6	94,8	104,6
Décembre	302,5	288,0	- 14,5	95	121,7	118,8	89,9	91,8	102,1
1991 Janvier	373,8	363,7	- 10,1	97	153,4	144,3	88,1	95,5	108,4
Février	326,2	317,7	- 8,5	97	136,5	128,6	86,4	93,6	108,3
Mars	356,1	354,4	- 1,7	99	148,5	144,5	86,7	92,9	107,2
Avril	353,2	350,2	- 3,0	99	147,6	141,3	86,5	93,9	108,6

N.B. Les données de l'INS sur le commerce extérieur font l'objet de révisions mensuelles, et ce durant 12 mois. Les indices se rapportant à la période d'avant 1988 ont été calculés par la BNB sur la base de ces données provisoires, à l'exclusion de corrections ultérieures. Les indices à partir de 1988 seront recalculés par la BNB sur la base des données définitives de l'INS.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIV^e année, tome II, n^{os} 2-3, août-septembre 1989.

$$^1 \text{ Indice de volume} = \frac{\text{évolution en valeur}}{\text{indice des valeurs unitaires}} \times 100.$$

$$^2 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{indice des valeurs unitaires à l'exportation}}{\text{indice des valeurs unitaires à l'importation}} \times 100.$$

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'UEBL — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : INS (classement BNB d'après le Classement type pour le Commerce International de l'ONU).

Moyennes mensuelles	Fabrics métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76
1985 4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 ^e trimestre	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
4 ^e trimestre	88,66	17,90	22,14	45,68	10,91	16,25	15,70	10,19	12,12	7,17	5,52	3,64	1,14	3,45	1,09	0,76	0,99	0,86	0,84	0,45	16,78	282,24
1986 12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41
12 mois	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'UEBL — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : INS — Calculs BNB.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables					durables	
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires						autres
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux					
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1987	155,47	48,36	5,32	10,27	15,08	2,17	0,68	2,88	0,53	4,67	1,26	9,82	6,79	6,92	21,87	4,58	14,27	63,06	7,76	10,55	6,68	38,07	35,27	4,47	258,27
1985 4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70
3 ^e trimestre ...	144,08	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	60,13	7,32	9,99	6,23	36,59	32,40	3,43	240,04
4 ^e trimestre ...	167,70	53,03	5,92	11,24	15,51	2,23	0,74	3,04	0,50	5,10	1,39	10,36	7,06	7,84	23,17	4,79	15,78	66,98	8,36	11,62	7,15	39,85	39,36	4,71	278,75

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : INS — Calculs BNB.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (CIF) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	164,9	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3	165,6
Biens de consommation	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	170,9	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5	169,8
Biens d'équipement	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	164,8	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6	165,6
Ensemble ...	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	167,1	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5	168,9	167,3
EXPORTATIONS (FOB) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	143,0	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5	146,7
Fabrications métalliques	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,0	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9	194,4
Métaux non ferreux	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	164,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2	178,1
Textiles	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	154,0	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8	155,0
Produits chimiques	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	156,6	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6	158,0
Industrie houillère	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	156,7	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8	151,6
Industrie pétrolière	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	170,6	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9	175,6
Verres et glaces	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	150,9	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4	154,7
Produits agricoles	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	148,6	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5	145,5
Ciments	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	172,4	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3	181,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	217,9	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5	216,2
Carrières	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	194,3	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1	196,1
Céramiques	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	240,2	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0	238,0
Bois et meubles	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,7	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4	161,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	204,6	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1	211,7
Papier et livres	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	157,8	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3	159,3
Tabacs manufacturés	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	208,7	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1	207,4
Caoutchouc	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	168,4	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0	166,3
Industries alimentaires	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	123,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0	125,9
Divers	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	202,1	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5	178,6
Ensemble ...	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	169,1	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2	168,2	169,2
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE²																	
Ensemble ...	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	101,2	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1	99,6	101,2

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (FOB)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (CIF)}} \times 100$.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME¹

Base 1975 = 100

Source : INS — Calculs BNB.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (CIF) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	149,5	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5	160,3
Biens de consommation	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	174,3	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0	187,9
Biens d'équipement	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	174,1	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3	196,6
Ensemble ...	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	158,7	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8	145,6	171,5
EXPORTATIONS (FOB) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	111,8	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9	118,7
Fabrications métalliques	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	167,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3	182,8
Métaux non ferreux	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	142,1	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7	158,8
Textiles	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	151,1	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5	167,0
Produits chimiques	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	242,0	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6	254,1
Industrie houillère	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	168,6	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7	191,2
Industrie pétrolière	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	125,2	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7	146,3
Verres et glaces	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	219,9	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6	234,5
Produits agricoles	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	193,3	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9	215,0
Ciments	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	240,1	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0	262,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	108,1	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3	113,7
Carrières	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	133,3	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7	148,5
Céramiques	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	145,9	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8	158,6
Bois et meubles	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	174,4	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2	197,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,3	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4	98,2
Papier et livres	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	206,9	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6	225,6
Tabacs manufacturés	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	124,2	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8	131,6
Caoutchouc	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	154,5	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4	172,8
Industries alimentaires	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	265,5	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4	291,8
Divers	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	144,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7	163,5
Ensemble ...	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	168,7	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9	154,0	184,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

(milliards de francs)

Source : INS.

Moyennes mensuelles	Allemagne ¹			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	-13,6
1986	59,1	50,5	- 8,6	40,5	51,2	+10,7	45,6	38,4	- 7,2
1987	63,0	51,2	-11,8	40,7	52,8	+12,1	44,5	38,8	- 5,7
1988	69,1	54,8	-14,3	43,5	56,3	+12,8	50,2	41,4	- 8,8
1989	76,0	62,1	-13,9	48,2	67,2	+19,0	57,1	45,0	-12,1
1990	79,8	69,7	-10,1	53,0	66,5	+13,5	58,7	44,8	-13,9
1989 1 ^{er} trimestre	76,7	61,0	-15,7	48,4	67,3	+18,9	56,1	45,6	-10,5
2 ^e trimestre	80,1	67,0	-13,1	49,6	70,7	+21,1	59,7	47,2	-12,5
3 ^e trimestre	70,7	59,5	-11,2	44,4	60,6	+16,2	53,5	40,9	-12,6
4 ^e trimestre	76,6	60,5	-16,1	50,2	70,2	+20,0	57,9	45,6	-12,3
1990 1 ^{er} trimestre	82,6	66,9	-15,7	55,9	71,0	+15,1	59,8	47,3	-12,5
2 ^e trimestre	79,6	66,6	-13,0	53,6	68,2	+14,6	57,7	45,8	-11,9
3 ^e trimestre	74,8	65,8	- 9,0	48,1	60,4	+12,3	54,4	40,3	-14,1
4 ^e trimestre	82,1	79,7	- 2,4	54,5	66,7	+12,2	63,0	46,1	-16,9
1991 1 ^{er} trimestre	81,5	86,7	+ 5,2	55,7	67,0	+11,3	62,8	46,8	-16,0
1990 4 mois	82,2	65,6	-16,6	55,2	69,2	+14,0	59,7	46,5	-13,2
1991 4 mois	80,4	83,8	+ 3,4	54,0	62,2	+ 8,2	61,0	45,4	-15,6
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			CEE ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,3	+ 1,0	184,7	187,0	+ 2,3
1987	11,0	16,5	+ 5,5	20,4	21,8	+ 1,4	187,4	191,9	+ 4,5
1988	12,0	17,5	+ 5,5	21,6	26,3	+ 4,7	206,3	209,1	+ 2,8
1989	13,7	20,9	+ 7,2	25,5	30,9	+ 5,4	231,0	241,8	+10,8
1990	15,1	21,5	+ 6,4	27,6	28,5	+ 0,9	244,4	247,0	+ 2,6
1989 1 ^{er} trimestre	13,3	21,3	+ 8,0	25,1	31,7	+ 6,6	229,7	242,4	+12,7
2 ^e trimestre	13,4	22,6	+ 9,2	27,3	32,9	+ 5,6	241,7	257,6	+15,9
3 ^e trimestre	13,8	17,9	+ 4,1	24,0	28,5	+ 4,5	216,8	221,6	+ 4,8
4 ^e trimestre	14,3	21,8	+ 7,5	25,4	30,2	+ 4,8	234,9	244,7	+ 9,8
1990 1 ^{er} trimestre	15,7	23,7	+ 8,0	29,0	30,5	+ 1,5	253,4	256,5	+ 3,1
2 ^e trimestre	15,0	21,9	+ 6,9	25,8	26,5	+ 0,7	242,1	246,0	+ 3,9
3 ^e trimestre	14,6	17,5	+ 2,9	26,7	28,8	+ 2,1	228,1	226,9	- 1,2
4 ^e trimestre	15,0	23,1	+ 8,1	29,0	28,2	- 0,8	254,6	259,7	+ 5,1
1991 1 ^{er} trimestre	15,9	22,5	+ 6,6	30,0	27,9	- 2,1	257,5	267,1	+ 9,6
1990 4 mois	15,3	23,1	+ 7,8	27,1	28,6	+ 1,5	249,9	249,6	- 0,3
1991 4 mois	16,1	20,6	+ 4,5	30,2	26,3	- 3,9	253,1	253,4	+ 3,0

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'INS sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Jusqu'au mois de septembre 1990 : RFA.

² Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite)

(milliards de francs)

Source : INS.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'OPEP ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,9	13,6	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	6,0	- 0,8
1987	12,3	13,4	+ 1,1	6,9	2,6	- 4,3	6,7	4,6	- 2,1
1988	12,0	14,0	+ 2,0	6,4	3,3	- 3,1	7,1	4,6	- 2,5
1989	15,3	15,8	+ 0,5	7,3	4,3	- 3,0	9,7	5,4	- 4,3
1990	14,9	14,2	- 0,7	7,0	4,4	- 2,6	8,8	5,9	- 2,9
1989 1 ^{er} trimestre	14,3	15,5	+ 1,2	7,4	3,7	- 3,7	8,1	5,4	- 2,7
2 ^e trimestre	16,8	16,4	- 0,4	7,9	4,5	- 3,4	10,2	5,6	- 4,6
3 ^e trimestre	15,1	15,7	+ 0,6	7,2	4,6	- 2,6	10,4	5,4	- 5,0
4 ^e trimestre	14,7	15,5	+ 0,8	6,9	4,4	- 2,5	10,0	5,3	- 4,7
1990 1 ^{er} trimestre	15,4	15,3	- 0,1	7,4	5,1	- 2,3	10,2	6,3	- 3,9
2 ^e trimestre	15,9	14,0	- 1,9	7,8	4,1	- 3,7	8,6	5,5	- 3,1
3 ^e trimestre	13,4	14,0	+ 0,6	6,3	4,5	- 1,8	9,1	5,8	- 3,3
4 ^e trimestre	15,2	13,4	- 1,8	6,4	3,9	- 2,5	7,2	6,1	- 1,1
1991 1 ^{er} trimestre	16,0	12,1	- 3,9	7,3	4,1	- 3,2	11,0	5,8	- 5,2
1990 4 mois	15,4	14,7	- 0,7	7,6	4,7	- 2,9	10,3	5,9	- 4,4
1991 4 mois	16,0	11,5	- 4,5	7,8	3,6	- 4,2	10,9	5,0	- 5,9
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	226,1	227,4	+ 1,3	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1987	228,7	232,4	+ 3,7	23,0	19,8	- 3,2	6,4	4,2	- 2,2
1988	249,4	253,3	+ 3,9	26,1	21,9	- 4,2	6,5	4,7	- 1,8
1989	282,6	293,1	+10,5	34,1	27,7	- 6,4	6,7	5,4	- 1,3
1990	293,9	294,2	+ 0,3	30,6	26,4	- 4,2	6,9	4,4	- 2,5
1989 1 ^{er} trimestre	280,1	291,0	+10,9	31,0	26,3	- 4,7	6,6	5,6	- 1,0
2 ^e trimestre	296,4	310,2	+13,8	35,1	28,1	- 7,0	7,6	5,4	- 2,2
3 ^e trimestre	267,0	271,1	+ 4,1	35,5	27,1	- 8,4	5,9	4,9	- 1,0
4 ^e trimestre	285,8	298,7	+12,9	34,9	29,1	- 5,8	6,8	5,7	- 1,1
1990 1 ^{er} trimestre	304,9	307,4	+ 2,5	34,3	27,6	- 6,7	6,6	5,1	- 1,5
2 ^e trimestre	292,0	292,7	+ 0,7	31,2	25,1	- 6,1	6,1	4,1	- 2,0
3 ^e trimestre	272,4	271,7	- 0,7	29,9	24,5	- 5,4	7,6	4,3	- 3,3
4 ^e trimestre	306,9	306,2	- 0,7	27,1	28,3	+ 1,2	7,3	4,1	- 3,2
1991 1 ^{er} trimestre	311,9	311,4	- 0,5	31,1	25,4	- 5,7	7,3	4,9	- 2,4
1990 4 mois	300,8	298,4	- 2,4	33,7	26,2	- 7,5	6,6	4,9	- 1,7
1991 4 mois	307,5	294,9	-12,6	31,5	22,7	- 8,8	7,0	4,2	- 2,8

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'INS sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'UEBL - Annuaire statistique de la Belgique*. - *Bulletin de Statistique de l'INS*. - *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur*. - *Statistiques Economiques belges 1970-1980*. - *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE)*, *Statistical Papers : Direction of International Trade (ONU)*, *Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 94,2	- 73,9	- 24,1	+ 25,3	- 6,5	+ 51,4	3.631,8	3.602,3	+ 29,5
1.12 Travail à façon	+ 58,7	+ 58,9	+ 56,1	+ 77,8	+ 54,9	+ 54,3	83,4	18,8	+ 64,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 31,6	+ 25,5	+ 12,8	+ 25,9	+ 36,0	+ 21,3	18,3	—	+ 18,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 14,5	+ 26,2	+ 29,1	+ 33,2	+ 44,0	210,3	156,4	+ 53,8
1.3 Autres frais de transport	+ 8,1	+ 3,0	- 5,1	- 9,2	+ 1,1	- 1,9	90,2	103,2	- 13,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 19,5	- 16,8	- 23,0	- 31,7	- 35,3	- 43,6	121,4	170,9	- 49,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 8,8	- 3,5	- 7,9	+ 5,2	+ 13,4	+ 11,7	1.812,1	1.762,3	+ 49,8
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 50,0	+ 54,6	+ 62,0	+ 71,4	+ 80,5	+ 84,5	110,9	18,5	+ 92,4
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,6	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	+ 3,2	+ 3,1	32,9	31,3	+ 1,6
1.72 Autres	- 9,4	- 19,4	- 18,8	- 17,7	- 21,9	- 20,7	433,1	462,1	- 29,1
Total 1 ...	+ 37,3	+ 48,3	+ 83,1	+ 182,2	+ 158,6	+ 204,1	6.544,3	6.325,9	+ 218,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 9,2	- 10,0	- 7,4	- 9,6	- 4,3	+ 1,5	59,0	57,0	+ 2,0
2.2 Transferts publics	- 50,2	- 40,9	- 34,4	- 33,9	- 51,7	- 71,6	32,2	110,7	- 78,5
Total 2 ...	- 59,4	- 50,9	- 41,8	- 43,5	- 56,0	- 70,1	91,2	167,6	- 76,5
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	+ 138,7	+ 102,6	+ 134,0	6.635,5	6.493,5	+ 141,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 30,8	+ 74,9	+ 14,9	+ 60,9	+ 17,3	+ 92,5	244,4	158,7	+ 85,6
3.12 Avoirs	- 7,2	- 6,7	- 5,3	- 6,1	- 5,9	- 3,6	0,0	10,3	- 10,3
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,5	+ 0,8	- 2,8	- 12,8	- 2,8	- 2,4	0,4	1,9	- 1,5
Total 3 ...	+ 23,1	+ 69,0	+ 6,8	+ 42,0	+ 8,6	+ 86,5	244,8	171,0	+ 73,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	- 23,5	+ 0,5	- 18,0	+ 5,5	+ 1,6	- 12,1	5,5	—	+ 5,5
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 1,5	+ 5,6	- 5,0	- 6,6	- 6,4	- 3,2	0,3	9,9	- 9,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 9,3	+ 1,9	- 12,8	- 23,4	+ 8,1	+ 30,1	13,2	23,4	- 10,1
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 90,4	- 110,5	- 122,1	- 165,5	- 138,6	- 379,7	—	567,5	- 567,5
4.2312 Investissements directs ..	- 18,3	- 16,3	- 13,7	- 72,7	- 100,1	- 132,7	43,4	284,3	- 240,9
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,8	- 0,9	- 2,4	- 3,0	- 5,8	8,3	19,7	- 11,4
4.2314 Autres (chiffres nets)	+ 12,5	- 5,8	+ 4,0	- 24,6	- 5,6	+ 14,6	—	15,1	- 15,1
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBl :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 11,4	+ 14,3	+ 27,6	+ 55,0	+ 82,1	+ 288,4	432,6	—	+ 432,6
4.2322 Investissements directs ..	+ 65,0	+ 20,8	+ 56,9	+ 28,2	+ 87,3	+ 183,5	311,3	46,1	+ 265,2
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,0	+ 3,9	+ 2,6	+ 0,2	+ 2,9	21,6	9,7	+ 11,9
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 8,0	+ 18,8	- 7,2	+ 29,8	+ 67,9	- 39,8	41,5	—	+ 41,5
Total 4 ...	- 40,5	- 68,5	- 87,3	- 174,1	- 6,5	- 53,8	877,7	975,7	- 98,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 26,3	- 12,0	- 5,4	+ 3,2	+ 3,2	- 4,5	—	23,4	- 23,4
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	- 10,6	0,0	0,1	2,7	- 2,6
Total 1 à 6 ...	- 65,8	- 14,1	- 44,6	+ 9,8	+ 97,3	+ 162,2	7.758,0	7.666,3	+ 91,7
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	+ 40,8	- 33,4	- 29,2	+ 0,4	- 34,8	- 46,3	—	—	- 53,2
7.112 Monnaies étrangères	- 84,6	- 48,1	- 6,6	+ 2,0	+ 51,3	+ 183,5	—	—	+ 132,2
7.12 Organismes divers	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	—	—	+ 0,4
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	+ 25,2	—	—	+ 12,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1988			1989				* 1990	
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	+ 29,0	- 0,6	+ 23,5	+ 8,2	+ 15,4	- 4,3	+ 10,2	0,0	+ 15,9
1.12 Travail à façon	+ 12,8	+ 11,8	+ 15,2	+ 16,2	+ 16,6	+ 14,3	+ 17,5	+ 16,4	+ 17,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 6,4	+ 1,4	+ 7,4	+ 1,9	+ 4,9	+ 3,9	+ 7,5	+ 4,4	+ 15,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 10,5	+ 12,5	+ 10,5	+ 12,3	+ 13,5	+ 13,9	+ 14,2	+ 13,2	+ 12,3
1.3 Autres frais de transport	+ 0,7	- 1,8	- 0,8	- 3,7	- 2,9	- 3,2	- 3,2	- 2,9	- 2,4
1.4 Déplacements à l'étranger	- 7,5	- 23,0	- 6,3	- 8,7	- 8,4	- 26,6	- 5,8	- 11,5	- 10,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 1,7	+ 0,9	+ 7,0	+ 9,2	+ 20,3	+ 8,5	+ 11,8	+ 14,4	+ 10,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 20,8	+ 20,3	+ 22,4	+ 21,6	+ 23,4	+ 23,0	+ 24,4	+ 22,0	+ 24,7
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2
1.72 Autres	- 5,9	- 3,6	- 11,6	+ 2,3	- 12,4	- 5,9	- 13,1	- 3,1	0,0
Total 1 ...	+ 66,1	+ 18,4	+ 67,4	+ 59,8	+ 70,5	+ 24,4	+ 63,7	+ 52,6	+ 84,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 0,3	- 0,6	+ 2,4	+ 1,3	- 1,4	- 0,5	+ 2,6	- 5,8	- 3,4
2.2 Transferts publics	- 17,0	- 17,5	- 22,4	- 18,5	- 16,2	- 18,4	- 25,4	- 16,8	- 17,3
Total 2 ...	- 17,3	- 18,1	- 20,0	- 17,2	- 17,6	- 18,9	- 22,8	- 22,6	- 20,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 48,8	+ 0,3	+ 47,4	+ 42,6	+ 52,9	+ 5,4	+ 40,9	+ 30,0	+ 63,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 40,3	+ 55,5	- 7,1	+ 11,1	+ 1,9	+ 34,5	+ 38,1	- 4,1	+ 23,4
3.12 Avoirs	- 1,9	0,0	- 1,5	- 3,3	- 1,7	- 0,5	- 4,9	- 0,5	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 1,1	- 0,6	- 4,2	- 0,6	- 0,2	0,0	- 0,7	+ 1,7	- 0,4
Total 3 ...	+ 39,5	+ 54,9	- 12,8	+ 7,2	0,0	+ 34,0	+ 32,6	- 2,9	+ 22,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux	- 21,0	+ 15,4	- 7,6	- 7,3	- 7,4	+ 29,1	- 8,9	- 10,5	+ 10,8
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,6	- 0,1	- 0,3	- 3,2	- 0,4	- 2,5	- 3,6	+ 0,4	- 3,0
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 18,4	- 13,0	+ 31,3	- 54,0	+ 10,8	+ 16,5	+ 16,6	- 21,8	+ 16,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 91,6	- 79,0	- 138,5	- 155,3	- 73,2	- 265,4	- 73,6	+ 9,4	- 100,6
4.2312 Investissements directs ..	- 31,7	- 28,4	- 36,8	- 35,2	- 67,5	- 57,8	- 80,4	- 27,1	- 86,1
4.2313 Immeubles	- 3,0	- 0,9	- 0,9	- 4,2	- 3,8	- 1,0	- 2,5	- 3,1	- 1,3
4.2314 Autres	- 6,2	- 4,0	+ 28,4	- 26,2	- 56,6	+ 26,5	+ 41,3	- 17,2	+ 24,7
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 40,9	+ 52,5	+ 157,1	+ 97,2	+ 72,6	+ 105,2	+ 157,6	+ 59,5	+ 72,5
4.2322 Investissements directs ..	+ 24,5	- 11,9	+ 75,5	+ 55,3	+ 83,7	+ 60,6	+ 65,6	+ 57,7	+ 60,2
4.2323 Immeubles	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,2	+ 2,7	+ 3,8	+ 4,2	+ 3,0	+ 2,9
4.2324 Autres	- 18,1	- 16,6	+ 17,1	+ 9,4	+ 8,7	- 6,3	+ 29,7	+ 19,5	+ 12,1
Total 4 ...	- 123,3	- 85,6	+ 126,3	- 122,3	- 30,4	- 91,2	+ 146,0	+ 69,8	+ 9,2
5. Erreurs et omissions	- 10,4	+ 13,8	- 1,2	- 19,5	+ 15,5	- 37,5	+ 18,0	- 27,3	- 7,9
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,6	- 2,0	0,0	- 0,4
Total 1 à 6 ...	- 45,4	- 16,6	+ 159,7	- 91,9	+ 37,9	- 89,9	+ 235,5	+ 69,5	+ 87,0
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois ..	- 39,8	+ 9,7	+ 0,3	- 17,2	- 20,3	- 19,3	+ 3,5	+ 11,0	- 25,5
7.112 Monnaies étrangères	- 6,4	- 30,6	+ 152,8	- 79,7	+ 59,6	- 79,1	+ 231,4	+ 55,1	+ 84,2
7.12 Organismes divers	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 0,8	+ 4,3	+ 6,9	+ 4,6	- 1,4	+ 8,5	+ 0,6	+ 3,4	+ 28,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1990					
	1 ^{er} trimestre			2 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	942,7	942,7	0,0	949,7	933,8	+ 15,9
1.12 Travail à façon	21,5	5,1	+ 16,4	23,1	5,3	+ 17,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	4,4	—	+ 4,4	15,6	—	+ 15,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	53,6	40,4	+ 13,2	56,6	44,3	+ 12,3
1.3 Autres frais de transport	21,1	24,0	- 2,9	22,0	24,5	- 2,4
1.4 Déplacements à l'étranger	24,2	35,7	- 11,5	30,9	41,5	- 10,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements	522,6	508,2	+ 14,4	518,5	507,9	+ 10,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	29,6	7,6	+ 22,0	28,9	4,2	+ 24,7
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	9,2	9,4	- 0,2	9,6	9,4	+ 0,2
1.72 Autres	115,9	119,0	- 3,1	112,0	112,0	0,0
Total 1 ...	1.744,8	1.692,1	+ 52,6	1.766,9	1.682,9	+ 84,1
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	14,8	20,6	- 5,8	17,1	20,5	- 3,4
2.2 Transferts publics	10,2	27,0	- 16,8	10,1	27,4	- 17,3
Total 2 ...	25,0	47,7	- 22,6	27,2	47,9	- 20,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.769,8	1.739,8	+ 30,0	1.794,1	1.730,8	+ 63,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	123,1	127,3	- 4,1	102,6	79,2	+ 23,4
3.12 Avoirs	0,1	0,6	- 0,5	0,0	0,2	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics	2,6	0,9	+ 1,7	0,0	0,4	- 0,4
Total 3 ...	125,8	128,8	- 2,9	102,6	79,8	+ 22,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	—	10,5	- 10,5	10,8	—	+ 10,8
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,5	0,1	+ 0,4	0,1	3,1	- 3,0
4.22 Interméd. financiers du secteur public	23,3	45,1	- 21,8	46,2	29,2	+ 16,9
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	9,4	—	+ 9,4	—	100,6	-100,6
4.2312 Investissements directs	42,9	70,0	- 27,1	10,4	96,5	- 86,1
4.2313 Immeubles	2,0	5,1	- 3,1	4,2	5,5	- 1,3
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	17,2	- 17,2	24,7	—	+ 24,7
4.232 Investissements et placements étrangers en UE BL :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	59,5	—	+ 59,5	72,5	—	+ 72,5
4.2322 Investissements directs	80,1	22,4	+ 57,7	76,4	16,2	+ 60,2
4.2323 Immeubles	5,2	2,1	+ 3,0	4,7	1,8	+ 2,9
4.2324 Autres (chiffres nets)	19,5	—	+ 19,5	12,1	—	+ 12,1
Total 4 ...	242,4	172,5	+ 69,8	262,1	252,9	+ 9,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	27,3	- 27,3	—	7,9	- 7,9
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	—	0,0	—	0,4	- 0,4
Total 1 à 6 ...	2.138,0	2.068,4	+ 69,5	2.158,8	2.071,8	+ 87,0
7. Financement du total :						
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.111 Francs belge et luxembourgeois	—	—	+ 11,0	—	—	- 25,5
7.112 Monnaies étrangères	—	—	+ 55,1	—	—	+ 84,2
7.12 Organismes divers :	—	—	0,0	—	—	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	—	—	+ 3,4	—	—	+ 28,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE

(soldes en milliards de francs)

	1989	* 1990	1989			* 1990				* 1991
	Année		2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	janvier	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	janvier
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	+ 31,9	+ 52,0	+ 6,2	+ 22,5	- 0,4	- 0,7	+ 21,6	+ 25,9	+ 16,0	- 0,8
1.12 Travail à façon	+ 63,3	+ 67,1	+ 18,0	+ 13,3	+ 17,2	+ 4,4	+ 20,0	+ 12,3	+ 18,6	+ 6,9
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 22,7	+ 36,5	+ 5,3	+ 7,2	+ 9,6	- 0,6	+ 18,4	+ 6,1	+ 6,5	+ 6,2
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 53,8	+ 49,7	+ 13,5	+ 13,9	+ 14,2	+ 4,9	+ 12,3	+ 13,7	+ 10,4	+ 3,5
1.3 Autres frais de transport	- 13,0	- 7,6	- 2,9	- 3,2	- 3,2	- 1,2	- 2,4	- 1,8	- 0,4	- 2,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 49,5	- 58,4	- 8,4	- 26,6	- 5,8	- 4,9	- 10,6	- 28,9	- 7,5	- 4,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 49,8	+ 27,1	+ 20,3	+ 8,5	+ 11,8	+ 0,7	+ 10,6	+ 4,1	- 2,0	- 2,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 92,4	+ 92,9	+ 23,4	+ 23,0	+ 24,4	+ 6,1	+ 24,7	+ 22,9	+ 23,3	+ 6,8
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	0,0	+ 0,2	+ 0,6	- 0,5	+ 0,2
1.72 Autres	- 29,1	- 8,9	- 12,4	- 5,9	- 13,1	+ 0,2	0,0	- 6,4	+ 0,5	+ 3,9
Total 1 ...	+ 223,9	+ 250,7	+ 63,1	+ 53,5	+ 54,8	+ 8,9	+ 94,9	+ 48,6	+ 65,0	+ 17,2
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 2,0	- 19,3	- 1,4	- 0,5	+ 2,6	- 1,9	- 3,4	- 6,3	- 3,7	- 1,8
2.2 Transferts publics	- 78,5	- 54,7	- 16,2	- 18,4	- 25,4	- 3,6	- 17,3	- 11,8	- 8,8	- 3,1
Total 2 ...	- 76,5	- 74,0	- 17,6	- 18,9	- 22,8	- 5,5	- 20,7	- 18,1	- 12,5	- 4,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 147,5	+ 176,7	+ 45,5	+ 34,6	+ 32,0	+ 3,4	+ 74,2	+ 30,5	+ 52,5	+ 12,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 85,6	+ 29,4	+ 1,9	+ 34,5	+ 38,1	- 23,6	+ 23,4	- 8,1	+ 18,3	- 3,8
3.12 Avoirs	- 10,3	- 4,8	- 1,7	- 0,5	- 4,9	+ 0,1	- 0,2	- 0,1	- 4,0	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics	- 1,5	- 4,8	- 0,2	0,0	- 0,7	+ 2,6	- 0,4	- 0,6	- 5,5	0,0
Total 3 ...	+ 73,8	+ 19,9	0,0	+ 34,0	+ 32,6	- 20,8	+ 22,8	- 8,7	+ 8,8	- 4,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 9,7	- 7,3	- 0,4	- 2,5	- 3,6	+ 0,3	- 3,0	- 2,2	- 2,5	- 1,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 10,1	- 49,0	+ 10,8	+ 16,5	+ 16,6	- 27,4	+ 16,9	- 40,2	- 4,0	+ 5,1
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mobilières	- 567,5	- 307,5	- 73,2	- 265,4	- 73,6	+ 1,6	- 100,6	- 78,3	- 138,1	- 6,1
4.2312 Investissements directs	- 240,9	- 250,9	- 67,5	- 57,8	- 80,4	+ 20,8	- 86,1	- 18,8	- 118,9	+ 15,0
4.2313 Immeubles	- 11,4	- 6,7	- 3,8	- 1,0	- 2,5	- 0,6	- 1,3	- 0,7	- 1,6	+ 0,2
4.2314 Autres	- 15,1	+ 80,8	- 56,6	+ 26,5	+ 41,3	- 39,4	+ 24,7	- 21,6	+ 94,9	+ 6,9
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBl :										
4.2321 Valeurs mobilières	+ 432,6	+ 261,2	+ 72,6	+ 105,2	+ 157,6	- 0,6	+ 72,5	+ 41,6	+ 87,7	+ 64,9
4.2322 Investissements directs	+ 265,2	+ 272,4	+ 83,7	+ 60,6	+ 65,6	+ 8,8	+ 60,2	+ 40,3	+ 114,2	- 0,7
4.2323 Immeubles	+ 11,9	+ 14,8	+ 2,7	+ 3,8	+ 4,2	+ 1,1	+ 2,9	+ 4,7	+ 4,3	+ 1,7
4.2324 Autres	+ 41,5	+ 158,2	+ 8,7	- 6,3	+ 29,7	- 7,5	+ 12,1	+ 83,4	+ 43,1	+ 9,6
Total 4 ...	- 103,5	+ 166,0	- 23,1	- 120,3	+ 154,8	- 42,9	- 1,6	+ 8,3	+ 79,1	+ 95,0
5. Erreurs et omissions	- 23,4	- 57,4	+ 15,5	- 37,5	+ 18,0	+ 0,9	- 7,9	- 25,8	+ 3,6	- 10,5
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	- 2,6	- 0,4	0,0	- 0,6	- 2,0	0,0	- 0,4	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	+ 91,7	+ 304,8	+ 37,9	- 89,9	+ 235,5	- 59,4	+ 87,0	+ 4,3	+ 144,0	+ 92,8
7. Financement du total :										
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.111 Francs belge et luxembourgeois	- 53,2	- 17,5	- 20,3	- 19,3	+ 3,5	- 35,8	- 25,5	- 19,4	+ 16,4	+ 6,6
7.112 Monnaies étrangères	+ 132,2	+ 305,8	+ 59,6	- 79,1	+ 231,4	- 24,8	+ 84,2	+ 42,6	+ 123,9	+ 88,6
7.12 Organismes divers	+ 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,5	0,0	0,0	0,0	- 0,4
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 12,3	+ 16,6	- 1,4	+ 8,5	+ 0,6	+ 1,6	+ 28,4	- 18,9	+ 3,6	- 2,0
<i>p.m.</i> Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1987	1988	1989	* 1990	* 1990			* 1991
					2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	janvier
1. Opérations courantes ¹	+ 102,6	+ 134,0	+ 141,9	.	+ 63,4	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	+ 104,2	+ 121,9	+ 147,5	+ 176,7	+ 74,2	+ 30,5	+ 52,5	+ 12,3
2. Opérations en capital du secteur privé non financier ² :								
2.1 Crédits commerciaux	+ 1,6	- 12,1	+ 5,5	.	+ 10,8	.	.	.
2.2 Avoirs nets en francs belge et luxembourgeois des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	+ 50,0	+ 88,7	+ 22,4	+ 85,3	+ 90,6	+ 0,9	- 9,9	- 46,6
2.21 Au comptant	+ 41,7	+ 65,9	+ 35,7	+ 5,7	+ 20,5	+ 25,5	- 17,8	- 5,1
2.22 A terme	+ 8,3	+ 22,8	- 13,3	+ 79,6	+ 70,1	- 24,6	+ 7,9	- 41,5
2.3 Avoirs nets en monnaies étrangères des entreprises et particuliers résidents	+ 29,0	- 75,6	- 8,6	- 217,9	- 108,7	- 44,5	- 3,8	- 23,2
2.31 Au comptant	- 40,9	- 111,1	- 94,0	+ 51,9	- 20,9	+ 0,2	+ 72,5	- 38,3
2.32 A terme	+ 69,9	+ 35,5	+ 85,4	- 269,8	- 87,8	- 44,7	- 76,2	+ 15,1
2.4 Valeurs mobilières	- 60,2	- 137,7	- 206,2	+ 59,0	+ 8,0	+ 32,3	- 19,8	+ 31,3
2.41 Actions	+ 23,4	+ 37,5	- 47,5	+ 47,3	+ 0,1	+ 17,8	+ 4,1	- 3,8
2.411 Avoirs de résidents	- 0,5	+ 18,5	- 78,1	+ 19,3	- 4,5	+ 11,4	- 4,9	- 3,2
2.412 Avoirs de non-résidents	+ 23,9	+ 19,0	+ 30,6	+ 28,1	+ 4,6	+ 6,4	+ 9,0	- 0,6
2.42 Obligations	- 83,6	- 175,2	- 158,7	+ 11,7	+ 7,9	+ 14,6	- 23,9	+ 35,1
2.421 Avoirs de résidents	- 111,4	- 214,9	- 185,5	- 2,5	- 11,5	+ 17,5	- 32,4	+ 18,8
2.422 Avoirs de non-résidents	+ 27,8	+ 39,7	+ 26,8	+ 14,3	+ 19,4	- 2,9	+ 8,6	+ 16,3
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées	- 12,1	+ 51,2	+ 43,3	+ 45,8	+ 0,5	+ 16,7	+ 2,7	+ 25,7
2.51 Avoirs de résidents	- 108,3	- 138,4	- 259,3	- 254,8	- 77,4	- 24,7	- 117,9	+ 22,8
2.52 Avoirs de non-résidents	+ 96,2	+ 189,6	+ 302,6	+ 300,6	+ 77,8	+ 41,4	+ 120,6	+ 2,9
2.6 Total (2.1 à 2.5)	+ 8,3	- 85,5	- 143,6	.	+ 1,1	.	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des crédits commerciaux (2.2 à 2.5)	+ 6,7	- 73,4	- 149,1	- 27,9	- 9,7	+ 5,4	- 30,8	- 12,8
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 56,0	- 23,2	- 23,8	- 36,0	- 6,2	+ 10,4	- 35,1	+ 20,0
3.1 Au comptant	+ 22,2	+ 35,1	+ 48,3	- 226,3	- 24,0	- 58,9	- 103,4	- 6,4
3.2 A terme	- 78,2	- 58,3	- 72,1	+ 190,3	+ 17,8	+ 69,3	+ 68,3	+ 26,4
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics ²	- 3,8	- 17,5	- 2,9	- 14,3	- 6,6	- 3,5	- 0,3	- 5,6
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières	- 6,4	- 3,2	- 9,7	- 7,3	- 3,0	- 2,2	- 2,5	- 1,7
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics	+ 2,6	- 14,3	+ 6,8	- 7,0	- 3,7	- 1,3	+ 2,2	- 3,9
5. Erreurs et omissions	+ 5,7	- 1,3	- 23,1	- 58,6	- 8,8	- 24,3	- 0,9	- 9,7
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or	- 10,6	0,0	- 2,6	- 0,4	- 0,4	0,0	0,0	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6)	+ 46,2	+ 6,5	- 54,1	+ 39,5	+ 42,4	+ 18,6	- 14,7	+ 4,2
Financement du total :								
7.1 Opérations en capital, au comptant, en monnaies étrangères des pouvoirs publics ³	- 34,5	- 18,7	- 66,4	+ 22,9	+ 14,0	+ 37,5	- 18,4	+ 6,2
7.2 Mouvement des réserves de change nettes de la Banque Nationale de Belgique ⁴ ...	+ 80,7	+ 25,2	+ 12,3	+ 16,6	+ 28,4	- 18,9	+ 3,6	- 2,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Signe + : excédent ; signe - : déficit.

² Signe + : entrées de capitaux ; signe - : sorties.

³ Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics ; signe - : augmentation.

⁴ Signe + : augmentation des réserves ; signe - : diminution.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la CEE								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Francs belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1988	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1989	28,2	22,3	10,9	8,8	3,5	2,6	1,0	77,3	17,9	4,8
1990	28,6	22,0	11,4	9,2	3,4	2,8	1,0	78,4	16,6	5,0
1988 9 premiers mois	28,5	22,2	11,4	9,0	3,2	2,6	0,9	77,8	16,9	5,3
1989 3 premiers mois	28,9	22,2	10,8	8,7	3,3	2,6	1,0	77,5	17,3	5,2
6 premiers mois	28,2	22,1	10,7	8,7	3,5	2,6	1,0	76,8	18,2	5,0
9 premiers mois	28,2	22,1	10,9	8,8	3,4	2,7	1,0	77,1	18,1	4,8
1990 3 premiers mois	29,9	21,2	11,1	9,0	3,5	2,6	0,9	78,2	16,8	5,0
6 premiers mois	29,7	21,7	11,2	9,1	3,4	2,7	0,9	78,7	16,4	4,9
9 premiers mois	28,9	21,9	11,4	9,1	3,4	2,8	1,0	78,5	16,6	4,9
Recettes d'exportations										
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	85,4	11,0	3,6
1988	34,7	18,2	15,1	8,4	5,1	2,9	1,0	85,4	10,9	3,7
1989	34,6	18,0	15,9	7,8	4,9	2,8	1,1	85,1	11,3	3,6
1990	33,4	19,3	15,6	8,0	4,6	2,9	1,4	85,2	10,8	4,0
1988 9 premiers mois	34,6	17,9	15,4	8,3	5,0	2,9	1,0	85,1	11,2	3,7
1989 3 premiers mois	34,7	17,8	15,7	7,5	5,5	2,9	1,1	85,2	11,3	3,5
6 premiers mois	34,6	17,9	15,8	7,7	5,1	2,8	1,1	85,0	11,4	3,6
9 premiers mois	34,4	17,8	16,0	7,7	5,0	2,9	1,1	84,9	11,5	3,6
1990 3 premiers mois	35,2	18,9	15,7	8,1	4,6	2,8	1,3	86,6	9,7	3,7
6 premiers mois	34,2	19,3	16,0	8,1	4,6	2,8	1,3	86,3	9,9	3,8
9 premiers mois	33,6	19,0	16,0	8,0	4,7	2,9	1,3	85,5	10,5	4,0

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1, janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6, juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année,

tome I, n° 1, janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1989 : « Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux » ; LXV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1990 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1988 sur la base des transactions » ; *Rapports de la BNB. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ — PAYS CEE

Moyennes journalières	1 mark allemand	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 florin des Pays-Bas	100 pesetas	1 couronne danoise	100 escudos	1 punt irlandais	100 drachmes grecques
1982	18,83	6,96	79,80	3,38	17,11	41,63	5,48	57,99	64,84	—
1983	20,01	6,72	77,50	3,37	17,91	35,68	5,59	46,77	63,58	—
1984	20,31	6,61	76,98	3,29	18,01	35,93	5,58	39,62	62,60	—
1985	20,18	6,61	76,33	3,11	17,89	34,87	5,60	34,58	62,80	—
1986	20,58	6,44	65,48	3,00	18,25	31,88	5,52	29,88	59,80	—
1987	20,78	6,21	61,11	2,88	18,44	30,28	5,46	26,49	55,50	—
1988	20,94	6,17	65,37	2,83	18,60	31,57	5,46	25,52	55,99	25,94
1989	20,96	6,18	64,55	2,87	18,58	33,27	5,39	25,02	55,85	24,29
1990	20,68	6,14	59,47	2,79	18,35	32,79	5,40	23,44	55,26	21,11
1989 2 ^e trimestre	20,94	6,18	65,71	2,87	18,57	33,29	5,38	25,25	55,90	24,53
3 ^e trimestre	20,93	6,19	64,26	2,91	18,56	33,40	5,39	25,01	55,87	24,23
4 ^e trimestre	21,01	6,17	60,40	2,85	18,61	32,85	5,40	24,34	55,65	23,27
1990 1 ^{er} trimestre	20,87	6,15	58,45	2,81	18,52	32,34	5,41	23,66	55,38	22,14
2 ^e trimestre	20,63	6,13	57,98	2,81	18,33	32,99	5,41	23,38	55,30	21,11
3 ^e trimestre	20,57	6,13	61,02	2,79	18,26	33,23	5,39	23,32	55,18	20,93
4 ^e trimestre	20,63	6,12	60,33	2,75	18,30	32,62	5,38	23,37	55,18	20,20
1991 1 ^{er} trimestre	20,60	6,06	60,14	2,75	18,27	32,90	5,36	23,37	54,89	19,27
2 ^e trimestre	20,57	6,07	60,92	2,77	18,26	33,18	5,36	23,62	55,04	18,87
1990 Juillet	20,58	6,14	60,96	2,81	18,27	33,58	5,41	23,45	55,20	21,04
Août	20,56	6,13	61,37	2,79	18,25	33,30	5,38	23,29	55,16	20,87
Septembre	20,57	6,14	60,68	2,76	18,25	32,79	5,39	23,21	55,19	20,79
Octobre	20,59	6,15	61,04	2,75	18,26	32,81	5,39	23,33	55,22	20,52
Novembre	20,63	6,13	60,20	2,74	18,29	32,60	5,38	23,44	55,21	20,13
Décembre	20,70	6,09	59,61	2,75	18,35	32,41	5,37	23,36	55,09	19,90
1991 Janvier	20,60	6,07	60,14	2,74	18,28	32,69	5,35	23,13	54,98	19,47
Février	20,59	6,05	59,88	2,74	18,27	32,91	5,35	23,40	54,78	19,22
Mars	20,60	6,05	60,38	2,76	18,28	33,13	5,36	23,61	54,89	19,10
Avril	20,56	6,08	61,28	2,77	18,25	33,31	5,37	23,69	54,99	18,97
Mai	20,57	6,07	60,94	2,77	18,26	33,23	5,37	23,66	55,06	18,81
Juin	20,58	6,07	60,51	2,77	18,27	33,00	5,34	23,50	55,06	18,83
Juillet	20,59	6,07	60,66	2,76	18,27	32,87	5,32	23,85	55,06	18,81

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

X - 1b. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ — PAYS AUTRES QUE LA CEE

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	100 yens	1 dollar canadien	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	1 zaïre	1 dollar australien	1 dollar néo-zélandais	1 ECU	1 DTS
1982	45,76	18,38	37,08	7,31	22,52	267,88	7,09	9,50	7,94	.	.	.	50,43
1983	51,18	21,55	41,52	6,66	24,34	284,50	7,00	9,18	6,36	.	.	.	54,64
1984	57,79	24,32	44,63	6,98	24,61	288,81	7,08	9,61	1,61	.	.	45,06	59,18
1985	59,36	24,91	43,50	6,89	24,21	287,18	6,90	9,56	1,21	.	.	44,91	60,12
1986	44,66	26,57	32,13	6,26	24,89	292,79	6,04	8,80	0,76	.	.	43,79	52,33
1987	37,34	25,85	28,17	5,89	25,06	295,41	5,54	8,50	0,35	.	.	43,03	48,26
1988	36,81	28,70	29,95	6,00	25,14	297,76	5,64	8,78	0,21	.	.	43,42	49,39
1989	39,43	28,63	33,30	6,11	24,11	297,79	5,71	9,18	0,11	.	.	43,35	50,50
1990	33,41	23,14	28,63	5,64	24,09	293,87	5,34	8,73	0,06	.	.	42,50	45,30
1989 2 ^e trimestre	40,55	29,32	33,97	6,19	23,90	297,50	5,78	9,37	0,11	.	.	43,49	51,33
3 ^e trimestre	40,28	28,31	34,08	6,16	24,27	297,38	5,72	9,28	0,10	.	.	43,37	50,75
4 ^e trimestre	38,12	26,65	32,62	5,96	23,71	298,36	5,56	9,03	0,08	.	.	42,90	48,90
1990 1 ^{er} trimestre	35,30	23,87	29,88	5,74	23,44	296,51	5,40	8,83	0,07	.	.	42,52	46,42
2 ^e trimestre	34,61	22,29	29,57	5,68	24,00	293,16	5,33	8,74	0,06	.	.	42,33	45,39
3 ^e trimestre	32,79	22,58	28,43	5,62	24,53	292,38	5,33	8,74	0,05	.	.	42,62	44,91
4 ^e trimestre	31,00	23,74	26,70	5,53	24,38	293,33	5,29	8,62	0,03	.	.	42,54	44,45
1991 1 ^{er} trimestre	31,53	23,57	27,28	5,54	24,13	292,77	5,27	8,55	0,01	24,53	18,82	42,39	44,50
2 ^e trimestre	35,68	25,79	31,06	5,72	24,20	292,35	5,28	8,73	0,01	27,50	20,84	42,33	47,72
1990 Juillet	33,76	22,62	29,17	5,67	24,23	292,59	5,36	8,79	0,06	.	.	42,62	45,38
Août	32,31	21,92	28,22	5,59	24,67	292,24	5,31	8,72	0,05	.	.	42,65	44,50
Septembre	32,28	23,27	27,88	5,60	24,70	292,32	5,32	8,71	0,05	.	.	42,58	44,89
Octobre	31,39	24,19	27,07	5,56	24,49	292,64	5,30	8,68	0,04	.	.	42,60	44,83
Novembre	30,64	23,77	26,33	5,51	24,40	293,29	5,28	8,61	0,04	.	.	42,54	44,29
Décembre	30,93	23,15	26,66	5,50	24,21	294,20	5,28	8,57	0,02	.	.	42,45	44,15
1991 Janvier	31,10	23,28	26,91	5,52	24,46	292,83	5,27	8,54	0,02	24,23	18,50	42,47	44,24
Février	30,47	23,37	26,39	5,50	24,05	292,63	5,26	8,48	0,01	23,88	18,34	42,34	43,90
Mars	33,06	24,10	28,58	5,61	23,84	292,80	5,28	8,61	0,01	25,51	19,64	42,33	45,52
Avril	35,05	25,56	30,39	5,72	24,33	292,22	5,29	8,77	0,01	27,30	20,66	42,40	47,30
Mai	35,28	25,55	30,69	5,74	24,27	292,35	5,28	8,73	0,01	27,27	20,68	42,29	47,40
Juin	36,74	26,27	32,12	5,71	23,99	292,48	5,27	8,69	0,01	27,91	21,18	42,31	48,42
Juillet	36,85	26,71	32,11	5,69	23,75	292,49	5,28	8,58	0,01	28,44	20,91	42,31	48,68

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 8 JANVIER AU 7 OCTOBRE 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID
Cours-pivot de l'ECU	42,1679	2,30358	7,79845	2,04446	1529,70	6,85684	0,763159	132,889
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire								
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619
		5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802
100 florins Pays-Bas ..	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90
100 marks allemands .	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70
100 liras italiennes ...	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200
100 francs français ...	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30
100 punts irlandais ...	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772	
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858	

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 8 OCTOBRE 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES
Cours-pivot de l'ECU	42,4032	2,31643	7,84195	2,05586	1538,24	6,89509	0,767417	133,631	0,696904
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire									
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619	1,74510
		5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143	1,64352
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802	1,54790
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30	31,9450
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83	30,0853
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10	28,3340
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40	9,43610
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05	8,88687
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90	8,36970
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70	35,9970
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00	33,8984
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70	31,9280
100 liras italiennes	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400	0,0481050
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726	0,0453053
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200	0,0426690
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80	10,7320
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06	10,1073
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30	9,5190
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2	96,4240
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1	90,8116
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7	85,5260
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772		0,553740
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—	0,521514
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858		0,491160
100 livres Royaume-Uni	6460,50	352,950	1194,79	313,200	234362,0	1050,550	116,920	20360,0	
	6084,51	332,389	1125,26	295,000	220725,0	989,389	110,118	19175,0	—
	5730,35	313,050	1059,76	277,800	207879,0	931,800	103,710	18059,0	

**X - 2b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE¹**

Moyennes journalières	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole ²	Livre sterling ³
1983	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	—	—
1984	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	—	—
1985	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	—	—
1986	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	—	—
1987	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	—	—
1988	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	—	—
1989	+ 1,48	- 0,34	+ 1,60	+ 0,36	+ 0,43	+ 1,07	+ 4,35 ²	—
1990	+ 0,24	- 0,11	+ 0,24	+ 1,08	- 0,24	+ 0,01	+ 3,35	—
1989 2 ^e trimestre	+ 1,46	- 0,52	+ 1,50	+ 0,44	+ 0,55	+ 1,16	+ 3,62 ²	—
3 ^e trimestre	+ 1,41	- 0,38	+ 1,48	+ 1,50	+ 0,64	+ 1,10	+ 5,24	—
4 ^e trimestre	+ 1,66	- 0,14	+ 1,84	- 0,37	+ 0,36	+ 0,72	+ 3,50	—
1990 1 ^{er} trimestre	+ 1,16	+ 0,14	+ 1,18	+ 1,82	+ 0,05	+ 0,23	+ 1,91	—
2 ^e trimestre	+ 0,13	+ 0,11	0,00	+ 1,87	- 0,28	+ 0,07	+ 4,00	—
3 ^e trimestre	- 0,27	- 0,24	- 0,26	+ 1,05	- 0,31	- 0,12	+ 4,71	—
4 ^e trimestre	- 0,05	- 0,45	+ 0,03	- 0,40	- 0,41	- 0,14	+ 2,78	- 0,85 ³
1991 1 ^{er} trimestre	- 0,26	- 0,96	- 0,14	- 0,30	- 1,53	- 0,68	+ 3,68	- 1,17
2 ^e trimestre	- 0,25	- 0,81	- 0,26	+ 0,55	- 1,25	- 0,39	+ 4,57	+ 0,12
1990 Juillet	- 0,19	+ 0,02	- 0,19	+ 1,92	- 0,21	- 0,09	+ 5,79	—
Août	- 0,31	- 0,52	- 0,31	+ 1,21	- 0,54	- 0,17	+ 4,89	—
Septembre	- 0,32	- 0,40	- 0,29	- 0,08	- 0,16	- 0,11	+ 3,33	—
Octobre	- 0,23	- 0,23	- 0,19	- 0,32	- 0,04	- 0,08	+ 3,39	+ 0,62
Novembre	- 0,09	- 0,47	- 0,02	- 0,45	- 0,36	- 0,07	+ 2,75	- 1,02
Décembre	+ 0,21	- 0,70	+ 0,34	- 0,43	- 0,92	- 0,31	+ 2,07	- 2,05
1991 Janvier	- 0,39	- 1,03	- 0,11	- 0,57	- 1,37	- 0,50	+ 3,03	- 1,15
Février	- 0,21	- 1,05	- 0,19	- 0,51	- 1,66	- 0,86	+ 3,70	- 1,58
Mars	- 0,17	- 0,78	- 0,12	+ 0,20	- 1,58	- 0,66	+ 4,39	- 0,77
Avril	- 0,29	- 0,65	- 0,29	+ 0,68	- 1,05	- 0,48	+ 4,99	+ 0,72
Mai	- 0,26	- 0,58	- 0,27	+ 0,53	- 1,34	- 0,35	+ 4,73	+ 0,19
Juin	- 0,19	- 1,21	- 0,21	+ 0,43	- 1,35	- 0,35	+ 4,00	- 0,56
Juillet	- 0,18	- 1,54	- 0,20	+ 0,27	- 1,37	- 0,35	+ 3,56	- 0,32

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

X - 2c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : INDICATEURS DE DIVERGENCE¹

Moyennes journalières	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole ²	Livre sterling ³
1983	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21	—	—
1984	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1	—	—
1985	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36	—	—
1986	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12	—	—
1987	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19	—	—
1988	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14	—	—
1989	+ 50	- 23	+ 63	- 38	+ 22	+ 33	- 2	- 45 ²	—
1990	+ 16	+ 4	+ 21	+ 6	- 38	+ 30	+ 14	- 48	—
1989 2 ^e trimestre	+ 50	- 22	+ 71	- 34	+ 20	+ 25	- 7	- 32 ²	—
3 ^e trimestre	+ 56	- 14	+ 70	- 23	+ 6	+ 28	+ 1	- 54	—
4 ^e trimestre	+ 51	- 30	+ 53	- 50	+ 31	+ 38	+ 15	- 38	—
1990 1 ^{er} trimestre	+ 44	- 12	+ 35	- 17	- 49	+ 47	+ 30	- 18	—
2 ^e trimestre	+ 14	+ 8	+ 9	+ 20	- 76	+ 33	+ 10	- 61	—
3 ^e trimestre	+ 11	+ 25	+ 25	+ 32	- 40	+ 27	+ 16	- 65	—
4 ^e trimestre	- 7	- 4	+ 15	- 11	+ 13	+ 15	0	- 49	+ 14 ³
1991 1 ^{er} trimestre	- 27	- 19	+ 19	- 27	- 12	+ 54	+ 5	- 69	+ 15
2 ^e trimestre	- 13	- 1	+ 25	0	- 40	+ 55	+ 6	- 78	- 4
1990 Juillet	+ 20	+ 29	+ 18	+ 39	- 74	+ 34	+ 23	- 80	—
Août	+ 8	+ 24	+ 34	+ 32	- 51	+ 30	+ 16	- 68	—
Septembre	+ 5	+ 21	+ 23	+ 26	+ 9	+ 14	+ 10	- 47	—
Octobre	+ 3	+ 14	+ 13	+ 16	+ 19	+ 6	+ 6	- 54	- 10
Novembre	- 9	- 6	+ 13	- 14	+ 13	+ 9	- 6	- 49	+ 17
Décembre	- 15	- 25	+ 18	- 41	+ 6	+ 34	0	- 41	+ 34
1991 Janvier	- 26	- 19	+ 23	- 27	+ 2	+ 46	- 2	- 59	+ 14
Février	- 33	- 23	+ 17	- 32	- 8	+ 54	+ 8	- 72	+ 21
Mars	- 22	- 14	+ 16	- 21	- 32	+ 63	+ 10	- 78	+ 10
Avril	- 7	+ 8	+ 24	+ 10	- 40	+ 51	+ 15	- 82	- 12
Mai	- 13	- 1	+ 14	- 1	- 40	+ 59	+ 3	- 81	- 5
Juin	- 19	- 9	+ 38	- 11	- 40	+ 54	- 1	- 71	+ 6
Juillet	- 18	- 9	+ 54	- 12	- 32	+ 56	- 1	- 65	+ 1

¹ Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

X - 2d. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu (1)	Cours-pivots bilatéraux en francs belges (2)	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies (3) = (1) × (2)	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu (4)	
du 8 janvier au 7 octobre 1990					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8744	30,53	1,56
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,43	1,81
Livre sterling	0,08784	57,8740 ³	5,0837	12,06	—
Lire italienne	151,8	0,0275661	4,1845	9,92	2,03
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,54	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,14	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,53	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,12	2,22
Drachme grecque	1,44	0,224376 ³	0,3231	0,77	—
Peseta espagnole	6,885	0,317316	2,1847	5,18	5,69
Escudo portugais	1,393	0,237241 ³	0,3305	0,78	—
Total ...			42,1679	100,00	
depuis le 8 octobre 1990					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	30,36	1,57
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,32	1,82
Livre sterling	0,08784	60,8451	5,3446	12,61	5,24
Lire italienne	151,8	0,0275661	4,1845	9,87	2,03
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,49	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,09	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,52	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,11	2,23
Drachme grecque	1,44	0,206532 ³	0,2974	0,70	—
Peseta espagnole	6,885	0,317316	2,1847	5,15	5,69
Escudo portugais	1,393	0,237241 ³	0,3305	0,78	—
Total ...			42,4032	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en drachmes grecques, livres sterling ou escudos portugais et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 3. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

indices 1975 = 100

Sources : BNB, FMI : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices BNB pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International													
	exportations de l'UEBL	importations de l'UEBL	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	Peseta espagnole	Punt irlandais
	Franc belge															
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3	50,9	71,7
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8	48,8	67,4
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7	47,4	68,3
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6	48,5	73,3
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6	49,6	73,3
1988	111,9	108,0	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4	51,0	72,8
1989	111,5	108,2	97,2	100,1	143,6	233,4	69,0	73,8	45,8	131,9	67,5	159,6	87,4	78,3	52,4	70,6
1990	117,8	115,2	103,3	93,6	153,8	209,2	74,5	74,1	48,0	139,7	68,2	175,4	95,9	80,7	56,4	76,2
1989 2 ^e trimestre	109,4	108,2	96,4	101,7	141,8	235,7	68,3	74,4	45,4	130,7	67,4	156,1	86,1	78,2	51,9	69,8
3 ^e trimestre	109,9	109,2	96,8	102,0	142,6	228,2	68,7	73,1	46,1	131,0	67,6	159,6	86,7	78,0	52,2	70,2
4 ^e trimestre	112,0	111,7	98,7	99,4	147,4	222,2	70,5	70,5	46,4	134,5	67,4	160,6	89,9	78,4	52,9	72,1
1990 1 ^{er} trimestre	114,6	115,3	101,5	97,0	152,3	209,2	73,1	71,3	47,5	138,4	67,8	166,4	94,1	79,8	54,3	74,7
2 ^e trimestre	115,8	117,4	102,9	97,1	152,8	197,9	74,0	71,9	48,2	138,7	68,3	173,4	95,4	80,2	56,2	75,6
3 ^e trimestre	116,7	118,6	103,8	92,3	153,8	206,0	74,9	76,6	48,2	139,7	68,3	180,3	96,2	81,0	57,4	76,3
4 ^e trimestre	118,3	120,6	104,8	88,0	156,2	223,6	75,9	76,6	48,0	142,0	68,2	181,3	97,9	81,8	57,5	78,0
1991 1 ^{er} trimestre	118,8	122,2	104,9	89,4	155,7	220,4	74,7	76,3	48,0	141,6	68,4	179,1	97,2	82,2	58,0	77,1
2 ^e trimestre	116,6	119,9	101,6	95,8	148,6	224,9	71,5	73,6	46,4	135,9	67,1	170,0	92,4	77,1	55,3	73,4
1990 Juin	116,1	117,0	102,9	96,8	152,0	199,7	73,7	73,3	48,0	138,2	68,1	175,5	95,1	80,3	56,7	75,2
Juillet	116,1	117,2	103,1	94,3	152,6	202,8	74,3	75,9	48,3	138,6	68,2	176,0	95,5	80,6	57,4	75,5
Août	117,2	118,5	104,3	91,7	154,8	201,4	75,3	77,7	48,6	140,4	68,5	183,1	96,7	81,4	58,0	76,7
Septembre	117,5	118,7	104,0	90,8	154,0	213,8	75,2	76,3	47,8	140,0	68,2	181,7	96,5	81,1	56,9	76,7
Octobre	118,0	119,4	104,2	88,2	154,6	226,4	75,6	77,0	47,7	140,9	68,1	180,8	97,3	81,2	57,3	77,3
Novembre	118,7	120,3	105,1	87,4	156,4	225,5	76,2	76,8	48,1	142,4	68,3	182,3	98,3	82,0	57,7	78,2
Décembre	119,0	121,1	105,0	88,4	157,6	218,9	75,8	76,1	48,2	142,8	68,3	181,0	98,2	82,0	57,4	78,3
1991 Janvier	119,1	121,7	105,2	88,7	156,4	219,1	75,3	76,7	48,1	142,3	68,3	182,7	97,5	81,7	57,7	77,7
Février	119,9	122,6	105,6	87,3	157,3	222,8	75,5	76,9	48,4	143,0	68,7	180,9	98,2	82,3	58,6	78,0
Mars	118,1	121,0	103,8	92,0	153,5	219,3	73,5	75,4	47,4	139,5	68,2	173,7	96,0	82,7	57,5	75,8
Avril	116,7	119,5	101,8	94,6	149,2	224,8	72,0	74,4	46,7	136,5	67,4	172,0	93,1	77,6	55,9	73,8
Mai	116,9	119,6	101,9	95,3	149,0	224,2	71,7	73,9	46,5	136,4	67,6	171,4	93,0	77,4	55,6	73,7
Juin	*116,4	*119,0	101,0	97,6	147,5	225,6	70,8	72,4	45,9	134,9	66,4	166,7	91,0	76,2	54,5	72,8
Juillet	*116,6	*119,1	100,7	97,6	147,2	228,8	70,7	72,4	45,8	134,8	65,9	164,6	90,6	76,0		

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — SITUATION OFFICIELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales	
	en franc belge					en monnaies étrangères				dette directe totale ²	en franc belge	en monnaies étrangères		dette indirecte totale
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	avoirs des particuliers à l'OCP	totale	consolidée ²	à court et à moyen terme	totale ²						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)						(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,6	1.094,1	69,9	2.837,5	634,0	379,0	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985	2.034,7	156,0	1.151,5	83,5	3.425,7	569,0	416,3	985,3	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986	2.228,1	98,8	1.430,0	94,0	3.850,9	502,3	515,8	1.018,1	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1988	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1989	3.247,4	35,4	1.724,9	105,1	5.112,8	550,0	579,0	1.129,0	6.241,8	544,3	2,1	546,4	6.788,2	
1990	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	
1990 Juin	3.449,4	24,3	1.911,6	112,9	5.498,2	569,4	560,2	1.129,6	6.627,8	536,7	—	536,7	7.164,5	
Juillet	3.480,8	19,3	1.914,4	113,0	5.527,5	562,6	537,4	1.100,0	6.627,5	551,7	—	551,7	7.179,2	
Août	3.521,9	19,3	1.883,3	113,8	5.538,3	564,1	540,5	1.104,6	6.642,9	549,9	—	549,9	7.192,8	
Septembre	3.528,2	19,3	1.939,9	111,1	5.598,5	561,2	535,8	1.097,0	6.695,5	549,0	—	549,0	7.244,5	
Octobre	3.542,0	19,3	1.913,5	115,2	5.590,0	567,1	525,4	1.092,5	6.682,5	548,7	—	548,7	7.231,2	
Novembre	3.575,0	19,3	1.926,7	102,4	5.623,4	562,6	526,3	1.088,9	6.712,3	546,8	—	546,8	7.259,1	
Décembre	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	
1991 Janvier	3.625,4	9,8	1.956,7	125,3	5.717,2	561,1	542,3	1.103,4	6.820,6	506,1	—	506,1	7.326,7	
Février	3.724,4	9,8	2.016,6	102,2	5.853,0	554,3	549,6	1.103,9	6.956,9	504,1	—	504,1	7.461,0	
Mars	3.827,3	9,5	2.068,2	103,4	6.008,4	598,0	531,6	1.129,6	7.138,0	443,0	—	443,0	7.581,0	
Avril	3.841,4	9,5	2.030,7	119,8	6.001,4	623,0	512,0	1.135,0	7.136,4	413,3	—	413,3	7.549,7	
Mai	3.943,4	9,5	2.069,3	94,4	6.116,6	624,4	508,6	1.133,0	7.249,6	413,3	—	413,3	7.662,9	
Juin	4.081,2	9,5	2.041,4	111,7	6.243,8	635,9	505,0	1.140,9	7.384,7	380,4	—	380,4	7.765,1	

¹ Y compris l'encours des emprunts de régularisation émis, à partir de septembre 1986, en vue du financement d'une partie des charges d'intérêts dues sur certains emprunts de l'Etat et du Fonds des Routes (Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986).

² Non compris la « dette intergouvernementale » relative à la guerre 1914-1918.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 5, mai 1988.

XI - 2. — VARIATIONS NOMINALES DE LA DETTE PUBLIQUE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variations nominales de la dette publique ¹	Ajustements					Solde net à financer total du Trésor ³
		Variation des certificats de Trésorerie détenus par le FMI	Différences de change	Reprises de dettes	Emprunts de régularisation ²	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) à (5)	(7) = (1) - (6)
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,3	+ 95,5	—	+ 137,3	508,6
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1	—	+ 106,6	524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1988	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1989	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5
1989 12 mois	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990 1 mois	+ 80,2	+ 0,6	+ 2,1	—	—	+ 2,7	77,5
2 mois	+ 194,2	+ 0,3	0,0	—	+ 0,5	+ 0,8	193,4
3 mois	+ 314,0	+ 1,0	- 3,6	—	+ 31,5	+ 28,9	285,1
4 mois	+ 283,4	+ 1,0	- 3,5	—	+ 31,5	+ 29,0	254,4
5 mois	+ 332,3	- 9,3	+ 7,4	—	+ 31,5	+ 29,6	302,7
6 mois	+ 376,3	- 9,5	+ 3,5	—	+ 31,5	+ 25,5	350,8
7 mois	+ 391,0	- 9,5	- 0,6	+ 15,0	+ 31,5	+ 36,4	354,6
8 mois	+ 404,6	- 9,5	+ 3,0	+ 15,0	+ 31,5	+ 40,0	364,6
9 mois	+ 456,3	- 8,8	+ 6,9	+ 15,0	+ 31,5	+ 44,6	411,7
10 mois	+ 443,0	- 8,8	+ 5,8	+ 15,0	+ 31,5	+ 43,5	399,5
11 mois	+ 470,9	- 8,8	+ 2,2	+ 15,0	+ 31,5	+ 39,9	431,0
12 mois	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5

¹ Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (13).

² Produit des emprunts de régularisation émis dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986.

³ Cette colonne correspond à la colonne (9) du tableau XI-3 (précédée du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances ; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Opérations budgétaires ^{1 2}						Autres opérations ¹	Solde net à financer total du Trésor	Dont : solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) des communautés et des régions	
	Opérations courantes			Opérations en capital						Solde budgétaire
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde				
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	
1982	1.216,2	1.535,6	- 319,4	13,6	198,7	- 185,1	- 504,5	- 4,1	- 508,6	.
1983	1.267,4	1.606,2	- 338,8	14,5	199,6	- 185,1	- 523,9	- 0,5	- 524,4	(- 7,8)
1984	1.377,2	1.682,6	- 305,4	13,7	205,7	- 192,0	- 497,4	- 6,7	- 504,1	(- 2,8)
1985	1.458,0	1.803,3	- 345,3	15,4	208,0	- 192,6	- 537,9	- 33,2	- 571,1	(- 19,1)
1986	1.485,1	1.854,5	- 369,4	14,9	196,7	- 181,8	- 551,2	- 4,3	- 555,5	(- 3,3)
1987	1.542,2	1.822,4	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1988	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1989	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990	1.827,6	2.108,5	- 280,9	23,0	132,4	- 109,3	- 390,2	- 3,3	- 393,5	(- 27,8)
1989 12 mois	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990 1 mois	154,7	239,1	- 84,4	1,6	20,3	- 18,7	- 103,1	+ 25,6	- 77,5	(- 25,0)
2 mois	281,9	446,3	- 164,4	3,2	31,7	- 28,5	- 192,9	- 0,5	- 193,4	(- 7,2)
3 mois	402,2	667,4	- 265,2	4,6	47,2	- 42,6	- 307,8	+ 22,7	- 285,1	(- 20,6)
4 mois	618,0	869,9	- 251,9	6,1	54,4	- 48,3	- 300,2	+ 45,8	- 254,4	(- 23,1)
5 mois	734,1	1.025,3	- 291,2	7,6	60,7	- 53,1	- 344,3	+ 41,6	- 302,7	(- 16,2)
6 mois	879,5	1.223,2	- 343,7	9,2	70,9	- 61,7	- 405,4	+ 54,6	- 350,8	(- 25,2)
7 mois	1.117,5	1.414,7	- 297,2	11,3	79,3	- 68,0	- 365,2	+ 10,6	- 354,6	(- 46,7)
8 mois	1.247,3	1.555,1	- 307,8	13,9	88,6	- 74,7	- 382,5	+ 17,9	- 364,6	(- 39,9)
9 mois	1.353,5	1.701,5	- 348,0	15,3	95,3	- 80,0	- 428,0	+ 16,3	- 411,7	(- 39,3)
10 mois	1.523,0	1.859,4	- 336,4	18,9	106,3	- 87,4	- 423,8	+ 24,3	- 399,5	(- 46,9)
11 mois	1.632,5	1.982,2	- 349,7	20,6	116,7	- 96,2	- 445,8	+ 14,8	- 431,0	(- 37,2)
12 mois	1.827,6	2.108,5	- 280,9	23,0	132,4	- 109,3	- 390,2	- 3,3	- 393,5	(- 27,8)

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises ; toutefois, pour l'ensemble de la période considérée, on a retenu dans ce tableau la définition utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers y compris les opérations de régularisation, opérations de caisse, compte auprès de la Banque Nationale de Belgique et emprunts pour compte de la région bruxelloise. Les séries des données relatives aux opérations budgétaires (dépenses) ont été adaptées en conséquence. A partir de janvier 1989, la rubrique « fonds de tiers » est apurée des impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

² Les recettes et dépenses ont trait au pouvoir national, aux communautés et aux régions et comprennent aussi les recettes cédées et affectées.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1989 11 mois	1990 11 mois
A. Recettes courantes²	1.267,4	1.377,2	1.458,0	1.485,1	1.542,2	1.597,8	1.676,8	1.827,6	1.504,6	1.632,5
I. Recettes fiscales	1.198,9	1.302,0	1.378,1	1.416,3	1.474,3	1.537,8	1.609,5	1.733,2	1.446,2	1.550,0
1. Impôts directs	719,9	801,3	851,0	874,6	894,9	919,3	932,3	1.012,3	850,5	911,0
dont ³ :										
— précompte professionnel ⁴	444,6	492,4	526,4	534,6	539,6	554,2	565,6	616,9	524,3	568,6
— versements anticipés	143,4	146,9	156,5	179,6	185,2	193,4	208,6	196,8	176,9	165,9
— impôts des sociétés (rôles)	- 1,3	- 2,7	- 3,9	- 13,7	- 10,2	- 11,8	- 21,4	- 25,1	- 20,0	- 22,3
— impôts des personnes physiques (rôles) ...	26,6	25,1	19,4	14,9	11,5	11,3	4,0	3,9	3,9	1,4
— précompte mobilier	84,2	114,2	126,7	134,2	140,4	143,8	146,5	166,6	139,5	158,8
2. Douanes et accises	121,7	125,4	129,1	131,4	137,0	143,7	157,8	173,6	143,3	159,4
3. T.V.A. et enregistrement	357,3	375,3	398,0	410,3	442,4	474,8	519,4	547,3	452,4	479,6
II. Recettes non fiscales	68,5	75,2	79,9	68,8	67,9	60,0	67,3	94,4	58,4	82,6
B. Recettes en capital⁵	14,5	13,7	15,4	14,9	15,7	16,9	17,7	23,0	15,0	20,6
I. Recettes fiscales	11,6	12,4	12,3	13,2	14,6	15,5	15,4	18,7	13,8	17,2
II. Recettes non fiscales	2,9	1,3	3,1	1,7	1,1	1,4	2,3	4,3	1,2	3,4
C. Recettes totales [A + B]	1.281,9	1.390,9	1.473,4	1.500,0	1.557,9	1.614,7	1.694,5	1.850,6	1.519,6	1.653,1
I. Recettes des Voies et Moyens	1.211,9	1.308,6	1.389,5	1.408,1	1.452,8	1.505,5	1.055,0	1.143,1	928,2	1.003,8
II. Recettes cédées	38,3	44,1	45,0	53,7	56,8	64,3	68,8	74,1	62,6	67,8
III. Recettes ristournées plus recettes affectées ⁶	31,0	37,4	37,8	37,6	47,8	44,9	568,5	631,7	526,7	578,1
IV. Moyens propres des communautés et régions ...	0,7	0,8	1,1	0,6	0,5	0,0	2,2	1,7	2,1	3,4

¹ A l'exclusion des centimes additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cf. colonne (1) du tableau XI-3.

³ Les montants suivants concernent des données à l'exclusion des recettes comptabilisées provisoirement (9,5 milliards pendant les onze premiers mois et 20,9 milliards pour l'année 1990) dont on ne connaît pas encore la ventilation exacte.

⁴ Y compris les retenues sur indemnités de chômage.

⁵ Cf. colonne (4) du tableau XI-3.

⁶ Y compris, à partir de janvier 1989, les impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES DIVERS SOUS-SECTEURS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances et Banque Nationale de Belgique.

	Pouvoir national, communautés et régions				Pouvoirs locaux	Sécurité sociale	Total général
	Solde net à financer du Trésor ¹	Nouvelle dette des communautés et des régions ²	Autres ³	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)
1980	- 297	-	- 36	- 333	- 58	- 7	- 398
1981	- 455	-	- 62	- 516	- 64	- 10	- 590
1982	- 509	- 2	- 71	- 582	- 27	+ 27	- 581
1983	- 524	+ 1	- 65	- 588	- 27	+ 12	- 603
1984	- 504	...	- 37	- 540	- 12	+ 44	- 508
1985	- 571	...	- 41	- 613	- 10	+ 49	- 574
1986	- 556	...	- 49	- 605	- 15	+ 31	- 589
1987	- 430	...	- 100	- 530	- 2	+ 21	- 511
1988 9 mois	- 392	...	- 71	- 462	+ 10	- 24	- 476
12 mois	- 434	...	- 62	- 495	- 6	+ 21	- 481
1989 3 mois *	- 264	...	- 26	- 290	+ 5	- 11	- 297
6 mois *	- 366	...	- 58	- 424	- 17	+ 4	- 437
9 mois *	- 414	...	- 73	- 488	- 20	+ 6	- 502
12 mois *	- 397	...	- 85	- 482	- 34	+ 32	- 484
1990 3 mois *	- 285	...	- 46	- 331	+ 21	+ 14	- 296
6 mois *	- 351	...	- 92	- 442	- 1	+ 30	- 414
9 mois *	- 412	...	- 105	- 516	+ 18	+ 31	- 468
12 mois *	- 394	...	- 114	- 508	- 15	+ 39	- 484

¹ Calculé par le Ministère des Finances et publié au Moniteur belge. Cf. colonne (9) du tableau XI-3.

² Cette colonne ne concerne que les quelques emprunts contractés directement par les communautés et régions auprès d'intermédiaires financiers. La majeure partie du solde financier des communautés et régions est contenue dans les colonnes (1) et (3).

³ Montant des ressources financières que le pouvoir national, les communautés et les régions se procurent pour couvrir la part de leur déficit qui n'est pas recensée aux colonnes (1) et (2). Il s'agit notamment des engagements résultant des débudgétisations, préfinancements ou qui revêtent la forme d'emprunts de régularisation.

XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Nouveaux engagements						Formation d'actifs financiers en franc belge (8)	Solde ² (9) = (7) - (8)	
	en monnaies étrangères (1)	en franc belge			à plus d'un an (5)	total (6) = (4) + (5)			Total général (7) = (1) + (6)
		à un an au plus		total (4) = (2) + (3)					
		auprès de la Banque Nationale de Belgique ¹ (2)	autres (3)						
1980	+ 95	+ 25	+ 148	+ 173	+ 131	+ 304	+ 399	- 1	+ 398
1981	+ 224	+ 72	+ 166	+ 238	+ 108	+ 346	+ 570	- 20	+ 590
1982	+ 243	+ 31	+ 190	+ 221	+ 151	+ 372	+ 615	+ 34	+ 581
1983	+ 134	+ 7	+ 98	+ 105	+ 386	+ 491	+ 625	+ 22	+ 603
1984	+ 155	+ 12	+ 66	+ 78	+ 337	+ 415	+ 570	+ 62	+ 508
1985	+ 34	- 18	+ 54	+ 36	+ 563	+ 598	+ 633	+ 59	+ 574
1986	+ 62	+ 27	+ 286	+ 313	+ 234	+ 547	+ 610	+ 21	+ 589
1987	+ 32	- 82	+ 218	+ 135	+ 385	+ 521	+ 553	+ 42	+ 511
1988 9 mois	+ 36	- 28	+ 83	+ 54	+ 386	+ 440	+ 476	+ 1	+ 476
12 mois	+ 20	- 21	+ 37	+ 16	+ 494	+ 510	+ 530	+ 49	+ 481
1989 3 mois	- 3	- 55	+ 313	+ 259	+ 28	+ 286	+ 284	- 13	+ 297
6 mois	- 16	- 50	+ 350	+ 300	+ 134	+ 434	+ 418	- 20	+ 437
9 mois	-	- 59	+ 415	+ 356	+ 126	+ 482	+ 482	- 20	+ 502
12 mois	+ 69	- 40	+ 277	+ 237	+ 201	+ 438	+ 507	+ 23	+ 484
1990 3 mois	+ 8	- 36	+ 290	+ 254	+ 51	+ 305	+ 313	+ 18	+ 296
6 mois	- 7	- 62	+ 232	+ 170	+ 271	+ 441	+ 434	+ 24	+ 414
9 mois	- 43	- 61	+ 278	+ 217	+ 328	+ 545	+ 502	+ 34	+ 468
12 mois	- 22	- 30	+ 146	+ 116	+ 441	+ 557	+ 535	+ 50	+ 484

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et de l'encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution.

² Cette colonne correspond au déficit financier net des pouvoirs publics (cf. colonne (7) du tableau XI-5, avec signe inversé).

XI - 7. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Dettes				Total général (5) = (1) + (4)	Actifs financiers en franc belge (6)	Dettes nettes		Ajuste- ments ² (9)	Déficit financier net des pouvoirs publics ³ (10) = (8) - (9)
	en mon- naies étrangères (1)	en franc belge					Encours (7) = (5) - (6)	Variations nominales (8)		
		à un an au plus ¹ (2)	à plus d'un an (3)	total (4) = (2) + (3)						
1980	159	582	2.076	2.658	2.817	375	2.442	+ 419	+ 21	398
1981	404	827	2.185	3.012	3.415	355	3.060	+ 618	+ 28	590
1982	683	1.055	2.336	3.391	4.074	389	3.685	+ 625	+ 44	581
1983	868	1.193	2.722	3.915	4.783	411	4.372	+ 687	+ 84	603
1984 Anc. série ⁴	1.063	1.277	3.059	4.336	5.399	473	4.926	+ 554	+ 46	508
Nouv. série ⁴	1.063	1.258	3.061	4.319	5.382	452	4.930			
1985	1.031	1.303	3.624	4.926	5.957	511	5.446	+ 516	- 58	574
1986	1.048	1.601	3.858	5.459	6.507	531	5.976	+ 530	- 60	589
1987	1.070	1.734	4.247	5.980	7.049	573	6.477	+ 501	- 10	511
1988 Juin	1.042	1.907	4.518	6.425	7.467	569	6.898	+ 421	+ 16	405
Septembre	1.125	1.789	4.633	6.422	7.547	574	6.973	+ 496	+ 20	476
Décembre	1.108	1.752	4.741	6.493	7.600	622	6.979	+ 502	+ 21	481
1989 Mars	1.106	2.012	4.769	6.780	7.887	609	7.278	+ 299	+ 3	297
Juin	1.098	2.056	4.875	6.931	8.029	602	7.426	+ 448	+ 11	437
Septembre	1.110	2.113	4.867	6.980	8.090	602	7.489	+ 510	+ 8	502
Décembre	1.150	1.994	4.941	6.936	8.086	644	7.441	+ 463	- 21	484
1990 Mars	1.154	2.249	4.993	7.242	8.396	661	7.735	+ 293	- 3	296
Juin	1.147	2.155	5.213	7.367	8.514	665	7.849	+ 408	- 6	414
Septembre	1.114	2.203	5.270	7.473	8.587	679	7.907	+ 466	- 2	468
Décembre	1.128	2.100	5.382	7.483	8.611	694	7.917	+ 476	- 9	484

¹ Y compris le portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution (cf. colonne (1) du tableau XI-8).

² Ces ajustements concernent les certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. (colonne (2) du tableau XI-2) et les différences de change calculées pour la dette publique officielle (colonne (3) du tableau XI-2) et la dette en devises des autres sous-secteurs.

³ Cette colonne correspond aux colonnes (7) du tableau XI-5 et (9) du tableau XI-6.

⁴ Le mode de calcul des séries relatives aux pouvoirs locaux et à la sécurité sociale a été modifié légèrement à partir de 1984 ; en ce qui concerne les premiers cités, il s'agit surtout d'une modification comptable des séries bilantaires du Crédit Communal de Belgique, tandis que dans le cas de la dernière, il s'agit d'une augmentation du nombre de caisses d'accidents du travail dont les opérations sont recensées.

XI - 8. — RECOURS DIRECT ET INDIRECT (EN FRANC BELGE) DU TRESOR A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Encours à fin de période			Montant maximum autorisé du recours indirect ³	
	Recours total (en F.B.)	dont :			en vigueur à partir du
		direct ¹	indirect ²		
				15	13-07-1977
				0	05-10-1977
1977	40	37	3	15	07-12-1977
				30	04-01-1978
				40	21-06-1978
				50	05-07-1978
				40	26-07-1978
1978	53	37	16	30	20-09-1978
				50	07-03-1979
1979	90	37	53	60	13-06-1979
				70	23-01-1980
1980	114	37	77	90	26-03-1980
				110	11-02-1981
				130	08-04-1981
				150	23-09-1981
1981	187	37	150	170	23-12-1981
1982	218	37	181	190	28-04-1982
1983	225	37	188	210	05-01-1983
1984	238	37	201	210	05-01-1983
1985	219	37	182	210	05-01-1983
1986	246	37	209	210	05-01-1983
1987	165	37	128	180	23-09-1987
1988 Septembre	136	37	99	160	30-03-1988
Décembre	144	37	107	160	30-03-1988
1989 Mars	89	37	52	160	30-03-1988
Juin	94	37	57	130	08-06-1989
Septembre	85	37	48	130	08-06-1989
Décembre	103	37	66	110	04-12-1989
1990 Mars	68	37	31	110	04-12-1989
Juin	42	37	5	110	04-12-1989
Septembre	43	37	6	110	04-12-1989
Décembre	74	37	37	110	04-12-1989

¹ Portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

² Encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial de la Banque Nationale de Belgique.

³ Le montant maximum du recours direct s'élève à 37 milliards depuis le 15 juillet 1977.

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	0,4	184,2	—	67,8	13,0	0,2	3,5	269,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	25,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.219,7	—	27,3	20,1	0,0	0,0	1.292,5
Obligations	52,1	1,7	0,0	0,0	0,0	8,4	19,7	—	22,6	0,1	51,4	0,0	156,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	—	667,9	844,6	211,4	0,0	1.727,8
Divers	0,0	10,1	15,0	0,0	308,3	0,0	0,0	—	3,7	1,6	5,7	0,0	0,0
(Actions et parts)	(.)	(15,0)	(27,2)	(9,6)	(0,2)	(.)	(19,2)	(—)	(10,8)	(0,3)	(51,0)	(0,0)	(.)
Total ...	77,5	12,5	15,0	0,0	311,9	.	1.423,6	—	789,3	879,4	268,7	3,5	.
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	12,1	—	0,0	9,0	0,0	0,0	21,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	32,0	1,0	0,0	0,1	0,6	0,0	18,9	2,6	20,5	12,1	11,5	0,0	99,3
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	62,3	17,7	0,0	15,7	22,3	4,0	19,8	142,7
Autres emprunts à plus d'un an	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	22,4	4,5	—	7,0	74,1	1,2	0,0	114,0
Divers	29,3	0,7	27,5	2,3	1,1	8,2	0,0	—	0,0	2,8	0,0	21,8	93,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,4)	(30,0)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(84,1)
Total ...	67,3	1,7	27,5	2,4	1,7	93,4	53,2	2,6	43,2	120,6	16,7	41,6	471,9
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	62,0	0,0	—	9,5	0,0	6,0	91,1	0,0	0,0	0,0	0,0	53,2	221,8
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	1,8	0,8	627,7	817,2	139,9	256,2	242,2	0,0	0,0	2.085,9
Obligations accessibles à tout placeur	727,8	13,2	—	15,9	22,7	54,8	764,0	32,5	542,9	362,5	282,9	0,0	2.819,2
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	—	0,0	0,0	427,6	178,1	0,0	123,9	136,8	11,6	0,0	878,9
Divers	0,0	18,7	—	0,0	36,6	0,1	3,4	0,0	22,4	21,2	3,7	0,0	106,1
Total ...	790,7	32,0	—	27,2	60,1	1.116,2	1.853,8	172,4	945,4	762,7	298,2	53,2	6.111,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	101,1	—	0,0	23,5	0,0	0,0	124,6
Obligations accessibles à tout placeur	26,4	0,1	0,0	0,4	0,5	0,8	28,6	2,8	28,3	45,0	14,0	0,0	146,9
Obligations non accessibles à tout placeur	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	8,2	66,0	0,0	68,7	26,2	9,0	0,0	179,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	69,9	476,8	0,0	0,0	557,4
Divers	20,6	1,6	25,2	0,0	0,0	0,0	7,2	—	0,0	16,3	0,0	0,0	70,9
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	48,6	12,4	25,2	0,4	0,5	9,0	203,0	2,8	166,9	587,8	23,0	0,0	1.079,6
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,3	—	0,0	0,0	—	0,0	2,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	6,7	0,0	19,7	7,1	5,8	0,0	41,6
Reserves de sécurité sociale	49,1	—	—	—	—	21,4	—	—	—	—	—	—	70,5
Divers	182,8	0,4	34,3	0,0	0,0	0,0	10,3	—	8,1	15,2	2,2	60,2	313,5
Total ...	232,9	0,4	34,3	0,0	1,3	21,4	19,3	0,0	27,8	22,3	8,0	60,2	427,9
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	5,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	5,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	3,1	83,3	—	12,2	21,0	0,0	2,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	741,9	—	24,8	0,0	0,0	0,0	766,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	—	—	—	—	—	—	4.005,8	—	—	—	—	—	4.005,8
Obligations	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	439,4	0,0	80,7	23,3	15,2	0,0	—
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	119,4	—	—	—	19,1	—	—	—	—	—	138,5
Divers	—	16,2	37,5	0,0	5,3	—	20,6	—	162,9	39,0	0,0	—	—
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(37,5)	(—)	(2,5)	(—)	(4,3)	(0,0)	(.)
Total ...	.	16,2	156,9	0,0	5,3	3,1	5.315,3	0,0	280,6	83,3	15,2	.	.

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	961,0	13,0	2,9	44,0	8,8	—	—	0,0	39,3	5,7	16,4	0,0	1.091,1
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	12,2	15,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	27,8
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	6.119,5	—	—	—	—	—	—	6.119,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	130,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	130,3
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	690,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	690,6
Autres dépôts à un an au plus	582,4	0,1	—	0,0	4,2	—	—	—	0,0	7,6	0,0	0,0	594,3
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	549,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	549,4
Dépôts à plus d'un an	43,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,5	0,0	0,0	0,0	45,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	453,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	—	2,3	1,3	4,0	0,0	462,5
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,0	10,6	0,0	612,0	685,6
(Actions et parts)	(79,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,7)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(91,4)
Total ...	2.862,3	13,1	3,5	44,0	13,0	6.131,7	566,0	0,0	105,1	25,2	20,4	612,0	10.396,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,1	2,5	—	1,0	0,0	—	0,0	6,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	127,6	—	0,0	0,0	—	—	127,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,6	23,5	—	7,7	0,0	—	—	47,8
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,7	3,5
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	0,7	185,5
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	98,1	0,0	0,0	0,2	9,4	0,6	0,0	—	0,2	5,4	14,2	0,0	128,1
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	2,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	2,8	0,0	—	0,0	0,0	56,1	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	58,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	955,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	955,1
Autres dépôts à un an au plus	109,5	0,8	0,4	0,3	16,8	36,6	0,0	—	2,9	1,5	37,4	0,0	206,2
Dépôts à plus d'un an	99,6	0,0	—	0,0	0,0	3,5	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,1
Bons de caisse à un an au plus	85,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	85,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	605,6	0,0	—	0,1	0,1	0,0	2,7	—	3,0	0,3	1,2	0,0	613,0
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	92,1	0,0	1,3	21,1	0,0	125,8	114,7	0,0	16,5	5,3	0,0	92,3	469,1
(Actions et parts)	(19,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,5)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(23,8)
Total ...	2.048,3	0,8	1,7	21,7	26,3	222,6	119,8	0,0	22,6	12,5	52,8	92,3	2.621,4
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	21,8	0,0	—	0,7	0,0	0,0	0,1	—	0,1	0,0	1,2	0,0	23,9
Argent à très court terme (franc belge)	0,4	—	—	0,0	—	0,4	0,9	0,0	1,9	1,4	—	0,0	5,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	—	0,0	2,5	0,0	0,0	2,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	311,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	311,9
Autres dépôts à un an au plus	55,1	9,8	0,0	62,7	16,0	2,0	0,1	—	4,1	0,0	2,5	0,0	152,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	—	1,4	0,5	0,0	0,0	90,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	35,9	—	0,3	0,0	0,0	0,0	38,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	891,2	0,2	0,0	4,4	2,9	0,1	61,1	4,4	46,7	45,0	34,7	0,0	1.090,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	4,1	0,0	0,0	0,0	0,2	109,0	69,8	—	96,7	18,0	16,8	3,3	317,9
Divers	4,3	0,1	131,5	4,0	14,7	106,4	133,1	—	3,2	35,7	0,0	226,7	659,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total ...	1.377,2	10,1	131,5	71,8	33,8	219,8	301,4	4,4	154,4	103,1	55,2	230,0	2.692,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	98,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98,3
Réserves mathématiques	764,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	764,6
Divers	9,2	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	4,1	14,2
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)
Total ...	872,1	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	877,1
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	15,6	0,0	500,7	5,3	101,1	134,1	39,1	—	821,5
Total des créances .....	.	124,8	398,8	167,5	470,0	.	10.509,7	187,5	2.645,1	2.731,0	797,3	.	.

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1988 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,4	181,1	—	82,2	12,5	0,3	4,8	281,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	26,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.517,6	—	34,7	25,6	0,0	0,0	1.604,7
Obligations	89,8	1,3	0,0	0,0	0,1	7,5	21,8	—	21,6	0,6	41,2	0,0	183,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	—	741,4	916,6	222,2	0,0	1.884,1
Divers	0,0	16,4	14,8	0,0	315,2	—	0,0	—	4,1	1,9	6,5	0,0	—
(Actions et parts)	(.)	(16,9)	(27,5)	(9,9)	(0,2)	(.)	(18,1)	(—)	(10,6)	(0,3)	(80,8)	(0,0)	(.)
Total ...	116,6	18,0	14,8	0,0	318,9	.	1.720,5	—	884,0	957,2	270,2	4,8	.
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	3,6	—	0,0	6,7	0,0	0,0	11,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	24,2	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0	16,5	2,3	15,3	8,4	10,9	0,0	78,1
Obligations non accessibles à tout placeur	1,0	0,2	0,0	0,0	0,0	64,9	9,5	0,0	15,4	18,3	5,2	18,6	133,1
Autres emprunts à plus d'un an	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	21,6	5,2	—	7,5	62,6	1,4	0,0	102,8
Divers	34,0	0,5	29,1	2,5	0,7	8,7	0,0	—	0,0	2,0	0,0	26,5	104,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(71,7)	(30,1)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(109,5)
Total ...	64,0	0,9	29,1	2,5	1,0	95,7	34,8	2,3	38,2	98,2	17,5	45,1	429,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	52,8	0,0	—	1,8	0,0	1,4	93,4	0,0	0,0	0,0	0,0	51,2	200,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	1,3	2,4	680,3	819,1	124,1	262,2	206,4	0,0	0,0	2.095,8
Obligations accessibles à tout placeur	876,3	13,1	—	4,8	23,9	94,2	848,1	35,1	611,9	414,1	323,2	0,0	3.244,7
Obligations non accessibles à tout placeur	3,1	0,0	—	0,0	0,0	518,9	151,7	0,0	113,2	130,8	15,1	0,0	932,8
Divers	0,0	15,9	—	0,0	26,2	0,0	3,5	0,0	23,9	31,9	3,5	0,0	104,9
Total ...	932,2	29,0	—	7,9	52,5	1.294,8	1.915,8	159,2	1.011,2	783,2	341,8	51,2	6.578,8
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,4	—	0,0	0,0	—	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3	—	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3
Obligations accessibles à tout placeur	24,0	0,0	0,0	0,4	0,6	0,0	29,8	3,4	32,3	57,0	16,6	0,0	164,1
Obligations non accessibles à tout placeur	3,4	0,0	0,0	0,0	0,0	12,9	63,9	0,0	72,2	22,6	7,8	4,9	187,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	72,5	509,8	0,0	0,0	593,0
Divers	21,7	2,4	29,9	0,0	0,0	0,0	5,1	—	0,0	15,3	0,0	0,0	74,4
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	49,1	13,1	29,9	0,4	0,6	12,9	216,5	3,4	177,0	604,7	24,4	4,9	1.136,9
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	14,1	—	0,0	0,0	—	0,0	14,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	11,4	0,0	24,2	6,1	5,5	0,0	49,0
Réserves de sécurité sociale	50,0	—	—	—	—	21,7	—	—	—	—	—	—	71,7
Divers	176,8	0,2	13,3	0,0	0,0	0,0	1,5	—	7,4	14,8	2,3	55,2	271,5
Total ...	227,7	0,2	13,3	0,0	0,9	21,7	27,0	0,0	31,6	20,9	7,8	55,2	406,3
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	1,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,7
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	5,8	83,1	—	10,6	19,1	0,0	3,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	835,1	—	23,0	0,0	0,0	0,0	858,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	—	—	—	—	—	—	4.537,3	—	—	—	—	—	4.537,3
Obligations	—	0,0	0,0	0,1	0,0	—	507,0	0,0	113,4	32,2	13,5	0,0	—
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	122,4	—	—	—	16,8	—	—	—	—	—	139,2
Divers	—	15,1	42,6	0,0	5,2	—	30,2	—	231,0	64,6	0,0	—	—
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(0,0)	(0,0)	(—)	(57,4)	(—)	(7,2)	(—)	(12,8)	(0,0)	(.)
Total ...	.	15,1	165,0	0,1	5,2	5,8	6.011,2	0,0	378,0	115,9	13,5	.	.

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	1.020,1	13,1	3,1	45,1	12,1	—	—	0,0	41,3	6,0	11,6	0,0	1.152,4
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	16,8	9,9	0,0	0,0	0,4	—	0,0	27,1
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	6.956,0	—	—	—	—	—	—	6.956,0
Autres dépôts en devises à un an au plus	151,2	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	151,2
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	766,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	766,6
Autres dépôts à un an au plus	580,8	0,1	—	0,0	5,0	—	—	—	0,0	6,9	0,0	0,0	592,8
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	552,0	0,0	0,0	0,0	—	—	552,0
Dépôts à plus d'un an	34,9	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	37,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	461,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	1,2	—	2,8	0,6	3,7	0,0	469,9
Divers	0,5	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,1	24,0	0,0	666,8	769,0
(Actions et parts)	(80,9)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(11,0)	(0,0)	(4,5)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(98,6)
Total ...	3.015,6	13,2	3,7	45,1	17,2	6.972,8	563,1	0,0	123,6	37,9	15,3	666,8	11.474,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,4	6,4	—	1,0	0,0	—	0,0	10,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	106,6	—	0,0	0,0	—	—	106,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	20,4	19,0	—	11,5	0,0	—	—	50,9
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,8	3,6
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	23,8	132,0	—	12,5	0,0	—	0,8	171,9
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	116,6	0,0	0,0	0,1	13,6	1,3	0,0	—	0,5	3,3	16,5	0,0	151,9
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,2	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	5,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	3,8	0,0	—	0,0	0,0	149,9	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	153,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	1.038,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.038,8
Autres dépôts à un an au plus	106,5	0,8	0,4	0,4	24,0	51,8	0,0	—	3,3	1,2	34,1	0,0	222,5
Dépôts à plus d'un an	97,9	0,0	—	0,0	0,0	4,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	102,1
Bons de caisse à un an au plus	96,8	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	96,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	635,5	0,0	—	0,1	0,0	0,0	1,7	—	2,8	0,8	0,7	0,0	641,6
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	108,6	0,0	1,1	21,1	0,0	123,8	121,9	0,0	24,1	7,2	0,0	101,9	509,7
(Actions et parts)	(25,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,1)	(0,0)	(2,8)	(0,0)	(29,7)
Total ...	2.204,6	0,8	1,5	21,7	37,6	331,0	129,0	0,0	30,7	12,7	51,3	101,9	2.922,8
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	24,3	0,0	—	1,2	1,7	0,0	0,0	—	0,0	0,0	2,0	0,0	29,2
Argent à très court terme (franc belge)	0,2	—	—	0,0	—	1,2	0,0	0,0	2,3	1,2	—	0,0	4,9
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,8	0,0	0,0	1,4
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	344,1	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	344,1
Autres dépôts à un an au plus	46,8	10,8	0,0	75,6	13,8	3,0	0,0	—	3,7	0,0	1,8	0,0	155,5
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	92,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7	—	1,4	1,1	0,0	0,0	101,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	4,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	956,7	0,1	0,0	4,0	2,7	0,1	69,8	5,9	38,6	41,7	27,3	0,0	1.146,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	3,6	0,0	0,0	0,0	0,1	130,1	70,9	—	105,0	22,9	19,8	1,4	353,8
Divers	3,9	0,2	125,9	8,0	14,8	128,7	101,6	—	1,7	21,8	0,0	246,1	652,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,8)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,1)	(0,0)	(6,5)
Total ...	1.472,0	11,1	125,9	88,8	33,1	264,0	254,0	5,9	152,7	89,5	50,9	247,5	2.795,4
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	110,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	110,2
Réserves mathématiques	831,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	831,8
Divers	9,3	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	3,8	14,0
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)
Total ...	951,3	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	956,0
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	34,7	0,0	0,0	16,2	0,0	563,8	4,8	123,3	123,3	45,0	—	911,1
Total des créances	—	136,1	386,4	166,5	483,7	—	11.567,7	175,6	2.962,8	2.843,5	837,7	—	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1988 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	- 0,4	—	0,0	0,0	0,0	- 3,1	—	+ 14,4	- 0,5	+ 0,1	+ 1,3	+ 11,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 285,0	—	+ 7,4	+ 5,5	0,0	0,0	+ 229,3
Obligations	+ 37,7	- 0,4	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,9	+ 2,1	—	- 1,0	+ 0,5	- 10,2	0,0	+ 27,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 73,5	+ 72,0	+ 10,8	0,0	+ 156,3
Divers	0,0	+ 6,3	- 0,2	0,0	+ 6,9	+ 166,1	0,0	—	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,8	0,0	+ 180,6
(Actions et parts)	(+ 184,0)	(+ 1,9)	(+ 0,3)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 10,9)	(- 1,1)	(-)	(- 0,2)	(0,0)	(+ 29,8)	(0,0)	(+ 225,9)
Total ...	+ 39,1	+ 5,5	- 0,2	0,0	+ 7,0	+ 165,2	+ 284,0	-	+ 94,7	+ 77,8	+ 1,5	+ 1,3	+ 675,9
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 8,5	—	0,0	- 2,3	0,0	0,0	- 10,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	- 7,8	- 0,8	0,0	- 0,1	- 0,3	0,0	- 2,4	- 0,3	- 5,2	- 3,7	- 0,6	0,0	- 21,2
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,1	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	+ 2,6	- 8,2	0,0	- 0,3	- 4,0	+ 1,2	- 1,2	- 9,6
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8	+ 0,7	—	+ 0,5	- 11,5	+ 0,2	0,0	- 11,2
Divers	+ 4,7	- 0,2	+ 1,6	+ 0,2	- 0,4	+ 0,5	0,0	—	0,0	- 0,8	0,0	+ 4,7	+ 10,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 25,3)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 25,4)
Total ...	- 3,3	- 0,8	+ 1,6	+ 0,1	- 0,7	+ 2,3	- 18,4	- 0,3	- 5,0	- 22,4	+ 0,8	+ 3,5	- 42,6
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	- 9,2	0,0	—	- 7,7	0,0	- 4,6	+ 2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,0	- 21,2
Certificats à un an au plus	—	- 0,1	—	- 0,5	+ 1,6	+ 50,5	+ 1,9	- 15,8	+ 6,0	- 35,8	0,0	0,0	+ 7,8
Obligations accessibles à tout placeur	+ 148,5	- 0,1	—	- 11,1	+ 1,2	+ 39,4	+ 84,1	+ 2,6	+ 69,0	+ 51,6	+ 40,3	0,0	+ 425,5
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 2,0	2,0	—	0,0	0,0	+ 74,7	+ 28,4	0,0	- 10,7	- 6,0	+ 3,5	0,0	+ 35,3
Divers	0,0	- 0,8	—	0,0	- 10,4	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 1,5	+ 10,7	- 0,2	0,0	- 1,2
Total ...	+ 141,5	- 3,0	-	- 19,3	- 7,6	+ 159,9	+ 60,0	- 13,2	+ 65,8	+ 20,5	+ 43,6	- 2,0	+ 446,2
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 16,2	—	0,0	- 23,5	0,0	0,0	- 7,3
Obligations accessibles à tout placeur	- 2,4	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,8	+ 1,2	+ 0,6	+ 4,0	+ 12,0	+ 2,6	0,0	+ 17,2
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,7	- 2,1	0,0	+ 3,5	- 3,6	- 1,2	+ 4,9	+ 8,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 2,6	+ 33,0	0,0	0,0	+ 35,6
Divers	+ 1,1	+ 0,8	+ 4,7	0,0	0,0	0,0	+ 2,1	—	0,0	- 1,0	0,0	0,0	+ 3,5
(Actions et parts)	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)
Total ...	+ 0,5	+ 0,7	+ 4,7	0,0	+ 0,1	+ 3,9	+ 13,5	+ 0,6	+ 10,1	+ 16,9	+ 1,4	+ 4,9	+ 57,3
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 11,8	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 11,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,1	0,0	0,0	0,0	- 0,4	0,0	+ 4,7	0,0	+ 4,5	- 1,0	- 0,3	0,0	+ 7,4
Réserves de sécurité sociale	+ 0,9	—	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	+ 1,2
Divers	- 6,0	- 0,2	- 21,0	0,0	0,0	0,0	- 8,8	—	- 0,7	- 0,4	+ 0,1	- 5,0	- 42,0
Total ...	- 5,2	- 0,2	- 21,0	0,0	- 0,4	+ 0,3	+ 7,7	0,0	+ 3,8	- 1,4	- 0,2	- 5,0	- 21,6
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	- 3,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 3,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	+ 2,7	- 0,2	—	- 1,6	- 1,9	0,0	+ 1,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 92,8	—	- 1,8	0,0	0,0	0,0	+ 91,0
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	—	—	—	—	—	—	+ 538,2	—	—	—	—	—	+ 538,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 22,3	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 22,3
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 5,9	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,9
Obligations	+ 374,5	0,0	—	+ 0,1	- 0,1	—	+ 67,6	0,0	+ 32,7	+ 8,9	- 1,7	0,0	+ 482,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 0,9	—	—	—	- 2,3	—	—	—	—	+ 2,1	+ 0,7
Divers	+ 138,4	- 1,1	+ 5,1	0,0	0,0	—	+ 9,6	—	+ 68,1	+ 25,6	0,0	+ 152,8	+ 398,4
(Actions et parts)	(- 1,6)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 19,9)	(-)	(+ 4,7)	(-)	(+ 8,5)	(0,0)	(+ 31,8)
Total ...	+ 541,1	- 1,1	+ 6,0	+ 0,1	- 0,1	+ 2,7	+ 702,2	0,0	+ 97,4	+ 32,6	- 1,7	+ 155,9	+ 1.535,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 59,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 3,3	-	-	0,0	+ 2,0	+ 0,3	- 4,8	0,0	+ 61,3
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	+ 4,6	- 5,7	0,0	0,0	+ 0,4	-	0,0	+ 0,7
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 818,7	-	-	-	-	-	-	+ 818,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 14,7	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	0,0	0,0	0,0	+ 6,2	+ 20,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 76,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 76,0
Autres dépôts à un an au plus	- 1,6	0,0	-	0,0	+ 0,8	-	-	-	0,0	- 0,7	0,0	0,0	- 1,5
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 2,6	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 2,6
Dépôts à plus d'un an	- 8,8	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	+ 0,9	0,0	0,0	0,0	+ 7,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 7,6	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,2	-	+ 0,5	- 0,7	- 0,3	0,0	+ 7,4
Divers	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 15,1	+ 13,4	0,0	+ 87,5	+ 116,1
(Actions et parts)	(+ 1,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 4,3)	(0,0)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 7,2)
Total ...	+ 147,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 4,2	+ 823,3	- 2,9	0,0	+ 18,5	+ 12,7	- 5,1	+ 93,7	+ 1.092,9
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	+ 0,3	+ 3,9	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 4,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	21,0	-	0,0	0,0	-	-	- 21,0
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	+ 3,8	- 4,5	-	+ 3,8	0,0	-	-	+ 3,1
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,1	+ 0,1
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	+ 4,1	- 21,6	-	+ 3,8	0,0	-	+ 0,1	- 13,6
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 18,5	0,0	0,0	- 0,1	+ 4,2	+ 0,7	0,0	-	+ 0,3	- 2,1	+ 2,3	0,0	+ 23,8
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	-	0,0	+ 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	-	-	-	-	-	3,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 3,0
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 93,8	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 94,8
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 83,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 83,7
Autres dépôts à un an au plus	- 3,0	0,0	0,0	+ 0,1	+ 7,2	+ 15,2	0,0	-	+ 0,4	- 0,3	- 3,3	0,0	+ 16,3
Dépôts à plus d'un an	- 1,7	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,7	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,0
Bons de caisse à un an au plus	+ 11,4	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 11,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 29,9	0,0	-	0,0	- 0,1	0,0	- 1,0	-	- 0,2	+ 0,5	- 0,5	0,0	+ 28,6
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 16,5	0,0	- 0,2	0,0	0,0	- 2,0	+ 7,2	0,0	+ 7,6	+ 1,9	0,0	+ 9,6	+ 40,6
(Actions et parts)	(+ 6,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(- 0,4)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 5,9)
Total ...	+ 156,3	0,0	- 0,2	0,0	+ 11,3	+ 108,4	+ 9,2	0,0	+ 8,1	+ 0,2	- 1,5	+ 9,6	+ 301,4
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 2,5	0,0	-	+ 0,5	+ 1,7	0,0	- 0,1	-	- 0,1	0,0	+ 0,8	0,0	+ 5,3
Argent à très court terme (franc belge)	- 0,2	-	-	0,0	-	+ 0,8	- 0,9	0,0	+ 0,4	- 0,2	-	0,0	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,0	+ 0,5	-	0,0	- 1,7	0,0	0,0	- 1,2
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 32,2	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 32,2
Autres dépôts à un an au plus	- 8,3	+ 1,0	0,0	+ 12,9	- 2,2	+ 1,0	- 0,1	-	- 0,4	0,0	- 0,7	0,0	+ 3,2
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 6,4	-	0,0	+ 0,6	0,0	0,0	+ 11,0
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,0	31,5	-	- 0,3	0,0	0,0	0,0	+ 32,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 65,5	- 0,1	0,0	- 0,4	- 0,2	0,0	+ 8,7	+ 1,5	- 8,1	- 3,3	- 7,4	0,0	+ 56,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	- 0,5	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 21,1	+ 1,1	-	+ 8,3	+ 4,9	+ 3,0	- 1,9	+ 35,9
Divers	- 0,4	+ 0,1	- 5,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 22,3	- 31,5	-	- 1,5	- 13,9	0,0	+ 19,4	- 7,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,4)	(-)	(- 0,5)	(0,0)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 94,8	+ 1,0	- 5,6	+ 17,0	- 0,7	+ 44,2	- 47,4	+ 1,5	- 1,7	- 13,6	- 4,3	+ 17,5	+ 102,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 11,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 11,9
Réserves mathématiques	+ 67,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 67,2
Divers	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	- 0,3	- 0,2
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 78,9
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 9,1	0,0	0,0	+ 0,6	+ 2,1	+ 86,4	- 0,5	+ 22,2	- 10,8	+ 5,9	-	+ 115,0
Total des créances	+ 1.191,1	+ 11,3	- 14,5	- 1,0	+ 13,7	+ 1.316,4	+ 1.072,7	- 11,9	+ 317,7	+ 112,5	+ 40,4	+ 279,2	+ 4.327,6

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palem- ent monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	77,5	12,5	15,0	0,0	311,9	416,9	.	1.423,6	—	789,3	879,4	268,7	3.361,0	3,5	.
2. Organismes publics d'exploitation	67,3	1,7	27,5	2,4	1,7	100,6	93,4	53,2	2,6	43,2	120,6	16,7	236,3	41,6	471,9
3. Etat (Trésor)	790,7	32,0	—	27,2	60,1	910,0	1.116,2	1.853,8	172,4	945,4	762,7	298,2	4.032,5	53,2	6.111,9
4. Secteur public non compris ailleurs	48,6	12,4	25,2	0,4	0,5	87,1	9,0	203,0	2,8	166,9	587,8	23,0	983,5	0,0	1.079,6
5. Sécurité sociale	232,9	0,4	34,3	0,0	1,3	268,9	21,4	19,3	0,0	27,8	22,3	8,0	77,4	60,2	427,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.217,0	59,0	102,0	30,0	375,5	1.783,5	.	3.552,9	177,8	1.972,6	2.372,8	614,6	8.690,7	158,5	.
7. Etranger .....	.	16,2	156,9	0,0	5,3	.	3,1	5.315,3	0,0	280,6	83,3	15,2	5.694,4	.	.
8. Organismes principalement monétaires	2.862,3	13,1	3,5	44,0	13,0	2.935,9	6.131,7	566,0	0,0	105,1	25,2	20,4	716,7	612,0	10.396,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	162,3	0,7	185,5
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.048,3	0,8	1,7	21,7	26,3	2.098,8	222,6	119,8	0,0	22,6	12,5	52,8	207,7	92,3	2.621,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.377,2	10,1	131,5	71,8	33,8	1.624,4	219,8	301,4	4,4	154,4	103,1	55,2	618,5	230,0	2.692,7
12. Autres institutions ¹	872,1	0,0	0,4	0,0	0,5	873,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	877,1
13. Total des intermédiaires financiers	7.159,9	24,0	139,9	137,5	73,6	7.534,9	6.593,8	1.140,8	4,4	290,8	140,8	128,4	1.705,2	939,1	16.773,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	15,6	41,2	0,0	500,7	5,3	101,1	134,1	39,1	780,3	—	821,5
15. Total des créances .....	.	124,8	398,8	167,5	470,0	.	.	10.509,7	187,5	2.645,1	2.731,0	797,3	16.870,6	.	.
Solde des créances et des dettes ..	.	-347,1	-5.713,1	-912,1	42,1	.	.	113,4	2,0	23,7	38,3	-79,8	97,6	.	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1988

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	116,6	18,0	14,8	0,0	318,9	468,3	.	1.720,5	—	884,0	957,2	270,2	3.831,9	4,8	.
2. Organismes publics d'exploitation	64,0	0,9	29,1	2,5	1,0	97,5	95,7	34,8	2,3	38,2	98,2	17,5	191,0	45,1	429,3
3. Etat (Trésor)	932,2	29,0	—	7,9	52,5	1.021,6	1.294,8	1.915,8	159,2	1.011,2	783,2	341,8	4.211,2	51,2	6.578,8
4. Secteur public non compris ailleurs	49,1	13,1	29,9	0,4	0,6	93,1	12,9	216,5	3,4	177,0	604,7	24,4	1.026,0	4,9	1.136,9
5. Sécurité sociale	227,7	0,2	13,3	0,0	0,9	242,1	21,7	27,0	0,0	31,6	20,9	7,8	87,3	55,2	406,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.389,6	61,2	87,1	10,8	373,9	1.922,6	.	3.914,6	164,9	2.142,0	2.464,2	661,7	9.347,4	161,2	.
7. Etranger .....	.	15,1	165,0	0,1	5,2	.	5,8	6.011,2	0,0	378,0	115,9	13,5	6.518,6	.	.
8. Organismes principalement monétaires	3.015,6	13,2	3,7	45,1	17,2	3.094,8	6.972,8	563,1	0,0	123,6	37,9	15,3	739,9	666,8	11.474,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	23,8	132,0	—	12,5	0,0	—	144,5	0,8	171,9
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.204,6	0,8	1,5	21,7	37,6	2.266,2	331,0	129,0	0,0	30,7	12,7	51,3	223,7	101,9	2.922,8
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.472,0	11,1	125,9	88,8	33,1	1.730,9	264,0	254,0	5,9	152,7	89,5	50,9	553,0	247,5	2.795,4
12. Autres institutions ¹	951,3	0,0	0,4	0,0	0,5	952,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	956,0
13. Total des intermédiaires financiers	7.643,5	25,1	134,3	155,6	88,4	8.046,9	7.591,6	1.078,1	5,9	319,5	140,1	117,5	1.661,1	1.020,8	18.320,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	34,7	0,0	0,0	16,2	50,9	0,0	563,8	4,8	123,3	123,3	45,0	860,2	—	911,1
15. Total des créances .....	.	136,1	386,4	166,5	483,7	.	.	11.567,7	175,6	2.962,8	2.843,5	837,7	18.387,3	.	.
Solde des créances et des dettes ..	.	-293,2	-6.192,4	-970,4	77,4	.	.	93,4	3,7	40,0	48,1	-118,3	66,9	.	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1988

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 39,1	+ 5,5	- 0,2	0,0	+ 7,0	+ 51,4	+ 165,2	+ 284,0	-	+ 94,7	+ 77,8	+ 1,5	+ 458,0	+ 1,3	+ 675,9
2. Organismes publics d'exploitation	- 3,3	- 0,8	+ 1,6	+ 0,1	- 0,7	- 3,1	+ 2,3	- 18,4	- 0,3	- 5,0	- 22,4	+ 0,8	- 45,3	+ 3,5	- 42,6
3. Etat (Trésor)	+ 141,5	- 3,0	-	-19,3	- 7,6	+ 111,6	+ 159,9	+ 60,0	-13,2	+ 65,8	+ 20,5	+43,6	+ 176,7	- 2,0	+ 446,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 0,5	+ 0,7	+ 4,7	0,0	+ 0,1	+ 6,0	+ 3,9	+ 13,5	+ 0,6	+ 10,1	+ 16,9	+ 1,4	+ 42,5	+ 4,9	+ 57,3
5. Sécurité sociale	- 5,2	- 0,2	- 21,0	0,0	- 0,4	- 26,8	+ 0,3	+ 7,7	0,0	+ 3,8	- 1,4	- 0,2	+ 9,9	- 5,0	- 21,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 172,6	+ 2,2	- 14,9	-19,2	- 1,6	+ 139,1	+ 331,6	+ 346,8	-12,9	+169,4	+ 91,4	+47,1	+ 641,8	+ 2,7	+1.115,2
7. Etranger	+ 541,1	- 1,1	+ 6,0	+ 0,1	- 0,1	+ 546,0	+ 2,7	+ 702,2	0,0	+ 97,4	+ 32,6	- 1,7	+ 830,5	+155,9	+1.535,1
8. Organismes principalement monétaires	+ 147,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 4,2	+ 152,7	+ 823,3	- 2,9	0,0	+ 18,5	+ 12,7	- 5,1	+ 23,2	+ 93,7	+1.092,9
9. Fonds des Rentes	-	-	0,0	0,0	-	0,0	+ 4,1	- 21,6	-	+ 3,8	0,0	-	- 17,8	+ 0,1	- 13,6
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 156,3	0,0	- 0,2	0,0	+11,3	+ 167,4	+ 108,4	+ 9,2	0,0	+ 8,1	+ 0,2	- 1,5	+ 16,0	+ 9,6	+ 301,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 94,8	+ 1,0	- 5,6	+17,0	- 0,7	+ 106,5	+ 44,2	- 47,4	+ 1,5	- 1,7	- 13,6	- 4,3	- 65,5	+ 17,5	+ 102,7
12. Autres institutions ¹	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 78,9
13. Total des intermédiaires financiers	+ 477,4	+ 1,1	- 5,6	+18,1	+14,8	+ 505,8	+ 980,0	- 62,7	+ 1,5	+ 28,7	- 0,7	-10,9	- 44,1	+120,6	+1.562,3
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 9,1	0,0	0,0	+ 0,6	+ 9,7	+ 2,1	+ 86,4	- 0,5	+ 22,2	- 10,8	+ 5,9	+ 103,2	-	+ 115,0
15. Total des créances	+1.191,1	+11,3	- 14,5	- 1,0	+13,7	+1.200,6	+1.316,4	+1.072,7	-11,9	+317,7	+112,5	+40,4	+1.531,4	+279,2	+4.327,6
Solde des créances et des dettes ..	+ 515,2	+53,9	-460,7	-58,3	+35,3	+ 85,4	- 218,7	- 20,2	+ 1,7	+ 16,3	+ 9,8	-38,5	- 30,9	+164,2	-

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹	
		En franc belge		En monnaies étrangères (déposés à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes			Autres inter-financiers ¹⁰
		A un an au plus (déposés)	A plus d'un an (déposés, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	— 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	— 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	— 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	— 195,7
1983	931,0	854,9	388,4	128,7	2.303,0	— 507,7	1.302,8	149,7	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	— 200,2
1984 Anc. série ¹² ...	934,2	929,7	425,9	137,8	2.427,6	— 612,3	1.401,3	203,5	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	— 173,1
Nouv. série ¹² ...	913,4	929,7	425,9	137,8	2.406,8	— 612,3	1.401,3	182,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	— 173,1
1985	964,7	1.016,2	481,6	123,6	2.586,1	— 723,1	1.620,5	182,1	1.185,8	1.195,1	49,3	182,2	17,2	237,5	— 165,4
1986	1.040,7	1.172,6	489,6	113,3	2.816,2	— 814,3	1.756,6	200,9	1.292,4	1.298,5	50,4	209,4	18,8	277,5	— 175,6
1987	1.091,3	1.313,3	506,6	130,2	3.041,5	— 816,5	1.853,5	204,9	1.444,1	1.451,1	49,8	127,6	25,8	354,3	— 202,0
1988 Décembre	1.152,4	1.378,0	506,0	151,2	3.187,7	— 961,5	1.915,5	228,8	1.723,6	1.731,8	45,9	106,6	25,4	263,2	— 159,8
1989 Mars	1.129,4	1.473,1	508,0	161,5	3.272,0	— 1.045,9	2.137,0	219,3	1.782,2	1.790,0	48,8	52,0	21,7	262,5	— 205,5
Juin	1.213,1	1.436,0	506,9	185,6	3.341,7	— 1.054,5	2.166,6	216,4	1.976,6	1.981,2	45,2	56,5	16,8	254,7	— 336,8
Septembre	1.125,1	1.527,4	571,4	192,3	3.416,3	— 1.184,4	2.225,9	214,7	2.110,0	2.113,1	48,3	47,8	14,7	214,9	— 275,6
Décembre	1.214,3	1.555,1	565,5	189,9	3.524,9	— 1.018,9	2.031,6	229,8	2.190,1	2.186,7	47,7	66,5	27,4	265,3	— 314,8
1990 Mars	1.186,8	1.655,6	583,9	223,9	3.650,2	— 1.028,7	2.254,4	248,6	2.088,5	2.093,6	45,6	30,7	22,7	260,3	— 271,8
Juin	1.250,7	1.592,3	642,5	204,6	3.690,1	— 1.052,1	2.255,0	256,5	2.195,7	2.187,7	45,6	4,7	35,4	217,7	— 268,4
Septembre	1.147,0	1.634,6	692,0	195,0	3.668,7	— 1.100,3	* 2.284,7	* 232,7	2.267,4	2.264,4	* 44,8	5,5	35,3	* 210,8	* — 312,4
Décembre	1.223,3	1.678,4	715,5	175,0	3.792,1	— 1.032,9	* 2.170,5	* 266,6	2.312,9	2.310,6	* 39,9	36,7	45,4	* 229,3	* — 276,5

¹ Voir tableau XIII-4, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vice et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le FMI.

¹² La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967; tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976; LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	31-3-91	30-6-91
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	51,8	51,7	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	363,7 ⁵	363,7
2. FMI : — Participation	23,7	25,0	22,8	22,4	19,1	16,8	16,7	15,8	16,6	15,6	16,0	15,3	15,9	17,2	16,9
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	22,0	21,7	20,6	21,0	19,0	19,6	19,1	18,4	18,4
— Autres	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,4	4,4
3. Ecus	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	129,2	122,7	118,7	116,1	109,5	104,3	109,1	105,4	106,3
4. Accords internationaux	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,4	2,5	3,0	2,5	2,9	2,5	3,4	3,4	3,5	3,2
5. FECOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	29,6	10,7	15,5	2,0	0,4	0,7	11,6	15,0	15,9	11,2	18,6	17,0	15,4	16,9	5,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8	200,7	218,6	221,9	228,2	259,1	237,7	236,1	223,9	226,5
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,2	21,5
Total des créances sur l'étranger	321,3	323,8	303,7	278,1	371,4	395,5	439,4	453,4	452,4	451,3	481,0	453,7	455,3	771,6	766,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9	0,9	0,8
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6	2,5	2,5	3,0	2,9	2,9	2,6	2,6	17,7	23,2
c) sur les banques de dépôts	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	21,9	4,2	0,0	2,5	5,2	0,0	0,0	40,8	57,6
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	9,7	10,8	12,4	14,3	17,4	21,2	24,6	24,6	24,6	29,1	29,1	29,1	29,1	29,6	29,6
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,2	37,2	37,2	37,3	37,2	37,2	37,2	19,6	19,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	3,0	3,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,3	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,4	0,8	1,3	0,4	0,9	1,0	0,8	* 0,5	* 0,0
b) effets commerciaux	46,2	0,0	7,8	0,0	0,0	0,0	5,7	10,3	15,8	5,6	20,9	18,1	14,1	* 11,7	* 10,3
c) avances	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	56,5	47,8	66,5	30,7	4,7	5,5	36,7	0,0	0,0
b) autres	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	8,9	0,0	13,5	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	0,0	8,6	1,9	1,0	4,7	3,7	0,0	3,3	8,1	14,7
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	63,0	80,1	64,5	41,7	55,2	55,0	67,8	73,0	66,5	57,4	83,0	67,7	64,9	15,4	* 16,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	703,3	694,4	712,0	669,3	706,9	667,1	682,7	920,1	942,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	31-3-91	30-6-91
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le FMI	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers le FECOM	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	6,6	6,2	6,7	5,8	5,0	10,2	4,0	4,3	4,7	6,3	5,9	6,8	8,3	9,5	6,8
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	55,1	6,5	7,0	6,1	5,3	10,5	4,3	4,6	4,9	6,5	6,1	7,1	8,5	9,8	7,1
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	12,6	16,3	14,8	14,6	15,0	15,4	15,3	14,3	20,0	14,6	16,3	15,8	19,9	16,1	16,1
2. Autres :															
a) envers la BNB	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	383,3	381,9	379,9	400,5	410,7	415,0	419,3	407,1	422,6	402,1	418,5	399,7	408,6	401,9	429,1
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
b) monnaie script. détenue par les pouvoirs publics	0,8	0,7	0,8	0,1	0,7	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1	0,0	0,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,2	2,7
D. Autres	278,8	292,1	250,8	202,8	220,0	216,1	263,2	267,6	263,6	245,4	265,2	244,0	245,2	484,8⁶	487,4
TOTAL DU PASSIF ...	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	703,3	694,4	712,0	669,3	706,9	667,1	682,7	920,1	942,9

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB., lequel est repris sous C. 3. c).

⁶ Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-90	31-8-90	30-9-90	31-10-90	30-11-90	31-12-90	31-1-91	28-2-91	31-3-91	30-4-91	31-5-91	30-6-91	31-7-91
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	363,7 ⁵	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7
2. FMI. : — Participation	16,0	16,0	15,3	15,3	15,3	15,9	15,0	15,0	17,2	16,5	16,9	16,9	16,9
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,2	19,7	19,6	19,4	19,2	19,1	18,9	18,8	18,4	18,4	18,8	18,4	17,6
— Autres	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
3. Ecus	104,3	104,3	104,3	109,1	109,1	109,1	105,4	105,4	105,4	106,3	106,3	106,3	113,9
4. Accords internationaux	2,8	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,2	3,2	3,2
5. FECOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	17,1	15,6	17,0	15,4	16,7	15,4	15,1	17,0	16,9	9,6	5,3	5,1	6,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	232,8	234,3	237,7	231,8	234,3	236,1	223,1	231,5	223,9	224,4	226,6	226,5	226,4
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0	7,3	18,2	17,8	17,6	21,5	24,2
Total des créances sur l'étranger	448,5	449,6	453,7	450,7	454,4	455,3	766,1	766,6	771,6	764,7	762,8	766,1	777,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,7	0,8	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9
2. Autres : a) sur la BNB :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,5	2,7	2,6	2,3	2,3	2,6	13,8	3,3	17,7	7,0	22,8	23,2	11,6
c) sur les banques de dépôts	1,3	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0	33,5	54,2	40,8	57,4	48,8	57,6	42,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,6	29,6	29,6	29,6	29,6	29,6	29,6
— autres	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	34,0	26,0	19,6	17,5	19,2	19,5	17,7
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,8	0,7	1,0	0,9	1,0	0,8	0,1	0,4	0,5	0,6	* 0,0	* 0,0	* 0,0
b) effets commerciaux	16,6	11,9	18,1	12,3	17,6	14,1	4,3	9,5	11,7	9,1	* 12,8	* 10,3	* 14,4
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,7	0,0	0,5	0,7	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	26,2	22,9	5,5	20,4	18,9	36,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) autres	0,0	7,9	13,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	1,8	0,0	0,0	0,0	0,1	3,3	13,8	8,0	8,1	13,8	15,4	14,7	16,8
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	62,8	62,9	67,7	67,4	67,6	64,9	15,5	13,7	15,4	17,6	* 16,8	* 16,9	* 18,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	665,2	663,5	667,1	662,0	667,0	682,7	915,2	915,6	920,1	921,6	932,9	942,9	932,7

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.⁵ Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-90	31-8-90	30-9-90	31-10-90	30-11-90	31-12-90	31-1-91	28-2-91	31-3-91	30-4-91	31-5-91	30-6-91	31-7-91
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le FMI	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers le FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	6,7	5,9	6,8	6,4	7,7	8,3	6,3	8,9	9,5	10,9	8,9	6,8	7,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	6,9	6,2	7,1	6,7	7,9	8,5	6,5	9,2	9,8	11,2	9,1	7,1	7,6
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	14,9	14,3	15,8	16,0	15,8	19,9	13,2	14,7	16,1	16,5	16,3	* 16,1	* 16,3
2. Autres :													
a) envers la BNB	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	403,0	400,2	399,7	397,6	399,2	408,6	394,7	394,8	401,9	399,9	412,3	*429,1	*407,5
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en franc belge :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	14,4	8,0	7,2	5,7	4,0	2,7	3,9
D. Autres	240,0	242,4	244,0	241,4	243,7	245,2	486,0⁶	488,6	484,8	487,9	490,9	487,4	496,8
TOTAL DU PASSIF ...	665,2	663,5	667,1	662,0	667,0	682,7	915,2	915,6	920,1	921,6	932,9	942,9	932,7

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB., lequel est repris sous C. 3. c).

⁶ Nouvelle série.

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. FMI : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	0,4	4,7	2,0	2,1	0,8	0,0	0,0	0,2	3,7	3,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,0	0,1	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,4	4,8	2,0	2,2	1,2	0,0	0,0	0,2	3,8	3,3	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,8	1,6	1,9	2,0	2,2	2,2	2,4	2,1	2,4	2,3	2,9	2,3	2,3	3,1	2,2
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,2	3,0	1,3	1,5	4,9	3,3	0,7	2,3	4,1	0,3	1,0	0,0	0,0	0,1	0,1
c) sur les banques de dépôts	4,1	0,2	3,4	1,1	6,8	7,4	1,8	4,3	0,8	0,5	3,9	0,8	2,2	1,9	4,2
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	86,8	84,3	70,6	83,6	94,6	91,1	93,4	107,4	114,3	108,6	107,1	116,5	115,1	114,1	101,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	14,7	14,6	14,4	14,4	14,4	14,2	14,1	14,1	14,1	14,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	39,2	42,4	41,2 ⁶	47,1	45,7	51,7	64,6	59,7	54,1	54,1	72,8	67,3	70,9	63,4	91,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,8	0,6	0,3	2,7	0,3	0,0	0,0	0,1	3,1	2,5	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,4	2,7	0,8	5,5	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	0,4	0,9
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,0	0,7	0,2	0,0	0,9	0,0	1,9	0,2	0,5	0,0	0,2	0,0	0,3	0,1
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	13,3	13,9	11,8	11,3	15,3	16,6	14,5	16,0	14,1	16,7	16,4	26,5	25,4	25,4	17,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	164,1	166,1	148,6⁶	167,7	188,7	188,8	197,5	208,2	212,0	203,2	219,5	231,8	230,1	222,7	232,1

¹ OCP, Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), IRC (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le FMI	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,8	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,9	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9
2. Autres :															
a) envers la BNB	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6	3,0	2,5	2,5	3,0	2,9	2,4	2,6	2,6
b) envers les organismes publics	2,2	3,0	1,4	1,5	4,9	3,3	0,7	2,3	4,1	0,3	1,0	0,0	0,0	0,1	0,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,8	5,6	6,8	6,7	10,7	8,6	7,6	7,3	9,2	7,3	5,6	5,2	2,5	4,1	5,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	15,4	15,5	15,6	14,4	15,1	14,7	15,4	15,3	16,1	16,3	16,3	16,3	16,9	17,3	17,8
— monnaie scripturale	97,3	96,2	90,3	105,6	116,1	113,9	117,5	131,0	143,4	137,5	141,0	151,3	156,4	148,4	142,3
b) monnaie script. détenue par les pouvoirs publics	37,9	40,1	29,5 ⁵	34,0	36,5	43,1	51,9	48,3	35,7	38,5	52,1	55,2	50,8	49,4	63,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	164,1	166,1	148,6⁵	167,7	188,7	188,8	197,5	208,2	212,0	203,2	219,5	231,8	230,1	222,8	232,2

¹ OCP, Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), IRC (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la BNB.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

⁵ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. FMI : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. FECON	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	439,4	507,0	530,2	529,6	548,6	516,0	526,4	546,6	568,1	602,7
8. Acceptations en franc belge représ. d'export.	17,8	16,4	30,5	19,2	21,3	15,9	16,8	16,3	16,1	15,7	15,4	15,8	15,3	17,6	16,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.090,2	4.056,3	4.226,1	4.797,6	5.226,9	5.449,4	5.115,9	5.021,4	4.966,7	4.964,0	4.704,8	5.014,3
b) en franc belge	140,0	167,5	191,5	220,2	251,6	262,5	294,2	325,1	297,4	312,4	330,4	312,1	324,3	328,7	316,1
Total des créances sur l'étranger	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.664,9	4.765,4	4.943,9	5.615,7	6.098,5	6.292,6	5.992,6	5.883,2	5.821,0	5.850,2	5.619,3	5.949,6
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	10,8	11,0	14,4	12,8	12,4	12,8	13,1	11,5	12,9	12,1	17,1	12,2	14,0	12,8	17,7
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1
b) sur les organismes publics	5,8	5,6	6,8	6,8	10,7	8,6	7,6	7,3	9,2	7,3	5,6	5,2	2,5	4,1	5,4
c) sur les banques de dépôts	399,5	469,5	437,1	517,2	466,5	544,3	569,4	635,0	642,5	637,6	604,4	648,7	893,5	845,5	880,4
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	337,4	481,1	482,2	553,3	745,1	781,1	783,1	998,9	1.002,6	1.035,4	875,5	1.097,4	1.065,2	1.062,7	925,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	392,5	482,3	499,2	615,1	642,2	740,9	812,9	802,0	816,8	846,0	813,7	810,2	852,3	* 871,3	* 905,6
— autres	113,8	155,9	249,1	266,6	170,9	133,8	115,7	115,5	119,7	122,8	122,3	112,8	105,0	* 119,2	* 120,6
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	24,1	23,3	25,6	39,4	51,5	54,3	59,8	59,4	62,6	66,2	64,5	78,0	83,6	79,2	88,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	20,0	10,0	18,9	23,1	21,3	27,6	28,9	27,8	28,7	29,5	28,4	29,2	28,9	* 30,0	* 28,8
— autres	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	71,6	75,1	72,0	70,6	64,5	63,7	73,7	72,6	* 59,7	* 57,4
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	16,6	13,5	17,8	15,5	14,0	13,1	11,6	11,3	9,2	11,3	11,5	11,2	10,5	7,4	7,1
b) effets commerciaux	160,6	167,0	201,1	191,2	220,3	173,9	172,5	160,5	167,4	158,7	164,6	154,4	160,0	149,0	150,6
c) avances	821,1	863,0	904,9	966,5	1.057,7	1.257,0	1.539,5	1.605,6	1.790,0	1.926,1	1.997,0	1.915,3	2.003,3	2.092,1	2.140,4
d) autres créances à un an au plus	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	17,0	23,3	23,2	18,6	19,3	18,9	16,5	16,7	16,2	17,3	16,2	16,0	16,5	* 16,8	* 10,8
— autres	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	30,9	29,4	31,4	29,0	31,0	31,5	29,6	29,1	* 28,1	* 29,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	10,0	2,6	21,1	16,8	16,1	25,0	19,9	21,7	16,8	14,7	20,8	13,8	35,4	21,4	44,5
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	73,9	96,4	98,6	129,4	168,9	256,9	183,4	193,6	178,4	155,1	187,4	176,7	142,7	163,8	172,6
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et obligations accessibles à tout placeur	75,4	64,8	56,3	65,9	61,4	62,6	77,0	70,5	75,9	79,0	75,5	75,8	67,1	* 71,4	* 70,0
— autres	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	71,1	71,9	72,5	66,0	63,7	63,6	55,7	49,6	* 48,2	* 44,1
D. Autres	377,4	438,5	544,0	588,8	619,7	625,4	751,0	771,6	756,5	799,7	804,9	827,7	790,1	* 784,1	* 842,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.854,0	10.954,2	11.783,9	12.164,0	12.070,7	11.851,5	11.964,6	12.272,2	12.086,0	12.491,4

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le FMI	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.507,2	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	6.445,4	6.352,8	6.321,7	6.074,0	6.378,8
b) en franc belge ¹	360,5	368,7	459,1	531,0	555,9	619,2	726,4	802,1	857,7	892,1	904,2	944,0	1.055,4	1.092,2	1.050,4
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.686,9	5.852,9	6.126,4	6.962,3	7.589,0	7.786,0	7.629,1	7.349,6	7.296,8	7.377,2	7.166,1	7.429,2
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la BNB	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	11,2	21,9	4,2	0,0	2,5	5,2	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	4,1	0,2	3,4	1,2	6,8	7,4	1,8	4,3	0,8	0,5	3,9	0,8	2,2	1,9	4,2
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,2	1,2	1,7	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
— autres	399,1	468,8	436,3	516,4	465,9	543,3	568,2	633,9	640,8	635,9	603,1	647,3	892,1	844,2	879,1
C. Engagem. envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	334,6	393,7	392,9	427,6	468,4	502,6	545,1	532,6	591,5	519,0	574,9	555,2	601,2	525,2	584,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	1,1	1,2	2,1	2,2	3,7	5,3	6,8	6,6	6,1	6,0	6,7	6,0	6,3	6,6	6,3
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	690,6	766,6	784,1	790,4	836,1	862,3	796,9	744,1	728,1	757,5
— autres dépôts	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	622,7	611,4	689,0	645,6	691,3	692,8	858,6	848,2	906,5	920,9
— à plus d'un an :															
— dépôts	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	45,2	37,3	32,2	29,2	35,3	35,5	40,4	39,4	34,4	39,6
— bons de caisse et obligations	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	461,5	468,7	475,8	477,7	536,1	530,0	543,5	603,0	657,6	675,8
b) en monnaies étrang. : dépôts à un an au plus	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	130,2	151,2	161,5	185,6	192,3	189,9	223,9	204,6	195,0	175,0
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— org. d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	13,0	15,8	11,6	19,9	22,3	37,4	69,2	79,6	74,4	85,4	62,2	52,9	45,4	73,0	60,9
D. Autres⁴	408,2	436,8	516,8	579,3	649,6	679,2	764,1	782,7	912,0	897,5	939,0	938,0	901,7	945,8	956,6
TOTAL DU PASSIF ...	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.854,0	10.954,2	11.783,9	12.164,0	12.070,7	11.851,5	11.964,6	12.272,2	12.086,0	12.491,4

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en UEFL.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	50,4	51,8	51,7	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	
2. FMI : — Participation	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	19,1	16,8	15,6	16,7	15,8	16,6	15,6	16,0	15,3	15,9	
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	20,3	22,0	21,7	20,6	21,0	19,0	19,6	19,1	
— Autres	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	
3. Ecus	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	137,3	129,2	122,7	118,7	116,1	109,5	104,3	109,1	
4. Accords internationaux	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5	2,9	2,5	3,0	2,5	2,9	2,5	3,4	3,4	
5. FECOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	439,4	507,0	530,2	529,6	548,6	516,0	526,4	546,6	568,1	602,7	
8. Accept. en franc belge représent. d'exportation	49,8	50,7	43,2	36,8	24,1	16,2	17,5	21,9	31,4	33,8	31,3	29,3	33,9	34,5	32,0	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.119,8	4.091,0	4.337,1	4.954,3	5.440,8	5.650,2	5.334,4	5.243,2	5.194,9	5.223,1	4.942,6	5.250,3	
b) en franc belge	140,0	167,6	191,5	220,3	252,0	262,5	294,2	325,1	297,5	312,7	330,4	312,1	324,3	328,7	316,1	
Total des créances sur l'étranger	3.348,2	4.009,6	4.842,8	4.970,8	5.044,7	5.315,2	6.011,2	6.547,9	6.735,8	6.449,3	6.335,6	6.274,6	6.331,2	6.072,9	6.404,9	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principale- ment monétaires :																
1. Pièces et billets	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	16,5	16,1	14,4	16,1	15,2	20,6	15,3	17,0	16,8	20,8	(1)
2. Autres : a) sur la BNB :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	
b) sur les organismes publics	12,4	13,2	12,5	12,7	20,0	15,7	12,0	12,6	15,9	10,1	9,5	8,2	5,4	6,7	8,1	
c) sur les banques de dépôts	403,6	469,7	442,7	519,0	473,4	551,8	571,2	650,5	665,2	642,2	608,3	652,0	900,8	847,5	885,2	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	461,2	602,4	589,8	673,9	876,8	909,2	913,5	1.143,3	1.153,9	1.180,9	1.019,6	1.251,0	1.217,4	1.213,8	1.063,8	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	415,0	507,0	524,9	642,5	671,5	773,1	848,8	840,9	855,7	884,9	852,5	853,4	895,5 *	914,5 *	948,8	(7)
— autres	151,3	193,4	286,6	304,1	208,3	171,2	153,2	152,8	156,9	160,0	159,5	150,1	142,2 *	156,4 *	157,8	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	63,3	65,7	66,8 ⁵	86,5	97,1	105,9	124,4	119,0	116,7	120,3	137,3	145,3	154,5	142,6	180,0	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	21,0	10,6	19,6	23,8	22,0	28,4	29,6	28,5	29,3	30,3	29,0	29,8	29,5 *	30,7 *	29,4	(8)
— autres	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	71,6	75,1	72,0	70,6	64,5	63,7	73,7	72,6 *	59,7 *	57,4	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	27,2	20,8	18,1	17,6	14,0	13,1	11,6	11,5	10,3	12,4	12,8	11,7	11,4	8,4	7,9	(9)
b) effets commerciaux	203,7	213,8	201,4	201,7	220,6	173,9	172,5	165,1	176,2	171,5	180,4	161,5	181,0	167,0	164,7	(9)
c) avances	821,5	863,4	905,0	966,5	1.057,7	1.257,0	1.539,5	1.605,6	1.790,1	1.926,1	1.997,0	1.915,3	2.003,3	2.092,1	2.140,4	(9)
d) autres créances à un an au plus	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	17,7	23,8	23,6	18,8	19,3	18,9	16,5	16,7	16,2	17,3	16,2	16,0	16,6 *	16,8 *	10,8	(11)
— autres	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	30,9	29,4	31,4	29,0	31,0	31,5	29,6	29,1 *	28,1 *	29,1	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la BNB pour le financement de cer- tificats de trésorerie	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	52,0	56,5	47,8	66,5	30,7	4,7	5,5	36,7	(12)
b) autres	10,0	16,2	21,1	17,2	18,8	25,8	25,4	21,7	16,8	14,7	27,4	22,7	35,4	35,3	45,4	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	74,3	96,5	99,3	129,6	168,9	257,9	183,4	199,0	187,3	157,5	188,4	181,6	146,3	164,2	176,0	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. acc. à tout placeur	75,7	65,1	56,6	66,2	61,7	62,9	77,1	70,6	76,0	79,0	75,6	75,9	67,2 *	71,4 *	70,0	(14)
— autres	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	71,1	71,9	72,5	66,0	63,7	63,6	55,7	49,6 *	48,2 *	44,1	(14)
D. Autres	467,2	515,4	635,9	664,6	676,8	697,2	820,5	840,2	838,4	889,4	887,8	911,6	898,5 *	877,4 *	925,3	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	6.905,6	8.049,0	9.155,7 ⁵	9.678,6	10.059,8	10.695,0	11.809,6	12.668,9	13.079,3	12.968,3	12.783,1	12.865,8	13.209,3	12.975,8	13.406,2	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le FMI	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers le FECOM	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.507,2	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	6.445,4	6.352,8	6.321,7	6.074,0	6.378,8	
b) en franc belge ¹	367,3	375,5	465,3	537,7	561,7	624,2	736,6	806,6	861,8	896,4	908,9	950,3	1.061,3	1.099,0	1.058,7	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.693,9	5.859,0	6.131,7	6.972,7	7.593,8	7.790,3	7.633,7	7.354,5	7.303,3	7.383,3	7.173,2	7.437,8	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	16,5	16,1	14,4	16,1	15,2	20,6	15,3	17,0	16,8	20,8	(1)
2. Autres :																
a) envers la BNB	4,4	4,6	6,5	5,2	4,4	3,8	3,6	14,2	24,4	6,6	3,0	5,4	7,6	2,6	2,7	
b) envers les organismes publics	6,3	3,2	4,8	2,7	11,7	10,7	2,5	6,5	5,0	0,8	4,8	0,8	2,2	2,0	4,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,2	1,2	1,7	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	
— autres	405,3	474,7	443,6	523,5	476,7	552,2	576,0	641,2	650,1	643,2	608,9	652,6	894,7	848,3	884,5	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	384,9	398,8	397,5	394,3	415,6	425,3	430,5	410,2	435,4	423,4	438,8	418,4	435,5	417,0	426,4	(1)
— monnaie scripturale ³	432,3	490,1	483,6	533,4	584,8	616,9	662,9	663,9	735,4	656,8	716,2	706,8	757,8	673,8	727,3	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	39,6	42,1	32,3	37,0	40,3	49,1	59,0	55,3	42,3	44,9	59,3	61,6	57,4	56,2	69,5	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en franc belge :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	690,6	766,6	784,1	790,4	836,1	862,3	796,9	744,1	728,1	757,5	(2)
— autres dépôts	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	622,7	611,4	689,0	645,6	691,3	692,8	858,6	848,2	906,5	920,9	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	45,2	37,3	32,2	29,2	35,3	35,5	40,4	39,4	34,4	39,6	(3)
— bons de caisse et obligations	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	461,4	468,7	475,8	477,7	536,1	530,0	543,5	603,0	657,6	675,8	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	130,2	151,2	161,5	185,6	192,3	189,9	223,9	204,6	195,0	175,0	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	13,0	15,8	11,6	19,9	22,4	37,5	69,2	79,6	74,5	85,4	62,2	52,9	45,4	73,0	60,9	(14)
D. Autres	662,8	715,6	808,9	830,1	852,3	899,2	980,3	1.045,7	1.175,2	1.165,0	1.202,6	1.183,4	1.167,4	1.189,8	1.201,8	(15)
TOTAL DU PASSIF...	6.905,6	8.049,0	9.155,7 ⁶	9.678,6	10.059,8	10.695,0	11.809,6	12.668,9	13.079,3	12.968,3	12.783,1	12.865,7	13.209,3	12.975,9	13.406,4	

¹ Pour la BNB, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI ; pour les organismes principalement monétaires, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en UEBL.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB, lequel est repris sous C. 3. c).

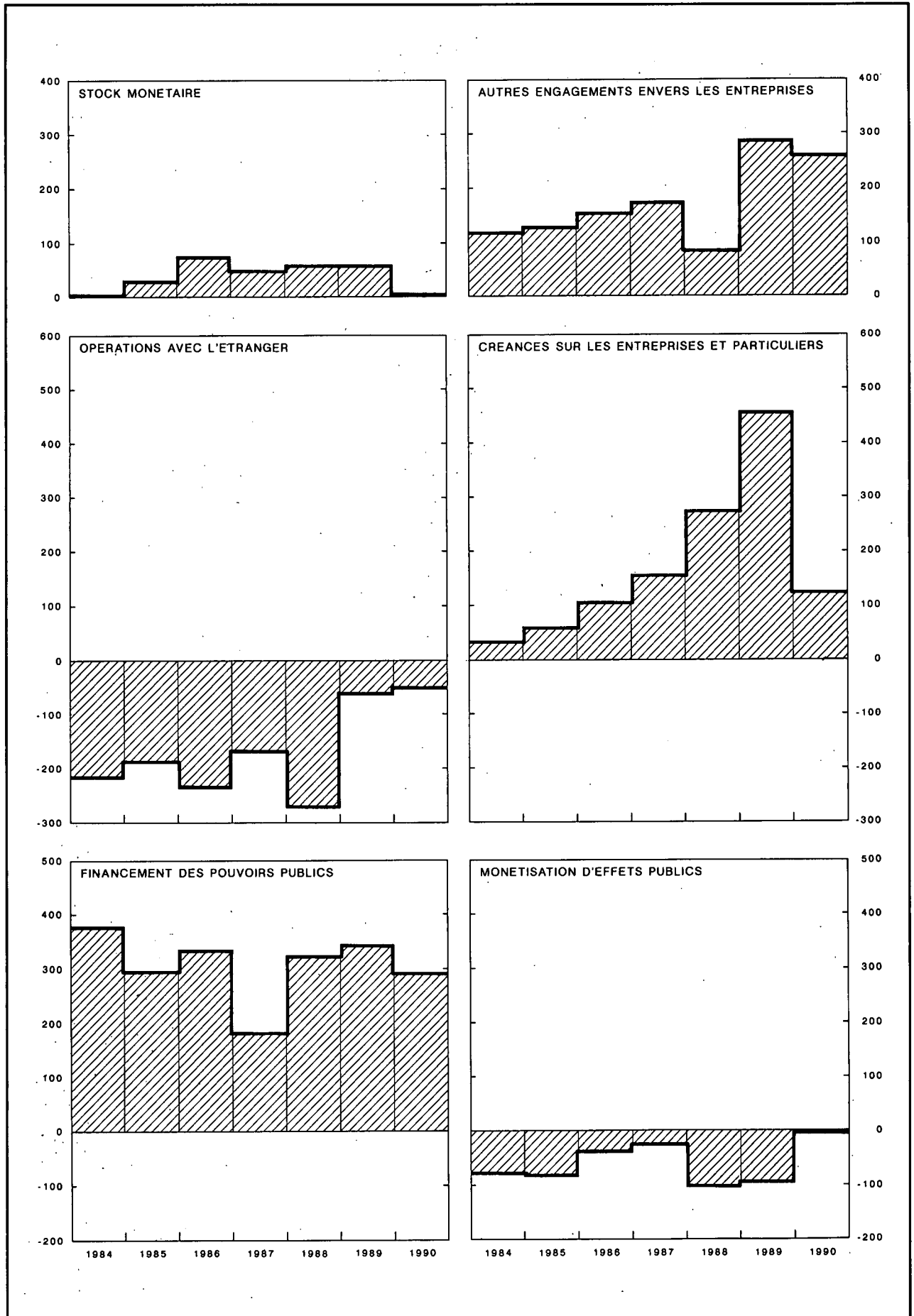
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note *).

⁶ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1983	+ 74,3	+ 66,0	+ 62,7	+ 2,9	+205,9	-250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+397,3	+ 2,7	- 26,8	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+124,6	-216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,5	+ 55,6	- 14,2	+158,5	-188,2	+ 62,2	- 3,2	+ 10,8	- 0,8	+311,8	- 15,8	- 78,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,9	+156,3	+ 8,0	- 10,3	+229,9	-235,3	+103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 48,1	+ 14,3
1987	+ 50,5	+140,7	+ 17,1	+ 17,0	+225,3	-170,4	+152,6	0,0	- 0,8	- 0,9	+162,0	+ 1,3	- 14,0	- 2,5	+ 72,6	+ 25,3
1988	+ 61,1	+ 64,7	- 0,6	+ 21,0	+146,2	-273,7	+280,7	- 8,0	- 0,1	- 1,2	+292,2	+ 31,3	- 89,6	- 13,5	- 89,8	+ 18,0
1989	+ 61,9	+177,1	+ 59,5	+ 38,7	+337,2	-277,2	+454,9	+ 3,1	- 3,5	+ 11,6	+327,1	+ 1,9	- 78,6	+ 18,6	+ 4,4	-125,0
1990	+ 9,0	+123,2	+150,0	- 15,0	+267,2	- 53,9	+123,9	*- 8,4	+ 6,6	- 1,0	*+263,7	*+ 35,9	*- 0,3	- 7,1	*- 41,0	*- 51,2
1988 4 ^e trimestre ...	+ 31,5	+ 32,9	- 8,5	- 6,9	+ 49,0	- 8,1	+ 65,6	- 7,6	- 3,6	0,0	- 8,2	+ 2,5	- 25,5	+ 7,0	+ 3,2	+ 23,6
1989 1 ^{er} trimestre ...	- 23,0	+ 95,0	+ 2,0	+ 10,3	+ 84,3	- 45,2	+ 58,2	+ 2,6	- 9,5	+ 0,5	+211,3	- 9,2	- 54,3	- 3,9	+ 2,1	- 68,2
2 ^e trimestre ...	+ 83,7	- 37,1	- 1,1	+ 24,1	+ 69,7	- 74,0	+191,2	- 2,4	+ 3,1	+ 3,2	+ 42,5	- 2,6	- 15,0	- 5,9	- 8,0	- 62,4
3 ^e trimestre ...	- 88,0	+ 91,4	+ 64,5	+ 6,7	+ 74,6	-186,9	+131,9	+ 2,0	+ 7,4	+ 1,6	+119,7	- 2,6	+ 30,8	+ 0,9	- 39,8	+ 9,8
4 ^e trimestre ...	+ 89,2	+ 27,7	- 5,9	- 2,4	+108,6	+ 28,9	+ 73,7	+ 0,7	- 4,4	+ 6,4	- 46,3	+ 16,3	- 40,2	+ 27,5	+ 50,2	- 4,2
1990 1 ^{er} trimestre ...	- 27,5	+100,4	+ 18,4	+ 34,0	+125,3	+ 30,1	- 93,1	- 1,9	- 5,4	- 8,5	+194,2	+ 17,9	+ 1,7	- 4,8	- 5,9	+ 1,1
2 ^e trimestre ...	+ 63,9	- 63,3	+ 58,6	- 19,3	+ 40,0	- 15,5	+ 94,1	- 0,5	+ 9,1	+ 13,1	- 7,0	+ 8,2	+ 2,8	- 5,4	- 44,8	- 14,1
3 ^e trimestre ...	-103,7	+ 42,3	+ 49,5	- 9,6	- 21,5	-108,0	+ 76,7	*- 1,0	+ 0,9	- 4,9	*+107,8	*- 24,9	*- 20,8	+ 19,8	*- 9,0	*- 58,1
4 ^e trimestre ...	+ 76,2	+ 43,8	+ 23,4	- 20,0	+123,4	+ 39,6	+ 46,2	*- 5,0	+ 2,1	- 0,7	*- 31,2	*+ 34,6	*+ 16,0	- 16,7	*+ 18,7	*+ 19,8

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en franc belge au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale			Total (7) = (4) à (6)			
	Billets et pièces du Trésor ² (1)	Billets de la BNB (2)	Stock de monnaie fiduciaire ³ (3)	Auprès de la BNB ⁴ (4)	Auprès des organismes publics ⁵ (5)	Auprès des banques (6)				(8) = (3) + (7)
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Ancienne série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	85,6	392,9	478,9	876,4	57,8	934,2
1984 Nouvelle série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	90,3	392,9	483,6	881,1	32,3	913,4
1985	14,4	394,7	394,3	0,2	105,6	427,6	533,4	927,7	37,0	964,7
1986	15,1	415,1	415,6	0,2	116,1	468,4	584,8	1.000,4	40,3	1.040,7
1987	14,7	425,6	425,3	0,3	113,9	502,6	616,9	1.042,2	49,1	1.091,3
1988 Décembre	15,4	430,4	430,5	0,2	117,5	545,1	662,9	1.093,3	59,1	1.152,4
1989 Mars	15,3	408,4	410,2	0,3	131,0	532,6	663,9	1.074,1	55,3	1.129,4
Juin	16,1	434,6	435,4	0,4	143,4	591,5	735,3	1.170,7	42,4	1.213,1
Septembre	16,3	421,4	423,4	0,3	137,5	519,0	656,8	1.080,2	44,9	1.125,1
Décembre	16,3	442,5	438,8	0,4	140,9	575,0	716,2	1.155,1	59,2	1.214,3
1990 Mars	16,3	416,6	418,4	0,3	151,3	555,2	706,8	1.125,2	61,6	1.186,8
Mai	16,8	426,3	427,8	0,3	148,1	594,9	743,2	1.171,0	53,9	1.225,0
Juin	16,9	434,8	435,5	0,3	156,3	601,2	757,8	1.193,3	57,4	1.250,7
Juillet	17,1	417,8	420,1	0,2	149,9	559,6	709,7	1.129,7	60,1	1.189,8
Août	17,2	414,5	417,4	0,2	149,6	548,6	698,4	1.115,8	56,6	1.172,5
Septembre	17,3	415,5	418,0	0,3	148,3	525,2	673,8	1.090,9	56,2	1.147,0
Octobre	17,5	413,6	415,1	0,2	141,7	524,9	666,7	1.081,8	66,2	1.148,0
Novembre	17,6	415,0	416,8	0,2	135,2	539,3	674,7	1.091,5	55,6	1.147,1
Décembre	17,8	428,5	426,4	0,3	142,4	584,8	727,4	1.153,8	69,4	1.223,3
1991 Janvier	17,6	407,8	412,3	0,1	163,1	556,0	719,3	1.131,5	82,1	1.213,7
Février	17,6	409,4	412,4	0,3	142,6	553,8	696,7	1.109,1	85,9	1.195,0
Mars	17,8	418,1	419,8	0,2	143,4	578,6	722,3	1.142,1	99,4	1.241,5
Avril	18,0	416,3	417,9	0,2	158,7	596,5	755,4	1.173,3	90,5	1.263,7
Mai	18,3	428,6	430,5	0,3	138,5	585,8	724,6	1.155,1	95,4	1.250,5

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires, financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la BNB.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la BNB détenus par les organismes et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ OCP et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la BNB n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²					
	BNB	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)
				BNB	Autres organismes principalement monétaires	Total			
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	-130,1	-154,3	+100,8	- 5,1	-250,0
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	-125,6	- 77,3	+140,6	- 1,4	-216,5
1985	296,7	-1.019,8	- 723,1	- 3,5	-130,6	-134,1	+ 43,3	+ 10,8	-188,2
1986	272,0	-1.086,3	- 814,3	- 6,3	-109,6	-115,9	+ 16,3	+ 3,1	-235,3
1987	366,0	-1.182,5	- 816,5	+ 79,1	-133,1	- 54,0	+117,2	- 0,8	-170,4
1988	385,1	-1.346,6	- 961,5	+ 25,5	-146,4	-120,8	+153,0	- 0,1	-273,7
1989	447,5	-1.466,5	-1.018,9	+ 82,2	-169,5	- 87,3	+193,4	- 3,5	-277,2
1990	446,8	-1.479,6	-1.032,9	+ 16,5	+ 57,5	+ 74,0	+121,3	+ 6,6	- 53,9
1988 4 ^e trimestre	385,1	-1.346,6	- 961,5	+ 6,5	+ 30,6	+ 37,0	+ 48,7	- 3,6	- 8,1
1989 1 ^{er} trimestre	444,4	-1.490,3	-1.045,9	+ 64,2	-126,1	- 61,9	- 7,2	- 9,5	- 45,2
2 ^e trimestre	435,1	-1.489,7	-1.054,5	+ 4,8	- 82,2	- 77,5	- 6,6	+ 3,1	- 74,0
3 ^e trimestre	448,8	-1.633,2	-1.184,4	+ 11,9	- 90,4	- 78,5	+101,0	+ 7,4	-186,9
4 ^e trimestre	447,5	-1.466,5	-1.018,9	+ 1,4	+129,3	+130,6	+106,2	- 4,4	+ 28,9
1990 1 ^{er} trimestre	444,8	-1.473,5	-1.028,7	- 1,3	+ 33,2	+ 32,0	+ 7,3	- 5,4	+ 30,1
2 ^e trimestre	474,9	-1.527,0	-1.052,1	+ 36,2	- 42,1	- 5,9	+ 0,6	+ 9,1	- 15,5
3 ^e trimestre	446,6	-1.546,9	-1.100,3	- 20,5	- 13,6	- 34,1	+ 73,0	+ 0,9	-108,0
4 ^e trimestre	446,8	-1.479,6	-1.032,9	+ 2,1	+ 79,9	+ 82,0	+ 40,3	+ 2,1	+ 39,6

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en franc belge des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des parastatistiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période										Variations aux cours de change des réserves de transactions ⁶
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant			Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	CEE ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10) = (6) - (9)	(11)	
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	23,6	30,1	283,0	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	23,6	30,6	257,6	- 8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	23,6	29,7	246,4	+ 7,2
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	23,6	28,9	342,1	+ 80,7
1988	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,8	10,5	23,6	34,1	360,7	+ 25,2
1989	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	23,6	28,5	408,1	+ 12,3
1990	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 16,5
1989 2 ^e trimestre	51,8	43,6	129,2	200,7	2,5	427,8	4,3	23,6	27,9	399,9	- 1,3
1989 3 ^e trimestre	51,7	42,4	122,7	218,6	3,0	438,4	4,6	23,6	28,2	410,2	+ 8,5
1989 4 ^e trimestre	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	23,6	28,5	408,1	+ 0,5
1990 1 ^{er} trimestre	51,5	41,4	116,1	228,2	2,9	440,1	6,5	23,6	30,1	410,0	+ 3,4
1990 2 ^e trimestre	51,5	39,9	109,5	259,1	2,5	462,4	6,1	23,6	29,7	432,7	+ 28,4
1990 3 ^e trimestre	51,5	39,8	104,3	237,7	3,4	436,7	7,1	23,6	30,7	406,0	- 18,9
1990 4 ^e trimestre	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 3,6
1990 Juillet	51,5	40,0	104,3	232,8	2,8	431,4	6,9	23,6	30,5	400,9	- 22,9
1990 Août	51,5	40,6	104,3	234,3	3,3	434,0	6,2	23,6	29,8	404,2	+ 2,7
1990 Septembre	51,5	39,8	104,3	237,7	3,4	436,7	7,1	23,6	30,7	406,0	+ 1,3
1990 Octobre	51,5	39,6	109,1	231,8	3,4	435,3	6,7	23,6	30,3	405,0	+ 2,3
1990 Novembre	51,5	39,4	109,1	234,3	3,4	437,7	7,9	23,6	31,5	406,2	+ 0,6
1990 Décembre	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 0,7
Nouvelle série											
1991 1 ^{er} trimestre	363,7	40,1	105,4	223,9	3,5	736,5	9,8	21,4	31,2	705,4	- 4,1
1991 2 ^e trimestre	363,7	39,8	106,3	226,5	3,2	739,5	7,1	21,4	28,5	711,0	+ 7,3
1991 Janvier	363,7	38,3	105,4	223,1	3,5	734,0	6,5	21,4	27,9	706,0	- 1,4
1991 Février	363,7	38,3	105,4	231,5	3,5	742,4	9,2	21,4	30,5	711,8	+ 3,7
1991 Mars	363,7	40,1	105,4	223,9	3,5	736,5	9,8	21,4	31,2	705,4	- 6,4
1991 Avril	363,7	39,3	106,3	224,4	3,5	737,2	11,2	21,4	32,6	704,7	+ 0,2
1991 Mai	363,7	40,1	106,3	226,6	3,2	739,9	9,1	21,4	30,5	709,3	+ 5,3
1991 Juin	363,7	39,8	106,3	226,5	3,2	739,5	7,1	21,4	28,5	711,0	+ 1,8
1991 Juillet	363,7	38,9	113,9	226,4	3,2	746,2	7,6	21,4	29,0	717,2	+ 0,2

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la BNB. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du FMI et que la BNB a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la BNB pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « polilique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprennent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le FCOM au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la BNB.

⁴ Comprennent les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la CEE et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la BNB.

⁵ Comprennent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la BNB en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	51,5	51,5
Fonds Monétaire International :									
Participation	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5	19,1	16,8	16,6	15,9
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	20,6	19,1
Ecus	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	118,6	109,1
Monnaies étrangères	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8	221,9	236,1
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4	24,9	23,6	27,4	31,9
Autres	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—	3,0	0,8
Accords internationaux	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5	2,4	3,4
Avances au FMI	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	0,0	0,0	0,0
Dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR	—	—	—	—	—	—	3,2	4,9	4,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEE : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0	0,0
Effets de commerce	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0	0,4	0,7	33,2	30,3
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé ...	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,5	3,0
Intermédiaires financiers du secteur public et									
Fonds des Rentes	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	0,0
Autres institutions du secteur public	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3
Entreprises privées et publiques, et particu-									
liers	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	66,5	36,7
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,7	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6	2,9	2,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,2	3,2
Valeurs à recevoir	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3	6,5	2,5	6,0	0,8
Fonds publics	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2	19,2	22,8	26,2	30,6
Immeubles, matériel et mobilier	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4	6,8	8,1	10,0	10,7
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—	—	—
Comptes transitoires	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8	16,2	13,5	19,1	19,9
Total de l'actif ...	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	712,0	682,7

N.B. Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.
Billets en circulation	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1	425,6	430,4	442,5	428,5
Comptes courants :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intermédiaires financiers, entreprises et particuliers	1,4	1,3	1,5	1,2	0,5	1,3	0,9	1,0	0,5
Banques à l'étranger et institutions internationales	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7	1,6	6,9	2,1	5,9
Valeurs à payer	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2	8,5	9,2	17,5	9,6
Accords d'aide financière	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6	3,0	2,7
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9	152,9	138,0	121,6	109,9
Autres	—	—	—	1,4	—	—	—	—	—
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	6,8	3,4	1,1
Caisse de Pensions du Personnel	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—	—	—
Comptes transitoires	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9	11,2	11,3	10,8	11,2
Réserve indisponible de plus-values sur or ..	—	—	—	—	—	—	—	54,8	54,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3	2,4
Réserve extraordinaire	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9	14,0	15,9	18,3	20,8
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8	6,2	7,6	9,5	10,1
Bénéfice net à répartir	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2
Total du passif ...	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	712,0	682,7

N.B. Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1991 4 février	1991 4 mars	1991 8 avril	1991 6 mai	1991 10 juin	1991 24 juin	1991 8 juillet	1991 5 août
Or	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7
Monnaies étrangères	223,3	227,0	224,4	224,7	225,9	226,1	225,6	226,6
Droits de tirage spéciaux (DTS)	18,9	18,7	18,2	18,4	18,7	18,4	18,0	17,6
Participation au FMI	15,0	15,0	17,2	16,5	16,9	16,9	16,9	16,9
Prêts au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Ecus	105,4	105,4	106,3	106,3	106,3	106,3	113,9	113,9
FECOM : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEE : Soutien financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	3,5	3,5	3,5	3,5	3,2	3,2	3,2	3,2
Avances sur nantissement	54,0	45,6	45,6	35,3	35,5	40,4	45,2	45,6
Effets de commerce	19,1	27,1	23,6	18,4	19,0	21,7	17,6	18,2
Effets achetés sur le marché	24,0	26,0	18,0	17,1	17,5	17,5	17,5	17,4
Créances suite à d'autres interventions sur le mar- ché monétaire	29,8	31,7	42,5	67,2	69,9	72,5	71,3	53,6
Avances au Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances à l'Etat belge	9,6	0,3	4,3	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances à l'Etat luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies	1,1	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,6	2,7	2,9	2,9	3,0	3,0	2,9	3,0
Placements statutaires (art. 21)	33,9	33,9	33,9	33,8	33,9	33,9	33,9	33,9
Immeubles, matériel et mobilier	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7
Comptes divers	1,3	2,8	3,4	4,5	5,7	5,8	6,0	7,0
	920,2	919,5	923,4	928,3	935,2	945,6	951,6	936,7

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1991 4 février	1991 4 mars	1991 8 avril	1991 6 mai	1991 10 juin	1991 24 juin	1991 8 juillet	1991 5 août
Billets en circulation	411,0	412,6	416,7	423,0	430,7	438,8	445,0	428,4
Comptes courants en francs :								
Trésor	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	6,2	7,9	8,5	7,5	5,9	8,9	6,3	4,8
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire	14,6	7,8	9,1	5,5	4,0	2,1	2,6	3,5
Comptes courants en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords d'aide financière	2,6	2,7	2,9	2,9	3,0	3,0	2,9	3,0
Contrepartie des DTS alloués	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4
FECOM : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve indisponible de plus-values sur or	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères	364,9	364,9	364,5	364,3	363,8	363,8	369,7	369,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5
Comptes divers	10,8	13,4	11,6	14,1	17,7	19,0	15,0	17,3
	920,2	919,5	923,4	928,3	935,2	945,6	951,6	936,7

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : OCP.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1983	1.268	266,3	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,1	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,4	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,8	95,4	500,2	966,3	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	97,9	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1989	1.147	312,0	102,1	541,9	1.100,9	543,0	1.100,9	3.286,8	98
1990	1.142	325,7	109,4	574,6	1.129,2	574,1	1.129,2	3.407,0	98
1989 1 ^{er} trimestre	1.151	318,9	101,7	571,9	1.194,9	568,9	1.194,9	3.530,6	98
2 ^e trimestre	1.149	331,9	99,5	584,5	1.271,6	582,2	1.271,5	3.709,8	98
3 ^e trimestre	1.148	312,0	101,8	497,3	978,7	511,2	978,7	2.965,9	98
4 ^e trimestre	1.147	285,8	105,5	514,0	958,6	509,7	958,6	2.940,8	98
1990 1 ^{er} trimestre	1.146	321,4	114,2	602,1	1.275,9	596,1	1.275,9	3.749,9	98
2 ^e trimestre	1.143	349,1	115,3	621,5	1.191,1	603,0	1.191,1	3.606,6	98
3 ^e trimestre	1.142	318,7	106,4	536,5	1.050,0	558,3	1.050,0	3.194,8	98
4 ^e trimestre	1.142	313,7	102,2	538,3	999,7	538,9	999,7	3.076,7	98
1991 1 ^{er} trimestre	1.145	307,6	106,8	657,1	1.371,9	667,4	1.371,9	4.068,2	98
1990 Mai	1.146	329,5	117,6	630,6	1.239,7	643,6	1.239,7	3.753,7	97
Juin	1.143	354,5	115,3	617,4	1.208,0	591,7	1.208,0	3.625,1	98
Juillet	1.143	388,8	108,2	609,2	1.153,1	625,2	1.153,1	3.540,5	98
Août	1.143	325,9	105,4	517,2	1.011,3	549,3	1.011,3	3.089,0	98
Septembre	1.142	238,9	105,5	483,0	985,7	500,5	985,7	2.954,8	98
Octobre	1.141	332,7	100,8	559,7	1.019,4	553,0	1.019,4	3.151,5	98
Novembre	1.141	293,3	104,0	510,7	1.022,9	525,8	1.022,9	3.082,4	98
Décembre	1.142	314,5	101,7	544,4	956,9	538,0	956,9	2.996,1	98
1991 Janvier	1.144	328,2	104,0	646,1	1.275,9	634,0	1.275,9	3.831,8	98
Février	1.145	306,1	113,2	651,4	1.349,1	673,8	1.349,1	4.023,4	98
Mars	1.145	288,2	103,9	673,9	1.490,6	694,4	1.490,6	4.349,5	98
Avril	1.145	338,1	102,8	710,6	1.341,3	665,6	1.341,3	4.059,9	99
Mai	1.145	308,1	107,9	670,4	1.347,1	693,9	1.347,1	4.058,5	98

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 30 avril	1991 30 avril	1990 31 mai	1991 31 mai
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, CNCP	16,2	16,7	21,4	21,5	17,7	17,4	16,7	17,6
Prêts au jour le jour	260,9	265,8	353,6	359,9	390,2	432,7	440,9	440,0
Banquiers	2.562,7	2.792,1	2.800,6	2.962,4	3.043,9	2.895,7	2.843,3	2.892,9
Maison-mère, succursales et filiales	1.627,8	1.897,9	1.989,1	2.098,4	2.033,1	2.041,9	2.182,2	2.805,5
Autres valeurs à recevoir à court terme	68,3	65,9	112,1	86,1	102,2	92,2	101,8	98,1
Portefeuille-effets	1.169,5	1.105,5	1.166,7	1.196,3	1.301,4	1.098,7	1.408,7	1.091,4
a) Effets publics	901,4	838,4	917,6	980,8	1.048,1	853,9	1.149,9	849,3
b) Effets commerciaux ^a	268,1	267,1	249,1	215,5	253,3	244,8	258,8	242,1
Reports et avances sur titres	5,4	6,1	8,5	2,3	7,4	5,6	5,4	5,3
Débiteurs par acceptations	39,0	44,5	45,8	45,5	44,8	53,0	44,7	53,9
Débiteurs divers	2.106,0	2.476,1	2.992,8	3.181,3	3.053,1	3.394,4	3.037,7	3.375,1
Valeurs mobilières	1.629,0	1.762,5	1.752,7	1.877,6	1.742,6	2.007,3	1.747,9	2.007,8
a) Fonds publics belges	1.086,2	1.135,2	1.117,2	1.176,4	1.112,4	1.208,9	1.102,8	1.230,5
b) Autres titres d'emprunt	510,0	581,8	580,2	649,7	580,6	738,7	595,5	719,8
c) Actions et parts de sociétés	16,1	15,6	17,2	12,7	14,5	14,1	14,6	14,2
d) Autres valeurs mobilières	16,7	29,9	38,1	38,8	35,1	45,6	35,0	43,3
Valeurs de la réserve légale	5,6	5,5	6,6	6,7	6,6	7,8	6,6	7,8
Participations	48,7	73,0	89,0	82,8	91,8	89,8	91,3	89,5
a) Filiales	32,8	46,5	67,2	63,9	68,3	65,2	68,3	65,0
b) Autres participations	15,9	26,5	21,8	18,9	23,5	24,6	23,0	24,5
Frais de constitution et de premier établissement	2,8	3,2	3,6	3,7	3,8	3,7	3,9	3,7
Immeubles	27,5	33,1	35,6	42,0	35,7	42,8	35,6	47,4
Participations dans les filiales immobilières	2,3	2,6	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2
Créances sur les filiales immobilières	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,1
Matériel et mobilier	10,7	11,3	12,5	12,8	12,9	13,2	12,9	13,2
Divers	271,4	392,3	458,6	509,8	454,7	493,6	461,2	495,3
Total de l'actif ...	9.854,0	10.954,2	11.851,5	12.491,4	12.344,4	12.692,2	12.443,3	13.446,8
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la BNB et des autres institutions publiques de crédit	53,0	45,7	47,8	48,1	47,5	39,2	46,9	38,7
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,5	1,5	16,5	12,7	17,2		15,5	

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

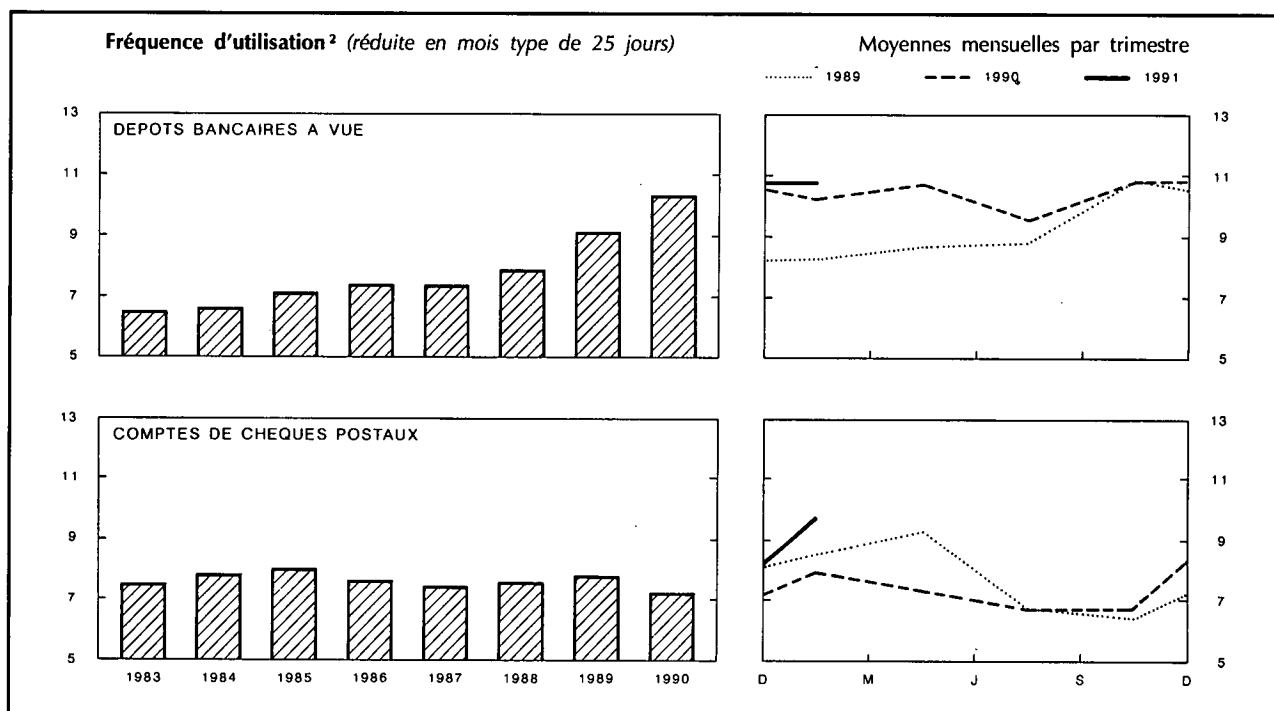
Passif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 30 avril	1991 30 avril	1990 31 mai	1991 31 mai
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	33,7	9,6	21,8	15,0	23,3	116,2	28,7	102,7
a) Créanciers garantis par des privilèges	9,0	9,2	10,4	9,4	14,0	11,9	9,4	9,5
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	24,7	0,4	11,4	5,6	9,3	104,3	19,3	93,2
Emprunts au jour le jour	365,2	448,0	445,9	472,4	422,6	467,6	486,8	547,0
Banquiers	4.684,7	4.856,4	4.841,1	4.913,1	5.037,5	4.863,9	4.954,6	4.866,5
Maison-mère, succursales et filiales	940,7	1.344,0	1.557,7	1.704,2	1.687,9	1.491,3	1.788,9	2.209,3
Acceptations	39,0	44,5	45,8	45,5	44,8	53,0	44,7	53,9
Autres valeurs à payer à court terme	81,4	69,5	113,1	76,5	125,6	79,8	104,1	86,9
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,9	5,4	5,2	3,1	5,6	3,6	6,2	3,6
Dépôts et comptes courants	2.647,8	2.983,8	3.410,0	3.628,6	3.558,3	3.808,2	3.573,5	3.786,7
a) A vue	662,4	731,1	812,7	780,2	809,0	835,7	823,9	829,9
b) A un mois au plus	675,7	734,7	896,3	976,0	962,0	1.079,7	953,5	1.041,0
c) A plus d'un mois	520,3	637,2	720,7	969,1	886,7	1.016,4	902,7	1.040,7
d) A plus d'un an	28,3	30,1	22,8	23,6	23,0	21,6	22,0	21,6
e) A plus de deux ans	58,7	70,0	80,0	85,8	95,6	96,6	95,4	86,0
f) Carnets de dépôts	698,3	776,4	873,5	767,2	775,6	716,1	768,0	719,3
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	4,1	4,3	4,0	26,7	6,4	42,1	8,0	48,2
Obligations et bons de caisse	461,6	470,7	533,4	690,8	547,9	751,9	566,1	771,0
Montants à libérer sur titres et participations ..	1,4	1,5	2,0	1,8	2,0	2,0	2,0	2,0
Divers	335,9	416,2	504,4	550,1	524,1	632,4	516,4	590,7
<i>Total de l'exigible ...</i>	9.596,3	10.649,6	11.480,4	12.101,1	11.979,6	12.269,9	12.072,0	13.020,3
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	68,3	87,1	94,7	101,8	93,0	120,5	98,8	119,2
<i>Non exigible :</i>								
Capital	91,0	98,2	119,2	144,7	131,5	150,7	131,2	150,7
Fonds indisponible par prime d'émission	12,9	13,4	22,8	23,4	23,4	25,4	23,2	29,9
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	5,2	5,5	6,5	7,0	6,9	8,1	6,9	8,2
Réserve disponible	44,5	47,5	55,5	56,0	53,8	60,9	54,8	61,6
Autres réserves	22,8	40,0	52,8	44,0	43,2	43,0	43,3	43,0
Provisions	13,0	12,9	19,6	13,4	13,0	13,7	13,1	13,9
<i>Total du non exigible ...</i>	189,4	217,5	276,4	288,5	271,8	301,8	272,5	307,3
Total du passif ...	9.854,0	10.954,2	11.851,5	12.491,4	12.344,4	12.692,2	12.443,3	13.446,8

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OCP ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OCP ⁴
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988	3.279,3	825,5	4.104,8	8,00	7,84	7,53
1989	4.075,5	913,4	4.988,9	9,23	9,14	7,77
1990	4.648,3	922,8	5.571,1	10,44	10,31	7,21
1989 1 ^{er} trimestre	3.622,7	1.026,3	4.649,0	8,36	8,25	8,55
2 ^e trimestre	3.915,7	1.068,8	4.984,5	8,67	8,66	9,30
3 ^e trimestre	3.877,7	783,0	4.660,7	9,05	8,82	6,73
4 ^e trimestre	4.885,7	775,5	5.661,2	10,80	10,80	6,52
1990 1 ^{er} trimestre	4.581,4	1.065,3	5.646,7	10,50	10,24	7,98
2 ^e trimestre	4.735,1	1.000,8	5.735,9	10,53	10,67	7,40
3 ^e trimestre	4.390,0	835,4	5.225,4	9,69	9,57	6,67
4 ^e trimestre	4.886,9	789,8	5.676,7	11,05	10,79	6,68
1991 1 ^{er} trimestre	4.823,2	1.178,6	6.001,8	10,91	10,77	9,76
1990 Mai	4.647,2	1.093,1	5.740,3	9,97	9,97	7,84
Juin	4.867,0	1.016,2	5.883,2	10,19	10,19	7,49
Juillet	4.710,2	887,1	5.597,3	10,00	10,00	6,96
Août	4.165,1	798,4	4.963,5	9,50	9,13	6,42
Septembre	4.294,8	820,8	5.115,6	9,56	9,56	6,62
Octobre	4.549,6	741,4	5.291,0	10,93	10,12	6,19
Novembre	4.373,8	863,0	5.236,8	9,95	9,95	7,14
Décembre	5.737,3	764,8	6.502,1	12,20	12,20	6,72
1991 Janvier	4.901,2	1.031,7	5.932,9	11,16	10,73	8,78
Février	4.842,1	1.226,1	6.068,2	10,51	10,95	9,54
Mars	4.726,4	1.278,0	6.004,4	11,05	10,63	11,00
Avril	5.015,4	1.090,9	6.106,3	10,78	10,78	9,26
Mai	5.228,8	1.238,7	6.467,5	10,56	11,00	10,03

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent

double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la BNB — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'INS* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMÉDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la BNB	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la BNB	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4
1987 Septembre	48,1	112,8	0,0	0,0	47,2	7,4	0,0	102,0
Décembre	42,3	139,9	0,0	0,0	47,8	6,6	0,0	127,6
1988 Mars	39,7	105,7	0,0	0,0	34,6	9,1	0,0	97,3
Juin	37,4	117,2	0,0	0,0	24,3	7,8	0,0	117,2
Septembre	44,5	142,2	0,0	0,0	77,5	5,6	0,0	98,9
Décembre	46,7	124,1	0,0	0,0	50,9	10,9	0,0	106,6
1989 Janvier	44,0	99,2	0,0	0,0	57,1	10,7	0,0	71,2
Février	54,5	79,9	0,0	0,0	56,5	0,0	0,0	72,3
Mars	55,8	69,5	0,0	0,0	68,9	0,0	0,0	52,0
Avril	49,3	52,0	0,0	0,0	67,2	0,2	0,0	29,1
Mai	49,0	103,9	0,0	0,0	59,6	3,5	0,0	83,0
Juin	49,9	78,9	0,0	0,0	67,2	0,0	0,0	56,5
Juillet	49,8	68,8	0,0	0,0	66,7	6,7	0,0	40,3
Août	50,4	61,7	0,0	0,0	75,6	0,0	0,0	31,0
Septembre	55,0	69,3	0,0	0,0	67,6	0,0	0,0	47,9
Octobre	64,9	57,6	0,0	0,0	66,6	0,0	0,0	48,4
Novembre	78,9	48,3	0,0	0,0	66,9	0,0	2,2	48,3
Décembre	79,9	66,5	0,0	0,0	64,1	6,6	5,3	66,5

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

Périodes	Dépôts ²				Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits	Solde ⁵	Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(fin de période) (4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1987	2.306,8	2.299,1	7,4	593,9	269,9	863,8
1988	2.410,0	2.372,6	37,4	662,3	279,8	942,1
1989 .....	.	.	64,6	727,0	283,6	1.010,6
1989 1 ^{er} trimestre .....	.	.	10,5	672,9	282,6	955,5
2 ^e trimestre .....	.	.	28,8	701,7	285,1	986,8
3 ^e trimestre .....	.	.	- 5,4	696,3	287,2	983,5
4 ^e trimestre .....	.	.	30,7	727,0	283,6	1.010,6
1990 1 ^{er} trimestre .....	.	.	- 31,8	716,1	289,1	1.005,2
2 ^e trimestre .....	.	.	- 5,0	711,1	310,1	1.021,2
3 ^e trimestre .....	.	.	- 24,5	686,5	324,8	1.011,3
4 ^e trimestre .....	.	.	+ 36,0	722,5	333,3	1.055,8
1991 1 ^{er} trimestre .....	.	.	- 14,6	707,9	361,0	1.068,9
1990 Mars .....	.	.	- 28,3	716,1	289,1	1.005,2
Avril .....	.	.	- 5,2	710,9	297,3	1.008,2
Mai .....	.	.	9,2	720,1	301,8	1.021,9
Juin .....	.	.	- 9,0	711,1	310,1	1.021,2
Juillet .....	.	.	- 3,0	708,0	317,8	1.025,8
Août .....	.	.	- 16,0	692,0	323,0	1.015,0
Septembre .....	.	.	- 5,5	686,5	324,8	1.011,3
Octobre .....	.	.	- 3,7	682,8	327,3	1.010,1
Novembre .....	.	.	+ 4,9	687,7	330,1	1.017,8
Décembre .....	.	.	+ 34,8	722,5	333,3	1.055,8
1991 Janvier .....	.	.	- 4,0	718,5	341,2	1.059,7
Février .....	.	.	- 8,4	710,1	354,8	1.064,9
Mars .....	.	.	- 2,2	707,9	361,0	1.068,9

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1990 les intérêts capitalisés s'élèvent à 23,1 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1988	1989	1990
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	7,8	9,7	7,6
Prêts au jour le jour	5,8	7,0	11,2
Banquiers	153,2	169,1	216,8
Filiales	0,3	1,2	4,6
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,7	2,5	1,8
Portefeuille-effets	217,2	198,5	182,0
a) effets publics	(208,3)	(189,4)	(173,7)
b) effets commerciaux	(8,8)	(9,1)	(8,2)
Reports et avances sur titres	0,9	0,5	0,2
Débiteurs par acceptation	0,3	0,1	0,1
Débiteurs divers	446,1	509,1	545,3
Valeurs mobilières	449,9	518,5	528,4
a) fonds publics belges	(400,3)	(461,8)	(463,1)
b) autres titres d'emprunts	(43)	(50,2)	(59,0)
c) autres valeurs mobilières	(0,4)	(0,5)	(0,8)
Participations	1,7	2,6	3,5
a) filiales	(0,7)	(1,0)	(2,1)
b) autres participations	(1,0)	(1,6)	(1,3)
Immeubles	12,0	11,6	11,5
Matériel et mobilier	1,4	1,6	1,4
Divers	63,3	77,4	71,4
Compte de résultats : perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	1.362,6	1.509,4	1.585,8
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,8	1,3
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,8)	(1,3)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(0,0)	(—)	(—)
Emprunts au jour le jour	5,7	12,4	17,4
Banquiers	175,3	211,8	221,1
Filiales	—	—	1,4
Acceptations	0,3	0,1	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	6,9	7,7	7,3
Dépôts et comptes courants	765,9	835,6	852,3
a) à vue et à un mois au plus	(626,2)	(674,7)	(642,5)
b) à plus d'un mois	(139,7)	(160,9)	(209,8)
Obligations et bons de caisse	279,8	283,6	333,3
Divers	97,0	118,5	103,4
Total de l'exigible ...	1.332,0	1.471,5	1.537,6
EXIGIBLE SPECIAL			
Emprunts subordonnés	2,8	4,4	12,9
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	26,2	31,7	33,5
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	1,6	1,8	1,8
Total du passif ...	1.362,6	1.509,4	1.585,8

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4	97,1	45,4	51,5
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1	87,6	81,1	77,1
2. garantis par banques et organismes financiers	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0	4,7	3,4	2,9
3. dont le risque est à charge de l'Institution	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5	108,9	134,7	158,8
Crédits commerciaux	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4	16,6	14,4	25,3
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5	14,0	13,7	12,7
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8	90,6	88,3	82,8
Autres ¹	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	2,0	2,7	3,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. Opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5	45,2	44,6	47,5
2. Autres ²	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
Banquiers	—	—	—	0,1	1,4	1,5	1,6	—	—
Débiteurs divers	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2	8,9	9,7	11,1
Fonds publics et participations	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2	22,6	58,9	52,8
Divers	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3	19,9	16,0	15,5
Total de l'actif ...	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5	543,3
PASSIF									
NON EXIGIBLE	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1	10,9	11,6	11,6
EXIGIBLE SPECIAL	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
EXIGIBLE :									
Obligations	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3	175,9	138,9	110,0
Bons de caisse	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6	128,7	140,5	170,6
Dépôts et emprunts divers	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7	110,3	125,0	155,9
Effets réescomptés	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6	0,7	7,4	8,4
Banquiers	—	—	—	0,1	1,3	1,1	1,2	—	—
Créditeurs divers	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1	22,6	23,0	17,7
Provisions pour charge et risques divers	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8	9,3	9,9	7,4
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	0,4	1,2	1,6	1,3	—	—
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6	45,3	44,7	47,6
2. Autres ³	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5
Divers	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8	14,6	13,0	13,1
Total du passif ...	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5	543,3

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations), crédits sous forme de location-financement et mobilisations prêts aux particuliers.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mars	1991 31 mars	1990 30 avril	1991 30 avril
Caisse, BNB, Chèques Postaux	3,3	3,5	4,0	4,1	3,4	3,8	3,5	3,5
Prêts au jour le jour	4,5	3,4	5,0	12,2	16,1	7,2	11,3	10,3
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	101,0	144,5	140,8	223,7	154,5	236,0	135,0	228,6
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	7,8	7,8	8,4	8,7	8,7	13,5	8,8	9,7
Effets de commerce et factures	4,4	4,3	5,2	5,0	5,5	4,9	5,3	4,8
Débiteurs par acceptations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	179,2	213,8	254,8	314,4	277,6	327,3	292,9	336,2
Portefeuille-titres et participations	744,8	849,7	891,0	934,4	905,2	959,6	900,2	963,1
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(75,5)	(73,4)	(96,2)	(92,8)	(104,1)	(100,4)	(94,4)	(104,1)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^e , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(374,1)	(449,9)	(442,1)	(494,2)	(448,2)	(511,0)	(453,5)	(510,4)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(193,3)	(188,9)	(174,3)	(162,1)	(173,1)	(156,7)	(172,7)	(158,0)
c) Obligations de sociétés belges	(21,5)	(22,3)	(23,1)	(20,8)	(22,6)	(19,8)	(22,6)	(18,8)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(15,1)	(16,2)	(16,4)	(19,2)	(16,8)	(19,8)	(16,7)	(20,0)
e) Autres valeurs	(65,3)	(99,0)	(138,9)	(145,3)	(140,4)	(151,9)	(140,3)	(151,8)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	307,1	338,2	346,9	389,5	358,8	395,7	361,9	398,0
Actionnaires ou sociétaires	2,5	2,4	1,9	2,0	1,9	2,0	1,9	2,0
Débiteurs divers	7,7	8,8	9,0	12,0	13,0	14,1	13,9	13,1
Divers	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Total du disponible et réalisable ...	1.362,6	1.576,7	1.667,3	1.906,4	1.745,0	1.964,6	1.735,0	1.969,8
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Immeubles et terrains	9,6	10,1	10,1	11,5	10,1	11,7	10,1	11,7
Leasing immobilier	1,3	1,6	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0
Matériel et mobilier	2,6	2,9	2,7	2,6	2,7	2,6	2,8	2,6
Leasing mobilier	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé ...	13,7	14,8	13,7	15,3	13,9	15,5	14,1	15,5
Comptes transitoires ¹	60,5	63,0	78,9	89,0	68,2	91,6	71,8	90,2
Total de l'actif ...	1.436,8	1.654,5	1.759,9	2.010,7	1.827,1	2.071,7	1.820,9	2.075,5
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées ..	1.334,0	1.540,4	1.618,0	1.862,2	1.668,3	1.909,6	1.675,2	1.912,2
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	1.315,8	1.515,6	1.591,7	1.836,1	1.645,8	1.885,1	1.652,3	1.888,8

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mars	1991 31 mars	1990 30 avril	1991 30 avril
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	710,4	803,3	859,7	930,4	892,8	948,9	894,4	959,6
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	171,2	212,8	203,8	275,0	179,2	298,7	190,4	299,9
c) de cinq ans ou plus	232,0	210,7	162,5	168,0	191,3	172,9	197,9	172,5
Réserves techniques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,5	6,7	7,0	7,6	7,1	7,8	7,1	7,9
Créanciers couverts par des sûretés réelles	3,1	3,0	3,4	3,2	3,5	3,1	3,0	2,5
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	1,3	0,5	3,8	0,2	0,2	0,0	0,5
b) auprès de la BNB	0,0	0,0	0,5	3,0	0,0	1,5	0,0	4,8
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	158,1	250,3	329,6	411,6	353,6	407,9	325,5	399,9
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mobilisation d'actifs	0,6	0,4	1,2	0,1	0,9	0,1	1,3	0,1
Autres engagements à un mois maximum	3,5	3,5	3,9	5,9	5,2	5,5	4,9	5,7
Créditeurs divers	3,4	4,7	4,8	6,2	6,6	6,0	7,3	6,9
Provisions pour charges	5,1	5,2	2,5	2,4	2,3	2,3	2,4	2,4
Divers	11,5	1,0	1,0	1,7	1,0	2,7	1,1	3,1
Total de l'exigible ...	1.305,6	1.503,0	1.580,5	1.819,0	1.643,8	1.857,7	1.635,4	1.865,9
Fonds propres :								
a) capital	25,4	31,2	30,2	30,5	30,3	30,3	30,3	30,4
b) réserve légale	1,6	1,7	1,9	2,1	2,0	2,2	2,1	2,2
c) autres réserves	31,8	43,7	52,3	55,2	53,0	55,6	54,2	56,2
Comptes de redressements d'actifs	15,0	17,2	19,9	20,0	20,1	20,1	20,2	20,1
Comptes transitoires ¹	57,4	57,7	75,1	83,9	77,9	105,8	78,7	100,7
Total du passif ...	1.436,8	1.654,5	1.759,9	2.010,7	1.827,1	2.071,7	1.820,9	2.075,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mars	1991 31 mars	1990 30 avril	1991 30 avril
ACTIF								
Caisse, BNB, Chèques Postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédi- aires financiers	0,5	0,5	1,2	0,6	2,1	3,0	1,2	2,1
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	11,9	11,5	11,3	11,8	11,3	12,3	11,4	12,4
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	3,7	4,4	5,5	6,5	5,7	6,7	5,7	6,8
Autres crédits	4,5	7,1	7,5	8,2	7,1	8,7	7,2	8,6
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	7,4	9,8	8,4	9,6	8,3	9,4	8,4	9,4
b) Autres valeurs	0,9	0,5	0,6	1,3	1,1	1,2	1,1	1,3
Divers	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,1	1,1	1,3
Total de l'actif ...	30,0	34,9	35,5	39,1	36,6	42,4	36,1	41,9
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	5,0	6,0	7,4	9,7	8,0	11,9	8,4	11,5
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	6,4	7,6	8,8	12,3	9,7	14,2	10,2	14,8
c) de cinq ans ou plus	9,9	9,4	7,7	4,8	6,8	4,9	6,3	4,7
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	1,0	0,9	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	2,4	5,4	4,7	5,8	5,4	4,4	4,7	4,0
Fonds propres	1,9	2,1	2,4	2,5	2,4	2,8	2,4	2,8
Divers	3,4	3,5	3,7	3,3	3,5	3,5	3,3	3,4
Total du passif ...	30,0	34,9	35,5	39,1	36,6	42,4	36,1	41,9
<i>p.m.</i> : Nombre d'entreprises prises en considéra- tion	6	6	6	6	6	6	6	6

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 4, avril 1988.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

**c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er}
de la Loi du 10 juin 1964¹**

(milliards de francs)

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mars	1991 31 mars	1990 30 avril	1991 30 avril
ACTIF								
Caisse, BNB, Chèques Postaux	3,3	3,5	4,0	4,1	3,4	3,8	3,5	3,5
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	106,0	148,4	147,0	236,5	172,7	246,2	147,5	241,0
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	319,1	349,7	358,2	401,3	370,1	408,0	373,3	410,4
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	12,8	14,9	15,3	19,4	19,6	21,8	20,6	20,9
Autres crédits	195,9	233,1	275,9	336,4	299,0	354,6	314,2	359,5
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	650,2	722,0	721,0	758,7	733,7	777,5	729,1	781,9
b) Autres valeurs	102,9	138,0	179,0	186,6	180,9	192,7	180,6	191,9
Divers	76,6	79,8	95,0	106,8	84,3	109,5	88,2	108,3
Total de l'actif ...	1.466,8	1.689,4	1.795,4	2.049,8	1.863,7	2.114,1	1.857,0	2.117,4
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	715,4	809,3	867,1	940,1	900,8	960,8	902,8	971,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	177,6	220,4	212,6	287,3	188,9	312,9	200,6	314,7
c) de cinq ans ou plus	241,9	220,1	170,2	172,8	198,1	177,8	204,2	177,2
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	7,6	7,7	7,9	8,4	8,0	8,6	8,0	8,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB	0,0	0,0	0,5	3,0	0,0	1,5	0,0	4,8
b) Autres intermédiaires financiers	161,2	257,4	336,0	421,3	360,1	412,6	331,5	404,5
Fonds propres	60,7	78,7	86,8	90,3	87,7	90,9	89,0	91,6
Divers	102,4	95,8	114,3	126,6	120,1	149,0	120,9	144,8
Total du passif ...	1.466,8	1.689,4	1.795,4	2.049,8	1.863,7	2.114,1	1.857,0	2.117,4

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXXIII^e année, tome I, n° 4, avril 1988.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					Créditeurs	Débiteurs	
	Emprunts dont les charges sont :			à fin de période						
supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat									
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1987	43,4	6,8	12,9	57,7	26,6	561,2	19,1	22,8	49,9	862,2
1988	49,1	6,1	9,0	64,1	31,0	569,2	17,3	24,4	42,0	897,2
1989	44,6	4,7	52,0	63,9	31,0	570,6	16,5	22,4	45,6	1.043,2
1990	49,0	3,7	63,4	68,1	28,5	593,0	19,3	21,0	57,0	1.440,5
1989 2 ^e trimestre	8,9	0,9	12,2	14,4	29,4	581,0	15,2	22,0	33,8	214,1
3 ^e trimestre	10,5	1,0	16,1	13,9	30,5	564,0	13,9	22,3	41,1	244,1
4 ^e trimestre	13,1	1,1	7,7	16,9	31,0	570,6	16,5	20,7	65,5	327,9
1990 1 ^{er} trimestre	12,4	1,2	18,5	18,1	30,7	572,9	18,5	22,6	62,6	352,6
2 ^e trimestre	10,5	0,9	14,1	14,3	30,6	594,9	17,0	18,6	52,0	295,5
3 ^e trimestre	8,1	0,7	14,9	15,7	29,2	583,3	17,4	18,1	48,5	371,9
4 ^e trimestre	18,0	0,9	15,9	20,0	28,5	593,0	19,3	24,6	64,9	420,5
1991 1 ^{er} trimestre	18,2	1,0	20,2	14,4	29,7	625,4	20,2	52,3	76,2	1.074,0
2 ^e trimestre	10,9	0,9	14,1	14,0	32,5	639,7	24,1	47,6	52,3	920,5
1990 Juin	4,4	0,3	4,4	5,5	30,6	594,9	17,0	20,8	39,3	101,5
Juillet	3,7	0,2	4,9	5,9	30,3	592,2	15,7	16,5	48,6	133,2
Août	1,5	0,2	5,5	5,3	28,4	594,9	16,4	18,6	44,7	101,4
Septembre	2,9	0,3	4,5	4,5	29,2	583,3	17,4	19,3	52,3	137,3
Octobre	4,8	0,2	4,4	5,6	29,2	579,7	19,2	21,2	64,7	141,8
Novembre	8,5	0,5	4,1	7,8	29,2	588,5	19,9	24,3	66,6	104,7
Décembre	4,7	0,2	7,4	6,6	28,5	593,0	19,3	28,2	63,5	174,0
1991 Janvier	6,4	0,2	9,1	5,7	28,5	626,9	19,4	59,8	87,9	421,8
Février	5,8	0,6	5,7	4,2	29,3	626,0	20,2	48,1	84,7	355,0
Mars	6,0	0,2	5,4	4,5	29,7	625,4	20,2	49,0	56,1	297,2
Avril	4,3	0,4	4,7	3,5	32,4	630,0	19,9	48,1	53,8	320,2
Mai	3,2	0,2	4,0	4,8	32,6	636,9	20,1	43,5	49,1	301,4
Juin	3,4	0,3	5,4	5,7	32,5	639,7	24,1	51,1	53,8	298,9

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Sources : MAE, Office de Contrôle des Assurances.

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Actifs réglementaires¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	96,5	110,9	129,4	156,2	193,9	263,7	302,1
Obligations organisations internationales	2,5	3,5	4,0	5,2	5,7	8,6	6,8
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	46,3	52,3	52,2	49,7	49,0	43,6	37,5
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,2
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,6	0,9
Actions sociétés belges	23,4	36,3	40,0	52,4	74,2	58,3	88,4
Immeubles	36,5	37,6	37,9	38,6	40,6	44,0	46,7
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	118,7	124,4	133,1	137,8	147,9	153,8	164,9
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,6	0,5	0,9	0,7	0,7	0,8	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	3,8	4,0	4,3	4,8	4,0	2,0	2,9
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,8	1,5	1,7	1,7	1,6	1,3	1,0
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	3,5	5,0	4,8	7,8	7,5	2,3	9,9
Certificats fonds communs de placement	0,4	0,5	0,5	0,8	0,9	1,1	2,3
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses ...	7,4	8,2	8,5	8,5	7,0	10,3	10,1
Numéraire	5,2	4,5	4,8	2,6	8,0	13,8	9,1
Avances sur polices	10,6	11,2	11,1	11,3	11,3	12,1	10,8
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	9,0	10,7	12,8	15,4	17,6	21,4	23,7
Primes restant à encaisser	1,3	1,3	1,4	1,6	1,8	2,1	1,9
Créances sur intermédiaires	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1	1,7
Total A ...	368,3	414,0	448,9	496,3	573,2	641,5	722,0
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2	3,6
Total B ...	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2	3,6
TOTAL GENERAL (A + B) ...	371,4	416,7	451,1	498,2	574,9	644,7	725,6
Encaissement affaires directes	49,5	50,5	54,6	59,2	68,4	81,4	89,5
Provisions techniques affaires directes	357,2	395,0	430,7	470,5	549,4	625,1	694,7

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS *

1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total ⁶ (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les sociétés et les particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁷	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)		
1983	- 3,1	+ 3,5	+ 19,3	+ 22,8	+ 2,6	+ 22,3	+ 723,5	+ 745,8	
1984	+ 15,6	+ 20,6	+ 19,9	+ 40,5	+ 2,8	+ 58,9	+ 607,4	+ 666,3	
1985	+ 8,9	+ 23,9	+ 14,8	+ 38,7	+ 7,3	+ 54,9	+ 768,1	+ 823,0	
1986	- 5,8	+ 8,8	+ 6,3	+ 15,1	+ 11,0	+ 20,3	+ 897,5	+ 917,8	
1987	+ 6,3	+ 17,2	+ 15,2	+ 32,4	+ 3,0	+ 41,7	+ 937,1	+ 978,8	
1988 *	+ 12,5	+ 18,1	+ 6,0	+ 24,1	+ 12,2	+ 48,9	+ 1.229,3	+ 1.278,2	
1989 *	- 0,6	+ 10,1	+ 4,7	+ 14,8	+ 8,5	+ 22,7	+ 1.524,7	+ 1.547,4	
1990 *	+ 11,5	+ 48,0	- 4,2	+ 43,8	+ 9,7	+ 65,1	+ 1.122,0	+ 1.187,1	
1988 3 ^e trimestre .. *	+ 7,3	+ 11,2	- 15,4	- 4,2	+ 1,5	+ 4,6	+ 200,4	+ 205,0	
4 ^e trimestre .. *	+ 11,4	- 3,8	+ 39,9	+ 36,1	+ 0,5	+ 48,0	+ 265,9	+ 313,9	
1989 1 ^{er} trimestre .. *	- 12,3	+ 29,5	- 30,8	- 1,3	+ 0,8	- 12,8	+ 440,7	+ 427,9	
2 ^e trimestre .. *	- 7,5	- 17,6	+ 13,7	- 3,9	+ 4,6	- 6,8	+ 539,0	+ 532,2	
3 ^e trimestre .. *	+ 12,3	+ 2,4	- 16,7	- 14,3	+ 1,7	- 0,3	+ 215,7	+ 215,4	
4 ^e trimestre .. *	+ 6,8	- 4,2	+ 38,5	+ 34,3	+ 1,5	+ 42,6	+ 329,2	+ 371,8	
1990 1 ^{er} trimestre .. *	- 7,2	+ 49,8	- 29,5	+ 20,3	+ 4,0	+ 17,1	+ 283,0	+ 300,1	
2 ^e trimestre .. *	+ 1,6	- 7,8	+ 7,9	0,0	+ 1,9	+ 3,6	+ 455,8	+ 459,4	
3 ^e trimestre .. *	+ 11,1	+ 19,4	- 21,1	- 1,8	+ 4,3	+ 13,7	+ 165,1	+ 178,8	
4 ^e trimestre .. *	+ 6,0	- 13,3	+ 38,6	+ 25,3	- 0,5	+ 30,7	+ 217,7	+ 248,4	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs national, communautaires, régionaux et locaux — à l'exclusion donc des crédits et participations —, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

³ Voir tableau XV-3.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (9) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁷ BNB, Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC, banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

* **Référence bibliographique** : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1988.

XV - 2. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les sociétés ¹ et les particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale					Total			
		Auprès de la BNB	Auprès de l'OCP	Auprès des banques	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public				(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)	(10) = (8) + (9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1982	374,2	0,3	75,0	330,4	32,1	64,6	502,4	876,6	71,1	947,6
1983	390,2	0,2	72,8	383,4	37,2	75,4	569,1	959,2	68,0	1.027,2
1984 Ancienne série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	78,6	552,7	938,0	83,6	1.021,6
Nouvelle série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	83,2	557,3	942,6	58,2	1.000,8
1985	383,6	0,2	72,2	408,7	39,7	92,0	612,9	996,6	67,1	1.063,7
1986	403,6	0,2	80,2	450,9	44,4	99,8	675,6	1.079,2	61,3	1.140,5
1987	411,6	0,3	77,4	476,1	46,7	108,3	708,7	1.120,3	67,6	1.187,9
1988 Septembre *	412,2	0,3	79,2	492,2	55,1	112,3	739,0	1.151,2	68,8	1.220,0
Décembre *	415,6	0,2	78,1	517,2	59,6	120,2	775,3	1.190,9	80,7	1.271,5
1989 Mars *	398,4	0,3	88,1	500,8	68,7	121,3	779,2	1.177,6	68,4	1.246,0
Juin *	423,0	0,4	94,0	559,7	68,2	133,9	856,1	1.279,1	60,9	1.340,0
Septembre *	412,8	0,3	96,5	517,1	63,7	124,7	802,3	1.215,1	73,2	1.288,3
Décembre *	423,4	0,4	94,9	572,6	68,6	136,5	872,9	1.296,3	79,8	1.376,1
1990 Mars *	406,3	0,3	106,2	551,6	77,2	140,5	875,7	1.282,0	72,6	1.354,6
Juin *	420,1	0,3	104,7	599,1	84,9	160,8	949,8	1.369,8	74,3	1.444,1
Septembre *	406,9	0,3	105,5	523,7	77,1	145,9	852,5	1.259,4	85,4	1.344,8
Décembre *	413,7	0,3	92,8	580,9	73,5	156,1	903,6	1.317,3	90,5	1.407,8
1991 Mars *	407,2	0,2	94,9	574,7	76,2	156,1	902,1	1.309,3	107,9	1.417,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Billets et pièces du Trésor et billets de la BNB, après déduction du montant de ces billets et pièces détenu par les intermédiaires financiers.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux et aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³					Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁵ (dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)		(13) = (4) + (7) + (12)
1983	+ 82,6	+145,3	+328,5	+ 556,4	- 15,3	+ 84,0	+ 68,7	+23,6	+ 1,6	+ 12,8	+ 60,4	+ 98,4	+ 723,5
1984	- 21,2	+228,3	+216,5	+ 423,6	- 9,4	+104,5	+ 95,1	- 1,6	+10,2	+ 14,5	+ 65,6	+ 88,7	+ 607,4
1985	+ 53,9	+205,9	+289,8	+ 549,6	- 5,5	+ 90,1	+ 84,6	+18,4	+ 8,5	+ 5,0	+102,0	+133,9	+ 768,1
1986	+ 82,6	+406,9	+ 78,9	+ 568,4	+ 29,9	+112,7	+142,6	- 5,5	+ 6,7	+ 69,5	+115,8	+186,5	+ 897,5
1987	+ 41,1	+351,5	+141,0	+ 533,6	+ 49,0	+ 89,7	+138,7	- 1,1	+19,9	+ 90,2	+155,8	+264,8	+ 937,1
1988	+ 71,0	+219,9	+279,2	+ 570,1	+ 33,5	+194,0	+227,5	+12,1	+ 6,0	+127,2	+286,3	+431,7	+1.229,3
1989	+105,2	+505,6	+157,0	+ 767,8	+108,7	+243,7	+352,4	- 5,5	- 3,7	+207,7	+206,1	+404,5	+1.524,7
1990	+ 19,9	+318,2	+674,5	+1.012,6	+ 65,7	- 62,4	+ 3,3	- 0,3 ¹²	+ 4,7	+247,5	-146,0	+106,1 ¹²	+1.122,0 ¹²
1988 3 ^e trimestre	- 71,9	+ 26,4	+ 84,8	+ 39,3	+ 16,3	+ 43,5	+ 59,8	-15,4	- 1,5	+ 23,3	+ 95,8	+102,3	+ 201,4
4 ^e trimestre	+ 40,2	+ 93,4	+ 69,3	+ 202,9	- 11,5	+ 56,0	+ 44,5	+ 7,6	+ 2,9	+ 34,5	- 26,5	+ 18,5	+ 265,9
1989 1 ^{er} trimestre	- 13,3	+161,3	+ 73,3	+ 221,3	+ 30,2	+ 78,8	+109,0	+ 7,3	- 0,1	+ 33,3	+ 69,9	+110,4	+ 440,7
2 ^e trimestre	+101,5	+ 29,1	+109,6	+ 240,2	+ 49,5	+ 25,6	+ 75,1	+ 7,4	- 1,6	+ 48,1	+169,8	+223,7	+ 539,0
3 ^e trimestre	- 64,0	+104,7	- 32,3	+ 8,4	- 12,0	+142,4	+130,4	-29,1	+ 0,3	+ 50,3	+ 55,4	+ 76,9	+ 215,7
4 ^e trimestre	+ 81,0	+210,4	+ 6,4	+ 297,8	+ 41,0	- 3,1	+ 37,9	+ 8,9	- 2,3	+ 76,0	- 89,0	- 6,5	+ 329,2
1990 1 ^{er} trimestre	- 14,3	+183,5	+117,4	+ 286,6	+115,8	- 48,9	+ 66,9	+10,5	+ 0,3	+ 33,8	-115,1	- 70,5	+ 283,0
2 ^e trimestre	+ 87,8	- 44,4	+283,8	+ 327,2	- 23,7	+ 13,8	- 9,9	-10,8	+ 1,3	+ 74,9	+ 73,0	+138,5	+ 455,8
3 ^e trimestre	-110,4	+ 57,5	+160,7	+ 107,8	+ 13,7	- 34,2	- 20,5	.	+ 1,2	+ 29,8	+ 46,8	+ 77,8 ¹³	+ 165,1 ¹³
4 ^e trimestre	+ 56,8	+121,5	+112,6	+ 290,9	- 40,1	+ 6,9	- 33,2	.	+ 1,8	+109,0	-150,8	- 40,0 ¹³	+ 217,7 ¹³

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (7).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (10).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (7).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

¹² Pour les six derniers mois, non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

¹³ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}					Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger		Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4,7}	A l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁶	Total	Certificats de trésorerie	Autres actifs					
								(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (6) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
1983	+111,5	+ 35,2	+ 10,5	+ 1,3	+158,5	+ 2,7	- 15,9	+145,3	- 10,1	- 5,2	- 15,3	+130,0
1984	+115,3	+ 57,1	+ 6,1	+ 1,0	+179,4	- 1,0	+ 49,9	+228,3	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+218,9
1985	+163,0	+ 6,8	+ 14,0	+ 2,2	+186,0	- 6,4	+ 26,3	+205,9	- 1,3	- 4,2	- 5,5	+200,3
1986	+209,6	+ 84,3	+ 54,1	+ 7,1	+355,0	+ 3,3	+ 48,6	+406,9	- 0,4	+ 30,3	+ 29,9	+436,8
1987	+226,0	+ 75,3	+ 15,5	+ 7,5	+324,2	- 3,5	+ 30,8	+351,5	+ 26,4	+ 22,6	+ 49,0	+400,5
1988*	+187,4	- 20,0	+ 15,6	+ 35,5	+218,5	0,0	+ 1,4	+219,9	+ 20,2	+ 13,3	+ 33,5	+253,4
1989*	+190,6	+ 95,9	+ 76,1	+ 70,6	+433,2	+ 0,2	+ 72,2	+505,6	+ 62,0	+ 46,7	+108,7	+614,3
1990*	-242,2	+363,7	+ 64,3	+ 21,6	+207,4	0,0	+110,8	+318,2	+ 2,6	+ 63,1	+ 65,7	+383,9
1988 3 ^e trimestre ..*	+ 23,7	- 12,7	+ 6,0	+ 5,5	+ 22,4	+ 6,2	- 2,2	+ 26,4	+ 10,8	+ 5,5	+ 16,3	+ 42,7
4 ^e trimestre ..*	+ 87,1	- 13,1	+ 0,7	+ 27,5	+102,2	-14,5	+ 5,7	+ 93,4	- 2,7	- 8,8	- 11,5	+ 81,9
1989 1 ^{er} trimestre ..*	+ 26,2	+105,4	+ 2,8	+ 3,8	+138,2	+ 8,8	+ 14,3	+161,3	+ 22,5	+ 7,7	+ 30,2	+191,5
2 ^e trimestre ..*	+ 31,0	- 34,4	+ 2,0	+ 19,6	+ 18,2	- 2,0	+ 12,9	+ 29,1	+ 26,6	+ 22,9	+ 49,5	+ 78,6
3 ^e trimestre ..*	+ 16,2	+ 44,1	+ 20,3	+ 10,5	+ 91,1	- 2,4	+ 16,0	+104,7	+ 4,7	- 16,7	- 12,0	+ 92,8
4 ^e trimestre ..*	+117,1	- 19,1	+ 51,0	+ 36,7	+185,6	- 4,2	+ 29,0	+210,4	+ 8,2	+ 32,8	+ 41,0	+251,4
1990 1 ^{er} trimestre ..*	-169,0	+264,9	+ 15,9	+ 12,6	+124,4	+ 1,0	+ 58,1	+183,5	+ 59,4	+ 56,4	+115,8	+299,3
2 ^e trimestre ..*	-124,6	+ 4,4	+ 32,2	+ 13,3	- 74,7	- 1,0	+ 31,3	- 44,4	- 24,4	+ 0,7	- 23,7	- 68,1
3 ^e trimestre ..*	- 48,9	+ 68,7	- 0,1	+ 23,0	+ 42,7	+ 1,1	+ 13,7	+ 57,5	- 14,0	+ 27,7	+ 13,7	+ 71,2
4 ^e trimestre ..*	+100,2	+ 25,8	+ 16,3	- 27,3	+115,0	- 1,1	+ 7,6	+121,5	- 18,4	- 21,7	- 40,1	+ 81,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRC.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance, ainsi que de dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs.

⁷ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers ⁴ (4)	Total (5) = (1) à (4)		
1982	1.135,1	506,9	73,3	9,5	1.724,9	127,5	1.852,3
1983	1.246,6	542,0	83,8	10,9	1.883,4	129,7	2.013,1
1984	1.362,0	599,1	89,9	11,8	2.062,8	139,2	2.202,0
1985	1.524,9	605,9	103,9	14,0	2.248,8	126,1	2.374,8
1986	1.734,6	690,2	158,0	21,1	2.603,8	116,0	2.719,8
1987	1.960,5	765,4	173,5	28,6	2.928,0	136,8	3.064,8
1988 Septembre	* 2.060,8	758,5	188,4	36,6	3.044,3	168,2	3.212,4
Décembre	* 2.147,9	750,5	189,1	64,1	3.151,6	163,3	3.314,9
1989 Mars	* 2.174,1	856,2	191,9	67,9	3.290,1	188,0	3.478,1
Juin	* 2.205,1	821,8	193,9	87,5	3.308,3	213,0	3.521,3
Septembre	* 2.221,4	865,9	214,2	98,0	3.399,5	215,5	3.615,0
Décembre	* 2.338,4	845,5	265,2	134,7	3.583,8	212,1	3.795,9
1990 Mars	* 2.169,5	1.110,4	281,1	147,3	3.708,2	261,4	3.969,6
Juin	* 2.044,9	1.114,9	313,3	160,6	3.633,7	235,4	3.869,1
Septembre	* 1.996,0	1.179,4	313,2	183,6	3.672,2	217,4	3.889,6
Décembre	* 2.096,2	1.210,0	330,3	156,5	3.793,1	195,4	3.988,5
1991 Mars	* 1.981,2	1.336,7	369,1	133,2	3.820,2	251,0	4.071,2

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRC.

⁴ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance, ainsi que de dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs.

**XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN²**

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge				En monnaies étrangères ^{3,4}			Total général
	Bons de caisse et obligations ⁵	Actions ⁶	Dépôts	Total	Obligations	Actions ⁷	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)		(8) = (4) + (7)
1983	+267,4	+43,5	+17,6	+328,5	+83,7	+0,3	+84,0	+412,5
1984	+194,3	+20,1	+2,1	+216,5	+108,5	-4,0	+104,5	+321,0
1985	+280,0	+2,6	+7,2	+289,8	+85,2	+4,9	+90,1	+379,9
1986	+70,7	+8,7	-0,5	+78,9	+81,9	+30,8	+112,7	+191,6
1987	+148,1	-14,4	+7,3	+141,0	+89,2	+0,5	+89,7	+230,7
1988*	+287,6	+2,5	-10,9	+279,2	+213,0	-19,0	+194,0	+473,2
1989*	+114,9	+55,8	-13,7	+157,0	+165,6	+78,1	+243,7	+400,7
1990*	+693,8	-19,2	-0,1	+674,5	-43,1	-19,3	-62,4	+612,1
1988 3 ^e trimestre	+52,2	+38,1	-5,5	+84,8	+42,9	+0,6	+43,5	+128,3
4 ^e trimestre	+70,7	+3,7	-5,1	+69,3	+72,2	-16,2	+56,0	+125,3
1989 1 ^{er} trimestre	+58,8	+21,3	-6,8	+73,3	+58,2	+20,7	+78,8	+152,1
2 ^e trimestre	+72,9	+39,3	-2,6	+109,6	+13,4	+12,2	+25,6	+135,2
3 ^e trimestre	-18,9	-10,9	-2,5	-32,3	+123,1	+19,2	+142,4	+110,1
4 ^e trimestre	+2,1	+6,1	-1,8	+6,4	-29,1	+26,0	-3,1	+3,3
1990 1 ^{er} trimestre	+126,9	-9,5	0,0	+117,4	-31,5	-17,4	-48,9	+68,5
2 ^e trimestre	+281,1	+3,0	-0,3	+283,8	+9,3	+4,5	+13,8	+297,6
3 ^e trimestre	+170,6	-5,6	-4,3	+160,7	-22,9	-11,3	-34,2	+126,5
4 ^e trimestre	+115,3	-7,2	+4,5	+112,6	+2,0	+4,9	+6,9	+119,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'UEBL, après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'UEBL.

XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Périodes	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total		
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983	+ 15,8	- 2,1	+119,5	+ 61,3	+ 58,0	+107,3	+ 39,8	+ 46,9	+231,0	+215,6	+446,6
1984	- 4,9	- 13,2	+ 67,6	+ 37,3	+ 67,3	+ 71,7	+ 46,0	+ 28,6	+162,8	+137,6	+300,4
1985	- 0,6	+ 11,6	+120,5	+ 56,1	+ 74,2	+ 76,6	+ 32,9	+ 35,0	+238,5	+167,7	+406,3
1986	+ 19,3	+ 8,8	+173,8	+ 6,6	+138,1	+ 10,6	+ 97,2	+ 0,3	+437,2	+ 17,5	+454,7
1987	+ 8,4	- 3,1	+198,7	+ 15,4	+ 90,5	+ 34,5	+ 97,2	+ 1,7	+391,7	+ 51,7	+443,4
1988	+ 3,2	+ 1,3	+155,5	+ 0,7	+ 65,4	+ 63,1	+ 84,4	+ 21,1	+309,7	+ 84,9	+394,6
1989	+ 7,1	+ 17,8	+342,1 ⁴	+ 60,2 ⁴	+182,3	- 1,5	+ 51,0 ⁴	- 58,9 ⁴	+600,4	- 0,2	+600,2
1990	- 11,3	- 0,8	+167,6	+149,6	+ 9,4	+199,9	+ 65,0	+ 75,4	+229,9	+424,9	+654,8
1988 3 ^e trimestre	- 11,8	- 13,8	- 7,6	- 12,6	- 8,8	+ 2,0	+ 3,4	- 1,6	- 38,6	- 12,2	- 50,8
4 ^e trimestre	+ 4,1	- 1,8	+ 66,2	- 5,4	+ 30,9	+ 13,7	+ 40,3	+ 10,4	+139,7	+ 18,7	+158,3
1989 1 ^{er} trimestre	- 17,0	+ 10,0	+ 87,2	+ 1,9	+ 46,9	+ 27,0	+ 20,4	+ 4,8	+147,5	+ 33,7	+181,1
2 ^e trimestre	+ 24,0	+ 6,5	+ 63,6	- 0,9	+ 27,1	+ 6,0	+ 25,1	+ 6,4	+146,3	+ 11,5	+157,8
3 ^e trimestre	- 10,6	+ 2,8	+ 67,8 ⁴	+ 64,9 ⁴	+ 13,5	- 11,4	- 41,6 ⁴	- 61,0 ⁴	+ 31,9	- 7,5	+ 24,3
4 ^e trimestre	+ 10,7	- 1,5	+123,5	- 5,7	+ 94,9	- 23,1	+ 47,2	- 9,1	+274,8	- 37,9	+236,9
1990 1 ^{er} trimestre	- 17,2	+ 11,2	+137,1	+ 17,9	+ 5,7	+ 38,6	+ 32,7	+ 2,1	+169,5	+ 58,5	+228,0
2 ^e trimestre	+ 13,2	- 0,8	- 23,3	+ 58,6	- 8,6	+ 83,8	+ 8,3	+ 28,8	- 11,3	+171,3	+160,0
3 ^e trimestre	- 13,6	+ 1,0	- 13,2	+ 49,3	- 33,2	+ 57,6	- 22,8	+ 38,1	- 81,8	+145,1	+ 63,3
4 ^e trimestre	+ 6,3	- 12,2	+ 67,0	+ 23,8	+ 45,5	+ 19,8	+ 46,8	+ 6,3	+153,4	+ 50,0	+203,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ÉTRANGÈRES AUPRÈS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(milliards de francs)

Fin de période	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG	Banques		Établissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ²		Total				
									Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
									(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1982	359,1	90,5	1.222,3	322,3	690,1	912,5	366,8	321,1	2.728,9	1.556,0	4.284,9		
1983	375,0	88,4	1.354,2	383,7	748,1	1.019,8	406,6	368,1	2.972,3	1.771,6	4.743,9		
1984 Ancienne série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	815,4	1.091,6	452,6	396,7	3.140,0	1.909,2	5.049,2		
Nouvelle série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	820,0	1.088,5	452,6	396,7	3.144,7	1.906,1	5.050,8		
1985	369,4	86,8	1.535,5	477,1	894,2	1.165,1	485,5	431,7	3.371,4	2.073,9	5.445,3		
1986	388,8	95,6	1.699,6	483,7	1.032,4	1.175,7	582,6	432,0	3.799,0	2.091,4	5.890,4		
1987	397,2	92,5	1.892,7	499,1	1.122,8	1.210,2	679,9	433,7	4.185,1	2.143,1	6.328,2		
1988 Juin	* 408,1	109,4	1.997,0	517,9	1.166,2	1.257,6	720,5	446,1	4.401,2	2.221,5	6.622,7		
Septembre	* 396,3	95,6	1.990,4	505,3	1.157,3	1.259,6	723,9	444,5	4.363,6	2.209,3	6.572,9		
Décembre	* 400,4	93,8	2.054,4	499,8	1.188,3	1.273,3	764,3	454,9	4.501,1	2.228,0	6.729,1		
1989 Mars	* 383,3	103,8	2.143,8	501,7	1.235,2	1.300,3	784,6	459,7	4.650,7	2.261,7	6.912,4		
Juin	* 407,4	110,3	2.205,8	500,8	1.262,2	1.306,3	809,7	466,1	4.795,4	2.273,2	7.068,6		
Septembre	* 396,8	113,1	2.271,4 ⁴	565,7 ⁴	1.275,7	1.294,9	768,1 ⁴	405,1 ⁴	4.825,1	2.265,6	7.090,8		
Décembre	* 407,5	111,6	2.383,4	560,0	1.370,6	1.271,8	815,3	395,9	5.088,3	2.227,7	7.316,1		
1990 Mars	* 390,3	122,8	2.510,4	577,8	1.376,3	1.310,4	848,0	398,1	5.247,7	2.286,3	7.534,0		
Juin	* 403,5	122,0	2.485,5	636,5	1.367,6	1.394,2	856,3	426,9	5.234,9	2.457,6	7.692,4		
Septembre	* 389,9	123,0	2.468,3	685,8	1.334,5	1.451,9	833,5	465,0	5.149,1	2.602,7	7.751,8		
Décembre	* 396,2	110,8	2.531,7	709,6	1.380,0	1.471,7	880,3	471,3	5.298,9	2.652,6	7.951,6		

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique et à un meilleur recensement des obligations et des bons de caisse détenus par les sociétés et les particuliers.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XVI. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES *

1. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS¹ ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

(variations en milliards de francs)

Période	Engagements contractés principalement par des particuliers ²				Engagements contractés principalement par des sociétés ¹ et entreprises individuelles ²							Total		
	Prêts personnels et à tempérament	Crédits hypothécaires ³	Autres ⁴	Total (4) = (1) à (3)	Actions	Obligations		Emprunts contractés auprès des intermédiaires financiers belges		Autres engagements ⁵	Total (11) = (5) à (10)	Total général (12) = (4) + (11)	dont ⁷	
						Organismes publics d'exploitation ⁶	Sociétés privées	Crédits d'investissement et crédit-bail (8)	Autres crédits (9)				Franc belge (13)	Monnaies étrangères ⁸ (14)
1983	6,5	13,3	1,8	21,5	44,5	19,6	8,8	14,9	11,5	168,9	268,0	289,6	244,6	4,6
1984	13,8	17,2	1,2	32,3	17,2	4,5	3,9	44,8	- 19,4	144,0	195,2	227,4	183,8	28,8
1985	24,3	22,6	2,7	49,7	12,9	- 17,6	- 0,2	45,3	42,8	196,4	279,8	329,4	262,1	15,8
1986	33,4	52,9	0,8	87,3	21,7	0,3	- 12,3	71,7	21,4	129,3	231,9	319,2	280,2	14,4
1987	44,6	83,8	3,0	131,3	30,1	- 21,9	- 16,1	129,9	19,0	180,6	321,7	453,0	382,9	8,9
1988	35,0	99,9	0,7	135,6	45,8	- 21,4	27,2	145,2	165,5	221,9	577,8	713,5	521,4	87,7
1989	34,6	140,7	8,1	183,5	89,6	- 2,9	- 14,8	154,4	291,4	321,6	839,2	1.022,6	714,8	68,4
1990	42,6	93,0	11,6	147,1	16,2	- 4,1	3,0	178,9	40,5	360,3	594,9	742,1	472,1	6,0
1988 3 ^e trim.	- 7,4	27,8	- 0,5	20,0	11,2	- 1,3	5,6	34,3	49,3	27,7	126,7	146,7	105,5	16,2
4 ^e trim.	2,1	30,2	1,3	33,6	13,5	- 21,4	5,0	62,8	41,0	127,6	228,5	262,1	177,4	17,7
1989 1 ^{er} trim.	- 1,7	24,5	0,2	23,1	29,9	- 4,2	- 1,5	34,9	21,3	34,5	114,9	137,9	59,0	28,5
2 ^e trim.	44,4	37,4	1,8	83,5	34,2	12,2	- 1,2	41,5	119,8	85,7	292,2	375,7	290,3	28,2
3 ^e trim.	- 6,7	29,7	0,9	23,9	11,5	- 5,6	- 1,5	36,4	62,6	68,8	172,2	196,1	109,9	21,5
4 ^e trim.	- 1,4	49,1	5,2	53,0	14,0	- 5,3	- 10,6	41,6	87,7	132,6	259,9	312,9	255,6	- 9,8
1990 1 ^{er} trim.	8,3	29,6	- 0,6	37,3	2,5	3,9	0,0	48,5	- 123,1	42,4	- 25,7	11,6	- 49,9	11,3
2 ^e trim.	40,6	24,0	2,6	67,2	7,6	- 8,4	0,0	46,3	62,6	131,8	239,8	307,1	243,9	- 14,1
3 ^e trim.	- 7,7	13,3	- 0,5	5,1	0,9	- 1,6	0,0	36,6	43,4	44,0	123,3	128,4	77,0	20,1
4 ^e trim.	1,4	26,1	10,1	37,5	5,2	2,0	3,0	47,5	57,6	142,1	257,5	295,0	201,1	- 11,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² La ventilation des engagements entre particuliers et sociétés est basée sur la nature des engagements.

³ A l'exception des emprunts hypothécaires contractés auprès des « Autres intermédiaires financiers » tels que définis à la note⁵ du tableau XVI-3a.

⁴ Il s'agit principalement de crédits à court terme (notamment d'avances sur nantissement).

⁵ Comprend les nouveaux engagements à l'égard des pouvoirs publics et de l'étranger, non compris dans les colonnes (5) à (7).

⁶ Y compris les certificats à 1 an au plus.

⁷ Le solde concerne les engagements à l'égard de l'étranger dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁸ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e Année, n^{os} 7-8, juillet-août 1991.

XVI - 2a. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTÉS PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIÉTÉS² ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG		Banques		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers ³	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1983	0,0	0,6	2,3	24,0	- 8,3	10,6	27,0	5,3	21,1	40,6
1984	0,0	-0,7	12,5	13,3	- 4,2	12,6	23,0	0,5	31,3	25,8
1985	0,0	-0,5	20,6	49,3	3,1	7,7	25,5	21,9	49,3	78,4
1986	0,0	1,4	31,5	64,4	13,6	26,4	40,5	- 0,2	85,8	92,0
1987	0,0	-0,7	41,9	106,1	15,7	17,7	74,2	14,5	131,8	137,6
1988	0,0	-0,3	45,7	228,1	20,9	38,3	69,8	26,1	136,4	292,3
1989 .....	.	0,7	93,0	352,9	5,8	46,5	96,2	49,8	183,5	450,0
1990 .....	.	-1,9	43,4	84,6	34,6	60,4	69,1	68,7	147,1	211,7
1988 3 ^e trimestre	0,0	0,3	0,3	71,2	4,4	9,2	15,3	2,5	19,9	83,2
4 ^e trimestre	0,0	-0,5	5,9	57,8	4,1	14,4	24,6	16,3	34,7	88,0
1989 1 ^{er} trimestre .....	.	0,1	1,8	54,8	6,1	10,7	15,1	- 5,4	23,1	60,2
2 ^e trimestre .....	.	-0,2	39,7	132,2	14,8	14,1	29,0	14,5	83,5	160,7
3 ^e trimestre .....	.	-0,1	42,3	81,8	-33,8	7,4	15,4	10,0	23,9	99,1
4 ^e trimestre .....	.	0,9	9,2	84,1	7,1	14,3	36,7	30,7	53,0	130,0
1990 1 ^{er} trimestre .....	.	-0,3	7,9	- 91,7	10,3	21,9	19,0	- 8,5	37,3	- 78,6
2 ^e trimestre .....	.	0,1	34,7	57,4	13,3	19,7	19,2	30,7	67,2	107,9
3 ^e trimestre .....	.	-0,2	- 3,1	63,0	2,5	9,8	5,8	7,1	5,1	79,6
4 ^e trimestre .....	.	-1,5	3,9	55,9	8,5	9,0	25,1	39,4	37,5	102,8

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Voir colonne (4) du tableau XVI-1, dont on retranche les montants de la colonne (8) du tableau XVI-3a.

**XVI - 2b. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIETES² ET LES
ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG		Banques		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1983	0,0	2,9	214,3	1.030,8	245,6	156,3	602,4	448,7	1.062,4	1.638,7
1984	0,0	2,3	226,9	1.063,4	241,5	168,9	625,3	449,1	1.093,7	1.683,8
1985	0,0	1,8	247,6	1.095,6	244,4	176,6	650,8	471,1	1.142,9	1.745,0
1986	0,0	3,2	279,2	1.143,9	258,0	203,1	691,4	470,8	1.228,7	1.821,0
1987	0,0	2,6	321,1	1.242,3	273,7	220,7	765,7	485,4	1.360,5	1.950,9
1988	0,0	2,3	366,7	1.483,7	294,6	259,0	835,5	511,6	1.496,8	2.256,5
1989 .....	.	3,1	459,8	1.825,7	288,8	305,4	931,7	561,3	1.680,3	2.695,5
1990 .....	.	1,2	503,2	1.885,6	323,4	365,8	1.000,8	630,0	1.827,4	2.882,6
1988 3 ^e trimestre	0,0	2,8	360,8	1.431,4	290,5	244,6	810,9	495,3	1.462,1	2.174,0
4 ^e trimestre	0,0	2,3	366,7	1.483,7	294,6	259,0	835,5	511,6	1.496,8	2.256,5
1989 1 ^{er} trimestre .....	.	2,4	368,5	1.548,9	300,7	269,7	850,6	506,1	1.519,9	2.327,2
2 ^e trimestre .....	.	2,2	408,3	1.683,7	315,5	283,8	879,6	520,7	1.603,4	2.490,4
3 ^e trimestre .....	.	2,2	450,6	1.759,9	281,7	291,1	895,1	530,6	1.627,3	2.583,8
4 ^e trimestre .....	.	3,1	459,8	1.825,7	288,8	305,4	931,7	561,3	1.680,3	2.695,5
1990 1 ^{er} trimestre .....	.	2,8	467,7	1.728,8	299,1	327,3	950,8	552,8	1.717,6	2.611,8
2 ^e trimestre .....	.	2,9	502,4	1.783,5	312,4	347,1	970,0	583,5	1.784,8	2.717,0
3 ^e trimestre .....	.	2,7	499,3	1.840,1	314,9	356,9	975,7	590,6	1.789,9	2.790,2
4 ^e trimestre .....	.	1,2	503,2	1.885,6	323,4	365,8	1.000,8	630,0	1.827,4	2.882,6

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

**XVI - 3a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS —
VENTILATION PAR CREANCIER**

(variations en milliards de francs)

Période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ²	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sécurité sociale ³	Total ⁴	p.m. Autres intermédiaires financiers ⁵	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ⁶	p.m. Autres intermédiaires financiers ⁵
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)
1983	0,2	2,1	4,1	6,5	2,0	-10,7	21,4	0,4	13,3	31,5	0,3	1,4	1,8	3,2
1984	6,1	4,7	3,2	13,8	6,4	- 8,7	18,3	1,0	17,2	8,9	-0,4	1,6	1,2	0,3
1985	17,0	3,4	4,1	24,3	3,7	- 1,4	19,8	0,4	22,6	5,4	0,9	1,7	2,7	0,4
1986	18,3	7,4	7,7	33,4	13,2	5,8	32,4	1,5	52,9	8,9	0,5	0,5	0,8	-1,9
1987	17,6	9,2	17,8	44,6	24,2	5,9	54,2	-0,5	83,8	5,1	0,7	2,3	3,0	4,4
1988	16,1	8,6	10,2	35,0	29,7	13,2	57,6	-0,8	99,9	11,0	-1,0	1,7	0,7	-1,6
1989	22,4	1,1	11,3	34,6	70,6	- 7,7	77,5	0,0	140,7	16,9	0,7	7,7	8,1	6,2
1990	12,6	9,4	20,6	42,6	30,7	22,8	39,4	0,0	93,0	.	2,5	9,1	11,6	.
1988 3 ^e trimestre ..	- 8,2	0,4	0,4	- 7,4	8,5	3,8	15,4	0,1	27,8	.	0,2	-0,6	- 0,5	.
4 ^e trimestre ..	1,0	0,4	0,7	2,1	5,0	5,8	20,4	-1,1	30,2	11,0	-2,1	3,4	1,3	-1,6
1989 1 ^{er} trimestre ..	- 5,8	1,7	2,5	- 1,7	7,6	4,0	12,9	0,0	24,5	.	0,4	-0,2	0,2	.
2 ^e trimestre ..	30,8	6,1	7,5	44,4	8,9	9,2	19,2	0,0	37,4	.	-0,5	2,3	1,8	.
3 ^e trimestre ..	- 1,2	-7,3	1,8	- 6,7	43,5	-26,8	12,9	0,0	29,7	.	0,3	0,7	0,9	.
4 ^e trimestre ..	- 1,4	0,6	- 0,5	- 1,4	10,6	5,9	32,5	0,0	49,1	16,9	0,5	4,7	5,2	6,2
1990 1 ^{er} trimestre ..	- 1,1	2,9	6,5	8,3	9,0	7,0	13,5	0,0	29,6	.	0,4	-1,0	- 0,6	.
2 ^e trimestre ..	26,5	7,0	7,2	40,6	8,2	5,3	10,5	0,0	24,0	.	1,1	1,5	2,6	.
3 ^e trimestre ..	- 8,8	-0,5	1,6	- 7,7	5,6	4,0	3,7	0,0	13,3	.	-1,0	0,5	- 0,5	.
4 ^e trimestre ..	- 4,0	0,0	5,3	1,4	7,9	6,5	11,7	0,0	26,1	.	2,0	8,1	10,1	.

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Cf. colonne (1) du tableau XVI-1.

³ Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

⁴ Cf. colonne (2) du tableau XVI-1.

⁵ Variations annuelles des crédits octroyés par les principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), les fonds de pension (autres que légaux) et les sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

⁶ Cf. colonne (3) du tableau XVI-1.

**XVI - 3b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS —
VENTILATION PAR CREANCIER**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sécurité sociale ²	Total	p.m. Autres intermédiaires financiers ³	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total	p.m. Autres intermédiaires financiers ³
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)
1983	105,3	27,4	13,4	146,0	109,1	215,8	582,4	32,1	939,4	150,2	2,4	6,6	9,1	21,2
1984	111,4	32,1	16,5	159,9	115,5	207,3	600,6	33,1	956,5	159,0	2,1	8,1	10,3	21,6
1985	128,3	35,4	20,5	184,3	119,2	205,9	620,5	33,5	979,1	164,4	3,1	9,8	13,0	22,0
1986	146,6	42,8	28,2	217,7	132,5	211,6	652,9	35,0	1.032,1	173,3	3,6	10,3	13,9	20,1
1987	164,3	52,0	46,0	262,3	156,7	217,5	707,1	34,5	1.115,8	178,3	4,2	12,6	16,8	24,5
1988	180,4	60,7	56,3	297,4	186,4	230,7	764,8	33,7	1.215,6	189,3	3,1	14,4	17,5	22,9
1989	202,7	61,9	67,5	332,1	257,1	223,0	842,4	33,7	1.356,3	206,2	3,8	21,8	25,7	29,1
1990	215,2	71,2	88,2	374,7	287,9	245,8	881,7	33,7	1.449,2	.	6,3	30,9	37,2	.
1988 3 ^e trimestre ..	179,4	60,3	55,5	295,3	181,4	224,9	744,4	34,8	1.185,4	.	5,3	11,0	16,2	.
4 ^e trimestre ..	180,4	60,7	56,3	297,4	186,4	230,7	764,8	33,7	1.215,6	189,3	3,1	14,4	17,5	22,9
1989 1 ^{er} trimestre ..	174,5	62,4	58,8	295,7	194,0	234,7	777,7	33,7	1.240,1	.	3,6	14,2	17,7	.
2 ^e trimestre ..	205,3	68,5	66,2	340,1	202,9	243,9	796,9	33,7	1.277,5	.	3,0	16,5	19,5	.
3 ^e trimestre ..	204,1	61,3	68,1	333,4	246,5	217,1	809,9	33,7	1.307,1	.	3,3	17,2	20,5	.
4 ^e trimestre ..	202,7	61,9	67,5	332,1	257,1	223,0	842,4	33,7	1.356,3	206,2	3,8	21,8	25,7	29,1
1990 1 ^{er} trimestre ..	201,5	64,8	74,1	340,4	266,2	230,0	855,9	33,7	1.385,8	.	4,3	20,8	25,1	.
2 ^e trimestre ..	228,0	71,7	81,3	381,0	274,4	235,3	866,4	33,7	1.409,8	.	5,3	22,3	27,6	.
3 ^e trimestre ..	219,2	71,2	82,9	373,3	280,1	239,3	870,1	33,7	1.423,1	.	4,3	22,8	27,2	.
4 ^e trimestre ..	215,2	71,2	88,2	374,7	287,9	245,8	881,7	33,7	1.449,2	.	6,3	30,9	37,2	.

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

³ Principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), fonds de pension (autres que légaux) et sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUES ET CARTES DE CREDIT

1. Résultats généraux

Source : INS, Statistiques du commerce.

Période	Nombre de contrats à la fin du semestre (milliers) ¹				Encours des crédits à la fin du semestre (milliards de francs) ¹				Crédits octroyés durant le semestre (milliards de francs)		
	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total	p.m. Cartes de banque et cartes de crédit ²	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Cartes de banque et cartes de crédit	Total	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total
	(1)	(2)	(3)= (1)+(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)=(5)+ (6)+(7)	(9)	(10)	(11)= (9)+(10)
1982 1 ^{er} semestre	1.397	731	2.128	3.161	69,3	85,0	6,2	160,5	22,0	28,0	50,0
2 ^e semestre	1.261	752	2.013	3.231	67,6	90,9	7,2	165,7	17,8	40,0	57,8
1983 1 ^{er} semestre	1.366	734	2.100	3.443	73,6	82,9	7,7	165,7	23,4	28,0	51,4
2 ^e semestre	1.398	750	2.148	4.061	72,6	90,6	9,4	172,6	21,2	42,7	63,9
1984 1 ^{er} semestre	1.322	720	2.042	4.157	80,3	86,9	9,5	176,7	27,9	31,5	59,4
2 ^e semestre	1.406	769	2.175	4.264	79,8	94,2	12,3	186,3	22,8	45,6	68,4
1985 1 ^{er} semestre	1.388	748	2.136	4.229	90,0	93,6	10,2	193,8	31,3	36,6	67,9
2 ^e semestre	1.369	800	2.169	4.336	95,3	102,1	14,4	211,8	29,1	48,4	77,5
1986 1 ^{er} semestre	1.468	782	2.250	4.478	108,2	107,2	12,7	228,1	41,1	48,6	89,7
2 ^e semestre	1.576	843	2.419	4.467	111,7	112,5	14,6	238,8	36,2	50,5	86,7
1987 1 ^{er} semestre	1.721	932	2.653	4.560	124,7	134,0	13,1	271,8	45,4	75,5	120,9
2 ^e semestre	1.756	925	2.681	4.699	130,4	129,8	16,4	276,6	40,2	44,5	84,7
1988 1 ^{er} semestre	1.769	996	2.765	4.799	143,8	152,9	16,5	313,2	52,4	82,9	135,3
2 ^e semestre	1.791	988	2.379	4.895	147,5	142,5	19,2	309,2	42,2	46,0	88,2
1989 1 ^{er} semestre	1.819	1.044	2.863	5.215	162,1	170,0	19,3	351,4	56,9	92,5	149,4
2 ^e semestre	1.728	1.022	2.750	5.527	166,2	159,8	22,4	348,4	47,8	47,2	95,0
1990 1 ^{er} semestre	1.789	1.039	2.828	5.727	183,9	185,0	22,1	391,0	63,5	96,4	159,9
2 ^e semestre	1.751	1.042	2.793	6.178	182,3	180,2	27,0	389,5	47,4	56,3	103,6

¹ A l'exclusion des arriérés.

² Nombre de cartes de banque et de cartes de crédit en circulation (y compris celles attribuées à des non-particuliers).

XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUE ET CARTES DE CREDIT

2. Contrats non honorés

Source : Centrale des Crédits à la Consommation de la Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Nombre de personnes enregistrées ¹ (milliers)	Nombre de contrats enregistrés (milliers)	Contrats enregistrés et non régularisés (milliers)	Arriéré ou montant exigible ² des contrats visés à la colonne précédente (milliards de francs)	p.m. Indice du nombre de consultations ³ 1988 = 100
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1988	140,8	135,4	95,8	n.d.	92
1989	176,3	182,6	127,5	10,8	97
1990	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1988 3 ^e trimestre	127,9	120,1	85,3	n.d.	96
4 ^e trimestre	140,8	135,4	95,8	n.d.	92
1989 1 ^{er} trimestre	150,4	147,5	104,7	n.d.	122
2 ^e trimestre	160,5	160,8	114,2	n.d.	102
3 ^e trimestre	168,2	171,5	122,9	10,0	100
4 ^e trimestre	176,3	182,6	127,5	10,8	97
1990 1 ^{er} trimestre	183,4	193,7	134,7	11,5	110
2 ^e trimestre	190,7	204,1	139,9	12,2	102
3 ^e trimestre	196,4	212,2	146,8	13,0	96
4 ^e trimestre	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991 1 ^{er} trimestre	213,4	238,3	171,3	15,7	119
1990 Mars	183,4	193,7	134,7	11,5	110
Avril	185,9	197,4	137,0	11,7	100
Mai	188,2	200,7	137,1	11,9	122
Juin	190,7	204,1	139,9	12,2	102
Juillet	191,3	205,4	140,8	12,3	90
Août	187,7	208,5	143,6	12,6	86
Septembre	196,4	212,2	146,8	13,0	96
Octobre	198,1	215,5	149,9	13,4	99
Novembre	202,2	221,4	150,1	14,0	95
Décembre	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991 Janvier	207,3	230,0	163,5	14,7	105
Février	209,2	233,0	166,3	15,2	101
Mars	213,4	238,3	171,3	15,7	119

¹ A l'exclusion des garants.

² Pour les contrats non résiliés, il s'agit des arriérés; pour les autres, il s'agit du montant exigible.

³ Moyenne mensuelle du nombre de consultations calculée selon un mois-type de 22 jours ouvrables.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

1. Demandes de crédits hypothécaires pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux^{1*}

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	43,6	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1989	83,3	12,5	14,0	40,2	150,0	175,6	27,5	15,0	105,6	323,7
1990	65,1	9,1	10,2	24,4	108,8	135,7	21,5	11,7	62,3	231,2
1989 1 ^{er} trimestre	25,1	4,0	4,4	13,6	47,1	50,6	8,2	4,5	34,6	97,9
2 ^e trimestre	19,6	3,0	3,5	9,1	35,2	40,2	6,2	3,6	24,3	74,3
3 ^e trimestre	16,4	2,4	2,5	5,6	26,9	34,3	5,4	2,8	14,7	57,2
4 ^e trimestre	22,3	3,2	3,4	11,9	40,8	50,5	7,6	4,1	32,0	94,2
1990 1 ^{er} trimestre	17,9	2,5	2,9	9,3	32,6	38,5	6,1	3,4	24,5	72,5
2 ^e trimestre	14,8	2,1	2,3	3,8	23,0	30,1	4,7	2,4	9,5	46,7
3 ^e trimestre	14,5	2,0	2,2	3,7	22,4	30,0	4,8	2,4	9,5	46,7
4 ^e trimestre	17,9	2,4	2,8	7,5	30,6	37,2	5,7	3,5	18,9	65,3
1991 1 ^{er} trimestre	14,3	2,0	2,8	4,7	23,8	28,6	4,3	3,1	11,0	47,0
1990 Février	5,6	0,8	0,9	2,4	9,7	12,1	1,9	1,0	6,4	21,4
Mars	6,2	0,9	1,0	2,9	11,0	12,9	2,2	1,1	7,3	23,5
Avril	4,4	0,6	0,7	1,3	7,0	9,0	1,4	0,8	3,4	14,6
Mai	5,0	0,8	0,8	1,3	7,9	10,4	1,8	0,8	3,1	16,1
Juin	5,4	0,7	0,8	1,2	8,1	10,7	1,5	0,8	3,0	16,0
Juillet	4,8	0,7	0,7	1,0	7,2	10,0	1,6	0,7	2,7	15,0
Août	4,7	0,6	0,7	1,3	7,3	10,1	1,6	0,9	3,2	15,8
Septembre	5,0	0,7	0,8	1,4	7,9	9,9	1,6	0,8	3,6	15,9
Octobre	8,4	1,1	1,3	4,1	14,9	17,8	2,7	1,7	10,6	32,8
Novembre	5,2	0,7	0,8	2,2	8,9	10,6	1,6	1,0	5,3	18,5
Décembre	4,3	0,6	0,7	1,2	6,8	8,8	1,4	0,8	3,0	14,0
1991 Janvier	5,0	0,7	0,9	1,9	8,5	10,0	1,4	1,0	4,2	16,6
Février	4,4	0,7	0,8	1,5	7,4	8,8	1,3	1,0	3,4	14,5
Mars	4,9	0,7	1,0	1,4	8,0	9,8	1,6	1,0	3,3	15,7

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurances et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours des ces crédits.

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

2. Inscriptions hypothécaires

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1989	35,4
1990	32,2
1989 1 ^{er} trimestre	29,8
2 ^e trimestre	37,0
3 ^e trimestre	36,2
4 ^e trimestre	38,5
1990 1 ^{er} trimestre	34,1
2 ^e trimestre	34,4
3 ^e trimestre	28,0
4 ^e trimestre	32,1
1991 1 ^{er} trimestre	32,2

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus, y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

**XVI - 6a. — ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'exploit- ation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement	Crédit- bail	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Crédits à l'expor- tation	Autres crédits ³	Total ⁴	dont	Total	dont
									Monnaies étran- gères ⁵		Monnaies étran- gères ⁵
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	
1983	8,6	5,5	13,3	1,7	1,1	4,7	5,7	26,4	8,1	119,0	101,2
1984	1,4	-0,8	38,4	6,4	-12,1	- 0,5	- 6,7	25,4	3,7	150,2	128,5
1985	- 9,4	-0,3	40,2	5,1	- 0,1	- 9,6	52,5	88,2	16,5	-113,6	-115,2
1986	2,6	-3,5	68,8	2,9	16,5	-16,2	21,0	93,0	23,4	- 55,9	- 77,6
1987	- 8,8	-2,5	115,5	14,3	-47,9	-13,1	79,9	148,9	14,4	- 21,7	- 10,7
1988	-18,7	0,4	124,0	21,1	0,5	- 0,7	165,7	310,4	64,0	91,6	84,8
1989	0,9	3,3	150,0	4,3	- 2,6	- 0,4	294,4	445,7	65,5	98,4	67,8
1990	- 4,8	-2,9	167,1	11,8	-33,5	- 8,6	82,6	219,5	6,6	32,0	27,0
1988 3 ^e trimestre	- 1,4	1,1	31,9	2,4	-11,4	1,4	59,3	83,5	17,3	- 39,0	- 38,7
4 ^e trimestre	-12,9	-3,0	54,8	8,0	0,0	- 0,7	41,7	103,8	18,9	- 15,7	- 24,8
1989 1 ^{er} trimestre	- 0,5	4,5	32,4	2,5	- 7,4	0,0	28,7	56,2	31,5	81,3	68,4
2 ^e trimestre	1,3	-1,9	36,5	5,0	6,5	- 1,5	114,8	161,3	24,0	117,6	115,5
3 ^e trimestre	- 1,7	1,8	37,9	- 1,5	- 2,6	- 2,7	67,9	99,0	18,1	- 39,4	- 63,6
4 ^e trimestre	1,8	-1,1	43,2	- 1,7	0,9	3,8	83,0	129,2	- 8,1	- 61,1	- 52,5
1990 1 ^{er} trimestre	- 0,8	-3,2	43,9	4,6	-30,0	- 3,3	- 89,8	- 74,6	7,9	72,6	72,5
2 ^e trimestre	- 1,0	0,0	37,5	8,8	7,5	- 2,4	57,4	108,9	-19,3	- 21,0	- 25,4
3 ^e trimestre	0,2	-0,5	34,4	2,2	-11,2	- 3,8	58,4	80,0	18,6	5,9	- 14,3
4 ^e trimestre	- 3,2	0,8	51,3	- 3,8	0,2	0,9	56,6	105,2	- 0,6	- 25,5	- 5,8

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Cf. colonnes (8) et (9) du tableau XVI-1.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 6b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement	Crédit- bail	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Crédits à l'expor- tation	Autres crédits ³	Total (8) = (3) à (7)	dont	Total	dont
									Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	
1983	106,7	47,1	566,9	14,4	214,9	148,6	540,1	1.484,9	176,1	867,7	817,7
1984	108,0	46,2	605,3	20,8	202,8	148,1	552,6	1.529,6	199,1	1.017,9	954,5
1985	98,6	45,9	645,5	25,9	202,7	138,5	588,0	1.600,6	198,3	904,4	832,8
1986	101,1	42,4	714,4	28,7	219,3	122,2	593,0	1.677,6	205,7	848,5	769,3
1987	92,3	39,9	830,0	43,1	171,4	109,2	665,2	1.818,8	212,5	826,8	734,8
1988	73,6	40,3	954,0	64,1	171,8	108,6	844,1	2.142,6	289,9	918,5	824,4
1989	74,5	43,6	1.104,0	68,5	169,2	108,2	1.127,5	2.577,4	344,4	1.016,9	896,6
1990	69,7	40,6	1.271,2	80,2	135,7	99,6	1.185,5	2.772,3	326,5	1.048,8	930,2
1988 3 ^e trimestre	86,4	43,3	899,2	56,1	171,8	109,2	807,9	2.044,3	276,4	934,1	846,0
4 ^e trimestre	73,6	40,3	954,0	64,1	171,8	108,6	844,1	2.142,6	289,9	918,5	824,4
1989 1 ^{er} trimestre	73,1	44,8	986,4	66,1	164,4	108,6	883,3	2.209,3	331,8	999,8	898,9
2 ^e trimestre	74,4	42,9	1.022,9	71,6	170,9	107,1	1.000,6	2.373,1	358,4	1.117,4	1.014,9
3 ^e trimestre	72,7	44,7	1.060,7	70,1	168,3	104,4	1.062,9	2.466,4	370,8	1.077,9	948,3
4 ^e trimestre	74,5	43,6	1.104,0	68,5	169,2	108,2	1.127,5	2.577,4	344,4	1.016,9	896,6
1990 1 ^{er} trimestre	73,7	40,4	1.147,9	73,1	139,2	104,9	1.032,6	2.497,7	347,2	1.089,5	973,7
2 ^e trimestre	72,7	40,4	1.185,4	81,8	146,7	102,5	1.087,4	2.603,9	325,3	1.068,5	947,8
3 ^e trimestre	72,9	39,5	1.219,8	84,0	135,5	98,8	1.139,4	2.677,5	337,5	1.074,4	943,4
4 ^e trimestre	69,7	40,6	1.271,2	80,2	135,7	99,6	1.185,5	2.772,3	326,5	1.048,8	930,2

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

XVI - 7a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger				
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont		Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Monnaies étrangères ⁴	Monnaies étrangères ⁴				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)		
1983	3,2	4,0	9,4	1,5	2,3	4,7	- 1,2	16,7	8,0	9,2	99,4	108,5	99,8	
1984	0,5	-2,6	30,3	3,5	-11,4	0,5	6,8	15,3	3,4	6,6	135,6	142,2	133,2	
1985	-6,2	-0,5	18,2	4,7	2,7	- 9,6	40,0	55,9	7,3	-10,6	-108,8	-119,4	-122,1	
1986	-3,0	0,6	50,4	1,6	15,9	-16,2	15,1	66,9	28,3	11,1	- 76,6	- 62,6	- 68,3	
1987	-1,5	3,2	71,9	13,4	-47,5	-13,1	79,6	104,3	13,0	24,0	108,3	- 32,2	41,0	
1988	-7,6	1,4	77,1	19,7	- 0,1	- 0,7	138,2	234,5	56,0	- 1,2	92,8	91,7	89,3	
1989	3,8	2,9	83,5	3,0	- 2,5	- 0,4	262,5	346,1	58,6	1,3	66,5	67,8	44,9	
1990	0,6	-1,9	67,8	10,5	-34,0	- 8,6	51,5	87,1	3,7	5,2	10,7	16,0	21,8	
1988 3 ^e trimestre ...	-0,6	1,3	22,7	2,0	-11,8	1,4	56,2	70,5	21,0	- 3,1	- 36,1	- 39,2	- 38,4	
4 ^e trimestre ...	-6,9	-1,1	26,7	7,2	- 0,1	- 0,7	32,7	65,9	11,6	4,7	- 15,9	- 11,2	- 18,1	
1989 1 ^{er} trimestre ...	0,3	3,8	18,6	2,3	- 7,0	0,0	36,8	50,7	33,8	3,0	74,4	77,4	70,5	
2 ^e trimestre ...	0,1	-1,6	20,4	4,6	6,1	- 1,5	104,1	133,7	23,4	0,3	106,2	106,5	105,5	
3 ^e trimestre ...	2,1	2,2	19,7	- 1,5	- 2,5	- 2,7	64,5	77,5	12,0	- 5,2	- 35,8	- 41,0	- 65,0	
4 ^e trimestre ...	1,3	-1,5	24,8	- 2,4	0,9	3,8	57,1	84,2	-10,6	3,2	- 78,3	- 75,1	- 66,1	
1990 1 ^{er} trimestre ...	-0,6	-1,9	22,0	4,2	-30,2	- 3,3	- 81,9	- 89,2	11,1	7,9	56,2	64,1	67,6	
2 ^e trimestre ...	-0,6	0,2	14,4	8,4	7,3	- 2,4	30,1	57,8	-16,5	- 0,5	- 31,0	- 31,5	- 33,4	
3 ^e trimestre ...	0,6	-0,2	11,3	1,6	-11,3	- 3,8	64,8	62,6	11,1	9,0	- 9,5	- 0,5	- 5,0	
4 ^e trimestre ...	0,0	0,0	20,1	- 3,7	0,2	0,9	38,5	55,9	- 2,0	-11,2	- 5,0	- 16,1	- 7,4	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Principalement des avances.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

² Y compris les certificats à un an au plus.

XVI - 7b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger			
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)	
1983	38,7	16,4	126,9	13,1	209,6	148,6	477,5	975,7	175,2	55,0	797,2	852,1	804,6
1984	39,2	13,9	157,3	16,7	198,2	148,1	490,0	1.010,3	197,9	61,6	932,8	994,3	937,9
1985	33,1	13,4	175,5	21,4	200,9	138,5	512,8	1.049,1	188,0	51,0	824,0	875,0	815,8
1986	30,0	14,0	225,9	23,0	216,9	122,2	511,9	1.099,9	200,4	62,0	750,5	812,5	747,4
1987	28,5	17,2	297,8	36,5	169,4	109,2	583,8	1.196,6	205,6	37,9	742,3	780,3	706,4
1988	20,8	18,5	375,0	56,2	169,3	108,6	735,2	1.444,3	274,8	36,8	835,2	872,0	795,8
1989	24,7	21,4	458,4	59,2	167,0	108,2	986,8	1.779,6	322,5	38,1	901,7	939,7	840,8
1990	24,0	19,5	526,2	69,7	132,9	99,6	1.013,6	1.842,1	301,6	43,2	912,4	955,7	862,6
1988 3 ^e trimestre ...	27,8	19,7	348,3	49,0	169,4	109,2	708,0	1.384,0	268,8	32,1	851,1	883,2	813,9
4 ^e trimestre ...	20,8	18,5	375,0	56,2	169,3	108,6	735,2	1.444,3	274,8	36,8	835,2	872,0	795,8
1989 1 ^{er} trimestre ...	21,1	22,3	393,6	58,5	162,4	108,6	782,5	1.505,6	319,2	39,8	909,5	949,3	866,3
2 ^e trimestre ...	21,2	20,7	414,0	63,1	168,5	107,1	889,0	1.641,8	345,1	40,1	1.015,7	1.055,8	971,8
3 ^e trimestre ...	23,3	22,9	433,7	61,6	166,0	104,4	948,0	1.713,7	351,4	34,9	979,9	1.014,8	906,8
4 ^e trimestre ...	24,7	21,4	458,4	59,2	167,0	108,2	986,8	1.779,6	322,5	38,1	901,7	939,7	840,8
1990 1 ^{er} trimestre ...	24,0	19,5	480,4	63,5	136,7	104,9	899,7	1.685,3	328,5	45,9	957,9	1.003,8	908,4
2 ^e trimestre ...	23,5	19,7	494,9	71,8	144,0	102,5	927,1	1.740,4	309,3	45,4	926,9	972,3	875,0
3 ^e trimestre ...	24,0	19,5	506,1	73,4	132,7	98,8	985,5	1.796,5	314,0	54,4	917,4	971,8	870,0
4 ^e trimestre ...	24,0	19,5	526,2	69,7	132,9	99,6	1.013,6	1.842,1	301,6	43,2	912,4	955,7	862,6

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

**XVI - 8a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'exploit- ation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères ⁵		Monnaies étran- gères ⁵
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(7)	(8)	(9)
1983	2,9	1,5	6,5	-1,1	0,8	6,2	0,0	4,4	2,3
1984	0,9	2,0	8,6	-0,5	1,8	7,6	0,0	5,6	3,6
1985	-1,6	-0,5	9,0	-2,9	3,7	9,8	0,6	4,7	1,0
1986	4,3	-0,8	18,1	0,4	6,4	24,9	-0,1	3,0	2,0
1987	-2,6	-0,3	21,3	-0,5	2,9	23,7	-0,1	4,8	1,3
1988	-4,3	0,3	28,6	0,2	13,4	42,0	4,1	- 0,5	0,4
1989	-2,1	0,6	40,0	0,0	7,9	47,0	-1,9	17,2	15,3
1990	-0,8	-0,8	40,6	0,6	21,0	62,1	2,0	12,6	9,6
1988 3 ^e trimestre	-0,3	-0,1	6,5	0,2	2,8	9,5	-0,3	0,4	2,5
4 ^e trimestre	-2,5	-1,0	9,9	0,0	7,9	17,8	3,8	0,0	- 0,9
1989 1 ^{er} trimestre	0,2	0,8	8,9	-0,1	0,9	9,7	-3,3	1,5	1,6
2 ^e trimestre	-0,2	-0,2	6,5	0,4	7,5	14,4	0,8	- 0,3	- 0,3
3 ^e trimestre	-2,2	-0,3	12,2	-0,2	- 2,1	9,9	1,8	3,1	0,9
4 ^e trimestre	0,1	0,3	12,4	-0,1	1,6	13,9	-1,2	12,9	13,1
1990 1 ^{er} trimestre	0,6	-1,1	12,1	0,3	10,1	22,4	1,3	7,6	8,4
2 ^e trimestre	0,5	-0,1	9,2	0,1	10,1	19,4	-0,3	7,8	3,5
3 ^e trimestre	-0,2	-0,4	7,4	0,1	2,9	10,4	0,6	0,5	- 0,9
4 ^e trimestre	-1,7	0,8	11,9	0,1	- 2,1	9,9	0,4	- 3,3	- 1,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 8b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits				p.m. Crédits à l'étranger		
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères		Monnaies étran- gères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1983	20,4	21,8	91,9	4,6	17,5	114,1	0,0	9,6	7,0
1984	21,4	23,8	100,5	4,0	19,2	123,7	0,0	15,1	10,6
1985	19,7	23,4	109,5	1,1	23,0	133,5	0,7	19,8	11,5
1986	24,1	20,5	127,7	1,5	29,3	158,5	0,5	22,9	13,6
1987	21,5	17,0	148,8	1,0	32,3	182,2	0,4	27,7	14,9
1988	17,2	17,4	177,4	1,2	45,7	224,3	4,6	27,2	15,3
1989	15,2	18,0	217,3	1,2	53,7	272,2	2,7	44,4	30,6
1990	14,4	17,2	257,8	1,8	74,7	334,3	4,7	56,9	40,1
1988 3 ^e trimestre	19,7	18,4	167,5	1,2	37,8	206,5	0,8	27,2	16,1
4 ^e trimestre	17,2	17,4	177,4	1,2	45,7	224,3	4,6	27,2	15,3
1989 1 ^{er} trimestre	17,5	18,2	186,3	1,1	46,6	234,0	1,3	28,7	16,8
2 ^e trimestre	17,3	18,0	192,8	1,5	54,2	248,4	2,1	28,4	16,6
3 ^e trimestre	15,1	17,7	204,9	1,3	52,1	258,3	3,8	31,5	17,5
4 ^e trimestre	15,2	18,0	217,3	1,2	53,7	272,2	2,7	44,4	30,6
1990 1 ^{er} trimestre	15,8	16,9	229,3	1,5	63,8	294,6	4,0	52,0	39,0
2 ^e trimestre	16,2	16,8	238,5	1,6	73,9	314,0	3,7	59,8	42,5
3 ^e trimestre	16,1	16,4	245,9	1,7	76,8	324,4	4,3	60,2	41,6
4 ^e trimestre	14,4	17,2	257,8	1,8	74,7	334,3	4,7	56,9	40,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

**XVI - 9a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères ⁵		Monnaies étran- gères ⁵
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	
1983	1,8	0,1	- 2,4	-0,2	6,3	3,4	0,1	6,0	6,0
1984	0,3	-0,4	2,3	-0,1	- 1,7	0,5	0,7	2,4	- 0,1
1985	-1,0	0,5	13,5	0,0	8,9	22,5	8,4	1,1	- 0,4
1986	-0,2	-1,2	1,4	0,1	- 0,4	1,2	-4,7	3,6	2,8
1987	-4,0	-2,2	23,4	0,1	- 2,7	20,8	1,6	5,8	5,2
1988	-6,5	-1,1	19,6	0,3	14,1	33,9	4,1	0,4	- 0,1
1989	-1,7	-0,2	28,1	-0,2	23,8	51,6	8,8	13,5	11,9
1990	-1,5	-0,3	60,2	0,0	10,3	70,4	0,9	3,5	2,3
1988 3 ^e trimestre	-0,8	-0,1	3,0	0,3	0,3	3,5	-3,4	- 0,2	- 1,8
4 ^e trimestre	-3,0	-0,8	18,9	0,1	1,1	20,1	3,6	- 4,5	- 2,6
1989 1 ^{er} trimestre	-1,1	-0,1	5,2	-0,3	- 9,1	- 4,2	0,9	2,4	2,4
2 ^e trimestre	1,5	-0,2	10,0	0,0	3,2	13,2	-0,1	11,5	10,8
3 ^e trimestre	-1,5	-0,1	6,1	0,0	5,5	11,5	4,3	- 1,5	- 2,6
4 ^e trimestre	-0,6	0,2	6,8	0,1	24,2	31,1	3,7	1,1	1,3
1990 1 ^{er} trimestre	-0,5	-0,2	10,2	0,0	-17,9	- 7,8	-4,5	0,8	1,1
2 ^e trimestre	-1,0	-0,1	14,4	0,1	17,3	31,7	-2,4	2,8	4,0
3 ^e trimestre	0,0	0,0	16,3	0,0	- 9,3	7,1	6,9	5,9	1,5
4 ^e trimestre	0,0	0,0	19,3	-0,1	20,2	39,4	0,9	- 6,0	- 4,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 9b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT DU SECTEUR PUBLIC**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation ⁴	Autres ⁴	Total	dont Monnaies étrangères	Total	dont Monnaies étrangères
1983	44,7	8,9	349,4	0,7	45,0	395,1	0,9	6,0	6,0
1984	45,1	8,5	351,6	0,5	43,4	395,5	1,2	8,5	6,0
1985	44,0	9,1	365,1	0,7	52,2	418,0	9,7	9,5	5,5
1986	43,8	7,9	366,5	0,9	51,8	419,2	4,9	13,1	8,3
1987	39,7	5,6	389,9	1,0	49,1	440,0	6,4	18,9	13,5
1988	33,2	4,4	409,4	1,3	63,2	473,9	10,4	19,3	13,4
1989	31,5	4,3	437,5	1,0	87,0	525,5	19,2	32,8	25,2
1990	30,1	4,0	497,7	1,0	97,2	595,9	20,1	36,3	27,5
1988 3 ^e trimestre	36,2	5,2	390,5	1,2	62,1	453,8	6,8	23,7	16,0
4 ^e trimestre	33,2	4,4	409,4	1,3	63,2	473,9	10,4	19,3	13,4
1989 1 ^{er} trimestre	32,1	4,3	414,6	0,9	54,2	469,7	11,4	21,7	15,8
2 ^e trimestre	33,6	4,2	424,6	0,9	57,4	482,9	11,2	33,2	26,5
3 ^e trimestre	32,1	4,1	430,7	0,9	62,8	494,4	15,5	31,7	23,9
4 ^e trimestre	31,5	4,3	437,5	1,0	87,0	525,5	19,2	32,8	25,2
1990 1 ^{er} trimestre	31,1	4,0	447,7	1,0	69,1	517,8	14,7	33,6	26,3
2 ^e trimestre	30,1	4,0	462,0	1,1	86,4	549,5	12,3	36,4	30,3
3 ^e trimestre	30,1	4,0	478,4	1,1	77,0	556,6	19,2	42,3	31,8
4 ^e trimestre	30,1	4,0	497,7	1,0	97,2	595,9	20,1	36,3	27,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

² Y compris les certificats à un an au plus.

XVI - 10. — ENGAGEMENTS DES SOCIÉTÉS¹ A L'EGARD DE L'ÉTRANGER

(variations en milliards de francs)

Période	Investissements directs en Belgique		Autres acquisitions d'actions belges par l'étranger	Acquisitions d'obligations belges par l'étranger		Acquisitions d'immeubles par l'étranger	Autres engagements	Total	dont ³ :	
	Création et extension de sociétés, prises de participation	Prêts		Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées				Franc belge	Monnaies étrangères ⁴
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
1983	51,3	-12,2	1,4	2,7	0,1	3,0	- 4,5	41,8	- 0,1	- 3,5
1984	10,8	- 8,6	- 4,7	7,3	0,7	3,0	29,5	38,0	- 3,9	15,7
1985	27,8	13,8	12,1	- 5,8	2,1	3,9	15,3	69,2	14,3	- 1,8
1986	23,5	-10,5	28,8	- 4,9	0,6	2,6	13,9	54,0	35,9	- 9,1
1987	57,9	11,3	23,8	- 5,3	2,6	0,2	21,6	112,1	34,8	- 5,7
1988	115,8	40,4	18,7	- 0,2	-0,9	2,9	14,3	191,0	37,5	- 7,1
1989	128,8	95,8	30,6	- 9,7	-4,6	11,9	54,2	307,0	43,5	3,2
1990	143,6	99,8	28,0	10,7	3,1	14,8	29,6	308,2	41,4	- 2,4
1988 3 ^e trimestre	- 20,1	6,8	8,1	- 0,3	-0,2	0,4	4,7	-0,6	10,5	- 1,1
4 ^e trimestre	50,8	23,3	1,1	1,2	0,4	1,0	8,7	86,5	11,2	- 1,2
1989 1 ^{er} trimestre	40,9	4,7	7,9	- 2,0	-2,7	1,2	9,0	59,0	9,4	- 3,0
2 ^e trimestre	43,8	23,7	2,4	- 0,3	-1,4	2,7	0,9	71,8	0,6	4,2
3 ^e trimestre	21,3	34,4	16,7	- 3,1	-0,3	3,8	19,4	92,2	18,2	3,6
4 ^e trimestre	22,8	33,0	3,6	- 4,3	-0,2	4,2	24,9	84,0	15,3	- 1,6
1990 1 ^{er} trimestre	38,5	12,8	8,1	0,3	0,5	3,0	2,8	66,0	7,3	3,4
2 ^e trimestre	39,1	20,1	4,5	- 3,1	0,6	2,9	42,4	106,5	24,0	5,1
3 ^e trimestre	16,8	14,9	6,4	- 4,4	1,0	4,7	7,6	47,0	16,1	- 0,4
4 ^e trimestre	49,2	52,0	9,0	- 3,5	1,0	4,2	-23,2	88,7	- 6,0	-10,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Le solde concerne les engagements envers l'étranger, dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 11. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après la branche d'activité du bénéficiaire

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1987	1988	1989	1990	1987	1988	1989	1990
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	85,8	92,1	103,2	106,0	60,3	62,5	70,0	73,9
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	44,7	48,0	51,7	49,0	14,9	16,9	17,1	13,2
Alimentation, boissons et tabac	217,6	235,3	262,2	276,9	92,3	107,1	129,0	139,1
Textile, habillement et cuir	124,3	135,3	146,5	156,2	61,9	70,1	82,9	89,9
Industrie chimique ⁴	317,1	339,5	374,8	375,8	82,8	105,9	130,7	147,5
Métallurgie de base	135,3	142,3	168,0	172,3	59,1	59,9	70,4	63,9
Fabrications métalliques	458,6	498,3	577,2	537,8	186,8	228,7	261,6	242,2
Produits minéraux non métalliques et bois	122,3	134,2	172,0	177,2	64,4	71,2	101,3	96,9
Papier, carton et imprimerie	77,4	85,2	95,6	104,1	41,0	48,4	55,9	59,5
Pétrole	118,9	136,2	133,1	135,0	20,5	24,1	22,3	30,6
Diamant et orfèvrerie	45,8	54,7	61,5	56,7	26,6	34,8	36,2	38,5
Autres	3,9	3,9	4,7	4,8	2,3	2,0	2,5	3,4
Construction et affaires immobilières de génie civil	137,0	161,7	216,7	273,9	76,3	93,5	137,5	179,1
Production et distribution d'énergie et d'eau ..	158,4	160,9	156,5	137,3	82,9	86,7	91,8	78,3
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	129,8	162,8	183,0	184,5	70,7	84,6	106,3	109,4
Commerce de détail	162,3	194,5	237,8	258,4	113,4	130,6	166,4	176,9
Transports, entrepôts et communications	211,2	242,1	282,5	346,5	132,9	151,0	177,8	235,5
Services financiers ⁵	287,1	415,4	491,9	512,7	134,6	192,4	215,7	204,8
Autres services aux entreprises ⁶	120,8	151,1	206,8	331,2	62,3	79,2	124,8	209,4
Autres services aux particuliers ⁷	177,8	202,1	228,9	305,1	169,6	188,1	231,8	256,9
Total ...	3.160,4	3.622,4	4.205,1	4.501,4	1.555,6	1.837,7	2.232,0	2.448,9

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la CNCP accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris industrie du plastique, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de location-financement, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

**XVI - 11. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE
PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE,
LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE
DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

2. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(encours en milliards de francs)

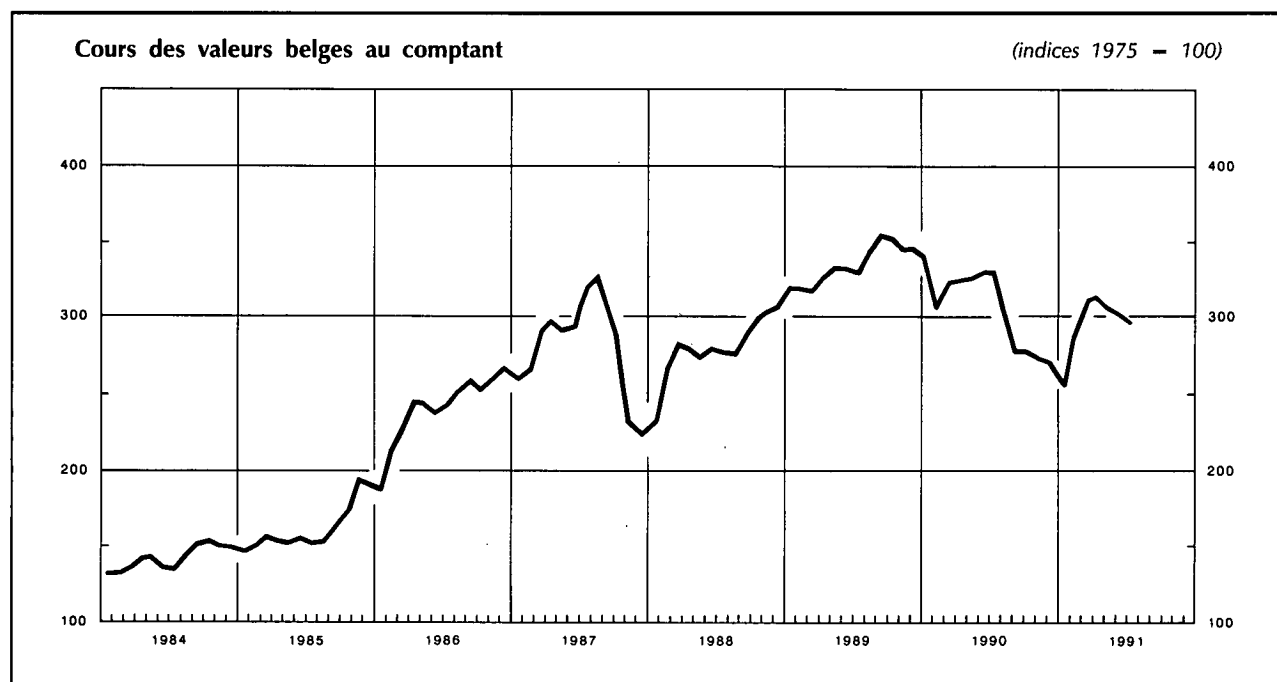
Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1987	1988	1989	1990	1987	1988	1989	1990
Communauté Economique Européenne	829,6	1.139,0	1.182,4	1.240,4	293,0	374,2	398,7	460,8
Royaume-Uni	316,3	487,8	548,5	538,9	56,1	85,9	120,7	102,7
Allemagne	103,4	146,1	120,9	152,7	39,9	51,8	46,5	62,8
France	85,3	89,4	79,7	98,4	31,0	32,9	34,8	42,9
Pays-Bas	101,6	121,8	140,7	159,5	45,9	51,8	50,1	72,5
Italie	69,6	74,1	77,0	86,8	28,1	33,4	36,3	50,0
Luxembourg	43,4	64,9	66,4	54,0	11,3	20,0	14,3	15,0
Danemark	12,0	29,0	25,3	27,4	7,3	10,5	8,7	22,0
Irlande	5,3	3,2	3,2	11,5	0,4	0,6	1,1	6,8
Grèce	5,3	5,2	4,2	3,3	4,0	4,0	2,9	2,5
Espagne	62,3	81,7	82,8	78,0	50,1	60,7	63,5	64,9
Portugal	25,1	35,8	33,7	29,9	18,9	22,6	19,8	18,6
Autres pays d'Europe	87,8	106,2	139,3	106,4	32,7	39,3	50,5	47,6
dont : Suisse	46,4	61,1	80,6	58,6	12,2	15,0	21,1	22,4
Norvège	4,7	5,5	5,0	5,2	1,0	1,5	2,2	1,9
Suède	8,3	13,4	17,5	11,5	0,3	3,3	8,4	6,3
Etats-Unis et Canada	323,4	423,4	449,8	397,7	105,0	132,3	118,0	132,0
Pays exportateurs de pétrole	57,9	56,6	61,4	49,1	46,6	42,1	41,7	34,2
Autres pays de l'hémisphère occidental	172,4	151,1	165,2	153,7	90,2	79,8	86,2	74,1
dont : Brésil	51,8	42,7	36,0	23,8	25,4	17,8	14,9	9,2
Mexique	25,9	20,2	25,9	23,1	21,8	17,5	20,9	15,1
Autres pays d'Afrique	41,6	49,0	53,4	48,4	34,7	35,8	36,2	32,3
dont : Afrique du Sud	3,4	4,8	4,0	2,7	2,7	3,4	3,3	1,9
Zaire	15,1	19,1	24,1	26,0	13,2	12,4	14,7	15,0
Australie et Nouvelle-Zélande	123,9	114,5	111,1	65,6	88,0	72,5	72,2	45,7
Autres pays d'Asie	184,3	146,4	162,9	128,0	84,0	82,1	78,5	49,9
dont : Japon	94,4	55,1	47,3	16,7	32,9	34,4	28,3	6,7
Total ...	1.820,9	2.186,2	2.325,5	2.189,3	774,2	858,1	882,0	876,6

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même

envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers.

VII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
	(millions de francs)	(indices 1975 - 100)		(%)		(millions de francs)	(indices 1975 - 100)
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1987	1.075	283	270	3,3	3,0	518	479
1988	1.227	281	276	3,2	2,8	354	464
1989	1.232	336	310	2,9	2,4	463	586
1990	913	308	282	2,9	2,5	376	531
1989 2 ^e trimestre	1.130	322	310	2,9	2,4	437	579
3 ^e trimestre	1.408	344	312	2,8	2,5	418	620
4 ^e trimestre	1.352	349	317	2,8	2,4	458	602
1990 1 ^{er} trimestre	1.306	325	295	2,7	2,0	572	586
2 ^e trimestre	951	327	300	2,4	1,8	351	565
3 ^e trimestre	824	304	277	3,0	2,9	364	515
4 ^e trimestre	570	274	256	3,6	3,5	217	456
1991 1 ^{er} trimestre	887	285	270	3,3	3,6	298	485
2 ^e trimestre	1.044	307	289	3,2	2,7	339	532
1990 Juillet	880	331	301	2,6	2,4	265	553
Août	998	303	276	3,0	2,8	547	512
Septembre	595	279	254	3,4	3,4	280	481
Octobre	562	278	257	3,5	3,4	237	465
Novembre	634	274	255	3,6	3,6	180	446
Décembre	514	271	255	3,6	3,5	232	456
1991 Janvier	487	257	244	3,7	3,7	274	447
Février	1.038	289	274	3,2	3,1	312	482
Mars	1.137	311	293	3,0	2,9	308	525
Avril	1.082	313	294	3,1	2,7	286	496
Mai	1.032	306	289	3,2	2,6	306	537
Juin	1.017	302	286	3,2	2,6	426	563
Juillet	785	296	282	3,3	2,8	318	567

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : INS. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : INS.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la BNB, la SNCI et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Source : INS (données modifiées par la BNB²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues			émissions continues nettes (6)	Total des émissions nettes (7) = (5) + (6)	Total des émissions nettes (8) = (2) + (7)	Total des émissions nettes (INS) (9)
			émissions brutes (3)	amortissements (4)	émissions nettes (5) = (3) - (4)				
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980	* .	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (SNCI, SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'INS.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la BNB comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	!136,3	6,1	!142,4
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	29,7	0,1	29,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1987 1 ^{er} trimestre *	57,7	42,5	1,0	43,5
1986 Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	6,8	0,0	6,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	28,0	23,7	1,0	24,7
Mars	18,7	12,8	0,0	12,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE *

1. — INCIDENCE DES OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(variations par rapport à la fin de la période précédente, milliards de francs)

(+) effet d'élargissement des liquidités, (-) effet de resserrement des liquidités

	Billets en circulation ¹ (augmentation (-))	Réserves de change nettes ²	Autres opérations	Effet total d'élargissement ou de resserrement des liquidités (4) = (1) à (3)	Régulation du marché monétaire par la BNB						Total (11) = (5) + (6) + (7) + (10) + (9)
					Escompte	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire	Couverture ou absorption des soldes de fin de journée			
								du Trésor et du Fonds des Rentes	des intermédiaires financiers	total (10) = (8) + (9)	
(1)	(2)	(3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)			
1991 Février	- 1,5	+ 1,2	- 2,2	- 2,5	- 0,8	-10,8	+16,8	+ 0,1	- 2,8	- 2,7	+ 2,5
Mars	- 8,5	- 2,8	+ 6,0	- 5,3	- 0,6	+ 8,9	- 3,2	+ 1,6	- 1,4	+ 0,2	+ 5,3
Avril	+ 1,8	- 1,7	- 0,9	- 0,8	- 6,6	- 9,4	+15,1	- 1,9	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,8
Mai	-12,3	+ 2,8	- 0,4	- 9,9	- 0,5	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,0	+ 7,3	+ 9,3	+ 9,9
Juin	-16,5	+ 0,6	+ 5,0	-10,9	+ 6,9	- 9,9	+18,9	+ 0,4	- 5,4	- 5,0	+10,9
Juillet	+21,4	- 1,3	- 0,3	+19,8	+ 0,9	+ 4,6	-26,5	- 1,9	+ 3,1	+ 1,2	-19,8

¹ Non compris les mouvements comptables dus aux billets mis hors circulation, mais non présentés à l'échange.

² Au cours du marché et à la date de valeur, non compris les swaps en devises, qui sont enregistrés à la colonne (7), et non compris les revenus des réserves de change, qui, au moment de leur encaissement, n'influencent pas le marché monétaire en franc belge.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI^e année, n° 6, juin 1991.

XVIII - 2. — REGULATION DU MARCHÉ MONÉTAIRE PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(encours moyen, milliards de francs¹)

	Es-compte	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire						Couverture (+) ou absorption (-) des soldes résiduels					Total (15) = (1) + (2) + (8) + (14)	
			Porte-feuille d'open-market	Repo's	Swaps en devises	Emprunts et prêts interbancaires	Autres	Total (8) = (3) à (7)	Avances à l'Etat	Surplus (-) de l'Etat	Avances au Fonds des Rentes	Avances en compte courant aux intermédiaires financiers	Surplus (-) de fin de journée des intermédiaires financiers ²		
															(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1991 Février	10,3	60,3	27,1	15,4	4,1	0,7	6,5	53,8	2,5	-0,1	...	2,0	-10,3	-5,9	118,5
Mars	9,5	59,3	25,2	31,0	1,3	0,5	...	58,0	2,4	...	...	1,8	- 8,1	-3,9	122,9
Avril	7,6	46,9	17,8	46,0	2,8	1,4	...	68,0	3,9	...	0,2	2,4	- 6,2	0,3	122,8
Mai	2,1	49,9	18,4	67,2	0,7	0,4	...	86,7	1,3	-0,1	...	2,4	- 6,4	-2,8	135,9
Juin	5,0	49,3	17,7	63,1	0,5	2,8	...	84,1	1,6	...	0,1	3,9	- 2,8	2,8	141,2
Juillet	9,8	47,1	17,6	61,1	1,4	2,4	...	82,5	0,5	...	...	3,6	- 2,2	1,9	141,3

¹ Les opérations ayant un effet d'absorption des liquidités, telles que les « reverse » repo's, les emprunts interbancaires ou l'absorption de surplus de fin de journée, sont soit soldées avec les opérations correspondantes ayant un effet d'élargissement des liquidités, soit mentionnées avec un signe négatif.

² Ces surplus sont recueillis par l'Institut de Réescote et de Garantie qui les redépote auprès de la Banque Nationale.

**XVIII - 3. — LIGNES DE CREDIT INDIVIDUELLES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
POUR COUVRIR LES DEFICITS DE FIN DE JOURNEE**

(encours moyen, milliards de francs)

	Belgique			Luxembourg			Total					
	Montant maximum	Ouvertures de crédit ¹	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ¹	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ¹	Utilisations	dont primary dealers		
										Montant maximum	Ouvertures de crédit ¹	Utilisations
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (4)	(8) = (2) + (5)	(9) = (3) + (6)	(10)	(11)	(12)	
1991 Janvier ²	161,6	58,0	5,8	38,4	7,4	1,3	200,0	65,4	7,1	169,5	50,3	5,5
Février	161,7	82,9	1,5	38,4	9,4	0,5	200,1	92,3	2,0	169,5	74,6	1,6
Mars	161,7	71,1	1,3	38,4	8,3	0,4	200,1	79,4	1,7	169,5	62,2	1,2
Avril	161,9	65,0	1,6	38,4	8,8	0,5	200,3	73,8	2,1	169,5	57,1	1,6
Mai	161,9	61,8	1,6	38,4	9,0	0,5	200,3	70,8	2,1	169,5	54,6	1,6
Juin	161,9	59,2	3,3	40,5	7,7	0,9	202,4	66,9	4,2	169,5	50,8	3,4

¹ Partie du montant maximum pour laquelle des nantissements ont été effectués et qui peut donc être effectivement utilisée.

² Moyenne des 29, 30 et 31 janvier 1991.

**XVIII - 4. — PLAFONDS DE REESCOMPTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(encours moyen, milliards de francs)

	Belgique		Luxembourg		Total			
	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	dont primary dealers	
							Plafond	Montant imputé
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3)	(6) = (2) + (4)	(7)	(8)	
1991 Juin ¹	8,7	5,8	1,9	0,2	10,6	6,0	8,5	5,7
Juillet	8,7	6,8	1,9	0,9	10,6	7,7	8,5	7,19

¹ A partir du 17 juin.

XVIII - 5. — ADJUDICATIONS DE CREDITS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date de l'adjudication	Mode d'adjudication ¹	Durée de l'opération de crédit (jours-calendrier)	Montant demandé (millions de francs)	Taux d'intérêt offerts	Taux d'intérêt appliqué ²	Montant adjugé (millions de francs)	Pourcentage attribué ³	Encours des crédits ⁴ (millions de francs)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
27.02.1991	V	7	53.150	—	9,10	24.575	46,00	59.625
04.03.1991	* H	7	24.325	9,50 / 9,00	9,13	16.575	10,00	
	V	7	108.875	—	9,10	18.100	16,50	59.250
06.03.1991	V	7	51.100	—	9,10	25.175	49,00	59.850
11.03.1991	* H	7	19.450	9,375/ 9,00	9,13	15.625	100,00	
	V	7	55.600	—	9,10	18.975	34,00	59.775
13.03.1991	V	7	64.625	—	9,10	24.750	38,00	59.350
18.03.1991	* H	7	21.250	9,31 / 8,88	9,13	14.175	10,00	
	V	7	68.325	—	9,10	20.600	30,00	59.525
20.03.1991	V	7	32.700	—	9,20	25.000	76,00	59.775
25.03.1991	* H	7	19.150	9,25 / 9,06	9,13	15.550	5,00	
	V	7	34.900	—	9,10	19.250	55,00	59.800
27.03.1991	V	7	42.575	—	9,00	24.800	58,00	59.600
29.03.1991	* H	7	13.800	9,38 / 8,94	9,00	10.775	33,00	
	V	7	58.150	—	9,00	24.000	41,00	59.575
03.04.1991	V	7	62.850	—	9,00	24.750	39,00	59.525
08.04.1991	* H	7	14.350	9,13 / 8,81	8,94	11.300	10,00	
	V	7	45.150	—	8,90	23.225	51,00	59.275
10.04.1991	V	7	13.175	—	8,90	13.175	100,00	47.700
15.04.1991	* H	7	16.950	9,13 / 8,69	8,94	825	100,00	
	V	7	3.350	—	8,90	3.350	100,00	17.350
17.04.1991	V	7	60.500	—	8,90	25.000	41,00	29.175
22.04.1991	* H	8	17.350	9,19 / 8,75	8,81	9.850	100,00	
	V	8	41.025	—	8,80	15.100	36,50	49.950
24.04.1991	V	7	60.200	—	8,80	24.825	41,00	49.775
29.04.1991	* H	6	12.675	9,13 / 8,75	8,81	6.675	100,00	
	V	6	47.350	—	8,80	18.100	38,00	49.600
30.04.1991	V	10	57.900	—	8,80	24.700	42,50	49.475
06.05.1991	* H	7	19.600	9,13 / 8,81	8,81	11.950	5,00	
	V	7	37.250	—	8,80	13.025	32,50	49.675
07.05.1991	V	4	64.425	—	8,75	24.925	38,50	49.900
13.05.1991	* H	7	17.450	9,00 / 8,75	8,75	11.750	5,00	
	V	7	32.800	—	8,75	13.150	40,00	49.825
15.05.1991	V	7	36.850	—	8,75	24.900	67,00	49.800
17.05.1991	* H	7	13.700	8,94 / 8,81	—	—	—	
	V	7	53.375	—	8,75	25.050	46,50	49.950
22.05.1991	V	7	32.425	—	8,75	25.000	76,50	50.050
27.05.1991	* H	7	17.625	8,88 / 8,63	8,75	10.675	100,00	
	V	7	17.950	—	8,75	14.300	79,00	49.975
29.05.1991	V	7	38.575	—	8,75	24.900	64,00	49.875
03.06.1991	* H	7	20.750	9,00 / 8,69	8,81	9.900	50,00	
	V	7	41.800	—	8,75	15.100	35,50	49.900
05.06.1991	V	7	107.600	—	8,75	24.975	23,00	49.975
10.06.1991	* H	7	22.050	8,94 / 8,69	8,81	6.750	100,00	
	V	7	68.300	—	8,75	18.250	26,50	49.975
12.06.1991	V	7	83.450	—	8,75	24.875	29,50	49.875
17.06.1991	V	7	57.675	—	8,75	24.975	43,00	49.850
19.06.1991	V	7	49.175	—	8,75	24.600	50,00	49.575
24.06.1991	V	7	107.525	—	8,75	24.900	23,00	49.500
26.06.1991	V	7	95.625	—	8,75	15.100	15,50	40.000
01.07.1991	V	7	207.250	—	8,75	24.650	11,75	39.750
03.07.1991	V	7	97.750	—	8,75	24.925	25,25	49.575
08.07.1991	V	7	48.875	—	8,75	24.950	50,25	49.875
10.07.1991	V	7	47.750	—	8,75	24.950	51,75	49.900
15.07.1991	V	7	45.525	—	8,75	24.925	54,25	49.875
17.07.1991	V	7	51.750	—	8,75	25.000	48,00	49.925
19.07.1991	V	7	52.925	—	8,75	24.975	46,75	49.975
24.07.1991	V	7	69.650	—	8,75	19.975	28,25	44.950
29.07.1991	V	7	108.800	—	8,75	24.650	22,50	44.625
31.07.1991	V	7	306.550	—	8,75	24.800	8,0	49.450
05.08.1991	V	7	132.075	—	8,75	24.725	18,5	49.525

¹ V adjudication en fonction des quantités, à un taux prédéterminé par la BNB.

H adjudication à taux unique (méthode « à la hollandaise »).

* adjudication ayant pour support exclusivement des effets de commerce.

² Taux annoncé par la Banque (adjudication en fonction des quantités). Taux unique retenu par la Banque (méthode « à la hollandaise »).

³ D'application sur le total des montants demandés (adjudication en fonction des quantités), ou sur les montants demandés au taux marginal retenu (méthode « à la hollandaise »).

⁴ Encours total, tous types d'adjudication confondus, à la date du paiement.

XVIII - 6a. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A TROIS MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjudgé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjudgé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
29.01.1991	133.460	9,61/10,00	132.960	9,97	100	9,86	6.550	139.510
05.02.1991	144.135	9,85/10,25	121.765	10,03	100	9,96	17.920	279.195
12.02.1991	210.505	9,77/10,05	111.700	9,86	100	9,83	27.555	418.450
19.02.1991	310.380	9,40/ 9,70	151.400	9,49	100	9,47	32.655	602.505
26.02.1991	208.165	9,25/ 9,50	73.965	9,35	100	9,33	24.740	701.210
05.03.1991	222.210	9,30/ 9,55	88.585	9,37	100	9,35	18.770	808.565
12.03.1991	264.195	9,17/ 9,37	159.530	9,24	100	9,22	12.975	981.070
19.03.1991	162.375	9,37/ 9,65	105.250	9,49	100	9,46	420	1.086.740
26.03.1991	149.340	9,33/ 9,53	111.130	9,45	100	9,43	7.235	1.205.105
02.04.1991	160.080	9,40/ 9,56	100.405	9,49	100	9,48	17.685	1.323.195
09.04.1991	262.655	9,18/ 9,41	135.620	9,30	100	9,29	26.865	1.485.680
16.04.1991	214.045	9,15/ 9,35	152.255	9,24	100	9,22	15.620	1.653.555
23.04.1991	232.675	9,20/ 9,32	201.470	9,26	100	9,24	4.250	1.859.275
30.04.1991	232.305	9,24/ 9,39	150.105	9,30	63	9,29	28.775	1.898.645
07.05.1991	224.640	9,19/ 9,33	80.655	9,23	100	9,23	32.905	1.872.520
14.05.1991	235.530	9,12/ 9,25	108.065	9,16	81	9,15	27.270	1.868.600
21.05.1991	273.280	9,04/ 9,15	64.590	9,07	50	9,06	34.085	1.783.220
28.05.1991	228.220	8,83/ 9,02	105.540	8,92	100	8,90	21.500	1.811.555
04.06.1991	164.770	8,94/ 9,13	137.420	9,08	100	9,05	470	1.842.090
11.06.1991	156.185	8,94/ 9,19	98.245	9,10	100	9,09	13.440	1.781.270
18.06.1991	175.620	9,16/ 9,31	70.115	9,22	20	9,20	31.255	1.776.970
25.06.1991	126.670	9,20/ 9,38	45.850	9,28	100	9,27	27.265	1.731.720
02.07.1991	175.480	9,24/ 9,43	41.040	9,27	75	9,26	25.255	1.679.925

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjudgés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

XVIII - 6b. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A UN, SIX ET DOUZE MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives ¹						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1. — Certificats de trésorerie à un mois⁴								
29.01.1991	79.405	9,56/ 9,88	79.405	9,88	100	9,7482	2.425	81.830
05.02.1991	71.180	9,80/10,10	57.930	10,00	100	9,95	4.070	143.830
12.02.1991	96.830	9,75/10,00	61.910	9,86	100	9,82	1.500	207.240
19.02.1991	106.500	9,40/ 9,70	80.855	9,50	100	9,47	2.320	290.415
26.02.1991	147.290	9,25/ 9,50	75.195	9,33	100	9,31	7.795	291.575
05.03.1991	120.335	9,30/10,00	77.765	9,37	100	9,34	3.895	311.235
12.03.1991	127.465	9,15/ 9,34	80.265	9,23	100	9,20	6.205	334.295
19.03.1991	95.780	9,30/ 9,50	62.930	9,41	100	9,37	2.020	316.070
26.03.1991	110.910	9,30/ 9,45	51.985	9,35	100	9,33	12.695	297.760
2. — Certificats de trésorerie à six mois								
11.06.1991	89.610	9,06/ 9,25	44.105	9,12	100	9,11	2.620	46.725
3. — Certificats de trésorerie à douze mois								
02.04.1991	94.335	9,49/ 9,65	60.985	9,58	100	9,55	4.995	65.980
30.04.1991	106.770	9,30/ 9,45	81.645	9,39	100	9,37	10.915	158.540
28.05.1991	85.265	8,98/ 9,14	37.215	9,05	100	9,03	11.585	207.340
25.06.1991	42.595	9,28/ 9,50	7.820	9,36	100	9,35	8.285	223.445

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

⁴ Ne sont plus émis après le 26 mars 1991.

**XVIII - 7. — TRANSACTIONS SUR LE MARCHE SECONDAIRE DES TITRES DEMATERIALISES
ENREGISTREES PAR LE SYSTEME DE CLEARING
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹**

Moyennes par période des données journalières	Certificats de trésorerie		Obligations linéaires		Total	
	Nombre de transactions (1)	Montants (milliards de francs) (2)	Nombre de transactions (3)	Montants (milliards de francs) (4)	Nombre de transactions (5) = (1) + (3)	Montants (milliards de francs) (6) = (2) + (4)
1991 Février	62	29,2	137	11,1	199	40,3
Mars	63	35,7	138	11,3	201	47,0
Avril	74	37,9	164	13,1	238	51,0
Mai	80	39,7	150	15,7	230	55,4
Juin	57	29,2	187	21,6	244	50,8

¹ A l'exclusion des opérations d'open market de la Banque Nationale.

XVIII - 8. — LOCALISATION DES CERTIFICATS DE TRESORERIE DEMATERIALISES ¹

(milliards de francs)

Fin de période	Belgique					Luxembourg				Hors de l'UEBL (10)	Total (11) = (5) + (9) + (10)
	Etablissements de crédit (1)	Autres institutions financières (2)	Administrations publiques (3)	Autres (4)	Total (5) = (1) à (4)	Etablissements de crédit (6)	Autres institutions financières (7)	Autres (8)	Total (9) = (6) à (8)		
1991 Février	934,2	19,0	0,3	15,6	969,1	505,0	31,1	5,3	541,4	71,1	1.581,6
Mars	1.050,4	66,2	0,4	24,4	1.141,4	541,7	36,7	8,6	587,0	112,4	1.840,8
Avril	1.075,5	91,4	3,6	38,7	1.209,2	557,6	40,4	33,4	631,4	119,6	1.960,2
Mai	1.140,7	93,8	6,6	46,8	1.287,9	562,4	41,5	33,6	637,5	93,5	2.018,9

¹ Sur la base du rapport qu'effectuent obligatoirement les établissements qui ont obtenu l'autorisation de tenir des comptes de titres dématérialisés de la dette publique (art. 49 de l'A.R. du 29 janvier 1991).

XIX. — TAUX D'INTERET

(pour cent par an)

1. — TAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ET DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE¹

Dates des changements	Taux d'escompte	Taux des avances en compte courant ²	Taux spécial appliqué aux primary dealers ³	Taux des octrois de crédits par adjudications ⁴	Taux de l'IRG pour les surplus de fin de journée	
1991 29 janvier	—	9,75	9,75	—	9,75	
31 janvier	—	10,25	"	—	9,25	
4 février	—	10,10	9,60	9,60	9,10	
6 février	—	10,00	"	—	9,00	
11 février	—	9,75	9,25	9,25	8,75	
18 février	—	9,60	9,10	9,10	8,60	
20 mars	—	9,70	9,20	9,20	8,70	
25 mars	—	9,60	9,10	9,10	8,60	
27 mars	—	9,50	9,00	9,00	8,50	
8 avril	—	9,40	8,90	8,90	8,40	
22 avril	—	9,30	8,80	8,80	8,30	
7 mai	—	9,25	8,75	8,75	8,25	
					Tranche ordinaire	Tranche de dépassement ⁵
17 juin	7,50	9,25	8,75	8,75	8,25	6,75

¹ La réforme du marché monétaire et des instruments de la politique monétaire entrée en vigueur le 29 janvier 1991 a entraîné une adaptation fondamentale des taux officiels de la Banque. Ceux-ci ne peuvent donc plus être comparés aux taux appliqués antérieurement. Les implications statistiques de cette rupture de série sont expliquées dans le *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991 tandis que la réforme a été présentée en détail dans le Rapport annuel 1990 de la Banque.

² Ce taux s'applique aux avances qui sont consenties à l'intérieur des lignes de crédits attribuées individuellement aux intermédiaires financiers. Aux avances qui sont consenties au-delà de ces lignes de crédits s'applique un taux qui est de 11,50 p.c.

³ Ce taux spécial s'applique à l'intérieur de lignes individuelles dont le montant global s'élève, pour l'ensemble des primary dealers, à 5 milliards.

⁴ Il s'agit de taux annoncés à l'avance par la Banque, toutes les adjudications effectuées entre janvier et mai 1991 ayant pris la forme d'adjudications en volume. Les dates mentionnées correspondent aux dates des adjudications (ou dates de transaction) et non aux dates de liquidation en chambre de compensation (ou dates de valeur) qui suivent de deux jours les dates d'adjudications. L'absence de données signifie qu'il n'y a pas eu d'adjudication à cette date.

⁵ Ce taux s'applique aux surplus qui dépassent les 5 p.c. des lignes de crédits attribuées individuellement aux intermédiaires financiers.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991, LXVI^e année, n° 6, juin 1991.

XIX - 2. — TAUX DE REFERENCE DES CERTIFICATS DE TRESORERIE SUR LE MARCHE SECONDAIRE

Moyennes journalières	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1991 Février	9,58	9,59	9,59	—	—	—
Mars	9,28	9,31	9,34	—	—	—
Avril	9,03	9,18	9,26	—	—	9,31
Mai	8,87	8,97	9,04	—	—	9,17
Juin	9,01	9,08	9,13	—	—	9,19
Juillet	8,96	9,07	9,18	9,33	—	9,39

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 3. — TAUX D'INTERET SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE¹

Moyennes journalières	Overnight	1 semaine	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
1985	n.	9,37	9,44	n.	9,44	9,51	9,58	9,65	9,83
1986	n.	8,17	8,20	n.	8,10	8,10	8,11	7,95	7,84
1987	n.	7,04	7,07	n.	7,02	7,04	7,10	7,23	7,38
1988	n.	6,65	6,69	n.	6,66	6,71	6,77	6,91	7,03
1989	n.	8,45	8,49	n.	8,56	8,66	8,73	8,72	8,73
1990	n.	9,68	9,70	n.	9,73	9,78	9,82	9,92	10,01
1989 Juin	n.	8,38	8,38	n.	8,44	8,52	8,60	8,53	8,55
Septembre	n.	8,33	8,39	n.	8,48	8,58	8,71	8,71	8,71
Décembre	n.	9,87	9,94	n.	10,05	10,10	10,13	10,15	10,08
1990 Juin	n.	9,90	9,87	n.	9,80	9,79	9,78	9,72	9,72
Juillet	n.	9,45	9,42	n.	9,44	9,42	9,42	9,36	9,34
Août	n.	9,16	9,22	n.	9,30	9,37	9,41	9,58	9,73
Septembre	n.	8,98	9,03	n.	9,09	9,15	9,15	9,45	9,78
Octobre	n.	8,93	8,92	n.	8,92	8,98	8,98	9,13	9,32
Novembre	n.	8,79	8,83	n.	8,93	9,04	9,14	9,44	9,62
Décembre	n.	9,74	9,74	n.	9,79	9,85	9,87	9,94	10,01
1991 Janvier	n.	9,89	9,90	n.	9,95	9,97	10,00	10,01	10,02
Février	9,17	9,47	9,52	9,55	9,57	9,58	9,58	9,49	9,49
Mars	9,00	9,21	9,23	9,26	9,28	9,31	9,33	9,35	9,36
Avril	8,86	8,96	9,00	9,02	9,04	9,17	9,24	9,31	9,31
Mai	8,79	8,86	8,86	8,87	8,89	8,98	9,05	9,11	9,17
Juin	8,80	8,95	8,96	8,99	9,01	9,09	9,15	9,20	9,24
Juillet	8,79	8,93	8,95	8,97	8,99	9,09	9,20	9,38	9,45

¹ A partir de février 1991, il s'agit de la moyenne des taux emprunteurs et prêteurs communiqués entre 14 h et 14 h 30 par divers participants au marché. Généralement ces taux emprunteurs et prêteurs se situent environ 1/4 de point de pourcentage en dessous et au-dessus des taux moyens repris ici. Avant février 1991, il s'agit de la moyenne des taux minimum et maximum qui sont fixés chaque matin par la dite « collective » de quatre grandes banques. Cette moyenne présente systématiquement un léger écart par rapport au taux d'intérêt moyen du marché. Comme règle pratique, on peut admettre que le taux moyen du marché se situe environ 1/4 de point de pourcentage en dessous de la moyenne des taux indicatifs de la « collective ».

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 4. — TAUX D'INTERET DEBITEURS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Moyennes journalières	Crédits à court terme				Crédits à long terme	
	Crédits d'escompte ordinaires ¹	Crédits d'acceptation ¹	Crédits de caisse ¹	Avances à terme fixe à 3 mois ²	Crédits d'investissements ³	Prêts hypothécaires ⁴
1985	10,65	10,65	12,61	9,83	11,97	11,52
1986	9,07	9,07	10,47	8,21	8,92	8,79
1987	8,21	8,21	9,34	7,20	8,73	8,24
1988	8,11	8,11	8,86	6,87	8,53	8,05
1989	10,23	10,23	10,98	8,83	8,98	8,52
1990	12,24	12,24	12,99	9,92	10,98	10,99
1989 Juin	10,00	10,00	10,75	8,70	9,00	8,50
Septembre	10,05	10,05	10,80	8,81	9,00	8,50
Décembre	11,77	11,77	12,52	10,23	9,56	9,44
1990 Mars	12,50	12,50	13,25	10,60	11,25	11,00
Juin	12,50	12,50	13,25	9,88	11,25	11,00
Juillet	12,13	12,13	12,88	9,52	11,25	11,00
Août	12,00	12,00	12,75	9,51	11,00	11,00
Septembre	12,00	12,00	12,75	9,25	11,00	11,00
Octobre	12,00	12,00	12,75	9,08	11,00	11,16
Novembre	12,00	12,00	12,75	9,24	11,00	11,50
Décembre	12,31	12,31	13,06	9,97	11,00	11,50
1991 Janvier	12,50	12,50	13,25	10,10	11,00	11,50
Février	12,50	12,50	13,25	9,75	10,91	11,50
Mars	12,21	12,21	12,96	9,47	10,70	11,50
Avril	12,00	12,00	12,75	9,40	10,70	11,50
Mai	12,00	12,00	12,75	9,21	10,70	11,50
Juin	12,00	12,00	12,75	9,21	10,70	11,50
Juillet	12,00	12,00	12,75	9,26	10,70	11,50

¹ Taux d'affiche communiqués par l'Association Belge des Banques.

² Taux indicatifs calculés en rajoutant au taux moyen des opérations interbancaires une marge variable que l'on peut considérer comme représentative pour les crédits accordés aux débiteurs de premier rang.

³ Taux appliqués par la SNCI, indépendamment de la durée du crédit d'investissement.

⁴ Prêts hypothécaires ordinaires octroyés par la CGER, avec taux semi-variable, assurance du solde restant dû et échéance supérieure à 15 ans. Il s'agit du taux proposé aux « nouveaux clients », qui ne tient pas compte des réductions consenties aux « bons » ou « très bons » clients.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET CREDITEURS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Moyennes	Dépôts d'épargne			Dépôts à terme à 3 mois ³				Bons de caisse ⁴		
	Taux de base	Prime de fidélité ¹	Taux brut fictif ²	Ordinaires	De 1 à 3 millions	De 3 à 5 millions	De 5 à 20 millions	A 1 an	A 3 ans	A 5 ans
1985	5,25	0,75	8,00	6,72	7,76	8,26	8,97	9,00	10,18	10,74
1986	4,29	0,69	6,64	5,36	6,31	6,86	7,48	7,11	7,47	7,72
1987	4,00	0,65	6,20	5,00	5,70	6,07	6,47	6,50	7,24	7,59
1988	3,78	0,74	6,03	4,56	5,29	5,66	6,14	6,23	7,03	7,33
1989	3,75	0,75	6,00	5,09	6,38	7,03	8,10	6,90	7,47	7,73
1990	3,94	1,25	5,94	6,10	7,45	8,16	9,19	8,30	8,76	8,97
1989 Juin	3,75	0,75	6,00	5,10	6,33	7,00	7,98	6,80	7,50	7,75
Septembre	3,75	0,75	6,00	5,25	6,50	7,05	8,08	7,25	7,50	7,75
Décembre	3,75	0,75	6,00	5,50	7,17	8,11	9,51	7,50	7,92	8,20
1990 Mars	3,75	1,25	5,56	5,91	7,55	8,44	9,88	8,05	8,55	8,85
Juin	4,00	1,25	5,83	6,25	7,53	8,28	9,15	8,50	9,00	9,30
Juillet	4,00	1,25	5,83	6,25	7,37	8,01	8,79	8,50	9,00	9,30
Août	4,00	1,25	5,83	6,25	7,35	7,94	8,78	8,50	8,90	9,00
Septembre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,27	7,77	8,52	8,50	8,90	9,00
Octobre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,35	8,50	8,90	9,00
Novembre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,52	8,50	8,90	9,00
Décembre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,49	8,17	9,24	8,50	8,90	9,00
1991 Janvier	4,00	1,25	5,83	6,25	7,60	8,35	9,40	8,50	8,90	9,00
Février	4,00	1,25	5,83	6,25	7,46	8,15	9,03	8,43	8,79	8,93
Mars	4,00	1,25	5,83	6,25	7,31	7,94	8,75	8,25	8,50	8,75
Avril	4,00	1,25	5,83	6,25	7,37	7,87	8,68	8,25	8,50	8,75
Mai	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,51	8,25	8,50	8,70
Juin	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,55	8,25	8,50	8,60
Juillet	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,60	8,25	8,50	8,60

¹ Depuis le 16 janvier 1982, la prime de fidélité est octroyée sur la base du solde minimum maintenu en compte pendant 12 mois. Elle n'est toutefois capitalisée qu'à la fin de l'année calendrier considérée.

² La rémunération des dépôts d'épargne ordinaires n'est, dans certaines limites, pas soumise au précompte mobilier. Le taux brut fictif correspond au taux d'intérêt qui, après déduction d'un précompte mobilier fictif (20 p.c. jusqu'en 1983, 25 p.c. à partir de 1984 et 10 p.c. depuis mars 1990), aurait rapporté un taux net équivalent au taux d'intérêt effectif (taux de base + prime de fidélité). Ce taux d'intérêt brut fictif permet d'établir une comparaison avec les taux en vigueur pour les autres formes d'épargne, soumises au précompte mobilier.

³ Les modifications affectant le taux des dépôts à terme ordinaires font l'objet d'un accord concerté entre la BNB et l'Association Belge des Banques. Pour les autres dépôts à terme, il s'agit de taux d'intérêt indicatifs fixés par l'Association Belge des Banques.

⁴ Taux des bons de caisse émis par les institutions publiques de crédits.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE DES OBLIGATIONS DU SECTEUR PUBLIC¹

Source : *Fonds des Rentes*.

Moyennes journalières ²	Emprunts classiques						Taux moyen net ³	Obligations linéaires
	Taux moyen brut par échéance							Taux brut de l'emprunt de référence ⁴
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans et plus		
1988	7,00	7,46	7,75	7,80	7,94	8,01	5,91	n.
1989	8,76	8,77	8,73	8,67	8,63	8,59	6,57	n.
1990	10,12	10,14	10,17	10,14	10,10	10,06	8,70	10,01
1989 Juin	8,56	8,61	8,59	8,50	8,47	8,38	6,37	8,35
Septembre	8,73	8,67	8,58	8,54	8,52	8,51	6,50	8,43
Décembre	10,17	10,12	9,99	9,77	9,61	9,56	7,49	9,40
1990 Mars	10,84	10,60	10,55	10,48	10,40	10,36	8,21	10,26
Juin	9,98	9,94	10,00	10,00	9,98	9,93	8,85	9,75
Juillet	9,61	9,63	9,65	9,67	9,66	9,63	8,56	9,56
Août	9,78	9,94	10,01	10,02	9,99	9,99	8,93	10,01
Septembre	9,81	10,17	10,21	10,24	10,22	10,22	9,11	10,30
Octobre	9,62	9,96	10,07	10,14	10,17	10,16	9,06	10,22
Novembre	9,65	9,83	9,98	9,98	10,00	9,99	8,94	10,01
Décembre	10,02	10,08	10,10	10,09	10,03	9,98	8,90	9,95
1991 Janvier	10,06	10,03	10,04	10,03	10,00	9,92	8,87	9,87
Février	9,59	9,48	9,42	9,38	9,35	9,32	8,36	9,25
Mars	9,41	9,36	9,37	9,34	9,31	9,28	8,39	9,23
Avril	9,46	9,38	9,35	9,33	9,28	9,24	8,33	9,17
Mai	9,29	9,24	9,26	9,23	9,19	9,17	8,23	9,14
Juin	9,34	9,33	9,31	9,33	9,29	9,26	8,29	9,26
Juillet	9,57	9,56	9,54	9,59	9,51	9,46	8,38	9,47

¹ Les emprunts pris en compte pour établir ces statistiques sont les émissions en franc belge à plus d'un an du secteur public ayant fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

² Les chiffres annuels sont la moyenne des chiffres mensuels.

³ Taux de rendement après précompte mobilier concernant les emprunts de 6 ans et plus.

⁴ Emprunt « benchmark » : du 1-6-89 au 5-8-90 — OLO 8,25% 1989/99 à partir du 6-8-90 — OLO 10% 1990/00.

⁵ A partir de ce mois, seuls sont pris en compte les emprunts émis à l'attention des particuliers auxquels s'applique une retenue à titre de précompte mobilier de 10 p.c.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 7. — TAUX D'INTERET DES DEPOTS EN EURO-DEVISES A TROIS MOIS¹

Moyennes journalières	Franc belge	Mark allemand	Florin des Pays-Bas	Franc français	Couronne danoise	Punt irlandais	Lire italienne	Peseta espagnole	Livre sterling	ECU	Dollar des Etats-Unis	Yen japonais
1985	9,57	5,31	6,37	10,69	10,11	n.	n.	n.	12,22	9,27	8,34	6,63
1986	8,08	4,59	5,63	9,36	9,26	n.	n.	n.	10,95	8,05	6,78	5,10
1987	7,08	4,02	5,31	8,56	10,37	n.	n.	n.	9,72	7,20	7,14	4,22
1988	6,75	4,28	4,76	8,02	8,71	n.	n.	n.	10,34	6,98	7,92	4,47
1989	8,70	7,04	7,33	9,32	9,57	n.	n.	n.	13,89	9,39	9,22	5,42
1990	9,77	8,47	8,65	10,27	10,94	n.	n.	n.	14,77	10,43	8,22	7,74
1989 Juin	8,58	6,89	7,21	8,93	9,25	n.	n.	n.	14,12	9,09	9,34	5,32
Septembre	8,68	7,38	7,59	9,24	9,60	n.	n.	n.	14,00	9,86	8,91	5,66
Décembre	10,08	8,20	8,54	10,75	11,94	n.	n.	n.	15,12	11,01	8,46	6,73
1990 Mars	10,46	8,34	8,78	10,64	12,02	n.	n.	n.	15,31	10,77	8,43	7,54
Juin	9,73	8,18	8,34	10,00	10,60	n.	n.	n.	14,97	10,19	8,29	7,38
Juillet	9,38	8,24	8,24	10,01	10,22	n.	n.	n.	14,95	10,20	8,16	7,68
Août	9,37	8,45	8,48	10,13	10,38	n.	n.	n.	14,98	10,27	8,06	8,00
Septembre	9,12	8,44	8,46	10,30	10,66	n.	n.	n.	14,91	10,06	8,14	8,37
Octobre	8,96	8,56	8,48	10,00	10,35	n.	n.	n.	14,04	9,92	8,11	8,26
Novembre	9,11	8,93	8,81	9,93	10,38	n.	n.	n.	13,67	10,10	8,10	8,37
Décembre	9,83	9,39	9,41	10,21	10,36	n.	n.	n.	13,79	10,42	7,89	8,24
1991 Janvier	9,91	9,30	9,34	10,18	10,40	11,30	12,68	14,81	13,90	10,41	7,28	8,15
Février	9,54	9,00	9,01	9,67	10,17	11,11	13,19	14,72	13,21	9,72	6,63	7,99
Mars	9,27	9,04	9,07	9,32	9,95	10,74	12,52	13,76	12,34	9,36	6,48	8,11
Avril	9,19	9,12	9,11	9,22	9,83	10,25	11,51	13,39	11,89	9,34	6,12	7,91
Mai	9,00	8,97	9,05	9,11	9,58	10,36	11,32	12,92	11,45	9,59	5,96	7,75
Juin	9,09	8,98	9,10	9,61	9,33	10,19	11,08	12,43	11,21	9,95	6,11	7,75
Juillet	9,14	9,09	9,11	9,50	9,31	9,99	11,46	12,77	11,03	9,91	6,05	7,48

¹ Jusqu'en 1990, moyenne des taux emprunteurs et prêteurs; à partir de 1991, taux emprunteurs.
Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

**XIX - 8. — TAUX DE RENDEMENT BRUTS A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE :
COMPARAISON INTERNATIONALE**

	Marchés nationaux ¹							Marché international ²	
	Belgique ³	France ⁴	Pays-Bas ⁵	Allemagne ⁶	Royaume-Uni ⁷	Etats-Unis ⁸	Japon ⁹	Dollar US ¹⁰	Ecu ¹¹
1988	8,01	9,05	6,10	6,5	9,67	8,85	4,28	9,39	8,17
1989	8,59	8,78	7,21	7,0	10,19	8,50	5,05	9,29	8,76
1990	10,06	9,93	8,99	8,8	11,81	8,55	7,36	9,36	10,37
1989 Juin	8,38	8,66	7,16	6,9	10,56	8,28	5,16	9,16	8,71
Septembre	8,51	8,56	7,24	7,0	10,21	8,19	5,12	8,98	8,68
Décembre	9,56	9,11	7,92	7,5	10,56	7,84	5,87	8,72	9,25
1990 Mars	10,36	10,04	9,10	8,9	12,42	8,59	7,36	9,48	10,90
Juin	9,93	9,73	9,03	8,9	11,80	8,48	7,06	9,49	10,32
Juillet	9,63	9,57	8,79	8,7	11,84	8,47	7,48	9,30	9,99
Août	9,99	10,11	9,03	9,0	12,15	8,75	8,19	9,30	10,27
Septembre	10,22	10,47	9,21	9,1	12,10	8,89	8,62	9,42	10,57
Octobre	10,16	10,36	9,24	9,1	11,74	8,72	7,68	9,51	10,56
Novembre	9,99	10,18	9,15	9,0	11,37	8,39	7,40	9,39	10,36
Décembre	9,98	9,91	9,10	8,9	10,84	8,08	7,06	9,08	10,01
1991 Janvier	9,92	9,79	9,19	9,0	10,59	8,09	6,83	8,95	10,02
Février	9,32	9,14	8,68	8,5	10,13	7,85	6,66	8,70	9,32
Mars	9,28	9,05	8,69	8,5	10,29	8,11	6,89	8,80	9,19
Avril	9,24	8,89	8,65	8,4	10,19	8,04	7,00	8,90	9,09
Mai	9,17	8,87	8,68	8,4	10,38	8,07	6,87	8,84	8,98
Juin	9,26	9,13	8,70	8,4	10,58	8,28	7,12	8,89	9,14
Juillet	9,46	9,16	8,88	8,6	10,28	8,27	6,80	9,07	9,21

¹ Moyennes journalières, sauf le Japon : fin de mois ou moyennes de fin de mois.

² Moyennes hebdomadaires.

³ Source : Fonds des Rentes : Emprunts du secteur public de 6 ans et plus.

⁴ Source : Crédit Lyonnais : Emprunts d'Etat à taux fixe à plus de 7 ans.

⁵ Source : Centraal Bureau voor de Statistiek : Emprunts d'Etat de 5 à 8 ans.

⁶ Source : OCDE : Emprunts du secteur public de 7 à 15 ans.

⁷ Source : OCDE : Titres du gouvernement à 10 ans.

⁸ Source : OCDE : Treasury bills and bonds à 10 ans.

⁹ Source : OCDE : Emprunts du gouvernement central à 10 ans.

¹⁰ Source : OCDE : Obligations du secteur public de 7 à 15 ans.

¹¹ Source : OCDE : Emprunts de 7 à 15 ans.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1986 ...		5,50		3,50		7,25		12,00		5,00		4,00		3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50	23	2,50
Février					10	7,75	13	11,50						
Mars					3	7,50								
Juillet							28	12,00						
Août														
Septembre	4	6,00												
Novembre					6	8,25			4	4,75	6	3,00		
Novembre					25	8,00			25	4,50				
Décembre			4	2,50	4	7,75			4	4,25	4	2,50		
1988 Janvier					5	7,50			8	4,00				
Janvier					25	7,25			22	3,75				
Mai					26	7,00								
Juillet			1	3,00	8	6,75			1	4,00				
Juillet									29	4,50				
Août	9	6,50	25	3,50	25	7,00	25	12,50	25	4,75	25	3,00		
Octobre					21	7,25								
Décembre					15	7,75			16	5,25	19	3,50		
1989 Janvier			20	4,00	20	8,25			20	5,75	20	4,00		
Février	24	7,00												
Mars							6	13,50						
Avril			20	4,50					20	6,25	13	4,50		
Mai													31	3,25
Juin			30	5,00	30	8,75			30	6,75	30	5,50		
Octobre			6	6,00	6	9,50			6	7,75	6	6,00	11	3,75
Décembre					18	10,00							25	4,25
1990 Mars													20	5,25
Avril					2	9,75								
Avril					26	9,50								
Mai							21	12,50						
Août													30	6,00
Octobre					31	9,25								
Novembre									2	8,00				
Décembre	19	6,50												
1991 Février	1	6,00	1	6,50					1	8,50				
Mars					18	9,00								
Avril	30	5,50												
Mai							13	11,50						
Juin													1	5,50

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention		Escompte			Taux d'intervention		Escompte	
1987	8,38		8,66		1990 Juillet	14,75		13,48	
1988	12,81		11,19		Août	14,75		12,92	
1989	14,75		12,47		Septembre	14,75		12,65	
1990	13,75		11,72		Octobre	13,75		12,66	
1989 1 ^{er} trimestre	12,81		12,39		Novembre	13,75		12,26	
2 ^e trimestre	13,75		12,33		Décembre	13,75		11,72	
3 ^e trimestre	13,75		12,48		1991 Janvier	13,75		10,73	
4 ^e trimestre	14,75		12,47		Février	12,75		9,97	
1990 1 ^{er} trimestre	14,75		13,51		Mars	12,25		9,92	
2 ^e trimestre	14,75		13,83		Avril	11,81		9,49	
3 ^e trimestre	14,75		12,65		Mai	11,31		9,06	
4 ^e trimestre	13,75		11,72		Juin	11,31		8,90	
1991 1 ^{er} trimestre	12,25		9,92		Juillet	10,88			
2 ^e trimestre	11,31		8,90						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de

la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

LEGISLATION ECONOMIQUE

JUIN 1991

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

- 1. Généralités;**
- 2. Réglementation économique et financière;**
- 3. Réglementation fiscale;**
- 4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics;**
 - 4.1. Communautés européennes;
 - 4.2. Etat belge;
 - 4.3. Communautés et Régions;
 - 4.4. Pouvoirs locaux;
- 5. Réglementation sociale;**
 - 5.1. Travail;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales;
- 6. Relations économiques et financières extérieures;**
- 7. Divers.**

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

CONSEIL D'ETAT.

Arrêté royal du 2 avril 1991 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en matière d'astreinte, *Moniteur*, 1^{er} juin 1991, p. 12050.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ASSURANCES.

Arrêté royal du 19 avril 1991 relatif aux comptes annuels des institutions privées de prévoyance soumises à la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances, *Moniteur*, 22 juin 1991, p. 14065.

Extrait

Article 1^{er}. — Sont soumises aux dispositions du présent arrêté, les institutions privées de prévoyance ci-après dénommées « fonds de pension », visées à l'article 2, 3, 6° de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. »

ENERGIE.

Directive du Conseil du 31 mai 1991 relative au transit du gaz naturel sur les grands réseaux, *Journal officiel* n° L 147 du 12 juin 1991, p. 37.

ETABLISSEMENTS DE CREDIT.

Arrêté ministériel du 31 mai 1991 portant approbation des arrêtés de la Commission bancaire et financière du 19 mars 1991 relatif aux fonds propres des établissements de crédit et relatif aux obligations en fonds propres des établissements de crédit sur base consolidée, *Moniteur*, 29 juin 1991, p. 14620.

Résumé

L'arrêté de la Commission bancaire et financière du 19 mars 1991 et ses annexes, approuvés par l'arrêté ministériel du 31 mai 1991, transposent dans la législation financière belge les directives européennes relatives aux fonds propres des établissements de crédit et à la détermination d'un ratio de solvabilité minimum.

Le chapitre I^{er} définit les notions de fonds propres, fonds des tiers, volume pondéré de risques et ensemble de risques sur une même contrepartie, tandis que le chapitre II détermine, à partir des notions ainsi définies, les coefficients et normes de limitation applicables aux établissements compris dans le champ d'application de l'arrêté, dont la liste figure à l'article 1^{er}.

L'annexe II définit d'ailleurs les principes applicables à la détermination sur base consolidée du niveau des fonds propres requis par l'arrêté du 19 mars 1991. L'arrêté anticipe également pour partie l'entrée en vigueur de la recommandation sur le contrôle et la surveillance des grands risques, en confirmant le caractère obligatoire de coefficients destinés à prémunir les établissements de crédit non plus contre les risques de crédit, mais contre certains risques de marché liés à la nature des opérations auxquelles ils se livrent.

En effet, outre le coefficient de 8 % du volume pondéré des risques prévu à l'article 7, 3^o et imposé par la directive 89/647/CEE, figurent également deux autres coefficients, dérivés de la recommandation précitée, respectivement celui d'immobilisation à l'article 7, 1^o, qui exige un niveau de fonds propres au moins équivalent au total des actifs immobilisés, et un coefficient général de solvabilité ou « gearing ratio », calculé de façon dégressive par tranches sur base des fonds des tiers, à l'article 7, 2^o.

Ils tendent l'un et l'autre à assurer à l'établissement concerné l'existence d'un niveau de fonds propres suffisant pour les garantir contre les risques inhérents au développement massif de produits financiers « hors bilan », fortement stimulé par l'imminence de l'entrée en vigueur du ratio de 8 % évoqué ci-dessus.

Ces diverses mesures se complètent d'une obligation de rapport trimestrielle au moins des établissements de crédit à la Commission bancaire et financière, mettant celle-ci en mesure de contrôler le respect des dispositions de l'arrêté commenté par ces établissements.

Dans un chapitre III, l'arrêté prévoit un régime transitoire pour permettre aux établissements de crédit de restructurer leurs fonds propres en vue de l'obtention des ratios susvisés.

Arrêté ministériel du 31 mai 1991 relatif aux fonds propres de la Caisse d'Épargne de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, *Moniteur*, 29 juin 1991, p. 14633.

Arrêté ministériel du 31 mai 1991 concernant la détention de parts d'associés par la Caisse d'Épargne de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, *Moniteur*, 29 juin 1991, p. 14634.

Ces arrêtés appliquent à la Caisse d'Épargne de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, en prévoyant un régime transitoire adéquat, les principes dégagés par l'arrêté de la Commission bancaire et financière commentés ci-dessus.

INITIATIVE ECONOMIQUE PUBLIQUE.

Arrêté royal du 21 mai 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1981 visant la création d'une Compagnie belge pour le Financement de l'Industrie, *Moniteur*, 4 juin 1991, p. 12188.

Extrait

Article 1^{er}. — L'article 2 est remplacé par la disposition suivante : « La société Belfin a pour mission de contribuer, dans le cadre de la politique de l'État, par des appels au marché des capitaux national ou international, ou par toute autre technique appropriée et selon tous modes, sous toutes formes et aux conditions qu'elle avisera, au financement direct ou indirect de la restructuration et du développement des divers secteurs industriels, commerciaux et des services de l'économie belge. »

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mai 1991 approuvant la modification des statuts de la Société régionale d'investissement de Bruxelles, *Moniteur*, 22 juin 1991, p. 14103.

Résumé

Les principales modifications aux statuts de la SRIB portent sur la composition de son actionnariat (75 % minimum du capital entre les mains de la Région de Bruxelles-capitale et d'institutions financières d'intérêt public) et la cessibilité limitée des titres, la composition du Conseil et la mission confiée au Comité Exécutif.

RADIO ET TELEVISION.

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 mai 1991 modifiant l'arrêté du 23 mai 1989 fixant les modalités d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance des radios privées, *Moniteur*, 7 juin 1991, p. 12688.

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 mai 1991 modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1989 fixant la répartition des espaces de publicité commerciale et les ressources en provenant, entre la Radio-Télévision belge de la Communauté française et les stations et sociétés de radiodiffusion s'adressant à l'ensemble du public de la Communauté française et autorisées à insérer de la publicité commerciale, *Moniteur*, 7 juin 1991, p. 12691.

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 mai 1991 fixant pour l'année 1990 les modalités de la répartition des revenus de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite, *Moniteur*, 7 juin 1991, p. 12692.

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 mai 1991 fixant pour l'année 1991 les modalités de la répartition des revenus de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite, *Moniteur*, 7 juin 1991, p. 12693.

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 mai 1991 autorisant la Radio-Télévision belge de la Communauté française à insérer de la publicité commerciale dans ses programmes de radio, *Moniteur*, 7 juin 1991, p. 12694.

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 mai 1991 fixant des règles particulières quant à l'utilisation des ressources en provenance de la publicité à la radio et à l'insertion de la publicité commerciale dans les programmes de radio de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), *Moniteur*, 7 juin 1991, p. 12695.

SOCIETES ET ENTREPRISES.

Arrêté royal du 31 mai 1991 relatif au registre central du commerce, *Moniteur*, 27 juin 1991, p. 14468.

Cet arrêté supprime, à partir du 1^{er} juin 1991, le classement manuel des dossiers individuels des commerçants, tenu par le Registre Central du Commerce, et définit le contenu des informations à tenir sur seul support informatique.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

DOUANE ET ACCISES.

Arrêté ministériel du 27 juin 1991 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués, *Moniteur*, 28 juin 1991, p. 14533.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Arrêté royal du 14 juin 1991 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 20 juin 1991, p. 13886.

Extrait

« Considérant que le présent arrêté fixe entre autres les taux à prendre en considération pour la détermination des sommes payées à titre de revenus d'obligations, de prêts, de créances, de dépôts et d'autres titres constitutifs d'emprunts, qui ne sont pas déductibles comme charges professionnelles pour l'exercice d'imposition 1991 ;... »

TAXES PROVINCIALES.

Loi du 15 mai 1991 portant confirmation de l'établissement et de la perception de centimes additionnels au précompte immobilier de la province de Brabant pour l'année 1988, *Moniteur*, 18 juin 1991, p. 13452.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET TELECOMMUNICATION.

Loi du 18 avril 1989 portant approbation des Amendements à la Convention portant création de l'Organisation internationale de Télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et à l'Accord d'exploitation, adoptés à Londres le 16 octobre 1985, *Moniteur*, 26 juin 1991, p. 14253.

Accord international sur l'utilisation des stations terriennes INMARSAT de navires dans les limites de la mer territoriale et des ports, fait à Londres le 16 octobre 1985, *Moniteur*, 26 juin 1991, p. 14259.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

DETTE DE L'ETAT.

Arrêté ministériel du 29 mai 1991 relatif au calendrier d'émission de certificats libellés en francs à six mois pour l'année 1991, *Moniteur*, 7 juin 1991, p. 12662.

Arrêté ministériel du 7 juin 1991 relatif à l'adjudication d'échange, en date du 10 juin 1991, de trois emprunts intérieurs contre des obligations linéaires 9,50 % - 28 février 1994, *Moniteur*, 11 juin 1991, p. 12872.

Administration de la Trésorerie. Liste des institutions établies dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, agréées comme teneurs de comptes de titres dématérialisés au nom d'investisseurs, *Moniteur*, 13 juin 1991, p. 13148.

Arrêté royal du 15 juin 1991 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 9 % 1991-1999, *Moniteur*, 18 juin 1991, p. 13452.

Arrêté ministériel du 21 juin 1991 relatif au prix de remboursement des obligations de la « Tranche 1 - 1981-1991 » de l'emprunt spécial 1981, *Moniteur*, 25 juin 1991, p. 14169.

Arrêté royal du 24 juin 1991 relatif à l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9 % - 27 juin 2001 », *Moniteur*, 29 juin 1991, p. 14631.

Arrêté ministériel du 20 juin 1991 relatif à la troisième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9,50 % - 28 février 1994 », *Moniteur*, 29 juin 1991, p. 14635.

Arrêté ministériel du 20 juin 1991 relatif à l'émission de l'emprunt 9 % 1991-1999, *Moniteur*, 29 juin 1991, p. 14635.

Arrêté ministériel du 24 juin 1991 relatif à la première tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9 % - 27 juin 2001 », *Moniteur*, 29 juin 1991, p. 14635.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

CONVENTION EMPLOI-FORMATION.

Loi du 28 mai 1991 modifiant l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, *Moniteur*, 21 juin 1991, p. 13964.

EMPLOI.

Arrêté royal du 28 mai 1991 modifiant l'arrêté royal du 2 février 1989 portant exécution de l'article 138 de la loi-programme du 30 décembre 1988, *Moniteur*, 25 juin 1991, p. 14169.

Cet arrêté royal redéfinit, afin d'optimiser l'affectation des moyens du Fonds pour l'emploi, certaines des catégories de travailleurs qui peuvent en être bénéficiaires, à savoir les chômeurs de longue durée et certains travailleurs considérés comme appartenant à des groupes à risque sur le marché de l'emploi.

5.2.1. **ORGANISMES SPECIALISES.**

Arrêté royal du 6 juin 1991 portant organisation, fonctionnement et statut du personnel de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, *Moniteur*, 22 juin 1991, p. 14060.

5.2.1. **PENSIONS.**

Loi du 21 mai 1991 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public, *Moniteur*, 20 juin 1991, p. 13836.

Loi du 21 mai 1991 établissant certaines relations entre des régimes belges de pension et ceux d'institutions de droit international public, *Moniteur*, 20 juin 1991, p. 13871.

Arrêté royal du 21 mai 1991 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et de l'arrêté royal du 4 décembre 1990 portant exécution de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général, et modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour travailleurs salariés, *Moniteur*, 27 juin 1991, p. 14464.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS D'ASSOCIATION.

Décision du Conseil, du 28 juin 1991, prorogeant la décision 86/283/CEE relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne, *Journal officiel* n° L 170 du 29 juin 1991, p. 13.

ACCORDS DE COOPERATION.

Loi du 15 décembre 1989 portant approbation du Protocole et de l'Annexe, signé à Londres le 14 novembre 1988, d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954, *Moniteur*, 1^{er} juin 1991, p. 12043.

BLANCHIMENT DE CAPITAUX.

Directive du Conseil du 10 juin 1991 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux, *Journal officiel* n° L 166 du 28 juin 1991, p. 77.

Résumé

Cette directive met à charge des Etats membres l'obligation de prendre avant le 1^{er} janvier 1993 les mesures aptes à assurer l'interdiction du blanchiment de capitaux sur leur territoire.

La définition des actes incriminés englobe tout acte (ou omission) intentionnel portant sur des biens ou droits dont l'auteur connaît l'origine criminelle, liée au trafic de stupéfiants, au terrorisme ou à toute autre forme de criminalité reconnue par chaque droit national.

Les principales obligations mises à charge des Etats membres visent à organiser la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment des capitaux, en imposant aux établissements de crédit et aux institutions financières y établies

- l'identification des clients (ou de leurs mandants éventuels) ainsi que la conservation des preuves y afférentes;
- l'examen sérieux de toute transaction susceptible d'être liée au blanchiment de capitaux, ainsi que l'information subséquente aux autorités nationales compétentes;
- l'abstention d'exécution de l'opération suspecte, quand elle est possible;
- l'organisation de procédures de contrôle interne et de communication propres à assurer la réalisation de l'objectif de prévention recherché, ainsi que la formation du personnel des établissements de crédit en ce sens.

L'application de ces diverses mesures, ainsi que d'autres éventuellement plus sévères, doit être étendue par les Etats membres à tout autre secteur susceptible de permettre également le recyclage de l'« argent sale ».

Afin de renforcer l'efficacité des dispositions précitées, la directive impose aux Etats membres l'adoption de sanctions appropriées, de même qu'une concertation régulière entre eux et avec la Commission, sous l'impulsion d'un Comité de contact établi à cet effet auprès de cette dernière.

DROIT COMMUNAUTAIRE.

Règlement du Conseil, du 26 juin 1991 relatif à l'application des dispositions du droit communautaire aux îles Canaries, *Journal officiel* n° L 171 du 29 juin 1991, p. 1.

INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX.

Loi du 24 avril 1991 portant approbation de l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Sofia, le 24 octobre 1988, *Moniteur*, 15 juin 1991, p. 13324.

SECURITE ET COOPERATION EN EUROPE.

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, *Moniteur*, 19 juin 1991, p. 13582.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX.

Adhésion par le Grand-Duché de Luxembourg à un certain nombre de conventions de droit maritime (Conventions de Bruxelles). Erratum, *Moniteur*, 19 juin 1991, p. 13610.

7. — DIVERS

SECURITE.

Arrêté royal du 24 mai 1991 fixant les règles de procédure de la suspension ou du retrait des autorisations ou des agréments prévus par la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, *Moniteur*, 7 juin 1991, p. 12663.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

Les *Cahiers* reprennent des études qui ne sont pas publiées dans le *Bulletin*. On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

- Cahier n° 1 :** Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du précompte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.
- Cahier n° 2 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 3 :** La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 4 :** L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 5 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1988, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 6 :** Volume et structure des marchés des changes en Belgique et à l'étranger, par P. Demarsin.
- Cahier n° 7 :** Parts de marché des producteurs de l'UEBL sur les marchés extérieurs et intérieur, par A. Nyssens et Gh. Poullet.
- Cahier n° 8 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1989, par Ph. Quintin et P. Tellier.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

*
**

321.68 - 342.4 - 342.50
342.55 - 342.2 - 338.43

380.23 - 305.5 - 658.7

ALEN, A.

La Belgique : un fédéralisme bipolaire et centrifuge.
(Textes et Documents.)

Bruxelles, Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, 1990, 40 p.

BUGHIN, J.

Pricing behavior with exports-oriented trade strategies in a small open economy : an exploratory econometric approach within a quantity-constraint framework.

(Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de Namur, Série Recherche, 110.)

Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 1991, s. p.

333.100. - 333.104. - 333.106.
339.312.5

336.312.3

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

La dynamique d'investissement des banques.
(Aspects et Documents, 116.)

Bruxelles, A.B.B., 1991, 53 p.

BULLETIN...

Analyse du risque-pays : approche par la Générale de Banque.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 319, 1991 04, p. 1-11.)

BE 27CF

305.7 - 333.405. - 336.300.
305.93

338.045. - 338.42 - 331.19
334.154.1 - 338.70

BOHN, H.

Time consistency of monetary policy in the open economy.

(In : JOURNAL OF INTERNATIONAL ECONOMICS, Amsterdam, 3-4, 1991 05, p. 249-266.)

NL 15C

CABUS, P. & VAN PEER, R.

La structure industrielle de la Flandre à l'horizon de l'Europe de 1992.

(In : CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE - BULLETIN TRIMESTRIEL, Bruxelles, 175, 1991, p. 3-29.)

BE 61AF

336.202. - 336.208.

336.300. - 305.93

BORGERS, J.

De progressieve bestedingsbelasting.

(In : MINISTERIE VAN FINANCIEN - DOCUMENTATIEBLAD, Brussel, 5, 1991 06, p. 15-115.)

BE 99B

CALVO, G.A. et al.

Optimal maturity of nominal government debt : the first tests.

(In : ECONOMICS LETTERS, Amsterdam, 4, 1991 04, p. 415-421.)

NL 8

339.325.0 - 339.324. - 339.325.4

333.18 - 339.325.1 - 339.322.

339.323. - 334.151.9

CENTRE DE DROIT DE LA CONSOMMATION DE
L'UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN.

L'année de la consommation - 1989-1990 - Het ver-
bruik in.

Bruxelles, *E. Story-Scientia*, 1991, IV+178 p.

331.161.4 - 336.301. - 336.401.

336.451. - 336.53

DEFEYT, P.

La crise des finances publiques n'est pas finie : diag-
nostic et propositions.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles,
1, 1991 02, p. 3-14.)

BE 131A

334.151.20 - 334.151.25 - 334.151.21

CODY, B.J.

Seignorage and European Monetary Union (EMU).

(In : *CONTEMPORARY POLICY ISSUES*, Long Beach, 2, 1991 04,
p. 72-80.)

US 30G

336.225. - 336.220. - 334.154.32

334.151.3

DEFEYT, P.

L'harmonisation de la fiscalité indirecte en Europe.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, 151, 1991 04,
p. 1-23.)

BE 33Z

380.23 - 305.3

COMPETITIVENESS...

The competitiveness of European industry. (Papers from
a seminar held in Brussels.)

London, *Routledge*, 1989, XIII+210 p.

333.600. - 333.602. - 333.646.

347.728.5

DELAHAUT, P.

Instruments et marchés financiers : nouveaux domaines
d'intervention de la puissance publique.

(In : *ANNALES DE DROIT DE LOUVAIN*, Bruxelles, 1,
1991 01/03, p. 113-138.)

BE 513

339.4 - 305.91 - 333.613.

CORHAY, A.

Effet d'intervalle et estimation du risque systématique
à la Bourse de Bruxelles.

(In : *JOURNAL DE LA SOCIETE DE STATISTIQUE DE PARIS*, Paris,
3-4, 1990 07/12, p. 69-85.)

FR 39

334.151.21 - 333.111.0

de LHONEUX, E.

Les mutations européennes d'un service public : le cas
de la banque centrale.

(In : *ANNALES DE DROIT DE LOUVAIN*, Bruxelles, 1,
1991 01/03, p. 31-65.)

BE 513

333.167.

347.731. - 347.734. - 333.646.
333.611. - 333.139.2 - 333.44

DELMOLY, J. & KREMLIS, G.

La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD).

(In : *REVUE DES AFFAIRES EUROPEENNES*, Paris, 2, 1991, p. 45-54.)

FR 850

FINANCIELE...

Financiële herregulering in België, 1990. (Referaten v/d studiecycclus georganiseerd aan de Rijksuniversiteit van Gent in het voorjaar van 1990.)

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1991, X+713 p.

334.154.33 - 336.834.

333.101. - 333.130.1 - 333.139.2

DONY, M.

Les aides aux entreprises et le droit communautaire de la concurrence.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1316, 1991, p. 1-28.)

BE 28E

FUTURE...

Abraham, J.P. : The process of change in Belgian banking. (In : *The future of financial systems and services.*)

Basingstoke, Hampshire, Macmillan, 1990, 36-50 p.

333.111.0 - 333.101. - 333.480. - 333.110.
333.80 - 333.820. - 334.154.1 - 334.152.0
334.151.21 - 337.550. - 334.12 - 333.432.6

331.12 - 338.43 - 338.70
331.180.

EHRENBERG, H.

Abstieg vom Währungsolymp : zur Zukunft der Deutschen Bundesbank.

(Fischer Wirtschaft, 10263.)

Frankfurt am Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1991, 198 p.

GENICOT, L.-F. & HENDRICKX, J.-P.

Wallonie-Bruxelles : berceau de l'industrie sur le continent européen.

Louvain-la-Neuve, Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles, 1990, 254 p.

334.151.50

336.61 - 382.242.0 - 305.93

ERMISCH, J.

European integration and external constraints on social policy : is a social charter necessary?

(In : *NATIONAL INSTITUTE ECONOMIC REVIEW*, London, 136, 1991 05, p. 93-108.)

GB 19B

GHOSH, A.R.

Strategic aspects of public finance in a world with high capital mobility.

(In : *JOURNAL OF INTERNATIONAL ECONOMICS*, Amsterdam, 3-4, 1991 05, p. 229-247.)

NL 15C

GOUDSWAARD, K.P.

Budgetary policies in the Netherlands : 1982-1990.
(In : *FINANZARCHIV*, Tübingen, 2, 1990, p. 271-283.)

DE 14

KORTLEVEN, J.

Enkele externe aspecten van de Europese interne markt.

(In : *MINISTERIE VAN FINANCIEN - DOCUMENTATIEBLAD*, Brussel, 5, 1991 06, p. 141-209.)

BE 99B

334.154.1 - 334.153.0 - 382.10
382.32

HAMILTON, C.B.

European Community external protection and 1992.
Voluntary export restraints applied to Pacific Asia.

(In : *EUROPEAN ECONOMIC REVIEW*, Amsterdam, 2-3, 1991 04, p. 378-387.)

NL 14

336.61 - 336.400. - 336.401.
333.846.6

LANGDANA, F.K.

Sustaining budget deficits in open economies.

London, Routledge, 1990, XVI+200 p.

336.00 - 336.02 - 336.60
336.50 - 321.68 - 336.201.
336.61

HIRSCH, W.Z. & RUFOLLO, A.M.

Public finance and expenditure in a federal system.

San Diego, Harcourt Brace Jovanovich, 1990,
XIV+517 p.

338.6 - 338.043. - 338.023.
305.3

LICHTENBERG, F.R. & SIEGEL, D.

The impact of R&D investment on productivity. New evidence using linked R&D-LRD data.

(In : *ECONOMIC INQUIRY*, Huntington Beach (California), 2, 1991 04, p. 203-229.)

US 30F

334.151.9 - 470

JALLADE, J.P.

L'enseignement supérieur en Europe.

(In : *NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES*, Paris, 4929, 1991 04, p. 7-127.)

FR 51F

334.151.21 - 334.151.20

LOMAX, D.F.

A European central bank and economic and monetary union.

(In : *NATIONAL WESTMINSTER BANK QUARTERLY REVIEW*, London, 2, 1991 05, p. 55-73.)

GB 61

334.151.0 - 334.151.1 - 334.151.6 - 334.151.7
334.154.33 - 334.151.3 - 334.151.4
334.153.0 - 334.153.1 - 334.151.20
334.151.27 - 334.151.21 - 334.154.1

338.047.

MAIN...

Main economic policy areas of the EEC, towards 1992 :
the challenge to the Community's economic policies
when the 'real' Common Market is created by the end
of 1992.

(International Studies in Economics and Econometrics,
20.)

Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 1990,
XXX+170 p.

NUCHELMANS, D.

La réforme des entreprises publiques en Belgique.

(In : ANNALES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE,
Liège, 1, 1991, p. 33-62.)

BE 5A

330.2 - 330.3 - 305.96

330.543.

MALINVAUD, E.

Voies de la recherche macroéconomique.

Paris, Edit. Odile Jacob, 1991, 507 p.

NUCHELMANS, D. & PAGANO, G.

Les entreprises publiques autonomes.

(In : COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1321-22,
1991, p. 3-72.)

BE 28E

334.154.1

343.538. - 343.34 - 343.35
336.208.

MARGUE, T.-L.

L'ouverture des marchés publics dans la Communauté. (I)

(In : REVUE DU MARCHÉ UNIQUE EUROPEEN, Paris, 2, 1991,
p. 143-179.)

FR 830

PARDON, J.

Le blanchiment de l'argent : aspects internationaux et
européens.

(Aspects et Documents, 117.)

Bruxelles, Association Belge des Banques, 1991, 52 p.

339.310. - 305.4 - 380.21
339.320. - 305.5

336.214. - 332.691. - 339.312.0
305.93 - 305.8

MODIGLIANI, F.

Recent declines in the savings rate : a life cycle per-
spective.

(In : RIVISTA DI POLITICA ECONOMICA, Roma, 12, 1990 12,
p. 5-42.)

IT 22

PLASMANS, J. & VANNESTE, J.

The incidence of corporate taxation in Belgium on em-
ployment and investment.

(In : CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 129,
1991 01/03, p. 3-25.)

BE 44E

338.021. - 305.95

334.154.2 - 334.151.28 - 334.151.26
333.139.2

POLLAN, W.

Wage norms in an open economy.

(In : *EMPIRICA*, Wien, 2, 1990 07/12, p. 187-199.)

AT 2

SINGLE...

The single market and the law of banking.

London, Lloyd's of London Press, 1991, XXX+270 p.

333.741.0

332.620. - 305.94 - 330.01

QUADEN, G.

The recent reform of monetary policy in Belgium.

(In : *NATIONAL WESTMINSTER BANK QUARTERLY REVIEW*, London, 1, 1991 02, p. 29-42.)

GB 61

SPRINGER, K.A.

Disequilibrium theory in the open economy and the unemployment problem : a survey.

(In : *DE ECONOMIST*, Leiden, 1, 1991, p. 43-61.)

NL 12

331.30 - 305.2 - 331.33
331.32 - 331.31

333.820. - 334.151.20 - 334.151.21

SAVAGE, R.

Chocs externes, structures productives et politiques d'ajustements : une relecture « dualiste » de la crise belge 1967-1988.

(In : *MINISTERIE VAN FINANCIEN - DOCUMENTATIEBLAD*, Brussel, 4, 1991 05, p. 3-371.)

BE 99B

THYGESSEN, N.

Monetary management in a monetary union.

(In : *EUROPEAN ECONOMIC REVIEW*, Amsterdam, 2-3, 1991 04, p. 474-483.)

NL 14

338.8 - 380.21 - 339.320.

333.600. - 382.242.0

SCHOTSMAN, H.J.

Lagere besparingen, lagere groei?

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3805, 1991 04 24, p. 421-424.)

NL 10

TURNER, P.

Capital flows in the 1980s : a survey of major trends.

(In : *BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS - BIS ECONOMIC PAPERS*, Basle, 30, 1991 04, p. 9-118.)

BIS 1

VAES, H.

De koppeling van de Belgische frank aan de Duitse mark.

(In : *NIEUW TIJDSCHRIFT VOOR POLITIEK*, Brussel, 1, 1991 01/02, p. 27-53.)

BE 149

VERKAEREN, P.

Tendances récentes en matière de contrôle de certains organismes d'intérêt public.

(In : *ANNALES DE DROIT DE LOUVAIN*, Bruxelles, 1, 1991 01/03, p. 67-91.)

BE 513

339.113.

334.151.28 - 333.139.1

VAN DE VOORDE, W.

Belgian bilateral investment treaties as a means for promoting and protecting foreign investment.

(In : *STUDIA DIPLOMATICA*, Bruxelles, 1, 1991, p. 87-112.)

BE 50

VIVES, X.

Regulatory reform in European banking.

(In : *EUROPEAN ECONOMIC REVIEW*, Amsterdam, 2-3, 1991 04, p. 505-515.)

NL 14

333.103. - 333.102. - 333.154.

333.130.0

334.153.0 - 334.12 - 337.554.

van SCHAIK, R. et al.

Elektronisch bankieren : de praktijk voor bank en bedrijf.

's-Gravenhage, Delwel Uitg., 1990, 127 p.

WIDER...

The wider Western Europe : reshaping the EC/EFTA relationship.

London, Pinter Publishers, 1991, XIV + 285 p.

333.139.2 - 347.730. - 334.151.28

VASSEUR, M.

Des aspects juridiques de l'Europe financière et, plus particulièrement, bancaire.

(In : *REVUE DE DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES / INTERNATIONAL BUSINESS LAW JOURNAL*, Paris, 2, 1991, p. 171-211.)

FR 727

Prix de l'abonnement annuel

{ Belgique et Luxembourg : FB 500,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 750,—.
Autres pays : voie normale : FB 750,—
voie aérienne : FB 1.550,—

Prix du numéro séparé

{ Belgique et Luxembourg : FB 50,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 75,—.
Autres pays : voie normale : FB 75,—
voie aérienne : FB 155,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Recettes à ventiler - Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
